INSTITUT KURDE DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°480

MARS 2025

La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Gouvernement français et de la Mairie de Paris

– – – – –

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Bulletin de liaison et d'information
de l'Institut kurde de Paris
N° 480 mars 2025

Sommaire :

- **SYRIE : UN « ACCORD DE PAIX » ENTRE DAMAS ET L'ADMINISTRATION AUTONOME KURDE**
- **TURQUIE : L'ARRESTATION DU MAIRE D'ISTANBUL SUSCITE DE VIVES TENSIONS DANS LE PAYS**
- **IRAN : NÉGOCIATIONS SOUS PRESSION OU CONFRONTATION MILITAIRE ?**
- **IRAK : LA POPULATION DU KURDISTAN EST DÉSORMAIS URBAINE À PLUS DE 84 %**
- **PARIS : CÉLÉBRATION DE NEWROZ À L'HÔTEL DE VILLE**

SYRIE : UN « ACCORD DE PAIX » ENTRE DAMAS ET L'ADMINISTRATION AUTONOME KURDE

Le nouveau régime cherche à étendre son pouvoir en réduisant les poches de dissidence et en concluant un « accord de paix » avec la principale force politico-militaire échappant à son contrôle : l'administration autonome du Nord-Est de la Syrie, à dominante kurde.

Le 6 mars, un groupe de partisans de l'ancien président déchu a lancé une attaque contre les milices pro-gouvernementales à Jable, près de Lattaquié, berceau de la minorité alaouite. Le nouveau gouvernement a dépêché sur place des renforts, y compris des milices alliées islamistes comprenant de nombreux ex-djihadistes de Daech, recyclés mais farouchement hostiles aux « hérétiques alaouites ». Les affrontements avec les partisans pro-Assad auraient fait au moins 481 morts dans les deux camps selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les milices islamistes se sont alors déchaînées contre la population civile alaouite, massacrant avec une sauvagerie digne de Daech femmes et enfants. Selon l'OSDH, « le nombre total des martyrs civils liquidés s'élève à 973, y compris des femmes et des enfants ». L'ONU évoque des « meurtres, des exécutions sommaires et des opérations de nettoyage ethnique » perpétrés « par les forces de sécurité et des groupes alliés » (*Le Monde*, 10 mars).

Réagissant à ce carnage, le président par intérim Ahmad Al-Charaa a annoncé, le 10 mars, la formation d'une commission d'enquête indépendante sur « les exactions contre les civils », afin d'en identifier les responsables et de les traduire en justice. « Nous demanderons des comptes (...) sans indulgence à toute personne impliquée dans l'effusion de sang des civils », a-t-il assuré dans une vidéo diffusée par l'agence de presse officielle SANA. Promesse qui risque de rester sans lendemain dans l'état sécuritaire chaotique de la Syrie.

Lors d'un sermon, le 9 mars, le patriarche orthodoxe d'Antioche, Jean X, a indiqué que les « massacres avaient aussi tué de nom-

breux chrétiens innocents ». « La majorité des victimes étaient des civils innocents, dont des femmes et des enfants », a-t-il affirmé.

De son côté, l'administration autonome kurde de Syrie a condamné des « pratiques qui nous ramènent à une époque noire que le peuple syrien ne veut pas revivre ». C'est sans doute pour éviter de tels affrontements que les Kurdes ont conclu, le 10 mars, avec le nouveau pouvoir un « accord de paix » prévoyant l'intégration progressive de leur administration, de ses institutions civiles et militaires, dans les structures de l'État syrien. C'est avec les encouragements et grâce à la médiation américaine que cet accord a été signé par le président par intérim Al-Charaa et le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le général Mazloum Abdi, qui s'est rendu pour l'occasion à Damas par un hélicoptère de l'US Air Force.

Cet accord a été salué par la communauté internationale, y compris les États-Unis, qui ont déclaré qu'ils « réaffirment leur soutien à une transition politique garantissant une gouvernance crédible et non sectaire comme meilleure voie pour prévenir de nouveaux conflits. »

Texte de l'accord de paix

L'accord kurdo-syrien comprend les dispositions suivantes :

- **Participation politique pour tous les Syriens** : Assurer à tous les citoyens le droit de participer au processus politique et aux institutions de l'État sur la base du mérite, indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse.

- **Reconnaissance de l'identité kurde** : Reconnaître formellement la communauté kurde comme une composante essentielle de la Syrie, en garantissant une pleine citoyenneté et des droits constitutionnels.

- **Cessez-le-feu national** : Imposer un cessez-le-feu général sur l'ensemble du territoire syrien afin de mettre un terme à la violence et de promouvoir la stabilité nationale.

- **Intégration institutionnelle** : Unifier les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie sous l'administration de l'État syrien, y compris les postes-frontières, les aéroports et les infrastructures énergétiques telles que les champs de pétrole et de gaz.

- **Retour des déplacés syriens** : Assurer le retour en toute sécurité des personnes déplacées dans leurs foyers et communautés, avec des garanties de protection fournies par le gouvernement syrien.

- **Soutien à la stabilité de la Syrie** : Renforcer la capacité du pays à lutter contre les résidus du régime Assad et à faire face à d'autres menaces pesant sur la sécurité et l'unité de la Syrie.

- **Rejet de la division et de la haine** : Condamner toute tentative de promouvoir le sectarisme, les discours de haine ou la division au sein des communautés ethniques et religieuses diverses du pays.

- **Calendrier de mise en œuvre** : Mise en place de comités exécutifs chargés de superviser l'application intégrale de l'accord, le processus devant être achevé d'ici la fin de l'année.

Cet accord a été accueilli favorablement par la population kurde, qui espère que les alliés occidentaux veilleront à son respect et s'impliqueront plus activement pour empêcher les incursions turques. Dans un entretien téléphonique avec le leader kurde Massoud Barzani, me 11 mars, le général Mazloum Abdi a souligné l'importance de l'unité kurde dans la période critique actuelle. Barzani a réitéré « son soutien à tout pas qui favorise la paix et la stabilité en Syrie, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple kurde ». De son côté, le président turc Erdogan, lors d'un dîner de rupture du jeûne du Ramadan, le 11 mars, a déclaré : « La mise en œuvre intégrale de l'accord conclu hier va servir la sécurité et la paix en Syrie. Tous nos frères syriens en sortiront gagnants » (*AFP*, 11 mars). Cependant, malgré cette déclaration de bonnes intentions, les milices syriennes pro-turques ont poursuivi leurs attaques dans les environs du barrage de Tishrin.

Une frappe de drone turc, a ciblé des habitations civiles dans le village de Jarraf, au sud de Kobané, tuant un enfant de 13 ans et blessant deux autres personnes. Près du barrage de Tishreen, des avions de chasse turcs ont bombardé le village de Khirbet al-Zamala, tandis que des tirs d'artillerie lourde ont visé les villages environnants. Par ailleurs, des forces soutenues par la Turquie ont tenté une attaque à l'aide de drones suicides, dont quatre ont été abattus par les forces de défense.

Le 17 mars, un drone turc a frappé une zone située entre les villages de Qomji et Barkh Botan, au sud de Kobani, tuant neuf civils d'une même famille, dont plusieurs enfants, et en blessant deux autres. Les victimes travaillaient sur leurs terres agricoles lorsque l'attaque a eu lieu (Le Figaro, 18 mars).

Selon les FDS, la Turquie continue d'intensifier ses activités militaires dans le nord et l'est de la Syrie, malgré les efforts internationaux en cours pour négocier un cessez-le-feu à l'échelle nationale. En plus de lancer des attaques répétées, la Turquie étend secrètement sa présence

militaire en construisant de nouvelles bases sous le couvert de la nuit, en particulier dans les zones situées au sud et à l'est de Manbij et autour de Kobani. Les sites clés comprennent la colline de Qara Qwzaq, la rive ouest de l'Euphrate et le village de Hassan Agha.

Le 17 mars, l'Union européenne a organisé à Bruxelles sa neuvième conférence internationale de soutien à la Syrie. Outre les pays engagés, plusieurs pays arabes ont participé à cette conférence. L'Union européenne va débloquer quelque 2,5 milliards d'aides humanitaires et d'assistance pour le rétablissement des services fondamentaux. Au total, la communauté internationale espère mobiliser près de 6 milliards d'euros. Les États-Unis, qui ne reconnaissent pas le nouveau régime syrien, ne participeront pas à cet effort de solidarité. Les donateurs européens vont conditionner leur aide au progrès du processus politique en cours, veillant notamment à son caractère inclusif, au respect des droits des minorités et au statut des femmes.

Dans son entretien accordé à la chaîne kurde Rudaw, la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock a réaffirmé la position ferme de l'Allemagne sur le soutien aux droits des Kurdes, en particulier dans le contexte de l'avenir de la Syrie. Elle a salué le rôle des Kurdes dans la défaite de Daech et a souligné que leur identité, leur langue et leur sécurité devaient être reconnues dans toute future constitution syrienne. Mme Baerbock a également souligné l'importance de l'unité kurde dans la prise de décision politique. Dans le même temps, elle a précisé que l'Allemagne ne financerait pas les groupes islamistes en Syrie et que la poursuite du soutien allemand à la reconstruction et à l'aide dépendait d'un processus politique inclusif et démocratique. Elle a averti les nouveaux dirigeants intérimaires syriens que les mots ne suffisent pas et que l'Allemagne ne soutiendra que des actions réelles en faveur de la stabilité, des droits et de l'inclusion.

L'aide européenne vise aussi à favoriser le retour des réfugiés syriens vers le pays. Selon les chiffres publiés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 1,2 million de Syriens sont retournés dans leur région d'originÈe depuis décembre dernier, dont 885 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 302 000 réfugiés. Le HCR s'attend à ce que jusqu'à 3,5 millions de réfugiés et déplacés internes rentrent chez eux cette année, ce qui « souligne le besoin d'investissements urgents dans le soutien au rétablissement et à la réintégration », estime Adam Abdelmoula, le coordinateur résident et humanitaire des Nations unies pour la Syrie (*Euronews*, 24 mars).

Intervenant lors de la Conférence de Bruxelles sur la Syrie du 17 mars, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a souligné la nécessité de réformes globales et durables garantissant les droits de tous les citoyens syriens. « Comment faire en sorte que, lorsque les gens retournent dans leurs communautés, ils disposent de suffisamment d'éléments de base : abris, électricité, eau, assainissement, éducation, emploi — en bref, comment assurer leur sécurité et le respect de leurs droits ? Car sans sécurité, il n'y a pas d'opportunités », a-t-il ajouté.

Assurer la sécurité et la stabilité nécessite avant tout un cadre juridique stable, une constitution et des lois garantissant l'égalité des droits et les libertés publiques, un gouvernement légitime issu d'élections libres. Un gigantesque défi dans un pays fragmenté et en ruines. Le nouveau régime syrien ne semble pourtant pas prendre le temps nécessaire pour consulter les forces politiques et les représentants de la société civile afin d'élaborer un consensus et définir un calendrier électoral réaliste.

Déclaration constitutionnelle

Le 13 mars, le président par intérim Al-Charaa a signé une « déclaration constitutionnelle » tenant lieu de constitution temporaire. Celle-ci accorde au président intérimaire pleins pouvoirs y compris le pouvoir exécutif, le pouvoir de déclarer l'état d'urgence. Il nommera un tiers des membres du Parlement intérimaire, les deux autres tiers devant être proposés par des commissions électorales elles-mêmes supervisées par un comité nommé par le président.

En somme, le président par intérim va cumuler avec ses fidèles l'ensemble des pouvoirs exécutif et législatif. La justice sera « indépendante » sous l'autorité d'une cour constitutionnelle dont les membres seront nommés par le président par intérim lui-même, sans l'approbation d'aucune autre institution. Selon cette « constitution » temporaire, le président de la Syrie doit être musulman et la loi islamique (charia et jurisprudence sunnite) sera la source principale de la législation, tout en garantissant « la liberté de croyance ».

Cependant, tous les droits, y compris la liberté de culte, peuvent être restreints s'ils sont considérés comme portant atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public. Le nom du pays reste « République arabe syrienne », une république autocratique et islamique, discriminatoire envers ses citoyens non musulmans et non arabes. Ce régime « intérimaire » devrait durer au moins cinq ans, le temps de rédiger une nouvelle constitu-

tion et d'organiser des élections (*New York Times*, 14 mars).

Cette « constitution » temporaire, accompagnée d'un calendrier électoral digne d'une junte militaire, a déçu de nombreux Syriens et provoqué la colère d'autres forces politiques. L'administration autonome kurde, dans un communiqué, a rejeté cette « déclaration constitutionnelle » qui, selon elle, ne fait que « reproduire l'autoritarisme sous une nouvelle forme » et sabote les contre-pouvoirs. Elle déclare qu'elle ne respectera pas les dispositions de cette « constitution » proclamée sans consultation ni consentement populaire.

Faisant fi de ces critiques et fort du soutien de son parrain turc, le président syrien par intérim a annoncé, le 29 mars, la formation d'un nouveau gouvernement sans Premier ministre, dans lequel ses fidèles occupent les principaux postes, mais qui se veut « inclusif » et compte une femme chrétienne. Les 23 ministres ont prêté serment devant Al-Charaa lors d'une cérémonie retransmise par la télévision. Outre Mme Hind Khabawat, chrétienne, nommée ministre des Affaires sociales et du Travail, le cabinet compte un ministre druze, un autre kurde et un alaouite qui ne représentent aucune force politique.

Le 30 mars, l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (AANES) a fermement rejeté le nouveau gouvernement formé à Damas, déclarant qu'il ne reflétait pas la diversité de la Syrie et poursuivait les mêmes politiques d'exclusion et de centralisation que le régime précédent. Dans une déclaration, les Kurdes syriens ont souligné que tout gouvernement qui n'inclurait pas une représentation équitable et significative de toutes les composantes ethniques, religieuses et politiques de la Syrie ne ferait qu'aggraver la crise, au lieu de la résoudre. Ils ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient ni ne mettraient en œuvre les décisions prises par un gouvernement qui marginaliserait des communautés comme la leur. Réaffirmant son engagement en faveur d'une Syrie démocratique et décentralisée, l'AANES a appelé à un processus politique inclusif qui respecte la citoyenneté, l'égalité de participation et la fin de la domination d'une seule faction.

Réagissant à ces critiques, le président par intérim a déclaré à la télévision syrienne: « On ne pourra pas satisfaire tout le monde. Chaque mesure que nous prenons ne fera pas consensus, c'est normal, mais nous devons parvenir à un consensus autant que possible » (*AFP*, 31 mars).

Dans ce contexte, les chances que l'accord de paix kurdo-syrien soit respecté paraissent pour le moins hypothétiques.

TURQUIE : L'ARRESTATION DU MAIRE D'ISTANBUL SUSCITE DE VIVES TENSIONS DANS LE PAYS

Affaibli par l'usure du pouvoir et par une crise économique et sociale qui ne cesse de s'aggraver, le président turc s'accroche et se prépare à solliciter un troisième mandat. À cette fin, il veut modifier la Constitution qui n'autorise que deux mandats présidentiels et éliminer tous ceux qui pourraient contrarier ses ambitions et son pouvoir de plus en plus autocratique et répressif.

Après avoir destitué 11 maires kurdes démocratiquement élus en l'espace d'un an sous l'accusation de "liens avec une organisation terroriste", il a décidé de s'en prendre à son principal opposant politique, le populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, pressenti par son parti, en février 2023, comme candidat à la prochaine élection présidentielle. Le président turc, qui contrôle l'appareil judiciaire et l'utilise à loisir contre ses adversaires, a mis en branle le processus d'élimination politique d'Imamoglu. Poursuivi dans cinq procédures judiciaires sous des prétextes aussi inconsistants que « atteinte à l'indépendance de la justice » ou « insulte au Haut Conseil électoral » (dont il avait critiqué le manque d'impartialité), le maire d'Istanbul a vu son diplôme universitaire obtenu il y a 30 ans invalidé par le conseil d'administration de l'université d'Istanbul.

Décision ubuesque qui, si elle était confirmée en appel par la justice, l'empêcherait de se porter candidat au poste de président de la République, car selon la Constitution turque, seuls les titulaires d'un diplôme universitaire peuvent briguer ce poste. Ekrem Imamoglu avait fait une licence en gestion administration dans une université privée de Chypre du Nord, sous occupation turque, avant d'être admis sur équivalence de titre à l'université d'Istanbul, où il a pu compléter ses études et obtenir son diplôme. Le conseil d'université décide, trois décennies plus tard, que cette reconnaissance d'équivalence était « irrégulière ».

Cet imbroglio administratif n'est pas sans rappeler la contestation du diplôme universitaire du président Erdogan lui-même, qui serait un faux. En effet, lors des élections présidentielles de 2014, un certain Ömer Basoglu a déclaré à la presse avoir terminé ses études en 1981 à la même date que Recep Tayyip Erdogan, dans la même faculté de l'université de Marmara à Istanbul, et assure qu'il ne l'a

jamais côtoyé. Dans une vidéo de 5 minutes, il accuse le président turc d'être un faussaire (Le Monde, 19 mars 2021). Ce témoin gênant est mort sept mois plus tard dans des circonstances non élucidées.

Au lendemain de cette tentative d'invalidation de son diplôme, le 19 mars, Ekrem Imamoglu a vu son domicile encerclé par une vingtaine de véhicules de police. Il a commenté en direct sur les réseaux sociaux cette descente de police brutale et accusé les autorités d'utiliser la police à des fins politiques. Appréhendé à 7h30, il a été amené pour interrogatoire dans les locaux de la direction générale de la police. La police a également interpellé un centain nombre de ses collaborateurs, dont le conseiller de presse Murat Ongün, le maire du district de Sisli Resul Emrah Sahan, et le secrétaire général adjoint de la municipalité Mahir Polat.

Dans un premier communiqué, le parquet général, dans le cadre d'une enquête de corruption, accuse Ekrem Imamoglu d'être "à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif", de fraude aggravée et de trucage d'appel d'offres. Puis, dans un deuxième communiqué, le procureur affirme que "M. Imamoglu, avec les autres suspects, a commis le crime d'aider l'organisation terroriste PKK-KCK". Cette accusation permet aux autorités de remplacer un maire élu par un administrateur. Craignant des réactions de la population, le gouvernement, par le biais du préfet d'Istanbul, a interdit toute manifestation sur la voie publique pendant quatre jours, fermé plusieurs stations de métro du centre d'Istanbul, barré des voies d'accès à la mairie et restreint l'accès aux réseaux sociaux.

Les réactions à ce fait du prince, impensable dans une démocratie digne de ce nom ne se sont pas fait attendre, tant en Turquie qu'à l'étranger. Le président du CHP (Parti républicain du peuple), en déplacement, a immédiatement regagné Istanbul et dénoncé un véritable "coup d'État", à trois jours d'une primaire destinée à investir Imamoglu comme candidat officiel de son parti pour la prochaine élection présidentielle. À l'appel du CHP, parti fondateur de la République turque et principale formation de l'opposition, de vastes rassemblements populaires se sont formés à Istanbul, devant la mairie, et dans une cinquantaine de grandes villes du pays. Le 21 mars, jour du Nouvel An kurde, plus d'un million de Kurdes ont célébré Newroz dans le district de Kumkapı d'Istanbul et un autre million de manifestants dans un autre district, pour protester contre l'arrestation d'Imamoglu et la dérive despotique d'Erdogan. Il s'agit des manifestations populaires les plus importantes depuis celles du Parc Gezi à Istanbul en 2013. Les jeunes, qui n'ont connu comme président que Recep Tayyip Erdogan, très inquiets pour leur avenir, y ont massivement participé.

Malgré un usage immodéré de gaz lacrymogènes et de canons à eau, les manifestations n'ont pas été dispersées. Le 23 mars, un juge de garde a ordonné l'incarcération du maire d'Istanbul en détention provisoire pour "corruption". Il a en revanche écarté l'accusation de "terrorisme". Ekrem Imamoglu et ses collaborateurs ont été conduits par un convoi sécurisé, escorté de voitures de police, à la gigantesque prison de Silivri, où ils ont été placés en détention provisoire. Leurs avocats ont fait appel de cette décision judiciaire expéditive. Le ministre turc de l'Intérieur a aussitôt suspendu le maire d'Istanbul de ses fonctions. Le conseil municipal s'est réuni le 26 mars pour élire à sa place un maire-adjoint.

Le vote pour la primaire du CHP s'est tenu comme prévu le 23 mars, mais il s'est transformé en plébiscite, avec 15 millions de votants en faveur d'Imamoglu, dont 13,2 millions de personnes non affiliées au CHP selon le décompte officiel de la consultation (Le Monde, 24 mars). Le CHP avait appelé tous les citoyens à y prendre part. Commentant les résultats, le leader du CHP, Özgür Özel, a déclaré : "Ekrem Imamoglu est en route pour la prison, mais il est aussi en route vers la présidence." De son côté, E. Imamoglu a salué ce résultat : "Des dizaines de millions de personnes dans ce pays, qui souffrent de l'oppression du gouvernement, d'une économie ruinée, de l'incompétence et de l'anarchie, se sont précipitées aux urnes pour dire : 'Erdoğan, ça suffit !' Les urnes viendront, la nation donnera à ce gouvernement une gifle inoubliable."

Le 29 mars, à Maltepe, sur la rive asiatique du Bosphore, s'est tenu le plus grand rassemblement protestataire des dernières décennies en Turquie. Selon la presse, la mobilisation a réuni près de 2,2 millions de personnes. La démonstration de force de l'opposition s'est déroulée dans le calme, sans incident. La foule a dénoncé le coup d'État politique d'Erdogan, l'instrumentalisation de la justice, les violences policières. Plusieurs orateurs ont annoncé que cette marche vers le pouvoir allait se poursuivre. Plusieurs journalistes couvrant ces manifestations ont été arrêtés, dont un envoyé spécial du quotidien suédois *Dagens ETC*, Joakim Medin. L'envoyé de la BBC britannique, Mark Lowen, a été expulsé (*New York Times*, 27 mars). Selon un décompte cité par *Le Monde* du 31 mars, "plus de 2000 personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement". L'ampleur de la contestation et sa répression déstabilisent le parti d'Erdogan. Dans sa couverture des événements, la presse internationale titre : « La Turquie bascule dans l'autocratie » (*The New York Times*, 22 mars), « Erdogan accentue son virage autoritaire » (*Le Figaro*, 26 mars), « Le pouvoir bride les médias » (*Le Monde*, 27 mars).

Dans son édition du 28 mars, *The New York Times* relève que pour certains autocrates, des élections truquées peuvent être une menace de trop. Dans la même édition, le journal publie une tribune du maire incarcéré, intitulée : *I am Erdogan's Main Challenger in Turkey. I was arrested.*

Les réactions internationales à l'arrestation du maire d'Istanbul ont, dans l'ensemble, été modérées. Aucun État ne souhaitant affronter publiquement Erdogan. L'Allemagne a certes protesté par la voix de la ministre des Affaires étrangères, « l'incarcération du maire d'Istanbul et de nombreuses autres personnalités constitue une atteinte grave à la démocratie », a déploré le 23 mars le ministère des Affaires étrangères français, rappelant que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe et État candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Celle-ci, pour sa part, s'est contentée d'exprimer sa "préoccupation". La maire de Paris a dénoncé en des termes plus fermes l'arrestation de son collègue et ami. Plusieurs maires de grandes villes européennes ont suivi l'exemple de Mme. Anne Hidalgo.

Dans les turbulences provoquées par l'arrestation et l'incarcération d'Ekrem Imamoglu, la dissolution pour "propagande terroriste" du Conseil de l'ordre du barreau d'Istanbul, le 21 mars, est passée inaperçue. Le bâtonnier d'Istanbul et les membres de son conseil de l'ordre, poursuivis pour "propagande terroriste" et "diffusion publique de fausses informations", ont été relevés de leurs fonctions par une décision de la justice turque. Celle-ci leur reproche d'avoir réclamé une enquête sur la mort, fin décembre en Syrie, de deux journalistes turcs, visés par un drone turc, selon une ONG, dans une zone où des factions pro-turques affrontaient des combattants kurdes. "Aujourd'hui est un jour sombre. En ce palais de justice, nous avons peut-être assisté à l'effondrement du futur de la Turquie", a déclaré le bâtonnier d'Istanbul, Ibrahim Kaboglu, à la sortie du tribunal. "Personne n'a le pouvoir de faire taire les barreaux", a déclaré de son côté le président de l'Union des barreaux de Turquie, Erinc Sagkan, dénonçant une "décision honteuse" (*AFP*, 21 mars).

Un bâtonnier destitué pour avoir réclamé une enquête sur le meurtre d'un journaliste kurde, et un maire d'Istanbul arrêté manu militari au petit matin, placé en garde à vue, puis incarcéré pour corruption sans un procès contradictoire sans appel. Voilà deux images qui, à deux jours d'intervalle, résument l'esprit et le fonctionnement de la justice indépendante turque.

Dans ce mois politiquement chargé et turbulent, le "processus de paix" n'a pas connu de développement significatif. Si, répondant à l'appel de son fondateur Öcalan, incarcéré dans l'île-prison d'Imrali, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a bien déclaré, le 1er mars, un "cessez-le-feu" unilatéral afin de préparer progressivement son congrès appelé à statuer sur une éventuelle dissolution, l'armée turque n'a pas tenu compte de ce cessez-le-feu et a poursuivi ses opérations militaires contre les positions de la guérilla kurde dans les zones frontalières du Kurdistan irakien (*New York Times*, 12 mars).

Le « parrain » de ce processus, Devlet Bahçeli, leader du Parti d'Action nationaliste (MHP), allié du président Erdogan, a déclaré le 9 mars « l'organisation terroriste PKK et les groupes affiliés doivent immédiatement et sans conditions préalables déposer les armes » (*AFP*, 9 mars). En réponse, l'un des hauts dirigeants du PKK, Cemil Bayik, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision kurde Stêrk TV, affirme : « Chaque jour, des avions de reconnaissance turcs volent, chaque jour ils bombardent, chaque jour ils attaquent. Tenir un congrès dans ces conditions est impossible et dangereux. Mais ce congrès aura lieu si les conditions sont remplies » (*Le Figaro*, 14 mars).

Celles-ci feront, sans doute, l'objet des discussions que la délégation du parti pro-kurde DEM devrait avoir, après les élections locales en avril, avec le président turc Erdogan. En attendant, cette délégation fait le tour des principaux partis turcs et des organisations de la société civile pour les "briefer" et préparer le terrain à une solution politique promise et espérée.

IRAN : NÉGOCIATIONS SOUS PRESSION OU CONFRONTATION MILITAIRE ?

Les dirigeants iraniens sont placés devant un choix implacable par le président américain Donald Trump. Dans une lettre adressée au Guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, reçue le 12 mars à Téhéran, le président américain sommerait l'Iran d'engager des négociations dans un délai de deux mois, faute de quoi "la probabilité d'une action militaire américaine ou israélienne contre les installations militaires iraniennes augmenterait considérablement".

Face à ce dilemme, les responsables iraniens semblent divisés. Dans son discours pour le nouvel an iranien, le 21 mars, l'ayatollah Khamenei a réaffirmé son opposition à toute négociation avec les États-Unis, malgré la situation critique dans laquelle se trouve le pays. « Les Américains doivent comprendre qu'ils n'obtiendront rien par la menace lorsqu'ils traitent avec l'Iran », a-t-il ajouté. L'ayatollah a affirmé que négocier avec les États-Unis n'est « ni raisonnable, ni intel-

ligent, ni honorable ». Il reconnaît cependant que la menace grandissante de la guerre depuis le retour de Donald Trump, dont la politique de "pression maximale" est alignée sur celle d'Israël, pèse lourd. "Si quelqu'un agit avec malveillance et commence un conflit, qu'il sache qu'il recevra de sévères gifles", a-t-il averti devant une foule de ses partisans réunis à Téhéran.

Pour le Guide suprême, les États-Unis, qui se sont retirés d'un précédent accord sur le nucléaire, ne sont pas fiables. Le traitement réservé récemment au président ukrainien Zelensky à la Maison-Blanche illustre, à ses yeux, ce manque de fiabilité des Américains, y compris envers leurs alliés.

D'autres dirigeants iraniens, comme le président Massoud Pezeshkian, son prédécesseur Hassan Rohani ou l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohammad Djavad Zarif, plaident ouvertement en faveur des négociations dans le but d'écarter le danger réel d'une confrontation militaire avec Israël, soutenu par les États-Unis, et pour obtenir une levée même partielle des sanctions afin de remédier à la situation économique dramatique du pays. Le retrait américain de l'accord de 2015 et les sanctions de pression maximale imposées à la suite auraient coûté à l'Iran plus de 800 milliards de dollars. Le pays souffre de pénuries dans tous les domaines. En un an, le prix du kilo de riz a été multiplié par 100, celui des légumes par 200, tandis que la monnaie nationale a perdu 60 % de sa valeur. Le mouvement « Femme, vie, liberté » a considérablement affaibli la base sociale du régime. Les frappes israéliennes ont grandement réduit les systèmes de défense anti-aériens, y compris ceux censés protéger les sites nucléaires. Une nouvelle confrontation militaire finirait d'anéantir ces installations, selon les experts. Le système de défense par procuration avec des milices pro-iraniennes au Liban, en Syrie, en Irak est lui aussi très largement décapité.

Un "deal" cher au président américain permettrait d'avoir un répit, de renflouer les finances au prix de concessions sur le programme nucléaire, estiment les pragmatiques de Téhéran soucieux de sauver le régime.

Dans ce bras de fer feutré, le vieil ayatollah, après avoir marqué sa posture dure et ses mises en garde, pourrait laisser les modérés pragmatiques engager des négociations indirectes ou même directes avec les États-Unis, quitte à leur reprocher ensuite les conséquences négatives de ces négociations sous la menace, ou leur échec.

L'ayatollah Khamenei n'est d'ailleurs pas le seul à stigmatiser le manque de fiabilité et l'imprévisibilité de l'administration américaine. *Le Monde* du 19 mars relate que la fermeture de l'Agence des États-Unis pour le développement international, le 3 février, a eu un impact massif sur les missions des journalistes et des dizaines d'ONG œuvrant pour la démocratie, l'environnement ou l'égalité en Iran. Une décision saluée par les médias officiels en ces termes : « La suppression du budget et la fermeture des médias anti-iraniens, dont l'unique objectif était de noircir l'image de l'Iran, propager des mensonges et diffuser de fausses informations, montrent que l'administration Trump ne veut pas gaspiller d'argent pour des causes inutiles. » Voilà donc un point d'accord inattendu entre Téhéran et Washington !

Pendant ce temps, la répression des opposants et dissidents s'est poursuivie tout au long du mois de mars. Voici une brève chronique de la répression au Kurdistan établie par l'ONG des droits humains Hengaw.

Le 1er mars les autorités ont arrêté à Mashhad Javad Alikordi, un avocat kurde, qui avait défendu plusieurs prisonniers politiques, il a été arrêté après avoir refusé une convocation informelle des services de renseignement pour commencer sa peine de prison. Il avait été condamné à 16 mois d'emprisonnement, à une interdiction de pratiquer le droit pendant deux ans, et à une interdiction de voyager, pour « formation et direction d'un groupe visant à renverser le régime ».

À Kermanshah, Mojtaba Vaisi, militant kurde et adepte de la foi Yarsan, a été violemment arrêté par les forces du CGRI le 5 mars alors qu'il préparait les célébrations de Newroz (Nouvel An kurde). Sa jeune fille aurait été laissée seule sur les lieux, soulignant la brutalité de l'arrestation.

Par ailleurs, Motalleb Ahmadian, prisonnier politique kurde originaire de Baneh, entame sa 15e année d'une peine de 30 ans d'emprisonnement. Dans une lettre adressée au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains en Iran, Ahmadian a décrit la dégradation de sa santé en raison du refus de soins médicaux. Arrêté en 2010, il a été condamné pour appartenance présumée au Parti Komala du Kurdistan iranien et a été soumis à la torture et à l'isolement prolongé.

Le 4 mars, les forces de renseignement iraniennes ont arrêté Behrouz Farhang, un tailleur kurde de Bukan, dans son atelier. Il a été transféré dans un centre de détention du CGRI à Urmia, sans que les charges retenues contre lui soient connues. De même, Mahmoud Naderi, habitant du district de Kalatrazan à Sanandaj, a été arrêté après plusieurs convocations en raison de l'utilisation symbolique de vêtements traditionnels kurdes « Jamaneh » et « Vêtements khaki » lors du mariage de son fils – des habits liés à l'identité culturelle et à la résistance kurdes. Arazu Jalilzadeh, enseignante kurde de Sardasht, a également été arrêtée le 3 mars. Elle aurait été emmenée violemment depuis le domicile de son père.

Le 8 mars, les forces de sécurité ont arrêté Fakhraddin Taheri, un jeune Kurde de Piranshahr, lors d'un raid violent au domicile familial. Les forces du ministère du Renseignement auraient fait irruption sans mandat judiciaire, brisant portes et fenêtres avant de l'emmener vers un lieu inconnu.

Le 10 mars 2025, les forces de sécurité ont arrêté au moins quatre militantes kurdes des droits des femmes pour leur participation à des événements de la Journée internationale des droits des femmes à Sanandaj et Dehgolan. Parmi elles se trouvait Sohaila Motaei, une figure connue du mouvement Jin, Jiyan, Azadi (Femme, Vie, Liberté). Motaei, déjà emprisonnée par le passé pour son activisme, a été arrêtée à Dehgolan par le ministère du Renseignement.

Les autres personnes arrêtées ce jour-là incluent Baran Saeidi, enlevée de force à son domicile, Soma Mohammadrezaei, arrêtée sur son lieu de travail au centre commercial Almas, et Leila Pashaei, appréhendée au domicile familial. Les quatre femmes ont été transférées vers un lieu inconnu, et leur situation actuelle reste inconnue.

Le 12 mars, les forces de sécurité à Saqqez ont arrêté Abdollah Ahmadzadeh, membre de l'Association culturelle « Halabja ». Ahmadzadeh jouait un rôle central dans l'organisation de commémorations pour les victimes de l'attaque chimique de Halabja. Son arrestation s'inscrit dans un schéma de répression de l'expression culturelle kurde par les autorités iraniennes.

Par ailleurs, les forces iraniennes poursuivent leurs attaques contre les porteurs frontaliers kurdes (kolbars). Le 7 mars, Ahmad Karimzadeh, un kolbar kurde de Baneh, a été grièvement blessé par balles par les gardes-frontières. Le ciblage des kolbars – qui transportent des marchandises à travers les frontières occidentales de l'Iran pour survivre économiquement – est un problème de longue date, les autorités ayant régulièrement recours à la force létale contre eux.

Dans une vaste répression à travers le Kurdistan iranien, les forces de sécurité du régime iranien ont arrêté, harcelé et intimidé de nombreux citoyens kurdes simplement pour avoir célébré Newroz, le Nouvel An kurde. Selon les données compilées par l'Organisation Hengaw pour les Droits de l'Homme, au moins 41 individus, dont six enfants et plusieurs femmes, ont été arrêtés au 21 mars — avec de nombreuses autres détentions dans les jours suivants, alors que la répression s'intensifiait jusqu'au 30 mars. (hengaw.net)

Les arrestations ont eu lieu dans plusieurs villes à majorité kurde, notamment Marivan, Sardasht, Urmia, Sanandaj, Saqqez, Piranshahr, Shino et Kermanshah. En plus des détentions, des milliers d'autres auraient été convoqués pour interrogatoire ou menacés par les agences de renseignement dans le but de réprimer la participation à cette célébration annuelle — une expression profondément symbolique de la culture, de l'identité et de la résistance kurdes.

Parmi les personnes détenues figuraient de jeunes enfants et adolescents, tels qu'un garçon de 10 ans et un autre de 14 ans de Sardasht, ainsi que Keyhan Tadberi, 17 ans, qui aurait été sévèrement battu avant d'être emmené dans un centre de détention à Sanandaj. À Urmia, deux sœurs adolescentes, Avin Ahmadi, 16 ans, et Sariya Ahmadi, 17 ans, ont été arrêtées après avoir porté des vêtements traditionnels kurdes ornés du drapeau du Kurdistan. Leur cousine, Rojbin Afsoon, 22 ans, a également été détenue et reste portée disparue.

Un poète et aîné culturel de 78 ans, Saifollah Khan Ghafari Bashbolagh, a été arrêté à Saqqez après avoir récité un poème sur la liberté lors d'une cérémonie de Newroz. Il a ensuite été accusé de "trouble à l'ordre public".

Des militants civils, dont le couple marié Shno Mohammadi et Sahab (Ariwan) Shakeri, ont été arrêtés à leur domicile à Sanandaj lors d'une descente de police menée sans mandat. Leur localisation reste inconnue, et les autorités ont refusé de fournir des informations à leur famille (hengaw.net).
Le militant religieux Cheikh Zahid Shahabi a été détenu après avoir pris la parole et allumé le feu symbolique de Newroz lors d'une cérémonie pacifique à Saqqez. Son Khaniqah (couvent soufi) nommé le « Chemin vers la Liberté » a été perquisitionné par les forces de renseignement, et des livres religieux ont été jetés dans la rue. L'arrestation de Zahid est survenue quelques mois après l'assassinat de son frère, Azad Shahabi, dans ce que les membres de la société civile ont décrit comme un meurtre à motivation politique.

L'artiste et dramaturge Karwan Dafei, 25 ans, a été arrêté dans les rues de Marivan. Sa détention semble être directement liée à son rôle dans l'organisation d'événements culturels pendant la période de Newroz. (hengaw.net)

Un ancien prisonnier politique de Marivan, Tahsin Dadras, faisait également partie des personnes arrêtées, aux côtés de plusieurs autres de la région. Dans de nombreux villages, y compris Ney et Doleh-Garm, des dizaines de résidents ont été convoqués, et plusieurs arrêtés, malgré les tentatives des autorités d'empêcher les rassemblements.

Les détenus comprenaient au moins six enfants et plusieurs femmes, soulignant la nature indiscriminée de la répression — visant des personnes de tous âges, genres et rôles dans la société.

IRAK :
LA POPULATION DU KURDISTAN EST DÉSORMAIS URBAINE À PLUS DE 84 %

En novembre dernier, l'Irak avait procédé au recensement général de sa population, une première depuis 37 ans. Environ 30 000 enquêteurs dûment formés, dotés d'iPads, ont demandé à chaque habitant du pays pas moins de 70 questions afin d'établir un tableau démographique, économique, social et éducatif du pays. Pour faciliter leur tâche la population était assignée à domicile du 20 au 22 novembre 2024. L'analyse des données ainsi recueillies commence à être publiée. On apprend ainsi que dans la Région du Kurdistan autonome, 84,57 % de la population vit désormais dans les villes et 15,43 % dans les villages. Dans l'ensemble de l'Irak, la population urbaine représente 70,17 %, les ruraux 29,83 %. Le Kurdistan est donc sensiblement plus urbanisé, ce qui est dû en grande partie à la destruction systématique de 4 500 des 5 000 villages kurdes par la dictature de Saddam Hussein. Malgré l'émergence d'un Kurdistan autonome depuis 1991 et la reconstruction progressive de nombreux villages, le monde rural kurde n'a pas pu retrouver sa vitalité d'antan.

La population du Kurdistan est jeune. Les moins de 15 ans représentent 31,68 %, les plus de 65 ans 4,4 %. Le taux d'analphabétisme pour les personnes âgées de plus de 10 ans est de 16,23 % au Kurdistan contre 15,31 % en Irak. Dans l'enseignement primaire et secondaire, la part des élèves est de 51,5 % pour les garçons et 48,5 % pour les filles. La moyenne des diplômés du primaire est de 93 % au Kurdistan contre 88 % en Irak. 82 % des habitants du Kurdistan disposent de l'eau courante à leur domicile, contre 87 % pour l'Irak.

La quasi-totalité des foyers (93 % au Kurdistan, 98 % en Irak) est connectée au réseau électrique. Les coupures fréquentes sont complétées par des sources complémentaires comme des générateurs. Autre élément important du mode de vie : 70,16 % des habitants du Kurdistan sont propriétaires de leur logement (72,15 % en Irak).

On apprend aussi que les célibataires représentent 41 % de la population du Kurdistan, les mariés 55,83 %, les divorcés 0,66 %, les séparés 0,33 % et les veufs et veuves 2,18 %. L'âge moyen de mariage est de 23 ans pour les hommes, 20 ans pour les femmes. 46,06 % des hommes et femmes âgés de plus de 15 ans ont un emploi salarié et 38,18 % des employés travaillent dans la fonction publique et municipale (contre 38,25 % en Irak).

Enfin, le taux de croissance démographique est de 3,5 % au Kurdistan contre 3,7 % dans l'ensemble de l'Irak. Lors du recensement de 1957, l'Irak comptait 6,5 millions d'habitants, en 1965 : 9 millions, en 1977 : 12 millions, en 1987 : 16 millions. En 2024, on a dénombré 46 118 793 habitants, soit 7 fois plus qu'en 1957 !

En mars, les pourparlers pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition du Kurdistan ont fait quelques progrès, mais la promesse d'un accord avant le Newroz n'a pas été tenue.

Les discussions sur la reprise des exportations du pétrole du Kurdistan, suspendues depuis mars 2023, n'ont pas abouti à ce jour. Cela malgré les pressions américaines, notamment un appel du conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Mike Walz, au Premier ministre irakien Mohammed Shiaa al-Soudani.

Un sujet majeur de discussion a été la nomination d'un consultant indépendant chargé d'évaluer les coûts liés à la production et au transport du pétrole. APIKUR a exhorté Bagdad à définir clairement le rôle, les responsabilités et le calendrier de ce consultant. L'association de l'industrie pétrolière a également insisté sur l'importance d'accords financiers transparents, en particulier en ce qui concerne les paiements en suspens, dont 1 milliard de dollars de factures impayées qui restent à régler.

Le 19 mars, Haibat Halbousi, président de la commission du pétrole et du gaz du Parlement irakien, a annoncé que les exportations de pétrole de la région du Kurdistan devraient « reprendre officiellement la semaine prochaine ». Il a souligné les progrès accomplis dans la modification de la loi budgétaire et la conclusion d'accords sur les voies d'exportation passant par le port turc de Ceyhan.

L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR) a répondu aux remarques de Haibat Halbousi en précisant qu'aucun accord n'a été finalisé pour reprendre les exportations de pétrole de la région du Kurdistan. Le groupe a souligné qu'aucun calendrier officiel n'a été fixé et que des questions techniques, juridiques et politiques essentielles n'ont pas encore été résolues.

Washington commence à s'impatienter et à menacer l'Irak de sanctions. Le 9 mars, l'administration américaine a mis fin à une dérogation accordée à l'Irak pour l'achat d'électricité à l'Iran. Bagdad bénéficiait depuis 2018 d'exemptions pour acheter de l'électricité et du gaz à l'Iran. La décision "garantit que l'Iran ne bénéficie d'aucun degré d'aide économique ou financière", selon l'ambassade américaine dans la capitale irakienne (AFP, 9 mars).

Mis en difficulté, l'Irak pourrait se tourner vers des fournisseurs d'électricité indépendants du Kurdistan ou importer de l'électricité de Turquie, ce qui nécessiterait de nouveaux investissements, en attendant la montée en puissance de la production irakienne.

PARIS :
CÉLÉBRATION DE NEWROZ À L'HÔTEL DE VILLE

Le nouvel an kurde, Newroz, a été fêté un peu partout dans toutes les régions du Kurdistan ainsi que dans la diaspora kurde d'Europe, du Caucase et d'Asie centrale.

Cette année, a`titre tout a`fait exceptionnel, la célébration organisée par L'institut kurde a eu lieu le 24 mars, dans la magnifique Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Paris.

Mme. Anne HIDALGO, maire de Paris, a accueilli plusieurs centaines de Kurdes et des amis des Kurdes avec un discours de bienvenue cordial et chaleureux.

L'eurodéputée kurde, Evin Incir, venue spécialement pour cette occasion, a aussi pris la parole, suivie du sénateur de Paris, Rémi Féraud. Ensuite, pour clore cette séquence, le président de l'Institut kurde a expliqué le sens de Newroz et de son message d'unité et de résistance contre les injustices dans la tradition kurde.

La soirée s'est poursuivie par un riche programme musical animé par le groupe de Semîn Yewsîp, la chanteuse Aysel Boran et le chanteur Dler Garmiyani, venu spécialement d'Erbil.

Dans cette Salle des fêtes historique, éclairée aux couleurs kurdes, les Kurdes, habillés souvent de vêtements traditionnels, ont dansé avec leurs invités jusqu'à tard dans la soirée.

Une autre fête avait déjà eu lieu le 21 mars, à l'initiative de la représentation du KRG, dans une salle parisienne privée, La Palmeraie. Le même soir, une fête a été organisée par la communauté kurde à Rouen. D'autres célébrations auront lieu en province. Parmi les célébrations de Newroz dans la diaspora, celle organisée le 23 mars à Cologne a rassemblé plusieurs milliers de Kurdes, plus de 40 000 selon les organisateurs.

Au Kurdistan, la traditionnelle marche aux flambeaux d'Akrê, le soir du 20 mars, a ouvert les festivités. Le 21 mars, près d'un million de Kurdes ont célébré dans la ferveur le Nouvel An à Diyarbakir (Amed), et presque autant à Istanbul. Les fêtes de Van, Hakkari, Batman et Cizre ont également marqué les esprits. Mais c'est surtout au Kurdistan iranien que la ferveur et l'élan populaires ont été au rendez-vous, dans les célébrations massives à Ourmia, Mahabad, Sanandaj, Bokan ainsi que dans la ville natale de Jina Amini, Saghez.

Newroz, qui symbolise le renouveau et la résistance dans la culture kurde, a souvent coïncidé avec des soulèvements et des actes de défiance tout au long de l'histoire. L'un des moments les plus significatifs des célébrations de Newroz de cette année a eu lieu à Ourmia, où des dizaines de milliers de Kurdes se sont rassemblés dans un événement sans précédent, chantant des chansons kurdes et organisant des concerts dans une puissante démonstration de fierté culturelle. En réponse, le régime iranien a mobilisé des milliers d'Azéris ultra-nationalistes, principalement chiites partisans de la République islamique, pour organiser des manifestations contre les festivités kurdes. Certains de ces groupes sont allés jusqu'à appeler à la violence et aux massacres contre la population kurde, transformant une célébration culturelle pacifique en une incitation à l'hostilité ethnique.

Au Rojava aussi, le Newroz a été célébré avec ferveur et enthousiasme un peu partout.

Fête nationale et fériée en Irak et en Iran, le Newroz pourrait devenir la fête du printemps et de la fraternité en Turquie, selon la promesse du président turc Erdogan. Ainsi, après avoir interdit et réprimé les célébrations de cette fête par le passé jusqu'en 1992, la Turquie tente désormais de la récupérer et de la vider de son esprit de résistance.

Le Monde 01 mars 2025

Le président turc jure de poursuivre les opérations anti-PKK si « les promesses ne sont pas tenues », après l'annonce d'un cessez-le-feu par les rebelles

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a annoncé samedi matin la fin des hostilités avec la Turquie, après quarante ans de guérilla, d'attaques et de représailles, répondant à l'appel de son chef et fondateur, Abdullah Öcalan.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a prévenu, samedi 1er mars en début de soirée, que la Turquie allait poursuivre les opérations militaires contre les insurgés kurdes en cas de non-respect de leurs engagements. *« Si les promesses faites ne sont pas tenues et si une tentative est faite pour retarder* (…) *ou pour tromper, le péché sera sur nous »*, a déclaré M. Erdogan lors d'un dîner de rupture du jeûne du ramadan à Istanbul.

Des partisans du PKK, le 27 février 2025, à Kamechliyé, en Syrie. DELIL SOULEIMAN / AFP

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé dans la matinée un cessez-le-feu avec la Turquie, après quarante ans de guérilla, d'attaques et de représailles, répondant à l'appel de son chef et fondateur, Abdullah Öcalan, précise-t-il dans un communiqué. *« Afin d'ouvrir la voie à la mise en œuvre de l'appel d'Apo* [« oncle », en kurde, surnom d'Abdullah Öcalan] *à la paix et à une société démocratique, nous déclarons un cessez-le-feu à partir d'aujourd'hui »*, écrit le comité exécutif du PKK dans un message publié par l'agence ANF, proche du parti armé.

« Nous sommes d'accord avec le contenu de l'appel tel qu'il est, et nous déclarons que nous le respecterons et le mettrons en œuvre, précise encore le PKK. *Aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée. »*

Le PKK réclame la liberté pour son fondateur, âgé de 75 ans, condamné à vie et emprisonné depuis vingt-six ans au large d'Istanbul. Ce dernier a appelé, jeudi, le PKK à se dissoudre et à déposer les armes, après quatre décennies de combat qui ont fait au moins 40 000 morts. *« Le dirigeant Abdullah Öcalan doit pouvoir vivre et travailler en toute liberté physique et établir des relations sans entrave avec qui il veut, y compris ses amis »*, estime le PKK.

« Occasion historique »

Il appelle Abdullah Öcalan à diriger en personne le congrès du parti qui procédera à sa dissolution. *« Seul le leadership pratique du leader Apo peut permettre la réalisation pratique de questions telles que le dépôt des armes. Pour le succès du congrès, le leader Apo doit le diriger personnellement »*, souligne-t-il. Le PKK conclut, de nouveau en lettres capitales, en affirmant que *« l'appel* [d'Öcalan] *n'est pas une fin mais un nouveau départ »*.

M. Erdogan, qui avait lancé le dialogue avec le leader historique du PKK avait qualifié vendredi l'appel lancé par ce dernier *« d'occasion historique »* pour *« avancer vers l'objectif de détruire le mur de la terreur »*. Le chef de l'Etat turc avait également promis de *« veiller de près à ce que le processus engagé soit mené à bien »*. Pour le vice-président turc, Cevdet Yilmaz, *« la dissolution de l'organisation terroriste sans négociation signifie une nouvelle ère en termes de développement, de démocratie et de sécurité »*.

A l'issue de quatre mois de dialogue conduit par le principal parti prokurde DEM, Abdullah Öcalan a lancé un appel pour *« la paix et une société démocratique »*. Dans son message, lu jeudi à Istanbul, il ordonnait au PKK de *« déposer les armes »* et de *« se dissoudre »*, estimant

que l'époque qui prévalait lorsqu'il a décrété la lutte armée, en 1984, était révolue et affirmant *« assumer la responsabilité historique de cet appel »*.

Ce changement de cap était espéré par la population turque et la minorité kurde, la plus importante de Turquie (20 % environ de la population), même si les combattants kurdes ont évacué le territoire turc après la dernière flambée de violence en 2015-2016 pour s'établir dans les montagnes du nord de l'Irak et dans le nord-est de la Syrie.

Le Monde

Leily Nikounazar
March 1, 2025

A New Age of Iranian Cinema Is on Display at the Oscars

"The Seed of the Sacred Fig," an Oscar-nominated movie filmed in secret in Iran, highlights the Iranian film world's groundbreaking new work, inspired by the women-led protests in 2022.

A wife, wearing a nightgown and her hair uncovered, lies down next to her husband in bed. An older man and woman, drunk on red wine, dance wildly and discuss the complexities of sex and nudity at their age. A distressed young woman navigates the sexual advances of a male employer in a job interview.

These scenes may seem to be simply ordinary life snippets on the big screen. But their existence — in three Iranian films released over the last few years — is nothing short of extraordinary, representing a new era of filmmaking in Iran's storied cinema.

These movies, and the trend they represent, have gained recognition and accolades internationally. One of them, "The Seed of the Sacred Fig," written and directed by Mohammad Rasoulof, will compete for best international feature film at the Academy Awards on Sunday.

Mr. Rasoulof, 52, is among a number of prominent Iranian directors and artists who are flouting government censorship rules enforced for nearly five decades since the 1979 Islamic revolution. These rules ban depictions of women without a hijab, the consumption of alcohol, and men and women touching and dancing; they also prevent films from tackling taboo subjects like sex.

In a collective act of civil disobedience and inspired by the 2022 women-led uprising in Iran and many women's continued defiance of restrictive social laws, Iranian filmmakers say they have decided to finally make art that imitates real life in their country.

Mohammad Rasoulof's "The Seed of the Sacred Fig" is up for an Oscar in the international movie category on Sunday.Kristy Sparow/EPA, via Shutterstock

"The Women-Life-Freedom movement was a pivotal point in Iranian cinema," Mr. Rasoulof said, referring to the protests that swept across the country in 2022 after a young woman died in police custody while she was detained for violating mandatory hijab rules.

"Many people, including filmmakers and artists in the cinema industry, wanted to break the chains of censorship and practice artistic freedom," Mr. Rasoulof said in a telephone interview from Berlin, where he now lives in exile.

Mr. Rasoulof's thriller drama follows a fictional judge for Iran's Islamic Revolutionary Court confronting the rebellion of his teenage daughters, who turn against him as those protests erupt.

The judge's family drama serves as a metaphor for the larger struggle that is still continuing in Iran, years after the government brutally quashed the protests. Many women still defy the hijab rule, appearing in public without covering their hair and bodies, and young people make clear — by dancing in public spaces, or through their choice of music and clothes — that their lifestyles vastly differ from those of their religiously conservative leaders.

Mr. Rasoulof made the movie without the required governmental approval and licensing, and filmed it in secret. Like all of the daring Iranian films made underground in the last few years, "The Seed of the Sacred Fig" could not be released in Iran and instead was distributed internationally. It is competing in the Oscars as the nominee from Germany, which co-produced it.

A still from the film "The Seed of the Sacred Fig," starring Mahsa Rostami, Missagh Zareh and Setareh Maleki. They appear in the movie without the mandatory hijab.Neon

Mr. Rasoulof fled Iran in May, just days before the film's premier at the Cannes Film Festival, and after he was sentenced to eight years in prison and flogging for charges related to his political activism and art. He was previously jailed for eight months in 2022.

Iran's Revolutionary Court has opened a new criminal case against Mr. Rasoulof, his cast and some members of his crew, charging that the film threatens Iran's national security and spreads indecency. But he said everyone involved agreed that the risk was worthwhile.
Most of the film's main cast members have now left Iran, except the leading actress, Soheila Golestani, who is the only one still in the country facing trial in person.

"For me it was more than act-

ing in a movie," Ms. Golestani, 44, said in an interview from Tehran. "Something like a social responsibility. And of course, presenting a true picture of a woman's character which never had the opportunity to appear onscreen."

The actress Soheila Golestani, who stars in the "The Seed of the Sacred Fig," is the only cast member still in Iran.Soheila Golestani

For actresses, the risks are magnified. Simply letting their hair show in public or in front of the camera amounts to breaking the law. But a number of famous actresses have announced that they will no longer wear hijabs in films, a stand that risks limiting their casting options and incurring the wrath of the government. It has forced some into exile.

Vishka Asayesh, a 52-year-old beloved movie star, left Iran in the summer of 2023 after a run-in with intelligence agents over her support of the protests.

"Enough was enough, abiding by the rules felt like a betrayal of my fans and all the young people courageously protesting," said Ms. Asayesh, who now resides in New York City. "This was my way of participating in the movement for change."

The struggle between artistic expression and government control is continuing. A new hit Iranian television series, "Tasian," set in early 1970s during the rule of the Shah, was abruptly canceled this past week and banned from streaming platforms because its female characters showed their hair (the actresses wore wigs) and danced and drank at nightclubs. The show's director, Tina Pakravan, defied the

Maryam Moghadam and Behtash Sanaeeha, directors of the movie "My Favorite Cake" in a cafe in Tehran. They are being tried on charges of disobeying censorship laws.Arash Khamooshi for The New York Times

authorities by making the entire series available free on YouTube on Friday. She lives in Iran.

"Why should an artist who should be a mirror of his society be forced to emigrate only because he reflects the desired images of his people?" Ms. Pakravan said in a phone interview from Tehran.

The International Coalition for Filmmakers at Risk, which defends artistic freedom and safety, organized a petition recently signed by more than 100 prominent figures in the global film industry for two Iranian filmmakers, a married couple, Maryam Moghadam and Behtash Sanaeeha, who are facing prosecution related to their critically acclaimed movie, "My Favorite Cake."

"My Favorite Cake" explores a theme in a daring way not seen in Iranian cinema since the revolution. A man and woman, in their 70s and burdened with loneliness, spend one impromptu romantic night together. They drink wine, dance and discuss sex and their insecurities about stripping bare. In one scene the lead actress, Lili Farhadpour, sprays perfume under her skirt, anticipating sexual intimacy.

"It was time to show the real life of a large portion of Iranian society — the way they go about their days, the way they love and act," said Ms. Moghadam, 52, in a telephone interview from Tehran.

She and her husband wrote the screenplay two years before the women-led protests that catalyzed so many other directors. Their film has since been screened around the world and has won 17 international prizes, including the jury prize at Berlin International Film Festival and the new director competition at the Chicago International Film Festival.

Like Mr. Rasoulof, they, too, face charges related to national security and spreading indecency in Revolutionary Court that could result to years in prison, and have been barred from leaving the country, working or teaching, they said. Their first trial date is on Saturday.

Mr. Sanaeeha said he hoped that the attention at the Academy Awards on Mr. Rasoulof's film would result in more support for independent Iranian filmmakers, and that the Academy would change its rules that require international films to be nominated by the government of the country in which they were produced. The rule, he said, effectively shuts out the new wave of groundbreaking Iranian movies.

"Every filmmaker dreams of making movies in their own country," Mr. Sanaeeha said. "We have never seen our movie on a big screen in the theater or with an audience."

L'Opinion

Pascal Airault
03 mars 2025

Turquie : pourquoi Öcalan renonce à la lutte armée ?

Le fondateur et chef du Parti des travailleurs du Kurdistan appelle à dissoudre son organisation politico-militaire, par pur pragmatisme

Le comité exécutif du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé samedi la fin de ses hostilités après plus de quatre décennies de guérilla contre l'Etat turc. Il répond ainsi à l'appel deux jours plus tôt de son chef et fondateur, Abdullah Öcalan. Toujours incarcéré à la prison de l'île d'Imrali, ce dernier a repris depuis octobre les discussions avec le pouvoir. Le comité exécutif demande dorénavant la libération de son chef pour préparer la paix. « C'EST UN ÉVÈNEMENT HISTORIQUE, explique Bayran Balci, chercheur de Sciences Po Paris. A 75 ans, Abdullah Öcalan, fondateur et chef du PKK a demandé à ses partisans de déposer les armes et de dissoudre son organisation. Cela marque la fin d'une guérilla de plus de quarante ans qui a fait des milliers de morts et ouvre la voie à la paix ». La coalition au pouvoir, l'AKP du président Erdogan et les nationalistes du MHP, soutient cette démarche comme le CHP, principale formation d'opposition, et le parti prokurde Dem, qui a mené les discussions avec Öcalan. Seules les petites formations d'extrême droite Zafer et nationaliste Iyi s'y opposent.

C'est peut-être la population qui y est encore la plus réticente. Ce qui explique qu'Öcalan ait fait sa déclaration par écrit et ne soit pas venu devant le Parlement comme l'avaient suggéré les cadres du MHP.
En effet, selon les résultats du baromètre de l'Institut Konda de novembre, la question kurde est encore largement considérée comme un sujet de sécurité par la majorité des citoyens. Malgré tout, environ un quart des Turcs estiment que le problème devrait être résolu politiquement. Le soutien à cette solution atteint 40% lorsque les sondeurs évoquent les avantages économiques à en tirer.

Ce soutien devrait croître alors que la base militaire du PKK vient de décréter un cessez-le-feu, ce qui ouvre la voie à la tenue d'un congrès pour la dissolution du PKK, qualifié d'organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Selon Bayram Balci, Apo (« oncle », surnom d'Öcalan en kurde) a agi par pur pragmatisme car son mouvement n'a plus la même force d'attraction que par le passé et connaît un discrédit jusque dans les régions kurdes. La communauté a d'ailleurs largement salué la déclaration du leader du PKK car elle a déjà payé un lourd tribut à la guerre. D'un point de vue du rapport de force, le PKK est aussi affaibli militairement et ses combattants se sont réfugiés dans les montagnes dans le nord de la Syrie et de l'Irak pour échapper à la traque de l'armée et de ses drones.
Torture. L'Etat turc a, par ailleurs, déjà accordé de nombreux droits politiques et culturels à son peuple. « Les raisons de la lutte originelle n'existent plus vraiment, poursuit le chercheur. L'Etat a changé depuis longtemps de politique en reconnaissant des droits aux Kurdes même s'il incarcère toujours des militants et responsables politiques. En tout cas, il ne torture plus, n'envoie plus d'escadrons de la mort et ne mène plus de disparitions forcées. Aujourd'hui, les Kurdes ont leur propre chaîne de télévision, leurs artistes ont droit de cité, leurs représentants politiques participent aux élections et siègent au parlement ».

L'Etat a aussi intégré plusieurs personnalités d'origine kurde, comme le ministre des Finances, Mehmet Simsek, l'efficace ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, ou encore Cevdet Yılmaz, le vice-président du pays.

« Le Moyen Orient change de manière défavorable pour le PKK, ajoute Bayram Balci. Öcalan tient compte de la chute de Bachar el Assad remplacé par un arabe sunnite, Ahmed Al-Charaa, un allié d'Ankara ». De facto, l'ex-autocrate syrien se servait des Kurdes de Syrie, à qui il accordait une semi-autonomie, pour gêner les desseins turcs au nord de son territoire. Cette carte n'est plus valable. Le président Erdogan saisit la balle au bond car il souhaite contrecarrer les desseins d'Israel, important soutien de la cause kurde en Syrie et ainsi couper court à tout projet de création d'un Etat kurde à sa frontière.

Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, bras armé de l'administration autonome kurde) a salué la déclaration d'Öcalan mais refuse pour l'instant de dissoudre son groupe qui contrôle une partie du nord-est du pays tout en se montrant ouvert à intégrer la nouvelle armée syrienne. Une manière de mieux négocier le futur de ses hommes. A moyen terme, le recyclage de la branche armée du PKK pourrait aussi se faire en Irak dans les forces des peshmergas fidèles à Massoud Barzani, qui entretient des liens étroits avec Ankara.

En Turquie, les partisans du PKK qui n'ont pas été impliqués dans des crimes de sang pourraient à terme se voir gracier et revenir à la vie civile. C'est la demande faite par Öcalan qui pourrait se consacrer dorénavant à la reconnaissance constitutionnelle de l'identité kurde, une revendication de la communauté.

l'Humanité

Rosa Moussaoui
03 mars 2025

Nesrîn Abdullah, commandante des YPG : « Öcalan appelle le PKK à déposer les armes, pas les Kurdes de Syrie »

Hassaké, le 28 février 2024. Nesrîn Abdullah, commandante et porte-parole des brigades féminines YPJ au Kurdistan de Syrie.

Nesrîn Abdullah est commandante et porte-parole des YPG, les unités de protection des femmes au Kurdistan syrien. Elle réagit à l'appel d'Abdullah Öcalan à cesser les hostilités avec la Turquie. Cet appel ne concerne pas les Kurdes de Syrie, explique cette cheffe militaire.

Nesrîn Abdullah est commandante et porte-parole des YPG, les unités de protection des femmes au Kurdistan syrien. Elle réagit à l'appel d'Abdullah Öcalan à cesser les hostilités avec la Turquie. Cet appel ne concerne pas les Kurdes de Syrie, explique cette cheffe militaire.

Hassaké (Kurdistan de Syrie), envoyée spéciale

Comment avez-vous accueilli l'appel du chef historique du PKK, Abdulah Ocalan, à déposer les armes ?

L'appel d'Abdullah Öcalan est historique pour tout le Moyen-Orient, pas seulement pour la Turquie. Je l'ai réécouté plusieurs fois. C'est un appel très clair pour la démocratie et pour l'instauration de la paix. Ce n'est pas une reddition. Ce n'est pas la première fois qu'Öcalan agit pour la paix. Jusqu'ici, cela n'a pas marché. Un nouveau processus s'ouvre. Les choses se feront étape par étape, pas du jour au lendemain.

Les Forces démocratiques syriennes pourraient-elles déposer les armes, à court ou à moyen terme ?

Öcalan appelle le PKK, pas les Kurdes de Syrie, à déposer les armes. Nous ne pensons pas que les armes soient la solution : elles doivent être le dernier recours quand il n'y a pas de politique démocratique. Elles doivent servir à se protéger. Ici, dans le Nord-Est syrien, c'est la guerre. Il n'y a pas de débat. On ne peut pas déposer les armes.

Damas refuse tout scénario confédéral. L'autonomie de fait que vous avez conquise depuis 2013 est-elle menacée par le nouveau pouvoir ?

Les Kurdes de Syrie ne sont pas pris en considération dans les décisions politiques, militaires qui sont en train d'être prises par le nouveau pouvoir à Damas. Pour cette raison, nous ne leur donnons pas d'importance.

Mais comment peser dans cette nouvelle Syrie si vous n'êtes pas pris en considération ?

Cela va créer des contradictions et entraver la création de la nécessaire unité du peuple syrien. Le nouveau gouvernement de Damas ne représente pas la diversité de notre peuple et de ses différentes communautés. Abou Mohamed Al Joulani va-t-il vraiment devenir Ahmed al Charaa ? C'est non pas sur les paroles mais sur les actes que nous pouvons juger sa politique.

Et à cette heure-ci, ses actes ne correspondent pas à ses promesses. Pour que Joulani devienne Al Charaa, il faut qu'il opère de façon très sérieuse un changement de mentalité. Il a rencontré des représentants des FDS. Et dans les grandes lignes, il n'y a pas de problème, des terrains d'entente et de compromis sont possibles. Mais dès qu'on entre dans les détails, les discussions se referment. Ahmed Al Charaa se tait devant l'occupation turque au nord-ouest et devant les bombardements du barrage de Tichrine…

Si Ahmed Al Charaa est vraiment le président de la Syrie, il doit exiger des Turcs qu'ils cessent d'attaquer la Syrie. Ce qu'à ce jour, il ne fait pas. Les milices islamistes à la solde de la Turquie, qui nous agressent sous la bannière de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont été rattachées à la nouvelle armée de Syrie qu'Al Charaa est en train de bâtir. Ce qui revient à dire que nous sommes aussi attaqués par le nouveau gouvernement de Damas.

Les Forces démocratiques syriennes qui réunissent combattants kurdes et arabes vont-elles rejoindre cette nouvelle armée syrienne ?

La proposition d'Al Charaa est que chaque combattant rejoigne individuellement cette nouvelle armée syrienne. Ce n'est pas le point de vue des FDS qui proposent l'intégration de nos forces en bloc. Les FDS sont très expérimentées. Elles pourraient être un atout pour l'avenir pays. Bien que la discussion n'ait pas eu lieu dans les bonnes conditions, nous restons ouverts car le principal but des FDS est de garantir la sécurité des peuples de Syrie.

Si les unités féminines YPG n'étaient pas intégrées au motif que c'est une armée de femmes, est-ce que ce serait pour vous un point de rupture ?

Oui, c'est évident. Si les FDS finissent par être intégrées à la nouvelle armée syrienne, ils doivent l'être avec les YPJG. Les YPG ont été construites dans l'idée de protéger les femmes, pas seulement les femmes kurdes ou du nord-est de la Syrie, mais toutes les femmes de Syrie. Elles ont été pensées pour ne pas dépendre d'une armée d'hommes pour défendre les femmes syriennes. Il s'agit clairement de bâtir une armée de femmes syriennes qui protègent par elles-mêmes toutes les femmes syriennes. Quand la Turquie, Daesh, les différents mercenaires nous ont attaqués, est-ce qu'une armée d'hommes s'est levée pour nous protéger ? Non. Nous n'avons jamais eu la garantie que des hommes nous défendraient. Nous sommes une armée de protection du peuple.

L'émergence de cette armée de femmes a-t-elle contribué au recul des mentalités patriarcales et à l'avancée des droits et des libertés des femmes au Rojava ?

Absolument. C'est même considérable. Je le vois dans la relation avec mon propre père ! La création de YPG a bouleversé les mentalités. Ici, les hommes placent leur honneur dans les femmes : leurs sœurs, leurs épouses, leurs mères, leurs cousines, ce qui explique la persistance de crimes d'honneur. Ils ne voient pas à travers elles des personnes mais leur honneur à eux.

La naissance des YPG et plus globalement la révolution féministe que nous menons au Rojava vise à démonter cela, à leur faire comprendre que nous sommes notre

propre honneur et celui de personne d'autre. Nous ne sommes pas la propriété de nos familles. La femme est désormais vue comme une force de décision, d'action, de parole. Son corps, sa personne ne sont plus un enjeu de honte, d'honneur, désormais, ils suscitent fierté et respect.
Plusieurs ONG se sont alarmées de violations des droits humains à l'encontre des prisonniers djihadistes détenus sous la garde des FDS.
Nous n'avons pas entendu ces ONG quand nos gardiens de prison ont été brûlés vifs ou décapités lors de la mutinerie de la prison d'Hassaké en 2022.

Comment évaluez-vous le risque de résurgence de Daech ?
Les attaques de la Turquie, les bombardements israéliens sur les infrastructures et l'arsenal militaire syriens nous affaiblissent et préparent le terrain à une résurgence de Daech. Plus de 12 000 combattants de Daesh sont détenus dans les prisons administrées par les FDS. La plupart sont des étrangers. S'ils sont relâchés dans la nature, que se passera-t-il ? Si la coalition se retire et que la Turquie continue de nous attaquer, que se passera-t-il ? La responsabilité doit être partagée. Ce fardeau ne peut pas peser sur nos seules épaules.

Que préconisez-vous ?
Soit chaque pays reprend ses ressortissants et les juge selon sa loi, soit nous créons ici un tribunal international pour juger ces prisonniers. Nous défendons cette proposition depuis des années. Elle n'a jamais pris corps.

---

03 mars 2025

Quelles suites possibles en Turquie après le cessez-le-feu unilatéral du PKK?

Jeudi 27 février, en Turquie, Abdullah Öcalan, fondateur et chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a appelé son groupe au désarmement et à la dissolution, après 40 ans de combats. En réponse, samedi 1er mars, le PKK a décrété dans un premier temps un cessez-le-feu unilatéral. Que peut-on prévoir désormais ?

Selon des informations concordantes publiées dans plusieurs médias proches du gouvernement, les autorités turques s'attendent à ce que le PKK organise un congrès, comme Abdullah Öcalan l'a demandé, d'ici à la fin du printemps. Un rendez-vous au cours duquel le groupe devrait annoncer **son désarmement et sa dissolution**.

Dans l'intervalle, Abdullah Öcalan continuera d'être impliqué dans le processus et de recevoir des visites sur l'île d›Imrali, où il est emprisonné. Dans quelles conditions ? Ce n'est pas encore clair, mais dans sa réponse à l'appel, le PKK a réclamé que son chef historique puisse travailler « *en toute liberté physique* » et « *diriger lui-même* » le congrès.

Abdullah Öcalan pourra-t-il bénéficier d'une forme de libération ?

Cela ne veut pas dire que le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan sera libéré, mais que son isolement prendrait fin et que des canaux de communication entre lui et les différentes composantes du PKK – notamment dans le nord de l'Irak et en Europe – devraient être ouverts.

Si cette première phase aboutit, commencera une deuxième phase durant laquelle seront réglées les questions « techniques », telles que le devenir des armes détenues par le PKK, le sort des chefs militaires du groupe et celui des membres non impliqués dans des crimes contre l'État.

Dans un troisième temps, un volet politique débutera au Parlement de **Turquie**, avec des discussions autour d'éventuelles réformes. C'est en tout cas le calendrier détaillé par la presse proche de **Recep Tayyip Erdogan**. Le président turc a salué une « *opportunité historique* » de débarrasser son pays du terrorisme.

Sait-on ce que le PKK et son fondateur ont obtenu en échange ?

Officiellement, ils n'ont rien obtenu du tout, en tout cas rien pour l'instant. Selon les mêmes médias, tant que le PKK n'aura pas désarmé et acté sa dissolution, les autorités turques seront dans une position attentiste : aucune promesse, aucune concession.. Mais Recep Tayyip Erdogan lui-même a affirmé que le succès du processus ouvrirait la voie à un « *élargissement de l'espace de la politique démocratique* ».

Cela peut vouloir dire plusieurs choses : fin de la pratique de destitution des maires élus sous les couleurs du parti prokurde DEM, libération des prisonniers politiques – comme l'ancien dirigeant de ce parti, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis plus de huit ans –, assouplissement des lois antiterroristes, nouveaux droits et reconnaissance de l'identité kurde dans la Constitution...

Rien de tout cela n'est évoqué publiquement par le pouvoir, mais l'idée, c'est que lorsque les autorités n'auront plus l'argument ou l'excuse du terrorisme pour réprimer le mouvement politique kurde, il sera plus facile pour ce dernier de mener ses activités et, pour l'État ainsi que pour la société turque, de débattre de ses demandes.

Mais on imagine mal, pour l'instant, avec le nationalisme exacerbé et les pratiques répressives qui prévalent depuis dix ans, comment le pouvoir actuel pourrait être à l'origine d'une ère de démocratisation.

Si ce processus réussit, quels gains politiques pour Recep Tayyip Erdogan ?

Évidemment, Recep Tayyip Erdogan serait reconnu comme le dirigeant qui a réussi à mettre fin au PKK, ce qui n'est toutefois pas la même chose que de résoudre la question **kurde**.

Quoi qu'il en soit, le chef de l'État espère sans doute gagner le soutien du parti prokurde et de son électorat pour pouvoir se représenter à l'élection présidentielle de 2028. Cela ne sera techniquement possible que si une majorité suffisante au Parlement vote en faveur d'élections anticipées ou ouvre la voie à une révision de la Constitution.

march 03 2025

KDPI spokesperson welcomes Ocalan's call for disarmament

ERBIL, Kurdistan Region - The main Iranian opposition group based in the Kurdistan Region on Saturday welcomed the call by Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), for his group to disarm and pursue a democratic solution to the Kurdish issue with Ankara after nearly four-decades of conflict.

The spokesperson for the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Khalid Azizi, told Rudaw that Kurds across all four parts of Kurdistan are likely to follow a similar path as well.

Kurds believe that Greater Kurdistan is divided into four parts, which include Kurdistan Region in Iraq (Bashur), western Iran (Rojhelat), southeast Turkey (Bakur) and northeast Syria (Rojava).

"I believe that the Kurdish issue, across all parts of Kurdistan, will likely move in the same direction. The truth is that the Kurdish issue can no longer be ignored in Turkey, Iraq, Syria, or Iran," Azizi explained.

A letter by Ocalan was made public on Thursday in which he called for the PKK to disarm and disband, offering a glimmer of hope for an end to the conflict between Turkey and the PKK, a war that has claimed over 40,000 lives.

The spokesperson for the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Khalid Azizi. File Photo:KalidAzizi /X

"The KDPI believes that the best solution to the Kurdish issue across all four parts of Kurdistan is through peaceful means, dialogue, and negotiations, in which both sides [Turkey, PKK] unite to find a solution," Azizi added.
However, Azizi pointed out that it may be too early to draw any conclusions about the outcomes of the PKK's disarmament, noting the significance of the increased attention the Kurdish issue has received from the Turkish parliament, media and non-Kurdish parties. "The Kurdish issue cannot be ignored anymore," Azizi stressed.

The KDPI official further explained the need for taking "steps toward trust-building, developing mutual trust, and establishing a mechanism that ensures the [peace] process [between the PKK and Turkey] advances even amid challenges" remains to be a "crucial factor" for the peace process in Turkey to reach a favorable conclusion.

Azizi also stressed the importance of Turkish authorities and the PKK working together to strengthen democracy and uphold it.

For its part, Iran's foreign ministry on Friday welcomed Ocalan's call for the PKK to lay down arms, describing it as "an important step towards rejecting violence."

Of note, Iran has also been long locked down in a conflict with exiled Kurdish opposition groups, which it, like Turkey, labels as terrorist organizations. The groups are the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK).
These groups were previously based in the Kurdistan Region close to the border with Iran, but were moved away from the frontier following a 2023 security pact signed between Baghdad and Tehran.

l'Humanité 4 mars 2025

« Au Rojava, nous voulons vivre libres » : les Kurdes inquiets pour leurs libertés face au nouveau pouvoir de Damas

Sous le feu turc, les Kurdes de Syrie appréhendent le cours que prendra la transition à Damas, sous la conduite de l'ex-djihadiste Ahmed Al Charaa. Ils sont décidés à défendre l'expérience démocratique déployée depuis 2013, qui a accompagné une révolution des femmes inédite dans la région et protégé la diversité communautaire et confessionnelle.

(Lead PP) « Au Rojava, nous voulons vivre en humains libres »

Sous le feu turc, les Kurdes de Syrie appréhendent le cours que prendra la transition à Damas, sous la conduite de l'ex-djihadiste Ahmed Al Charaa. Ils sont décidés à défendre l'expérience démocratique déployée depuis 2013, qui a accompagné une révolution des femmes inédite dans la région et protégé la diversité communautaire et confessionnelle.

Kamechliyé, Hassakeh, Raqqa (Kurdistan de Syrie), envoyée spéciale.

Hemrin Ali, 35 ans, a été blessée lors d'une attaque turque aux abords du barrage de Tichrine sur l'Euphrate. © Rachida El Azzouzi

Enroulée dans une épaisse couverture rouge, elle est allongée sur le flanc. Au moindre mouvement, la douleur lui déforme les traits. Hemrin Ali, 35 ans, a été blessée aux abords du barrage de Tichrine, sur l'Euphrate, sous le feu de l'aviation et des drones turcs depuis le 8 décembre 2024. Elle nous montre les cicatrices laissées par les éclats de munition, qui lui balafrent le ventre, les jambes, les bras.

Le 21 janvier dernier, elle avait rejoint l'un des convois de civils venus dénoncer ces opérations militaires ciblant une infrastructure qui fournit de l'électricité et de l'eau potable à plus de 5 millions de personnes. « Nous étions en train de danser quand les bombes sont tombées. Soudain, j'ai vu mes jambes en sang », raconte-t-elle, en nous montrant une vidéo filmée depuis un drone, diffusée par des mercenaires islamistes d'Ankara heureux de ces attaques délibérées contre des civils, qui ont déjà fait plusieurs dizaines de blessées et 23 morts depuis le 8 janvier.

« Si Tichrine craque, l'eau déferlera jusqu'ici »

Le régime turc de Recep Tayyip Erdogan balaie ces crimes d'un revers de main, accusant les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui réunissent combattants kurdes et arabes, d'utiliser des civils comme boucliers humains. « J'y suis allée de mon plein gré. Nous avons besoin de cette eau, de cette électricité. C'est notre responsabilité de préserver ces ressources », rétorque Hemrin. Plus d'un mois après avoir été blessée, elle ne peut toujours pas se tenir debout. Elle n'avait pu être transportée vers un hôpital pour y être opérée que trois jours après cette attaque, par crainte des tirs turcs visant les ambulances.

À Tichrine, sur les 300 personnes qui, d'ordinaire, font tourner le barrage, seules quatre sont restées pour en surveiller l'intégrité structurelle et prendre en charge les manœuvres indispensables pour actionner les vannes, réguler les débits d'eau. Les Turcs refusent toute trêve pour organiser la relève de cette équipe.

En aval, dans les entrailles du barrage de Tabqa, repris à l'« État islamique » (EI) en 2018, le directeur des trois barrages sur l'Euphrate, Welat Darwich, ne dissimule pas son inquiétude : « C'est irresponsable et très dangereux. Si Tichrine craque, l'eau déferlera jusqu'ici, où ça ne tiendra pas. Si les 12 milliards de mètres cubes du lac Assad étaient lâchés, cela aurait des conséquences cataclysmiques. »

« Nous vivions tranquillement les uns avec les autres »

Là où l'électricité arrive encore, les coupures sont fré-

quentes, interminables ; dans les zones privées d'eau potable, le développement de maladies hydriques menace de plonger le Rojava, le Kurdistan de Syrie, dans une crise sanitaire. « C'est une stratégie. En concentrant leurs attaques sur des infrastructures vitales, la Turquie espère nourrir la colère de la population contre l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie », poursuit Welat Darwich.

Dans la ville voisine de Tabqa, Samira Habbache a repris le cours d'une vie percutée par la longue parenthèse djihadiste. À l'arrivée des hordes de Daech, cette femme arabe s'était enfuie vers Afrine, en zone kurde, avant d'en être chassée par l'offensive et l'occupation turques.

« Je suis née ici, il y avait des Syriaques, des Kurdes, des Arméniens. Nous vivions tranquillement les uns avec les autres. Hélas, parmi ceux qui ont fui Daech, beaucoup ne sont pas revenus », soupire-t-elle. Dans la cour arborée de l'association Zenobia, que dirige cette femme aux cheveux teints en blond et au maquillage soigné, d'autres femmes, restées à Tabqa à l'époque, se souviennent d'une vie cloîtrée sous la menace permanente de châtiments – exécutions, lapidations, flagellations.

La crainte d'une résurgence de Daech

Elles disent les traces laissées dans les consciences, les pressions sociales et familiales, mais aussi les droits reconquis après la défaite de Daech. « Il n'y a pas de retour en arrière possible. Nous n'accepterons jamais le retour à de telles dominations, ni les restrictions que le nouveau pouvoir de Damas veut imposer aux libertés des femmes. Nous sommes prêtes à lutter », prévient Ghoufrane Abdallah, une jeune femme de 28 ans, voilée de gris.

La combustion du mazout et le raffinage sauvage du pétrole enveloppent Raqqa d'un nuage noir. Dans les camps qui sont venus se greffer à cette métropole à l'urbanisme disloqué, les sinistrés des séismes de 2023 ont rejoint les réfugiés d'Afrine et de Chahba, qui ont fui les exactions des occupants turcs et de leurs supplétifs syriens. Autour du rond-point al Naïm, où Daech donnait en spectacle ses exécutions, de jeunes enfants mendient, visages couverts de suie.

Ils grandissent entre les ruines des immeubles pulvérisés par les bombardements. Ici, dans l'ombre, les nostalgiques du califat prêchent toujours ; ils contestent la tutelle des Forces démocratiques syriennes qui ont défait les djihadistes en 2018. La crainte d'une résurgence de l'EI est loin d'être dissipée : les camps et les prisons où sont détenus ses combattants sous la garde des forces kurdes, où son idéologie continue de se propager, sont des bombes à retardement.

Al Charaa partage l'objectif d'Ankara

Régulièrement, des « cellules dormantes » sont démantelées ; des bombardements de la coalition internationale ciblent des objectifs militaires de Daech. Les check points des FDS se succèdent sur la route de Hassakeh, où des hélicoptères militaires tournoient au-dessus de la base américaine retranchée derrière ses murailles de béton. Mercredi 26 février, l'aviation turque s'est aventurée jusqu'ici, où ses bombardements ont fait 12 morts, dont 8 civils, dans la zone de Chaddadé.

Le régime de Recep Tayyip Erdogan a tout fait pour anéantir l'expérience démocratique déployée depuis 2013 par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), qui a accompagné une révolution des femmes inédite dans la région et protégé la diversité communautaire et confessionnelle. Ces assauts turcs ne suscitent aucune réprobation à Damas, où le président par intérim, Ahmed Al Charaa, de son nom de guerre Abou Mohammed Al Joulani, issu des rangs djihadistes, partage avec Ankara le même objectif : empêcher toute consolidation d'une autonomie kurde en Syrie.

Aucune composante kurde n'est d'ailleurs associée au « dialogue national » censé structurer la transition. Les gages de bonne volonté de l'Aanes, qui vient de reprendre les livraisons de pétrole vers les zones administrées par Damas, n'ont pas infléchi sa position. Les combattants des FDS sont invités à rejoindre la nouvelle armée syrienne, mais à titre individuel : scénario exclu par leur commandant en chef Mazloum Abdi, qui plaide pour une intégration en bloc. Al Charaa pose aussi comme préalable le départ des combattants étrangers du Rojava ; ces derniers jours, il aurait plaidé pour l'intégration des seules unités arabes ; en coulisses, Ankara exige le démantèlement pur et simple de cette structure militaire.

Méfiance envers le nouveau maître de Damas

Accrochée à la frontière turque, Kamechliyé décline sa résistance en couleurs sur ses murs gris, où s'affiche partout le slogan « Jin, Jiyan, Azadî », « Femme, Vie, Liberté ». Les panneaux publicitaires sont recouverts de banderoles réclamant la libération d'Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), figure de l'émancipation socialiste kurde.

L'entremêlement des fils électriques forme des toiles compliquées ; à la nuit tombée, des hommes se serrent, dehors, autour de la chaleur des braseros. Au siège du Kongra Star, une coalition féministe formée en 2005, Amina Ossé mesure le chemin parcouru en vingt ans par les femmes du Rojava pour faire reculer les mentalités patriarcales, gagner de nouveaux droits, s'imposer comme des actrices centrales des bouleversements sociaux et politiques qui refaçonnent leur société. Elle ne dissimule pas sa défiance envers le nouveau pouvoir syrien.

« Nous sommes ouverts au dialogue avec tout le monde. Le problème, ce n'est pas notre confiance. Ce sont les gestes que Joulani sera capable de produire, tranche-t-elle. Son premier cercle ne compte que des djihadistes, dont Abou Hatem Chakra, impliqué dans l'assassinat de notre camarade Hevrin Khalaf (une femme politique kurde assassinée par la milice Ahrar al-Charkiya en 2019 – NDLR). Difficile dans ces conditions de croire à la sincérité de sa conversion à la démocratie. » Elle voit dans l'autonomie démocratique expérimentée au Rojava une garantie pour prémunir les femmes des régressions qui se dessinent, et la Syrie d'un scénario d'éclatement. « Si nous n'allons pas vers un système confédéral, les ingérences étrangères s'engouffreront dans les luttes internes. Nous y sommes déjà », met-elle en garde.

« J'ai plus peur de Joulani que du Baas »

À la Maison des femmes, où sont accueillies les victimes de violences, les réfugiées et celles qui veulent se soustraire à un mariage forcé, Ilham Emer, 63 ans, la tête couverte d'un voile noir, a accueilli depuis 2011 des milliers de personnes. Elle ne regrette en rien le régime déchu : elle est passée par les prisons du Baas, a connu la torture et les mauvais traitements des séides de Hafez Al Assad. « J'ai plus peur de Joulani que du Baas, lance-t-elle. Dans ma maison, dans

mon pays, je veux un islam démocratique, pas l'islam qui coupe les têtes. Mon voile, personne ne m'a obligée à le porter. C'est moi, avec ma croyance, et chacun la sienne, je n'ai pas à m'en mêler. Le sens de notre révolution au Rojava est simple : hommes ou femmes, nous voulons vivre en humains libres. »
Sous le feu turc, attachés à un projet de société incompatible avec celui qu'Al Charaa et ses compagnons ont défendu les armes à la main, sous la menace persistante d'une reconstitution de l'« État islamique », les Kurdes du Rojava ont reçu avec circonspection et inquiétude, jeudi, l'appel d'Abdullah Öcalan à déposer les armes et à dissoudre l'organisation.
Le processus politique pacifique ainsi ouvert concerne la Turquie, insiste l'état-major des FDS, qui, dans l'attente de connaître les contreparties de ce message, veut y voir « une clé pour ouvrir des relations constructives dans la région ». Sur le front de l'Euphrate, ces derniers jours, les bombardements turcs ont redoublé de férocité. Dans le cimetière de Kamechliyé où sont inhumées des centaines de combattantes et de combattants tombés dans la guerre contre Daech, des tombes fraîchement creusées attendent les dépouilles des résistants à l'agression turque. Une vieille femme assise là, chapelet en main, retient ses larmes. Sur ses épaules, tout le poids d'une révolution fragile.

The New York Times

Leily Nikounazar
March 4, 2025

Conservatives Hobble Iran's Moderate President, Stoking a Political Crisis

With Iran already wounded economically and diplomatically, hard-liners forced out two top officials and blocked talks with the United States, freezing President Masoud Pezeshkian's agenda.

Iran's conservatives have ousted two high-profile officials, throwing President Masoud Pezeshkian's new, moderate government into turmoil and raising questions about its survival.

The showdown comes as Iran faces a multitude of crises, including energy shortages, skyrocketing inflation, a free-falling currency, the military defeat of most of its regional allies and the return of President Trump and a more hostile U.S. policy.

On Sunday, in the space of a few hours, the Parliament impeached Minister of Finance Abdolnaser Hemmati and the judiciary forced out Mohammad Javad Zarif, the well-known former foreign minister, from his post as vice president of strategy.

The current Parliament and judiciary are controlled by the conservatives, who have warned more impeachments will follow. In Iran's theocratic system, while there is an elected government, appointed bodies dominated by clerics disqualify candidates they deem unacceptable, which contributed to very low turnout in recent parliamentary elections, and they can block legislation.

Mr. Pezeshkian reacted to the ouster of two of his top allies by delivering an unusually scathing public speech in Parliament on Sunday. He appeared flabbergasted and angry, at times raising his voice and waving his hands, and said Iran was engaged in "a full-fledged war" with external enemies.

"From the day we took over the government, we were confronted with deficiencies in energy, water and power, and on the other hand extreme debts on payments to the agriculture sector for wheat, the health and medical sector, and retirement salaries and so on," Mr. Pezeshkian said, according to videos and texts of his speech.
Finance Minister Abdolnasser Hemmati arrives at the podium to speak during Sunday's open session of Parliament in which he was impeached.Vahid Salemi/Associated Press
He said the government had a massive budget deficit. It couldn't make its payments to its workers, contractors or retirees, he said, and withdrew $1 billion from an emergency fund just to stay afloat.

Wars with Israel have devastated Hezbollah in Lebanon and the Palestinian group Hamas, both backed by Iran, and have killed the leaders of both groups. Rebels have toppled the government of Syria, Iran's closest regional ally. And President Trump has returned to office, along with his policy of "maximum pressure" on Iran, through economic sanctions, to curb its nuclear program.
Those external events, Mr. Pezeshkian said, "have added one problem after another to our problems."
He revealed that as a result of Mr. Trump's enforcement of tough sanctions, Iran was struggling to sell its crude oil, leaving its tankers lingering idly at sea, and that even friendly nations like Iraq, Qatar and Turkey were not letting Iran access and transfer its cash revenues.
The president was also remarkably frank about his disagreement with the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, on nuclear talks with the West and Mr. Trump. Mr. Pezeshkian said he favored negotiations, but the ayatollah rejected them, so "it's over and done."

"My position has been and will remain that I believe in negotiations, but now we have to follow the parameters set by the supreme leader," he said, adding that Mr. Khamenei set the policies and the president merely executed them.

Analysts said that Mr. Pezeshkian wanted to shift the blame for the standoff with the United States and its consequences — more sanctions, further deterioration of the economy and even possible Israeli strikes on Iran's nuclear sites. Both the United States and Israel have accused Iran of working toward developing nuclear weapons, which Tehran denies, insisting its program is strictly for civilian purposes. The U.N.'s atomic agency, which monitors Iran's nuclear sites, has said Iran has not yet militarized its program.
"Without being able to push for-

ward economic reforms at home, which is interlinked to reaching out to the West and sanctions being removed, his presidency will be an absolute failure," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group.

Mr. Pezeshkian, who took office in August, has emphasized a policy of unity with domestic rivals in the name of smoother governance. He even picked cabinet members from across the political aisle, including the minister of justice, defying the advice of members of his own party who warned against trusting conservatives.

But for weeks conservatives have battered his government over the currency, the rial, losing nearly 50 percent of its value against the dollar on the unofficial market since the new government took office. (The official exchange rate, far more favorable to the rial, is available only to a select few.) Prices on consumer goods respond to the fluctuating currency and have spiked astronomically. Iranian media reported the price of rice, a staple of Persian cooking, has increased 100 percent, legumes 200 percent and potatoes 300 percent.

In Tehran, the recent government chaos dominates the front pages of the major daily newspapers with some calling the ousters "political score settling," and one asking, "strategic mistake or victory of opponents?"

The topic of negotiations with Washington has been a major flashpoint between the conservatives and Mr. Pezeshkian, who campaigned on the promise to improve the economy by negotiating to remove sanctions.

In the weeks following Mr. Trump's election and his comments about preferring a deal with Iran over military strikes against nuclear sites, Iranian officials from the president to

President Masoud Pezeshkian of Iran addressing members of Parliament in Tehran on Sunday.Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

the foreign minister said they were open to talks with Washington. Many pundits wrote front-page essays in Iranian media calling on the government to seize the opportunity of an opening with Mr. Trump.

But hard-liners bent on defeating any compromise with Mr. Trump began a fierce campaign to oust Mr. Zarif, suspecting he would become a facilitator once again in diplomacy with America. As foreign minister, Mr. Zarif spearheaded negotiations for the 2015 nuclear deal with world powers, including the United States, that placed limits on Iran's nuclear program.
Mr. Trump abandoned the deal in 2018, during his first term and tightened sanctions, saying it would lead to lead to a better deal with tougher restrictions on Iran's nuclear ambitions. Instead, Iran's program has accelerated since then.

Iranian conservatives argued that Mr. Zarif's appointment violated a law that bars people whose children have foreign citizenship from government roles. Mr. Zarif's two children were born in the United States and have dual citizenship.

In a statement posted on his account on X announcing his departure, Mr. Zarif said "in the past six months my family and I have faced vicious insults, smears and threats and I experienced the most bitter days of my 40-year career in government, but I persevered with the intent to serve." The tide in Tehran turned against negotiations with the United States when Mr. Trump signed an executive order tightening sanctions to make it difficult for Iran to evade them, with the aim of reducing Iran's oil sales to zero.

Mr. Khamenei, who had reluctantly acquiesced to the 2015 deal, and other conservatives saw Mr. Trump's reversal as proof that the United States could not be trusted.

Mr. Trump's blowup with President Volodymyr Zelensky of Ukraine at the White House last week is being presented in Iran as further validation of that view.

Large banners have gone up around Tehran showing Mr. Trump lecturing Mr. Zelensky, with messages that read, "the end of a delusion," and "the result of relying on the wind."
"We will not negotiate with America under a maximum pressure policy," a government spokeswoman, Fatemeh Mohajerai, said on Tuesday. "We don't want to experience humiliation like Zelensky."

Mohamad Hossein Ebrahimi, an analyst in Tehran who is close to the government, said in a telephone interview that after the fiasco with Mr. Zelensky, "everyone is wondering if Trump does this with allies, what will he do with the enemy?"

The political upheaval of the past few days has been costly for Mr. Pezeshkian. Some who voted for him and campaigned for him said on social media that they regretted their support and felt duped, once again, by a system that keeps dangling promises of reform at the ballot box but refuses to budge once in office.
Mina Emamvirdi, a media researcher in Iran, wrote on X that Zarif's ouster "is a sign of diplomacy reaching a dead end in Iran," and "deepening the crisis of governing."

Marcharch 04 2025

Iran condemns Turkish FM's remarks on regional proxy influence

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's foreign ministry on Monday condemned recent remarks by Turkey's top diplomat on the country's militia influence in the region as "unrealistic analyses," warning that such remarks could derange bilateral relations.

Flags of Turkey and Iran. Graphic: Rudaw

"The common interests of Tehran and Ankara and the sensitivity of the regional situation necessitate avoiding improper remarks and unrealistic analyses that could lead to disagreements and tensions in bilateral relations," Mahmoud Heidari, assistant to Iran's foreign minister, said during a meeting with Turkish Ambassador to Iran Hicabi Kirlangic.

On Friday, Turkish Foreign Minister Hakan Fidan described Iran's policy of proxy forces in the region as "high-risk" and said that Tehran has had to make great sacrifices to preserve its regional influence, in an interview with Al Jazeera.

"Iran's approach of conducting foreign policy through militias in regional countries has been a high-risk policy for a long time. While Iran has made some progress, the cost of maintaining those gains is higher. Iran has had to make far greater sacrifices to maintain its gains in Iraq and Syria," Fidan said, calling for structural changes in Tehran to calm regional tensions.

In response, the Turkish ambassador stressed that Ankara and Tehran "must cooperate closely to promote bilateral relations, regional interactions, and eliminate existing threats," while also saying he would deliver Iran's message to Turkey.

Since the inception of the Islamic republic, Tehran has formed a network of influence in the Middle East in a pragmatic way and not based solely on religious ideology.

The Quds Force, the foreign arm of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), is the center of coordination with the groups, that form the so-called "Axis of Resistance" to expand Iran's hegemony in the region and counter Western influence.

They are most prevalent in Iraq, Lebanon, and Yemen, and previously in Syria, where Tehran predominantly backs Shiite groups, with Hezbollah being the heart of the network.

Iran has also not shied away from forging ties with Sunni groups and political parties in the region, including in Palestine and Afghanistan, to deter itself against its enemies.

March 04, 2025

Iraq suspends repatriation of ISIS-linked nationals from Syria: Ministry

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's migration and displaced ministry said on Wednesday that the repatriation of nationals linked to the Islamic State (ISIS) from al-Hol camp in northeast Syria (Rojava) has been suspended.

Ministry spokesperson Ali Abbas told Rudaw that repatriations from the notorious camp have been suspended for the next four to six months. He said that the process will resume once the rehabilitation program for returnees, carried out in al-Jada camp in Iraq's northern Nineveh province, is completed, adding that 3,500 nationals are currently in the rehabilitation process.

According to the latest statistics from the ministry, more than 20,000 Iraqis, including women and children, remain in al-Hol camp. Baghdad had set 2027 as the deadline to finish returning all its nationals from the camp.

Iraqis and Syrians make up the majority of the 40,000 ISIS-linked people being held at the camp, which has been branded a breeding ground for terrorism.

The repatriation of ISIS-linked citizens has sparked opposition in Iraq. Some tribes and communities are unwilling to accept people associated with the group that committed heinous human rights abuses and war crimes from 2014 to 2017, when they controlled vast swathes of the country.

Others argue that reintegration should be considered for families of ISIS members, especially those who were not directly involved in severe crimes.

Nahro Mohammed contributed to this report.

Sinan Tuncdemir
march 04,2025

UN not involved in formation of Syria's new constitutional committee

NEW YORK - The United Nations said on Monday it was not involved in the formation of a new seven-member committee to draft a "constitutional declaration" in Syria, with the committee condemned by Kurds and other minorities as exclusionary.

"We were not involved in the formation of the committee. Mr. [Geir] Pedersen reaffirms his commitment and readiness to support the process in accordance with the key principles of [Security Council Resolution] 2254, and he is obviously very closely following the situation on the ground," Stephane Dujarric, spokesperson for UN Secretary-General Antonio Guterres, told Rudaw in New York.

Syria's interim President Ahmed al-Sharaa on Sunday established a seven-member committee to draft a "constitutional declaration" for the country's transitional phase. The move followed a key confab on Tuesday, the National Dialogue Conference, which was praised for pledging support for reforms but also condemned for being "exclusionary" and "rushed."

Dujarric stressed that the UN is following up to "ensure that the transitional, the caretaker authorities follow through on their commitments to the Syrian people with concrete and meaningful action," calling for the inclusion of all Syrians in the country's political process.

Kurdish opposition parties, including the Kurdish National Council (ENKS/KNC) and the Democratic Autonomous Administration in North and East Syria (DAANES), condemned the National Dialogue Conference for marginalizing Kurds.

In the weeks leading up to the event, they also criticized the conference's preparatory committee for excluding Kurdish representation in shaping Syria's future.

Amid concerns over Kurdish representation, both ruling and opposition Kurdish parties in northeast Syria (Rojava) are working to bridge their differences and present a united front in negotiations with the new Syrian leadership.

In late January, ENKS and the ruling Democratic Union Party (PYD) in Rojava agreed to send a joint delegation to Damascus to discuss the future of Kurds in Syria.

March 04,5025

No Turkish attacks in Kurdistan Region for two days: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - There have been no clashes between the Turkish army and the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Kurdistan Region in the last two days amid a unilateral ceasefire by the PKK, a conflict monitor said on Tuesday.

"For more than 40 hours, the Turkish military has not carried out any ground operations in the Kurdistan Region," Kamaran Osman from the Community Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operations in the Kurdistan Region, told Rudaw.

A Turkish warplane. Photo: file/AA

On Saturday, the PKK declared a unilateral ceasefire with Turkey, stating it agrees with the contents of leader Abdullah Ocalan's recent letter that called on the group to disarm and disband, but set a physical meeting with their jailed leader as a precondition to any successful peace process.

Ocalan's letter has sparked hope for a resolution to the nearly four-decade-long conflict between Turkey and the PKK, which has claimed over 40,000 lives.

According to CPT data, 183 villages have been abandoned and an additional 602 are in danger of being evacuated because of fighting between Turkey and the PKK.

Osman said that the last aerial bombardment by Turkey was on Sunday.

Founded in 1978, the PKK initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now calls for autonomy. The group is designated a terrorist organization by Turkey. It has bases in the Kurdistan Region's mountains.

Marc Semo
05 mars 2025

Turquie : après 40 000 morts, la paix avec les Kurdes enfin possible ?

EDITORIAL - Après quarante ans de guerre et plus de 40 000 morts, Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, appelle ses partisans à déposer les armes et à dissoudre le mouvement. Un tournant majeur pour la Turquie, où l'exécutif reste prudent, et un enjeu géopolitique crucial dans une région sous tension. Mais cette initiative ne garantit pas la paix, estime notre éditorialiste Marc Semo.

EDITORIAL - Après quarante ans de guerre et plus de 40 000 morts, Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, appelle ses partisans à déposer les armes et à dissoudre le mouvement. Un tournant majeur pour la Turquie, où l'exécutif reste prudent, et un enjeu géopolitique crucial dans une région sous tension. Mais cette initiative ne garantit pas la paix, estime notre éditorialiste Marc Semo.

Les conflits les plus longs et les plus meurtriers peuvent prendre fin, même les plus anciens, les plus implacables, et apparemment les plus insolubles. La « sale guerre » entre les autorités turques et les rebelles kurdes du PKK, parti des travailleurs du Kurdistan, a fait plus de 40 000 morts en 40 ans et plus de

deux millions de déplacés. Elle est en passe de s'achever avec l'appel à déposer les armes et à dissoudre le parti lancé le 27 février 2025 par son fondateur et leader charismatique emprisonné depuis un quart de siècle dans l'île prison d'Imrali au large d'Istanbul. A l'issue de quatre mois de dialogue lancé par les autorités turques et conduit par le principal parti prokurde, DEM, cet appel « pour un règlement négocié de la question kurde » marque indéniablement un tournant. Le message a d'ailleurs été immédiatement salué par les Etats-Unis et l'Union européenne. Quarante millions de Kurdes vivent écartelés entre la Turquie, Syrie, Irak et l'Iran et ils n'ont toujours pas leur propre État. Les quelque 15 millions de Kurdes de Turquie disposent de tous les droits des autres citoyens de la République inspirée du modèle jacobin fondée par Mustapha Kemal sur les décombres de l'empire ottoman, mais pas de droits collectifs en tant que peuple ni même d'une quelconque autonomie administrative et culturelle dans les régions du sud-est anatolien où ils sont majoritaires.

De l'indépendance... à l'autonomie

Ce n'est pas encore la paix, et loin de là, mais le processus semble désormais amorcé qui représente à bien des égards un signe espoir dans une région toujours au bord de l'embrasement. L'initiative de cette proposition d'un accord avec le PKK organisation classée comme terroriste par Ankara mais aussi par Washington et Bruxelles est paradoxalement venue du leader de l'extrême droite nationaliste turque Devlet Bahceli, allié de Recep Tayyip Erdogan, le tout-puissant président islamo-conservateur au pouvoir depuis un peu plus de vingt ans. Les autres forces politiques, les formations pro-kurde mais aussi la principale formation de l'opposition les sociaux-démocrates du CHP, parti républicain du peuple, appuient ces discussions. « Dans ce climat j'appelle à déposer les armes et j'assume la responsabilité historique de cet appel » a affirmé Abdullah Öcalan dans une lettre lue par deux députés pro-kurde venus le visiter dans sa prison. Dans sa missive, celui que ses partisans surnomment respectueusement Apo, demande au parti de disparaître et de « s'intégrer à l'État et à la société ».

Gaza, Ukraine... l'Occident face à Erdogan, le Janus turc

Ce message suivi de l'annonce par le PKK d'un cessez-le-feu à effet immédiat tourne la page sur des années de tueries menées par les deux camps, de déplacement forcés de population dans le cadre des opérations de contre guérilla, d'élimination d'instituteurs ou d'autres représentants de l'État turc par les rebelles et de purges internes au sein du mouvement. Abdullah Öcalan avait lancé la lutte armée en 1978 pour créer un grand Kurdistan marxiste-léniniste. Déjà depuis déjà des années il avait abandonné son projet indépendantiste pour ne parler que d'autonomie. Le marxisme dans sa version maoïste, avait été remplacé dans la rhétorique du PKK, et surtout dans celle des mouvements politiques légaux qui en étaient la vitrine politique, par des thématiques écologistes, féministes et autogestionnaires semblables à celles des gauches de la gauche européenne. C'était vrai en Turquie mais plus encore dans le Nord-Est syrien, où les combattants kurdes organiquement liés au PKK avaient combattu les forces de Daech aux côtés des forces occidentales.

Appel historique

L'appel historique d'Apo, condamné à la peine de mort commuée en prison à vie, s'explique en bonne part par la lassitude d'un quart de siècle de détention, en isolement, dans la prison d'un îlot rocheux. Ces dernières années ses conditions carcérales s'étaient améliorées et il avait été rejoint par trois autres prisonniers politiques kurdes. Mais Ocalan fort de son aura auprès d'une partie importante des Kurdes de Turquie mais aussi de Syrie, souhaite recouvrer la liberté – ou du moins une semi-liberté – voir pouvoir jouer un rôle politique dans l'avenir. Dans sa lettre, il récuse aussi bien toute perspective future d'indépendance kurde que de fédération ou même d'autonomie administrative voire culturelle.

Il y avait déjà eu entre 2013 et 2015 de telles négociations entre Abdullah Ocalan emprisonné et les responsables des services secrets dont l'actuel ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan pour convaincre le PKK de déposer les armes. Ocalan lança un appel en ce sens lu en 2014 lors d'un immense meeting à Diyarbakir, la capitale du sud anatolien à majorité kurde. Cette première vraie tentative de mettre fin au conflit capota quand Recep Tayyip Erdogan joua à fond la carte nationaliste aux élections alors que le PKK se lançait dans une insurrection armée dans les villes kurdes qui fut un sanglant échec.

Cette fois les conditions sont différentes. Certes aucune proposition au sujet de la « question kurde » n'est venue de l'exécutif – son intitulé n'a même pas été prononcé –, aucune contrepartie, ni même proposition, n'a été avancée par Ankara. Mais la fatigue de cette interminable guerre de basse intensité est bien réelle pour tous les protagonistes qui ont dans leur majorité consciences de l'occasion historique à saisir.
Le PKK a répondu favorablement à l'appel de son chef historique. Le processus sera néanmoins encore très long, au moins 5 à 6 mois, avant de se concrétiser d'autant que le mouvement reste parcouru de sensibilités différentes entre les combattants de la principale base rebelle de Qandil dans les montagnes du nord de l'Irak traditionnellement les plus radicaux, les militants de la diaspora, ceux des partis prokurdes de Turquie et surtout ceux de Syrie. Leur chef Mazloum Abdin a annoncé soutenir l'appel d'Öcalan pour demander au PKK de déposer les armes tout en affirmant que leur mouvement qui contrôle le Rojava, au nord est syrien n'est pas concerné.

Quelle sera la réaction de Recep Tayyip Erdogan

En Turquie même les militants du PKK déclarent conditionner leur arrêt de la lutte armée et leur dissolution à la mise en œuvre « d'une politique démocratique et un cadre juridique ». Un rappel d'autant plus nécessaire que les autorités accentuent leur pression sur l'opposition, en particulier sur les élus prokurdes, dont dix maires ont été démis de leurs fonctions depuis leur élection en mars 2024. Des vagues d'arrestations se sont succédé ces dernières semaines contre des centaines de personnes – militants politiques, élus, artistes, journalistes – accusées de « terrorisme ».

Revendiquée par Recep Tayyip Erdogan mais avec une certaine discrétion tant il craint les réactions de son électorat nationaliste cette politique de « main tendue à nos amis kurdes » est à bien des égards ambiguë. En partie elle est dictée par des intérêts très immédiats de politique intérieure, afin d'obtenir le soutien des élus kurdes pour une réforme de la constitution qui permettrait au Raïs de se représenter une troisième fois à l'élection présidentielle. Mais surtout elle vise à

conforter le nouveau potentiel rôle régional d'Ankara alors que l'Iran, l'éternel rival, est profondément affaibli et que le régime syrien qu'il protégeait a été balayé en dix jours par les insurgés de groupes islamistes sunnites proches de la Turquie. Le facteur kurde devient dans un tel contexte plus important que jamais d'autant qu'il a des implications directes en Irak comme en Iran et en Syrie. Il peut constituer un atout maître aux mains de l'homme fort d'Ankara ou au contraire devenir le principal obstacle pour ses nouvelles ambitions. L'enjeu est autant le PKK en Turquie que son parti frère du Rojava syrien.

« Les autorités turques ont très peur depuis l'effondrement de la dictature Assad que les Américains et les Israéliens ne poussent à la création d'une entité kurde indépendante de fait comme celle qui se créa au nord de l'Irak après 1991 », analyse Ahmet Insel, auteur notamment de La nouvelle Turquie d'Erdogan (La découverte). Normaliser avec le PKK et son parti frère syrien vise à conjurer cette menace alors que le seul autre terme de l'alternative serait de mener des opérations militaires, directement ou par proxys interposés, au risque de se brouiller aussi bien avec les nouvelles autorités syriennes qu'avec les Européens en un moment où Ankara s'active pour se rapprocher à nouveau des 27, n'hésitant pas à se montrer disponible à l'envoi de troupes en Ukraine.

La Turquie d›Erdogan, ennemi diplomatique numéro un de la France et de Macron

---

Le Monde

Nicolas Bourcier
05mars 2025

La Turquie, partenaire autrefois « encombrant », est devenue incontournable pour une Union européenne fragilisée

En armant l'Ukraine d'une main et en traitant avec la Russie de l'autre, sans appliquer les sanctions occidentales à l'égard de Moscou, Ankara joue d'un équilibrisme millimétré.

Le 17 février, le président Emmanuel Macron a réuni, à l'Elysée, sept dirigeants européens, les chefs de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et des instances communautaires pour réaffirmer leur soutien à l'Ukraine. Plusieurs responsables de l'Union européenne (UE) avaient alors fait part de leur frustration de ne pas avoir été conviés. Mais un pays surtout brillait par son absence : la Turquie, deuxième puissance militaire de l'OTAN. Il faudra l'altercation spectaculaire devant les caméras, onze jours plus tard, le 28 février, entre le président américain, son vice-président, J. D. Vance, et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la Maison Blanche, pour que les choses changent. L'absence turque de Paris, immédiatement qualifiée d'*« erreur de calcul stratégique »* par la spécialiste du Moyen-Orient au cercle de réflexion américain Hudson Institute, Zineb Riboua, est palliée à Londres dès le surlendemain, le 2 mars, par le premier ministre britannique, Keir Starmer.
Invité à ce sommet de crise, parmi la quinzaine de dirigeants, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, n'a certes pas dit grand-chose au sortir de la rencontre, à l'instar des autres participants, mais il a tenu à rappeler l'importance de la participation de son pays dans la nouvelle architecture de sécurité qui est en train d'être discutée pour l'Europe. Et c'est déjà beaucoup. La veille, il s'était entretenu au téléphone avec son homologue russe, Sergueï Lavrov.

Après des années d'éloignement de Bruxelles, des tensions diplomatiques toujours plus visibles avec Paris et Berlin, Ankara, qui fut il y a encore à peine un quart de siècle un candidat enthousiaste à l'UE, incarne désormais un pays à facettes diplomatiques multiples et complexes. Membre considéré par ses pairs au mieux comme *« encombrant »*, au pis comme *« disruptif » et « peu fiable »*, au sein de l'Alliance atlantique, la Turquie est aujourd'hui incontournable, voire indispensable, pour une Europe plus que jamais fragilisée par le changement de position de Washington.

Entente cordiale affichée avec Poutine

Pourquoi ? Le pays dirigé depuis vingt-deux ans par Recep Tayyip Erdogan est d'abord une des rares puissances régionales capable à la fois de coopérer avec la Russie et de limiter son influence, comme elle l'a montré en Syrie. Avant la chute de Bachar Al-Assad, Moscou définissait les paramètres et les contours de l'influence turque dans le nord de la Syrie. Aujourd'hui, c'est l'inverse. De quoi sérieusement inciter les pays de l'UE à mettre en place les rouages permettant de faire rasseoir bien plus souvent à leur table les dirigeants turcs. Mais ce n'est évidemment pas tout. Au lendemain de la rencontre à l'Elysée, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, et Sergueï Lavrov se retrouvaient à Riyad pour amorcer une « normalisation » de leurs relations et évoquer l'Ukraine. Au même moment, Volodymyr Zelensky se rendait à Ankara pour y rencontrer le chef de l'Etat turc. En accueillant le président ukrainien, Recep Tayyip Erdogan a envoyé un message clair selon lequel la Turquie restait un acteur-clé dans la définition de l'avenir de l'Ukraine. M. Zelensky a, lui-même, renforcé cette idée en déclarant, ce jour-là, que *« l'Union européenne, la Turquie et le Royaume-Uni devraient participer aux conversations et à l'élaboration des garanties de sécurité nécessaires avec l'Amérique en ce qui concerne le sort de notre région »*.

Malgré l'entente cordiale affichée avec son *« ami »* Poutine, M. Erdogan reste l'un des plus grands soutiens de l'Ukraine, fermement décidé à défendre l'intégrité territoriale de Kiev et à contrer les appétits de Moscou. La Turquie ne peut s'empêcher de percevoir l'expansionnisme agressif de la Russie dans la zone de la mer Noire comme une menace à la sécurité géopolitique et énergétique de

son pays. Le grignotage du pourtour de la mer Noire, l'accaparement de l'Abkhazie en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014, puis l'invasion de l'Ukraine en février 2022 sont perçus à Ankara comme autant d'atteintes à la stabilité de la région. Sans parler de la charge symbolique que représente la presqu'île de Crimée, berceau mythique des Tatars turcophones, ancien protectorat ottoman.

Position stratégique

Faut-il encore rappeler que, contrairement aux nombreuses nations européennes qui ont hésité à soutenir Kiev dans les premiers jours de l'invasion russe, Ankara a agi de manière décisive. La Turquie a invoqué la convention de Montreux, fermant les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre russes – une mesure qui, bien que présentée comme de la neutralité, a fortement limité la capacité de Moscou à renforcer sa flotte de la mer Noire. Le soutien à l'Ukraine limite de fait l'expansion russe dans la zone et renforce la position stratégique de la Turquie. Du point de vue d'Ankara, une Ukraine résistante et souveraine est un frein essentiel à la domination russe dans la région.

Sur le champ de bataille, la Turquie a doté Kiev de l'un de ses systèmes d'armes les plus efficaces : le drone Bayraktar TB2, qui s'était également révélé décisif en Libye, où Ankara a considérablement exposé les vulnérabilités russes. Ces drones ont aidé l'Ukraine à détruire les colonnes blindées et des navires ennemis, faisant pencher la balance dans des batailles-clés.

En armant l'Ukraine d'une main et en traitant avec la Russie de l'autre, sans appliquer les sanctions occidentales à l'égard de Moscou, la Turquie joue d'un équilibrisme millimétré. Ce n'est pas la première fois. A charge pour les Européens d'accepter ce moment turc. Recep Tayyip Erdogan n'a pas fermé la porte à une contribution à la force de maintien de la paix en Ukraine – dans l'hypothèse d'une trêve. Le pays ne manque pas d'hommes ni de savoir-faire technologique sur le théâtre des opérations, que ce soit dans les airs ou sur terre. *« Puissance contradictoire »*, selon la formule du chercheur en droit européen Alexis Coskun, la Turquie aurait beau jeu de montrer ses muscles en plein réveil stratégique du continent.

Le Monde **05 mars 2025**

Ankara doit saisir la main tendue des Kurdes

Après l'appel du chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, à dissoudre son organisation, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, doit accepter d'entrer dans une discussion politique pour mettre fin à quarante années de guerre.

Déposer les armes après des décennies de guerre n'est jamais une mince affaire. Les Irlandais et les Colombiens en savent quelque chose. C'est dire si l'appel d'Abdullah Öcalan, fondateur et chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à dissoudre son organisation, lancé, le 27 février, depuis son île-prison en mer de Marmara, est un signe encourageant.

A l'issue de quatre mois de dialogue lancé par les autorités turques et conduit par le principal parti prokurde, DEM, il marque indéniablement un tournant dans le conflit entre le PKK et la Turquie. Le message a d'ailleurs été immédiatement salué par les Etats-Unis, l'Union européenne, ou encore l'Irak, et même l'Iran. Le PKK, lui, replié dans les montagnes du nord de l'Irak, a approuvé, à peine quelques heures plus tard, l'appel de son leader à ouvrir les discussions en vue de sa dissolution et à cesser les hostilités avec la Turquie.

Mais pour faire la paix, faut-il encore être deux. Depuis que Devlet Bahçeli, le chef de la formation d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), allié du président Recep Tayyip Erdogan, a pris l'initiative en octobre de tendre la main aux députés du DEM, aucune proposition au sujet de la *« question kurde »* n'est venue de l'exécutif – son intitulé n'a même pas été prononcé –, aucune contrepartie, ni même proposition, n'a été avancée par Ankara. Contrairement aux négociations précédentes (en 2013-2015), où il était question de droits et d'avancées culturelles, seule *« la fin du terrorisme »* est avancée par les dirigeants.

Multiplication des arrestations

Certes, M. Bahçeli a laissé entrevoir une possible libération d'Abdullah Öcalan. Mais on imagine mal une telle libération, même en résidence surveillée sur l'île d'Imrali, alors que le gouvernement multiplie les arrestations d'élus kurdes et maintient en détention ses dirigeants politiques comme Selahattin Demirtas. Et, à ce jour, les demandes des responsables kurdes n'ont toujours pas été mises officiellement sur la table. Dans une note additionnelle à son appel, le leader du PKK souligne d'ailleurs qu'une dissolution de l'organisation implique *« nécessairement une politique démocratique et un cadre juridique »*.

Jusqu'à présent, le président turc s'est contenté de prudemment saluer l'appel d'Öcalan. Il a assuré qu'il restait *« très attentif à toute forme de provocation »* et estimé *« que l'approche la plus efficace durant cette période critique est de procéder avec calme »*. Du calme, il en faudra. Le chantier ne fait que commencer. D'un côté, les dirigeants en Irak du PKK ont annoncé qu'ils convoqueraient un congrès pour évoquer les développements en cours et procéder à la dissolution de l'organisation. De l'autre, les voix, au sein de la coalition islamo-nationaliste au pouvoir, se sont multipliées pour saluer les avancées, mais sans aller au-delà.

Après une demi-douzaine d'accords de cessez-le-feu violés ou brutalement interrompus, 40 000 morts sur le sol turc et plus de 2 millions de déplacés, l'occasion aujourd'hui est unique de mettre fin à quarante années de guerre. Un tel apaisement pourrait également contribuer à stabiliser le nord-est d'une Syrie confrontée aux défis d'une transition politique périlleuse. Il s'agit donc d'un rare éclair d'optimisme, dans un monde devenu encore plus chaotique, qu'il serait regrettable de contrarier.

The New York Times

Alissa J. Rubin
March 5, 2025

While Calm Reigns in Damascus, Battles in Syria's Northeast Rage On

The conflict poses a challenge for the new interim president as he tries to unify Syria and extend his authority over the entire country.

In the Syrian capital, Damascus, the country's new leader has hosted a national unity conference and welcomed foreign dignitaries as crowds gather at cafes, speaking out freely for the first time in decades.

But 400 miles away in northeastern Syria, a region beyond the control of the Damascus government, battles that have been going on for years are still raging. Drones buzz overhead day and night while airstrikes and artillery fire have forced thousands to flee their homes.

The fight there pits two opposing militias against each other — the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, backed by the United States, and a predominantly Syrian Arab militia supported by Turkey. And the battle has only intensified since Islamist rebels ousted Syria's longtime dictator, Bashar al-Assad, in early December.

Much is at stake in this conflict, including the ability of the new interim president, Ahmed al-Shara, to unify the entire country, control its many religious and ethnic armed groups, and keep in check the terrorist group Islamic State, which has begun to gather strength again in parts of Syria. Neighboring countries worry that instability from any number of factions could spill across their borders.

Also hanging in the balance is the fate of Syria's Kurds, an ethnic minority that makes up about 10 percent of the population. Over the years, the Kurds have carved out a semiautonomous region in northeastern Syria.

A market in the Syrian capital, Damascus, this week.Kiana Hayeri for The New York Times

One of the driving forces behind the fight in the northeast is the Turkish government's growing advantage over Kurdish fighters, whom Turkey views as a threat both at home and in neighboring Syria because some have pushed for a separate state.

At home, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey last week scored a victory when the leader of the P.K.K., the Kurdish separatist movement that has fought a decades-long insurgency against the Turkish state, called on his fighters to lay down their arms and disband. On Saturday, two days after the appeal by the leader, Abdullah Ocalan, the P.K.K. declared a cease-fire in Turkey.

Turkey has also emerged in the past few months with greater influence in Syria because of its ties to the rebel group that overthrew Mr. al-Assad.

The P.K.K.'s decisions over the past week have reverberated across northeastern Syria. Some fighters in the Syrian Democratic Forces also have roots in the P.K.K., and Mazloum Abdi, the Kurdish leader of the Syrian force, has been a close follower of Mr. Ocalan's ideology. But addressing the P.K.K. leader's call to disarm, he said "it has nothing to do with the S.D.F."

The new government in Damascus is pressuring the Syrian Democratic Forces to disarm and merge into a national military force, as it has demanded of every other armed group in the country. But so far, the Syrian Democratic Forces have been reluctant, fearing that doing so could threaten the autonomy of the Kurds in northeastern Syria.

Mr. Abdi has said he wants his troops to become part of a new national Syrian army, but he also wants the force to be able to keep its weapons and continue to operate in northeast Syria.

Mr. Erdogan, however, opposes any autonomy for the group. He recently referred to the Syrian Democratic Forces as "separatist murderers," suggesting that they were akin to the P.K.K. and said they should "bid farewell to their weapons or they will be buried" with them.

For Syria's neighbors, the concern is that if Syria's Kurdish-led fighters are subsumed into

a national force, they may no longer be able to keep the Islamic State in check.

The Syrian Democratic Forces started fighting during Syria's 13-year civil war when the Islamic State took control of large parts of Syria and neighboring Iraq. They won crucial American military support — including weapons, funding and training — after proving that they were the most effective force on the ground in Syria when it came to fighting the Islamic State.
The Kurdish-led force also guards the more than 20 prisons in northeastern Syria that hold about 9,500 hardened Islamic State fighters and nearby camps that contain about 40,000 family members of Islamic State fighters.

"Syria is the most important issue right now," said Hoshyar Zebari, a former Iraqi foreign minister and a Kurd who remains in close touch with many regional leaders. Mr. Zebari said the Kurdish issue, particularly with regards to keeping the Islamic State at bay, was particularly important because instability tends to spill into neighboring countries.

"We know that whatever happens in Syria will not stop at the Syrian-Iraqi border," said Mr. Zebari, noting that during the Syrian civil war, the conflict tipped into Iraq, with the Islamic State taking over much of northern Iraq. Millions of Syrian refugees fled to neighboring countries and to Europe.

A member of the Syrian Democratic Forces watching over a demonstration last month in Qamishli, Syria, that called for Mr. Ocalan's release.Baderkhan Ahmad/Associated Press

The pressure both to join the new Syrian government and defend Kurdish autonomy within Syria has put Mr. Abdi in a tough position. He could accept the new Syrian government in hopes that this would guarantee some measure of long-term security for Syrian Kurds. But he also faces calls from some Kurdish factions to hold out for a semi-independent region as the Kurds have in northern Iraq.

In a briefing with reporters last week, Mr. Abdi walked a fine line. He said the Kurds welcomed the new government in Damascus but also made clear that he was reluctant to dissolve his forces and, especially, to cede the fight against the Islamic State to a new and still untested Syrian army.

"The S.D.F. has a lot of experience in the fight against ISIS, and we have strengths to offer to the new Syrian army," he said.

It is also unclear whether Mr. al-Shara will be able to persuade the Turkish-backed militias to stop attacking the Kurdish-led fighters.

Another big unknown is what the Trump administration will decide about U.S. involvement in Syria. During President Trump's first term, he tried to remove U.S. forces from Syria, reducing support for the Syrian Democratic Forces.

The Pentagon pushed to retain a small U.S. force in Syria to carry out complex operations and to train and vet the Syrian Democratic Forces.

But now there is fear among residents of the northeast that support is ebbing from many sides for the Kurdish-led forces in Syria. Both Kurdish and Arab residents of the area say they are weary of conflict, but prospects for a peaceful resolution look remote.

Khokh, a 40-year-old crossing the border from Syria into Iraq with her family, said that much of the worst fighting was far from their village, Deric, but that the buzz of Turkish surveillance drones was constant in the past few months. She asked to be identified by only her first name out of concerns for her security.

"We feel afraid every day when we hear the sound of the drones and the planes, and sometimes my children don't go outside for a week, because we are afraid even to send them to school," she said. "My 11-year-old daughter won't even go to the bathroom alone."

Many do not trust that the new government in Damascus will be able to keep them safe from the Islamic State or will respect their ethnic background. In the past, Kurds have had fewer rights than Arabs, and some have not been granted citizenship.

"We do not know what the new government will do with us," said Sheikh Khalil Elgaida Elhilali, 75, the leader of a mixed tribe of Syrian Arabs and Kurds. "We want the war and fighting to stop."

For Syria's Arab neighbors, the most pressing concern is that the thousands of Islamic State fighters held in Kurdish-run prisons in northeastern Syria remain under tight guard and that the sprawling camps for their families are closely watched.

If even a small number of the 9,500 Islamic State prisoners — many of whom are hardened fighters — were to break out of jail, it would represent a major threat.

The prisons "are time bombs," Mr. Zebari said.

L'Opinion

Sudarsan Raghavan
06 mars 2025

Israël s'inquiète des islamistes qui veulent unifier la Syrie

Pendant deux décennies, Israël a eu Bachar al-Assad comme voisin, un dictateur dont le pouvoir a été affaibli par les divisions religieuses. Aujourd'hui, le pays tente de neutraliser ce que ses services de sécurité considèrent comme une menace : les islamistes qui, appuyés par la Turquie, essaient d'unifier la Syrie.

Ces derniers jours, l'armée israélienne a ciblé davantage de sites militaires dans de nouvelles zones du sud de la Syrie. Objectif : empêcher le pouvoir en place de mettre la main sur des armes. Mardi, Israël a annoncé le déblocage d'une enveloppe de plus d'un milliard de dollars en faveur des Druzes du nord du pays, une décision qui, selon des experts, est destinée à inciter les membres de cette petite communauté à convaincre les Druzes syriens de rejeter le nouveau gouvernement.

Israël défend aussi, auprès des grandes puissances mondiales, l'idée d'un système fédéral en Syrie ; un ensemble de régions autonomes découpées en fonction de critères ethniques avec une frontière sud démilitarisée — un projet rejeté par le pouvoir en place à Damas.

La semaine dernière, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a appelé à une démilitarisation du sud de la Syrie, ajoutant que les forces qui dirigent le pays et avaient autrefois été proches d'al-Qaïda ne devaient pas y être acceptées. L'annonce de l'aide aux Druzes intervient après qu'Israël a menacé de lancer une opération militaire pour protéger la minorité druze en Syrie alors que, le week-end dernier, des tensions ont éclaté entre certains membres de la communauté et les forces de l'ordre dans la banlieue de Damas.

« Nous n'accepterons pas que le nouveau régime islamiste radical s'en prenne aux Druzes », a affirmé M. Netanyahu samedi.

Si, dans l'immédiat, Israël cherche à protéger ses frontières et créer une zone tampon, ses décisions témoignent aussi de sa vision d'une Syrie devenue Etat fédéral doté d'une zone autonome contrôlée par les Druzes, qui lui sont favorables. Cette Syrie faite d'entités régionales globalement autonomes aurait un pouvoir central faible puisque l'essentiel des décisions seraient prises au niveau local, notamment dans les régions qui bordent la frontière avec Israël.

« Une Syrie stable ne peut être qu'une Syrie fédérale composée d'entités autonomes dans laquelle les différents modes de vie sont respectés », a déclaré Gideon Sa'ar, le ministre israélien des Affaires étrangères, lors d'une réunion avec des ministres à Bruxelles le 24 février dernier.

Le problème d'une telle solution, c'est qu'elle laisse la Syrie affaiblie et divisée, ce qui pourrait finir par provoquer un retour de flamme.

« Israël a légitimement intérêt à ce qu'aucune menace ne puisse émaner de Syrie, mais le pays a également intérêt, comme les Etats-Unis, à ce qu'une transition menant à la stabilité s'y produise », estime Daniel Shapiro, ambassadeur des Etats-Unis en Israël du temps de l'administration Obama. Si les [forces de défense israéliennes, autrement dit l'armée] continuent d'être présentes en territoire syrien et d'intervenir de façon agressive, Israël finira inévitablement par devenir un problème pour la politique intérieure de la Syrie », ajoute-t-il.

Il est peu probable que les nouveaux dirigeants syriens acceptent de voir leur pouvoir dilué dans un système fédéral, mais cela ne décourage pas Israël. Dans les trois mois qui ont suivi la chute de Bachar al-Assad, Israël a ciblé les infrastructures militaires pour empêcher les armes de tomber entre les mains des combattants de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et affaiblir les capacités militaires des nouveaux leaders.

Mardi, lors d'un sommet organisé au Caire, le président syrien Ahmed al-Charaaa a dénoncé les actions menées par Israël sur le territoire syrien.

« Depuis qu'Israël occupe le plateau du Golan, depuis 1967, les droits de notre peuple ont constamment été violés », a-t-il dénoncé.
Ce qui inquiète tout particulièrement Israël, c'est aussi le rôle que joue la Turquie en Syrie : pour la première fois, l'un de ses principaux concurrents sur le plan géopolitique est aux portes du pays.

Premier pays musulman à reconnaître l'existence d'Israël, la Turquie est alliée des Etats-Unis et membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Mais les relations entre Jérusalem et Ankara sont tendues depuis longtemps, et les choses ont empiré avec le début de la guerre à Gaza. La Turquie a soutenu le mouvement rebelle qui a renversé le régime Assad en décembre dernier alors qu'Israël affiche sa défiance vis-à-vis de M. al-Charaaa, notamment en raison de ses liens passés avec al-Qaïda. Israël et la Syrie sont ennemis depuis 1948 ; Damas avait alors été l'un des premiers pays à attaquer le tout jeune Etat israélien.

De son côté, Israël cherche à se rapprocher des Druzes qui vivent sur son sol et en Syrie. Pour le pouvoir, les liens familiaux et les enjeux sécuritaires sont une occasion de forger une alliance avec un groupe minoritaire, mais puissant, qui vit près de sa frontière.

« Pour qu'Israël s'ancre de façon stratégique en Syrie, il faut créer cette alliance avec les Druzes », résume Amir Avivi, ancien haut responsable militaire qui dirige désormais un think tank en Israël.

Le projet d'aide financière témoigne de la bonne volonté d'Israël vis-à-vis des Druzes qui vivent sur son sol, des Druzes qui se plaignent d'être traités comme des citoyens de seconde zone, en particulier en matière de logements et de permis de construire.

Jérusalem espère aussi que la Russie, qui a abandonné ses bases à la chute du régime Assad, fera son retour en Syrie, ajoute M. Avivi, ce qui permettrait de contrer la Turquie. Ces dix dernières années, Israël a mené des centaines de frappes aériennes contre des actifs militaires liés à l'Iran en Syrie ; le pays a également mis en

place une ligne de communication avec Moscou.

Lundi, des frappes aériennes israéliennes ont ciblé un dépôt d'armes qui appartenait au gouvernement al-Assad à Qardaha, berceau de la dynastie où est enterré Hafez, le père de Bachar. Il se trouvait à moins de soixante-dix kilomètres de Tartous, une ville portuaire qui abrite l'une des deux bases russes en Syrie, l'autre se trouvant dans la même province.

Une partie de la communauté druze dit avoir peur des nouveaux maîtres de Damas ; elle appelle à soutenir Israël et faire sécession.

Beaucoup d'autres Druzes, au contraire, ont défilé dans les rues et dénoncé les ambitions israéliennes, affirmant vouloir une Syrie unie. Preuve de ces divisions, lors d'une manifestation qui s'est tenue il y a quelques jours, quelqu'un a brandi un drapeau israélien, qui lui a été arraché et a été brûlé.
Certains Syriens ont peur qu'Israël ait des ambitions expansionnistes. Pour eux, le pays contrôle d'ores et déjà de facto Qouneitra, l'une des trois provinces syriennes frontalières d'Israël.

Une partie des leaders druzes ont peur qu'à long terme, les objectifs régionaux d'Israël engendrent davantage de volatilité en Syrie et creusent les divisions entre les différentes communautés qui y vivent, avec à la clé un risque de chaos à la frontière.
« Notre position est claire, affirme Laith Balous, leader de la milice druze à Soueïda, une ville de Syrie. Nous ne voulons pas la guerre et nous ne voulons pas de partition religieuse de la Syrie. »

Une partie de la communauté druze dit avoir peur des nouveaux maîtres de Damas ; elle appelle à soutenir l›Etat hébreu et à faire sécession

March 06,2025

Senior US diplomat to attend Baghdad meeting on restarting Kurdish oil exports

ERBIL, Kurdistan Region - A senior American diplomat is set to participate in a crucial meeting in Baghdad on Thursday afternoon to discuss the resumption of the Kurdistan Region's oil exports, a well-placed source told Rudaw English. The meeting will also be attended by representatives of oil companies, as well as officials from both the regional and federal governments.

The meeting is set to take place at the Iraqi oil ministry's headquarters in Baghdad at 1 pm local time.

A representative from one of the international oil companies invited to the meeting told Rudaw English, on the condition of anonymity, that a senior US official from the American embassy in Baghdad is set to attend, noting that Washington is increasingly pressuring Baghdad to resume Kurdish oil exports swiftly.
Another well-placed source from the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) and a senior official from the Iraqi oil ministry confirmed the time of the meeting to Rudaw English.

The Iraqi oil ministry had invited APIKUR, which consists of eight oil companies operating in the Kurdistan Region, and the Kurdistan Regional Government's (KRG) natural resources ministry for a meeting in Baghdad on Tuesday. However, the meeting did not take place as scheduled, and an unannounced meeting was held on Saturday instead.

Myles Caggins, spokesperson for APIKUR, told Rudaw English on Tuesday that they were not too concerned about the postponement of the meeting, suggesting that a second meeting might take place on Thursday.
"APIKUR welcomes any meeting that involves all stakeholders [and] that will finalize all necessary agreements for oil exports to resume," he stated.
The companies also want assurances that payments under Iraq's budget amendment - requiring Baghdad to pay $16 per barrel in production costs to the KRG - will be reliably distributed to the producers.

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline were halted in March 2023 after a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had violated a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

Jean Marcou
6 mars 2025

Syrie. La victoire relative de la Turquie

Ankara, le 4 février 2025. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan (à gauche) serrant la main du président intérimaire syrien Ahmed Al-Charaa lors de leur rencontre au palais présidentiel.

La chute du régime syrien, que Recep Tayyip Erdoğan a appelé « la révolution magnifique » (*muhteşem devrim*), a mis en lumière une nouvelle géopolitique du Proche-Orient affectée par nombre de conflits : la guerre en Ukraine et celle de Gaza, sans oublier les prolongements régionaux (notamment libanais) de cette dernière. La Turquie n'est pas restée inactive diplomatiquement et militairement alors que la région se transformait. Dès 2023, elle avait renoué avec le régime syrien, à l'occasion de contacts officieux, cédant aux pressions de ses partenaires russe et iranien du processus d'Astana[1], voire des pays du Golfe qui ont consenti au retour de Damas dans la Ligue arabe.

Partie perdue pour l'Iran et la Russie

Par ailleurs, les autorités turques ont été impliquées dans la gouvernance d'Idlibet dans la mise sur pied du Commandement des opérations militaires (*Al-Fatah al-Moubin*) qui a déclenché l'offensive le 27 novembre 2024. Cependant, elles ont veillé à ménager la susceptibilité de Moscou et de Téhéran par une série de contacts permanents (y compris l'accueil du ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, le 2 décembre 2024, à Ankara). Au cours de ces échanges, elles ont continué à inciter le président Bachar Al-Assad à négocier avec l'opposition et à promouvoir une transition. Depuis 2019, les Russes et les Iraniens n'avaient eu de cesse de faire pression sur la Turquie pour qu'elle évacue Idlib et les autres territoires syriens qu'elle occupait. Mais, à Doha, le 7 décembre 2024, ils n'ont pu que constater qu'en fin de compte c'était eux qui allaient devoir se retirer, et qu'ils avaient perdu la partie.

Désormais en position de force, la Turquie n'est pas pour autant seule en Syrie. De nombreux acteurs s'y côtoient. Rares sont les pays à abriter simultanément une présence militaire et politique de protagonistes aussi variés que les États-Unis, la Turquie, la Russie et Israël… Dans ces conditions, pour le nouveau régime, une clarification s'impose. Elle est lisible dans les premiers contacts et déplacements officiels de ses dirigeants, qui façonnent au jour le jour sa politique étrangère.

Concernant la Turquie, le gain géopolitique principal de la « révolution magnifique » est bien sûr le sévère coup porté à la présence russe et iranienne, qui l'a souvent préoccupée sur sa frontière méridionale au cours de la dernière décennie. On sait que Moscou est parvenue à maintenir le contact avec les nouveaux dirigeants de Damas. Néanmoins, la première délégation envoyée dans la capitale syrienne, le 28 janvier 2025, n'a pas réussi à garantir la pérennité de leurs bases militaires de Tartous et Hmeimim, leurs interlocuteurs ayant préalablement évoqué la nécessité de mettre en place un processus de justice transitionnelle et exigeant l'extradition de Bachar Al-Assad. Moscou risque donc de devoir relocaliser ses points d'appui militaires de Méditerranée orientale en Libye. Cela ne serait pas sans conséquences pour la Turquie, aussi présente dans ce pays, mais pour y soutenir des acteurs différents[2]. Quant à l'Iran, il semble durablement exclu du territoire syrien. Significativement, son ambassade a été mise à sac lors de la chute de Damas. Avec la Russie et Israël, il fait partie des pays dont les produits sont désormais interdits d'importation.

Un jeu complexe avec l'Arabie saoudite

Réconcilié depuis deux ans avec les pays du Golfe, Erdoğan est ainsi en mesure de réaliser son rêve de 2015 : faire de la Syrie, expurgé de l'Iran et de ses alliés, un espace ami et le lieu d'une convergence forte avec le monde arabe, en particulier l'Arabie saoudite. Cette année-là, Ankara avait ostensiblement soutenu l'intervention saoudienne au Yémen, en dénonçant la *« tentation hégémonique régionale »* de l'Iran, voire du *« chiisme »*[3]. Le président turc pensait qu'un soutien résolu de son pays et de la monarchie saoudienne à l'opposition syrienne permettrait à cette dernière de l'emporter. Le cours des événements a contrarié ses plans, éloignant Ankara de Riyad, tandis que, dans le cadre du processus d'Astana, il allait même devoir se rapprocher de Téhéran.

Depuis, l'Arabie saoudite est revenue dans le jeu syrien et s'y pose comme une sérieuse concurrente pour la Turquie. Celle-ci n'est pas arabe et sera perçue comme l'héritière de l'ancienne puissance tutélaire ottomane si elle se révèle trop envahissante. Avant même sa chute, les Saoudiens étaient parvenus, à la différence des Turcs, à rétablir leurs relations diplomatiques avec Bachar Al-Assad. Certes, ils ne se sont pas précipités pour rouvrir leur ambassade à Damas, contrairement aux Turcs et à leurs alliés qataris. Mais ils ont efficacement œuvré à la levée des sanctions internationales contre la Syrie et peuvent jouer un rôle important dans la reconstruction du pays. C'est d'ailleurs chez eux qu'Ahmed Al-Charaa, le nouveau président syrien, a effectué sa première sortie officielle à l'étranger.

Ouverture sur l'Europe ?

De son côté, la Turquie, au moment même où elle essaie de relancer sa candidature et surtout de faire aboutir les négociations d'actualisation de l'accord d'union douanière avec l'Union européenne, n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre celle-ci d'accélérer la levée de ses sanctions, nécessaire pour permettre une reprise économique vitale pour la Syrie. Le 27 janvier 2025, l'Union européenne (UE) a soumis la suspension de ces sanctions au respect par le nouveau régime d'un mode de gouvernance respectant les minorités et les droits humains. À la veille de cette décision, Kaja Kallas, la nouvelle haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, s'est rendue à Ankara, où elle a aussi souligné l'importance stratégique des relations turco-européennes. La Turquie fait donc jouer sa relation avec

les Vingt-Sept pour lever leurs dernières réticences à l'égard d'Ahmed Al-Charaa, au moment où un dialogue est en train de s'établir entre celui-ci et les principaux dirigeants européens (invitation du président syrien à Paris par Emmanuel Macron, premier échange téléphonique avec le chancelier allemand d'alors, Olaf Scholz…).

Lors de la conversation téléphonique qu'il a eue avec son homologue français, le 7 février 2025, Erdoğan, a ostensiblement salué la levée graduelle des sanctions européennes, et l'échange a donné lieu à des propos soulignant à nouveau l'intérêt stratégique de la Turquie pour la région. Dans le contexte du retour au pouvoir de Donald Trump à Washington et des incertitudes qui l'accompagnent, l'esquisse de ce rapprochement turco-européen mérite d'être soulignée. D'autant que cette nouvelle géopolitique proche-orientale, même si elle paraît favorable à la Turquie, n'est pas non plus pour elle sans risques et sans incertitudes.

Toutefois, les dirigeants européens n'ont pas encore défini la place qu'ils entendaient réserver à la Turquie dans la nouvelle architecture de la défense européenne dont ils débattent actuellement face aux décisions de Donald Trump qui ébranlent l'OTAN jour après jour. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'Ankara continue de ménager sa relation avec Moscou et plus généralement avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) . Le 24 février 2025, recevant son homologue russe à Ankara, le ministre turc des affaires étrangères Hakan Fidan a rappelé les déboires de la candidature turque à l'Union européenne et réaffirmé le souhait de son pays d'adhérer au BRICS.

Le statut du Rojava en question

Le principal sujet d'inquiétude de la Turquie dans la nouvelle configuration syrienne demeure la question kurde ou, plus exactement, le devenir du Rojava, cette région autonome qui s'est constituée dans le nord-est de la Syrie depuis les débuts de la guerre civile. Pendant l'offensive menée par les ex-rebelles fin 2024, l'Armée nationale syrienne (ANS), une organisation proche des Turcs, a forcé les milices kurdes, les Unités de protection du peuple (YPG) à abandonner la province de Manbij. Par la suite, le ministère turc des affaires étrangères n'a cessé d'affirmer qu'il était exclu que le Rojava voie son statut institutionnel consacré dans la nouvelle Syrie, le président Erdoğan envisageant même de nouvelles opérations militaires transfrontalières si nécessaire.

Il reste que le sort de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), pour utiliser sa dénomination officielle, ne dépend pas que de la Turquie, mais d'autres acteurs avec lesquels celle-ci est susceptible de s'accorder ou d'entrer en conflit. Le premier d'entre eux est bien sûr le nouveau régime syrien. Pendant l'offensive des ex-rebelles, on a pu observer que l'hostilité de l'ANS à l'égard des Kurdes était loin d'être partagée par toutes les factions de l'opposition. Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) ayant facilité leur évacuation d'Alep. Les Kurdes reconnaissaient d'ailleurs entretenir le dialogue avec l'organisation dominante du Commandement des opérations militaires.

Le nouveau régime a ensuite donné des gages à Ankara. Lors de la visite qu'il a effectuée en Turquie, le 4 février 2025, Ahmed Al-Charaa a déclaré qu'il n'y aurait *« pas de tolérance envers des groupes armés, en particulier ceux qui menacent la Turquie »*. Il a ajouté que son pays prendrait *« toutes les mesures pour assurer la sécurité des frontières turques »*, ciblant à demi-mot les milices kurdes, mais sans les nommer. Toutefois, il faut voir si ces assurances de principe seront suivies d'effets. Car, au moment où il s'emploie à stabiliser le pays et à promouvoir une gouvernance respectueuse des minorités, le nouveau régime hésitera à s'engager dans un conflit avec les Kurdes.

Entre Washington et Tel-Aviv

Les autres protagonistes dont dépend le Rojava sont bien sûr les États-Unis. Dans les dernières semaines de la présidence Joe Biden, la Turquie n'a cessé de demander l'arrêt du soutien militaire et financier américain apporté aux milices kurdes. Si Recep Erdoğan a par la suite salué la victoire de Donald Trump, en disant sa conviction qu'elle le verrait relancer son projet de retrait des forces spéciales américaines, esquissé en 2019 lors de son premier mandat. Ce scénario ne s'est pas encore confirmé et il pourrait être contrarié par la présence de conseillers pro-kurdes autour du 47e président des États-Unis[4] et surtout par le souhait de Washington de conserver des points d'appui dans les zones kurdes, tant irakiennes que syriennes, notamment pour lutter contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) en pleine recomposition, au moment où le départ annoncé des Américains du Proche-Orient semble une fois de plus différé.

D'autre part, le retournement syrien contribue à rapprocher géographiquement et dangereusement la Turquie d'Israël, qui de surcroît a profité de la chute de Bachar Al-Assad pour étendre sa mainmise sur le Golan[5]. Avant ces événements, au plus fort des bombardements israéliens qui se sont abattus sur le Liban (et aussi sur la Syrie, l'Irak et l'Iran) à l'automne 2024, le président Erdoğan avait déjà sonné l'alarme en déclarant que son pays pouvait être *« la prochaine cible d'Israël »*[6]. Ce propos entendait aussi exploiter l'inquiétude de la société turque qui redoutait alors d'avoir à subir les conséquences de cette escalade, au moins de façon indirecte (notamment sur les plans économique et surtout migratoire).

De son côté, Israël perçoit désormais la présence turque en Syrie comme une « menace », la comparant à celle qu'a pu représenter antérieurement celle de l'Iran[7]. L'hypothèse d'une confrontation entre Israël et la Turquie, sans être probable, n'est désormais plus exclue, les relations mutuelles entre les deux s'étant encore dégradées depuis le 7 octobre 2023.

Ainsi, si la nouvelle donne syrienne peut tendre à rapprocher la Turquie des Européens, en revanche, elle induit une relation plus complexe avec les États-Unis et surtout avec Israël. Certes, les trois protagonistes se sont réjouis de voir l'Iran exclu de la nouvelle carte syrienne, mais les dimensions israéliennes et kurdes de celle-ci peuvent être sources de conflits ravivés ou inédits pour Ankara.

Quel médiateur pour l'Ukraine ?

Le 14 février 2025, le président Erdoğan s'est permis une première critique en règle de la politique de Donald Trump au Proche-Orient, estimant que les États-Unis avaient une *« approche erronée »* de la région, et regrettant qu'ils ignorent *« son histoire »* et *« sa géographie »*. Le 18 février, la rencontre américano-russe à Riyad a par ailleurs un peu plus éloigné Ankara de Washington. Car l'Arabie saoudite a pris

dans le règlement de la guerre en Ukraine la place de médiateur que la Turquie rêvait de tenir en accueillant des négociateurs des deux pays le 18 février ; le même jour, Recep Tayyip Erdoğan recevait chaleureusement le président ukrainien Volodymyr Zelensky et son épouse à Ankara, et expliquait que son pays était le *« lieu idéal »* pour tenir des négociations visant à mettre un terme au conflit[8].

Tout dépendra encore de l'approche américaine de la question kurde et des rapports qu'entretiendra Tel-Aviv avec le nouveau régime de Damas, voire avec les Kurdes. Car depuis la guerre de Gaza, le positionnement de ces derniers a évolué. Face à la Turquie et ses mercenaires syriens, ils pourraient être tentés de se rapprocher d'Israël, c'est du moins ce que certains à Tel-Aviv espèrent[9].

Mais toutes les tensions pourraient être atténuées par des développements intérieurs à la Turquie. Depuis le mois d'octobre 2024, le gouvernement turc a repris le processus de règlement avec les Kurdes, qu'il avait brutalement interrompu, il y a dix ans. Une délégation du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM), la formation parlementaire kurde de Turquie, a mené une série de déplacements sur l'île d'Imralı où Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) purge une peine d'emprisonnement à vie.

Le 27 février 2025, Öcalan a appelé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à déposer les armes et à se dissoudre. Ce processus a été soutenu par le gouvernement régional kurde d'Erbil et bien accueilli par les instances kurdes du Rojava, tandis que le gouvernement turc affirmait qu'il est en passe de *« résoudre la question kurde »*. Pourtant on ne peut manquer d'observer que, depuis le début de l'année 2025, une vague de répression sans précédent s'est abattue sur des élus et militants de l'opposition ou de la société civile, le plus souvent accusés de façon fallacieuse *« d'entretenir des relations avec le terrorisme »*. Il faut donc rester prudent quant aux résultats d'une entreprise de réconciliation qui est aussi liée à la recherche par Recep Tayyip Erdoğan de solutions lui permettant de modifier la constitution et de briguer un nouveau mandat.

March 06, 2025

Turkish FM discusses Iraq, Kirkuk with Turkmen, Sunni Arab politicians

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish Foreign Minister Hakan Fidan on Wednesday hosted senior officials from the Iraqi Turkmen Front and Sunni Arab officials from the northern Iraqi province of Kirkuk in Ankara, to discuss political and security developments in the region, as well as in Iraq and Kirkuk.

The delegation included head of the Iraqi Turkmen Front Hasan Turan, Kirkuk Provincial Council Member and former Kirkuk Governor Rakan al-Jubouri, and Sunni Arab Sovereignty Alliance member Khalid al-Mufraji.

According to a statement from Turan on Facebook, the discussions focused on "the latest political and security developments in Iraq and the region, especially in Kirkuk province" and "addressed ways to enhance cooperation between the two neighbors [Iraq and Turkey] to preserve the common interests of the two countries."

The meeting also emphasized the importance of dialogue and consultations to maintain stability and support joint projects, added the statement.

Turan's statement quoted Fidan as reaffirming Turkey's commitment to Iraq's unity and stability, highlighting Ankara's dedication to addressing challenges and fostering stronger ties with Baghdad for the benefit of all Iraqi groups. Of note, the Turkish Foreign Ministry shared a photo of the meeting but did not provide any further details about it.
The Iraqi Turkmen community, especially in Kirkuk, has long advocated for fair political representation and the rotation of governorship among the province's largest ethnic groups: Arabs, Kurds, and Turkmen.

Turkey has long supported Turkmen rights in Iraq, and has actively worked to unify Sunni Arab politicians in Iraq, especially ahead of legislative elections.

Oil-rich Kirkuk is part of the disputed areas that come under Article 140 of the Iraqi Constitution, which aims to resolve the status of territories through a three-phase process: normalization (reversing Baath-era Arabization policies), a census to gather demographic data, and a referendum allowing residents to choose whether to remain under federal control or join the Kurdistan Regional Government (KRG).

In 2019, the Iraqi Federal Supreme Court reaffirmed that the implementation of Article 140 remains mandatory. Despite this, the normalization phase remains incomplete, the census and referendum have not taken place, contributing to ongoing tensions over the governance of Kirkuk.

Le Monde

Nicolas Bourcier
07 mars 2025

En Turquie, l'essor spectaculaire du secteur de l'armement

Sous l'impulsion d'Erdogan, la dépendance de l'armée turque au matériel étranger est tombée de 70 % à 30 %. L'industrie de la défense turque compte aujourd'hui 2 000 entreprises, emploie 100 000 salariés et exporte ses produits dans près de 170 pays.

L'usine Baykar d'Istanbul, en Turquie, ressemble à un campus universitaire entouré de hauts murs et de barbelés. Les bâtiments ultramodernes sont flanqués de vastes halls en verre et en béton, où circulent, par petits groupes, des jeunes portant de banales tenues de ville. D'après les responsables des lieux, la moyenne d'âge des 4 000 employés y est de 29 ans. Mais le côté décontracté s'arrête là : pas de prises de vue ni d'interviews. Ici, à Basaksehir, dans ce quartier lointain de la rive européenne de la mégapole du Bosphore, siège le fleuron de l'industrie turque, l'une des meilleures entreprises d'armement du pays.

Des drones Bayraktar lors d'une cérémonie à Istanbul (Turquie), le 23 juin 2023. BAYKAR/HANDOUT / ANADOLU VIA AFP

C'est là, loin des sentiers battus et au milieu d'une nappe urbaine en pleine construction, que sont assemblés et testés les célèbres drones Bayraktar (« le porteur de drapeau », en turc) utilisés par l'armée ukrainienne contre les Russes. Des drones tactiques et de combat sans pilote, utilisés également contre les unités arméniennes lors du conflit du Haut-Karabakh, en Libye face aux troupes du maréchal Khalifa Haftar ou encore au Burkina Faso et au Mali, au Maroc et en Ethiopie. Ils sont une trentaine de pays à être ainsi devenus utilisateurs du modèle phare TB2. Chaque fois, semble-t-il, avec succès. Les Ukrainiens lui ont même consacré une chanson pour le célébrer.

Il est loin le temps où l'entreprise livrait ses premiers engins en catimini, au mitan des années 2010, à l'armée turque pour surveiller et bombarder les positions des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan dans l'est du pays et dans le nord de l'Irak. Dirigé par Haluk Bayraktar et son plus jeune frère Selçuk, chargé de la direction technique, ancien du Massachusetts Institute of Technology et gendre du président turc, Recep Tayyip Erdogan, depuis 2016, Baykar est devenu la figure de proue du « hard power » turc, changeant non seulement la nature des conflits, mais permettant aussi la montée en puissance du pays sur la scène mondiale. De fait, l'essor de l'industrie de l'armement turc s'est accéléré de façon exponentielle en quelques années à peine : des drones aux avions de combat, en passant par les navires de guerre, les canons antiaériens et les robots tueurs, il n'y a pratiquement plus de domaine dans la défense qui ne soit pas fabriqué dans le pays et exporté dans des proportions croissantes. D'après l'indice Global Firepower, qui classe 145 pays en fonction de leur puissance militaire, la Turquie arrive désormais à la 9e place, certes encore loin derrière les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou la France (7e), mais devant l'Italie (10e), le Pakistan (12e), l'Allemagne (14e) et Israël (15e).

« Made in Türkiye »

Selon la revue spécialisée allemande *Militär Aktuell*, la raison de cette poussée est due aux investissements massifs effectués dans les différents domaines militaires depuis des décennies. Ce développement de l'industrie de défense nationale a véritablement commencé après 1974, lorsque les Etats-Unis ont réagi à l'intervention militaire turque à Chypre en décrétant un embargo sur les armes. Mais c'est sous M. Erdogan qu'il s'est accéléré, avant d'être littéralement porté par les succès des drones de Baykar.

Afin de réduire la dépendance

à l'égard des fournisseurs militaires étrangers, les gouvernements successifs de M. Erdogan ont ainsi consacré 60 milliards de dollars (55,5 milliards d'euros) par an contre 5 milliards, en 2002, lors de l'arrivée de sa formation politique, le Parti de la justice et du développement, au pouvoir. A cette date, le chiffre d'affaires de l'industrie privée de la défense était de 1 milliard de dollars. Il était à plus de 11 milliards de dollars en 2022.

Plusieurs groupes se sont construits et consolidés autour d'un « made in Türkiye » de plus en plus présent dans les salons et foires spécialisés du monde entier. Le secteur en Turquie compte aujourd'hui 2 000 entreprises, emploie 100 000 salariés et exporte ses produits dans près de 170 pays. Pour l'armée turque, la deuxième plus importante de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la dépendance des fournisseurs étrangers, qui s'élevait autrefois à 70 % de ses besoins, a été ramenée à 30 %.

Une politique de coûts réduits dans la durée a aussi joué par rapport à la concurrence : pour prendre l'exemple du TB2, une flotte de six drones et l'équipement au sol nécessaire pour les faire fonctionner reviennent à quelques dizaines de millions d'euros contre des centaines de millions pour le MQ-9 Reaper, fabriqué aux Etats-Unis.

Dans un pays où le secteur de l'armement est moins stigmatisé que dans la plupart des nations occidentales, celui-ci est plutôt considéré comme un employeur très compétitif. Parmi les entreprises spécialisées dans le domaine, il y a Aselsan et ses 10 000 salariés, le plus grand groupe d'électronique de défense en Turquie avec ses radars et ses systèmes de défense aériens. La société Roketsan aussi et ses missiles Khan, sa torpille à longue portée Akya et sa bombe MAM-T de 95 kilogrammes à guidage de précision, prisée par les drones et les avions de combat légers. Le groupe STM, dirigé par un civil et un militaire, est actif, lui, dans les domaines tels que les plateformes navales aux mini-drones tactiques, la cybersécurité ou les technologies satellitaires. Début 2024, ses ingénieurs ont commencé des tests d'un missile balistique air-terre.

Un pied en Europe de l'Ouest

Au cours des années, les ventes se sont accélérées, tout en s'élargissant sur le plan géographique. Les principaux clients des produits militaires turcs se situaient au départ dans la région et dans un voisinage plus large, au Proche-Orient et aussi en Afrique. Aujourd'hui, des pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN comme la Pologne, la Roumanie et la Croatie ont également passé des commandes de drones turcs. En Ukraine, Baykar construit même sa propre usine de production. Celle-ci devrait être opérationnelle, selon ses dirigeants, à l'été 2025.

Mais l'industrie de l'armement turque prend désormais aussi pied en Europe de l'Ouest, comme l'a rappelé le quotidien suisse *Neue Zürcher Zeitung*. En décembre 2024, la marine portugaise a ainsi commandé deux navires de ravitaillement au groupe STM. Deux jours plus tard, le 21 décembre 2024, l'ambassadrice de Turquie à Madrid, Nüket Küçükel Ezberci, a signé un protocole d'accord avec le ministère de la défense espagnol pour la production de 24 avions d'entraînement Hürjet. Cette vente d'avions militaires à un membre de l'Union européenne est une première pour la Turquie. Certes, Madrid et Ankara coopèrent depuis longtemps dans le domaine de la défense. Mais, jusqu'à présent, les rôles étaient inversés : c'est d'un chantier naval espagnol qu'est sorti le navire amiral de la marine turque.

A la fin de ce même mois de décembre 2024, le ministère de l'industrie italien a annoncé que Baykar rachetait Piaggio Aerospace. Cette entreprise traditionnelle, fondée à Gênes en 1884, fabrique des petits avions, des drones de surveillance et des moteurs. Pour certains commentateurs turcs, cette acquisition permet non seulement un transfert de technologie entre les deux parties, mais il ouvre également la possibilité d'un retour par la petite porte d'Ankara au programme du F-35, l'avion de combat américain de dernière génération.

Washington avait exclu, en 2019, la Turquie du programme de fabrication et d'achat de ses avions, après l'acquisition par le gouvernement d'Erdogan du système de défense antiaérienne russe S-400, conçus pour détecter les aéronefs de l'OTAN. Piaggio Aerospace fait partie du consortium fournisseur de pièces pour les moteurs du chasseur américain de l'Alliance atlantique.

« La Turquie est l'une des rares nations à être préparées »

Preuve d'une accélération de tendance, Baykar a annoncé la signature, jeudi 6 mars, d'un accord de partenariat avec l'italien Leonardo, l'une des plus grandes entreprises de défense au monde. Selon les termes de l'accord, les deux entreprises collaboreront à la production de drones de combat en Italie. Ce rapprochement s'étendra également au domaine des technologies spatiales. Dans un communiqué, le groupe turc précise que *« le marché européen pour les dix prochaines années, couvrant les chasseurs sans pilote, les drones de surveillance armés et les drones de frappe en profondeur, devrait atteindre 100 milliards de dollars »*. Une précision utile en ces temps de réveil stratégique de l'Europe.

Peu après le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, en 2022, une étude du cabinet de conseil Kearney avait calculé que si tous les membres de l'OTAN augmentaient leurs dépenses de défense à 2 % de leur produit intérieur brut (PIB), cela entraînerait une demande supplémentaire de 65 milliards d'euros dans le secteur. Et le rapport de conclure : *« La Turquie est l'une des rares nations à être préparées à une telle augmentation de la demande grâce à ses projets de recherche et développement de longue date. »*

Depuis, une majorité des membres de l'Alliance (23 sur 32) ont atteint cet objectif en 2024. Avec l'installation, mi-janvier, de Donald Trump à la Maison Blanche et ses corollaires, les dirigeants de l'OTAN viennent d'inciter les pays membres à augmenter leur budget de défense au-delà de 3 % du PIB. Un vent de bon augure pour Ankara.

The New York Times March 7, 2025

More Than 140 Killed in Clashes Between Syrian Forces and Assad Loyalists

Two days of fighting along the Mediterranean coast were among the bloodiest battles since rebels ousted the dictator Bashar al-Assad

Clashes between Syria's new authorities and gunmen loyal to the ousted dictator Bashar al-Assad have killed at least 147 people over the past two days, a war monitor said on Friday, in the bloodiest fighting since the collapse of the old regime.

The troubles erupted across Latakia and Tartus Provinces, longtime strongholds of Mr. al-Assad along Syria's Mediterranean coast. The area has become a tinderbox since Mr. al-Assad was overthrown in early December by a coalition of rebel groups.

Deadly fighting has erupted in Syria's coastal region, a longtime bastion of support for Bashar al-Assad, the ousted president.Karam Al-Masri/Reuters

The clashes began on Thursday afternoon after Assad loyalists killed 16 security personnel for the government in the Latakia countryside, the deadliest attack yet on Syria's new security forces, according to government officials and the British-based Syrian Observatory for Human Rights, which has monitored the Syria civil war.

The government responded in force, deploying scores of security personnel in the countryside and directing thousands more from other cities to the coast as it tried to reestablish authority over a few towns and villages where armed gunmen had effectively seized control overnight. By Friday afternoon, the Syrian authorities still had not wrested back full control over some areas, raising the specter that the new government could lose control over the coast.

Armed Assad loyalists were also holding several security personnel hostage in Jableh, a coastal city in Latakia Province, where they had effectively seized control, according to Nour al-Din Primo, a spokesman for the government in Latakia.

Syria's interim president, Ahmed al-Shara, laid the blame for the violence of the last two days on people loyal to the former regime, saying they were trying to "test" the new Syria and fragment it. He called on them to lay down their weapons and surrender.

"I congratulate the army and security forces for their commitment to protecting and securing civilians while they were pursuing the remnants of the former regime," he said in an address that aired on Syrian television.

He made a point of urging his security forces not to "allow anyone to exceed their limits or overreact," as reports of some killings by his security forces surfaced throughout the day. (The New York Times could not verify those reports.) Anyone who violates the rights of innocent civilians will be held accountable, Mr. al-Shara added.

"What distinguishes us from our enemy is our commitment to our principles," he said.

It was not immediately clear how many of those killed were fighters from one side or the other. The Syrian Network for Human Rights, which has documented the country's civil war for years, said scores of civilians were killed in the violence over two days in Tartus and Latakia. But those deaths could not be independently verified.

One video, verified by Reuters and The Times, shows the bodies of at least 20 people who appear to have been shot in the Alawite village of Al-Mukhtaria, about 12 miles east of the provincial capital of Latakia. Blood can be seen around several bodies, as mourners wail over them.

The fighting on the coast has become a flashpoint for the fractious nation as it emerges from a nearly 14-year civil war and more than 50 years under Assad family dictatorships. The flaring tensions have become a critical test for the new leaders, whose rebel coalition toppled Mr. al-Assad and installed an Islamist transitional government that has sought to consolidate control.

"From the very first day, we have been and continue to

face both a covert and open war aimed at breaking the will of the Syrian people," Syria's interim foreign minister, Asaad al-Shaibani, said in a post on X on Friday.

The war has been fought by "sowing chaos on one hand and attempting political isolation abroad on the other," he added. "I reassure our people that Syria today has passed the test once again and is forging a way toward the future with strength and determination."

Most residents in Tartus and Latakia were sheltering in their homes on Friday, as military convoys patrolled the streets and security forces conducted "combing operations" to root out armed remnants of the Assad era, according to the state news media.

The clashes and security operations stoked panic across the coastal region. In several villages and towns, residents said that government security forces had attacked civilians as they swept through.

On Friday afternoon, dozens of security personnel poured into Basnada, a town in Tartus Province, to conduct a security sweep, according to Yamen, 31, a resident of Basnada who asked to be identified by his first name only for fear of retaliation.

He said he had been standing by the window of his fifth-floor apartment when one member of the security forces raised his rifle toward him and shot at the apartment complex. In the hours that followed, he saw security forces beating some of his neighbors.

Jad, an 18-year-old who lives in Baniyas, a suburb on the outskirts of the provincial capital of Latakia, said that he had been sheltering in his home with relatives when security forces broke down their front door on Friday afternoon. He, too, asked to be identified by his first name only for fear of retaliation.

He said the forces stormed into his house and demanded the family hand over cash and any weapons, and seized the family car.

Representatives of the new government in Damascus could not immediately be reached for comment on the witness accounts.

The upheaval along the coast set off competing protests across the country, as thousands of people poured into the streets of major cities on Thursday night and Friday, either to show their support for government forces or to demand that those forces stand down and withdraw from the coastal countryside.

Those were the first large-scale demonstrations against the new authorities since they assumed power.
The coastal provinces have posed a significant challenge for the Sunni Muslim-led government. The region is the heartland of Syria's Alawite minority, including the Assad family.

Despite making up only 10 percent of the country's population, the Alawites exerted outsize influence over the country during the Assad family's rule. The Alawites, who practice an offshoot of Shiite Islam, dominated the ruling class and upper ranks of the military under the Assad government.

The new government has called on all members of Mr. al-Assad's security forces to relinquish their ties to the former government and surrender their weapons at "reconciliation centers." While thousands have taken part, some remnants of the former government's security forces have not.
In recent weeks, armed men affiliated with the Assad government have carried out sporadic hit-and-run attacks on security forces n Latakia and Tartus. But the ambush on Thursday afternoon appeared to be the most coordinated attack yet and came amid calls among some Assad loyalists to organize against the new government.

In Draykish, a town in the mountains of Tartus, the streets were nearly empty by early Thursday evening as news of clashes in other coastal areas spread, according to a resident, Ghamar Subh, 35.

Then, about 8:30 p.m., heavy gunfire echoed across the town, Mr. Subh said. A few hours later, the loudspeakers of some mosques broadcast a message calling on government forces to abandon their weapons and leave town.

Armed men surrounded the district center, where a few government security forces were stationed, according to Mr. Subh and other residents.

By dawn on Friday, the government forces had abandoned their posts in Draykish and gunmen had set up checkpoints along major roads in the town, residents said.

"No one knows how the events escalated so quickly," Mr. Subh said. "Who coordinated it? Who attacked? No one is entirely sure."

The overnight skirmishes came hours after security personnel conducted an operation in the Latakia countryside to arrest an official from the Assad government, according to a government official who spoke anonymously because he was not authorized to speak to the news media.

As the security forces left one village, Beit Aana, gunmen ambushed their convoy, village residents and the official said. At least 16 security personnel were killed, according to the war monitor.

The Beit Aana ambush set off additional clashes between government forces and armed Assad loyalists in rural Latakia.

Artillery and machine-gun fire sounded across the area throughout the afternoon as hundreds of people from Beit Aana and nearby villages fled to the countryside, the residents said. It was not immediately clear whether any civilians or Assad loyalists had been killed.

Government security forces in Latakia on Friday.Karam Al-Masri/Reuters
In Tartus, a port city, protesters on Thursday night chanted, "One, one, one — Tartus and Jableh are one," referring to the Jableh area where the clashes had unfolded, according to residents.

In other parts of the country, including the central city of Homs and northwestern Idlib, thousands of people joined protests to support the government. In the capital, Damascus, a crowd of protesters gathered at Umayyad Square on Friday afternoon, some calling for a crackdown on armed remnants of the Assad government.

The escalating hostilities had put communities in Latakia and Tartus on edge. Many in the region, while skeptical of Syria's new authorities, do not support the armed resistance from remnants of the Assad government.

On Friday, security convoys patrolled the streets.

"There's total curfew in the area," said Ahmad Qandil, a Alawite leader in Jableh, adding that most people in town wanted the situation to be stabilized.

"We want safety, security" more than anything else, including money for basics like food, he said. "The situation is very cleur protection.

Le Monde

Hélène Sallon, Madjid Zerrouky
09 mars 2025

« Demain, il n'y aura plus un seul homme vivant dans mon village » : en Syrie, des habitants témoignent des tueries visant la minorité alaouite

Le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, a lancé un appel à la paix civile, dimanche, après que des groupes armés islamistes ont exécuté des centaines de civils, dans les régions de Lattaquié et de Hama. Un bain de sang qui fait suite aux attaques meurtrières menées jeudi par des miliciens fidèles à l'ancien régime de Bachar Al-Assad, renversé en décembre.

« *Vendredi matin, à 8 heures, des factions militaires sont entrées dans Banias avec des milices de la région, notamment de Bayda* [un village situé à douze kilomètres au sud]*, où un massacre avait été commis du temps du régime Al-Assad. Il y avait des étrangers avec eux, des Turkmènes et des Tchètchènes. Ils ont commencé à tuer des habitants. Ils étaient partout* », raconte un habitant d'un quartier alaouite de cette ville où cohabitent plusieurs confessions, située sur le littoral syrien. Ce témoin, comme tous ceux joints par téléphone par *Le Monde*, a requis l'anonymat pour sa sécurité.

Les Syriens de confession alaouite, une branche dissidente du chiisme, sont la cible, depuis vendredi 7 mars, de tueries d'une ampleur sans précédent depuis la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. Pour avoir constitué, de gré pour certains, de force pour la plupart, la base du pouvoir du clan Al-Assad, ils sont jugés complices des crimes que celui-ci a perpétrés en cinquante-quatre années de règne, dont treize de guerre civile, contre la population.

Dans les bastions alaouites de l'ouest et du centre du pays, des civils ont été pris pour cible en marge des combats meurtriers qui ont opposé les forces de sécurité, issues de la coalition de groupes islamistes emmenés par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant), au pouvoir, à des membres de milices loyales au clan Al-Assad. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état, lundi, de 973 civils tués depuis le 6 mars par les forces de sécurité syriennes et des groupes alliés dans l'ouest du pays dans les régions côtières et les montagnes de Lattaquié. Les combats entre les forces de sécurité et les miliciens pro-Assad ont fait 481 morts.

Appels au djihad

L'escalade a débuté, jeudi soir, par un assaut sanglant contre les forces de sécurité près de la ville côtière de Jablé. Des attaques coordonnées ont ensuite été menées par le Conseil militaire pour la libération de la Syrie, un groupe de loyalistes pro-Assad. Pour mater cette rébellion sans précédent, les autorités de Damas ont dépêché des renforts. Des habitants sont venus les épauler et des milliers de combattants des groupes islamistes, dont les factions pro-turques de l'Armée syrienne libre, sont arrivés d'Idlib, d'Alep et même de Deir ez-Zor. Des appels au djihad ont été diffusés dans des mosquées.

Vendredi, l'oncle du témoin de Banias a été tué. Agé de 72 ans, il avait été emprisonné pendant trois ans pour s'être opposé au régime Al-Assad dans les années 1980. « *Ils l'ont emmené avec tous les hommes de son immeuble sur le toit et les ont tués par balles*, raconte l'habitant. *J'ai moi-même été témoin du meurtre d'un homme dans la rue, depuis ma fenêtre. On ne sait pas combien d'habitants sont morts à Banias, plus d'une centaine. Ils ont aussi dévalisé les magasins, détruits et volés des voitures.* »

« *Ils nous ont tués. Ils nous ont volés. Ils ont tué les hommes, surtout les jeunes, mais aussi les femmes, sauf les filles, je ne sais pas pourquoi. Ils ont volé les maisons et les voitures. Ils nous ont frappés et insultés. Ils ont tué nos voisins. Dans notre quartier, ils ont tué plus de vingt-cinq hommes. On n'a pas pu enlever les cadavres de la rue* », raconte, la voix tremblante, une habitante d'un quartier alaouite de Banias.

« *Ces hommes aux barbes et aux cheveux longs sont le contraire de l'humanité. Les criminels tchétchènes ont essayé de tuer mon fils. Je suis tombé à leurs genoux, je leur ai embrassé les pieds et les mains pour qu'ils le laissent en vie. C'est un miracle qu'on ait survécu* », poursuit-elle. Des dizaines de vidéos, dont l'authenticité n'a pas pu être avérée par *Le Monde*, ont été publiées par les combattants eux-mêmes. Ils se sont filmé en train d'humilier et d'exécuter des civils de sang-froid.

La sûreté générale débordée

Les mêmes scènes se sont répétées dans la campagne de Hama, où les villages alaouites sont la cible d'exactions depuis plusieurs semaines. Un nouveau massacre a vidé Arzé de ses habitants. Vers 14 heures, après la prière du vendredi, plus de 100 assaillants ont déboulé en voiture et en deux-roues depuis le village voisin sunnite de Khattab. Beaucoup étaient armés de kalachnikovs. Le point de contrôle de la sûreté générale de HTC, installé à l'entrée du village après un premier massacre, le 31 janvier, lors duquel huit hommes ont été exécutés, et tenu par moins d'une dizaine de combattants, comme l'avait constaté L*e Monde*, début février, est impuissant.

Ses hommes tentent de faire face aux assaillants en tirant en l'air pour les dissuader d'entrer, mais sont très rapidement débordés. Ils se replient autour d'un carré de maisons et protègent les habitants du secteur, selon les témoignages des survivants. Mais dans les autres ruelles du bourg, la tuerie commence. Le pharmacien du village est le premier à être exécuté aux cris d'« *Allah est grand* ». Puis les maisons sont investies. Ceux qui n'ont pas

eu le temps de fuir sont exécutés : vingt-quatre morts, dont deux femmes.

La sûreté générale de la ville de Hama a demandé aux habitants d'évacuer le village, ne pouvant garantir leur protection. Les assaillants sont connus. Arzé a été attaquée par ses voisins. L'un des imams de Khattab, Abou Jaber, une figure salafiste locale, a implicitement revendiqué la tuerie et la nécessité de *« nettoyer »* la région des villages alaouites. *« Arzé a revêtu son plus bel habit. Place à Rabiaa* [un autre village alaouite près de Hama]. *Nous venons à toi »,* a-t-il menacé. Une dizaine de villages alaouites des environs de Hama ont été évacués par leurs habitants.

Les populations sunnites, chauffées à blanc par ces prédicateurs salafistes, et les factions islamistes radicales, avides de se venger de la minorité alaouite pour les crimes commis par le clan Al-Assad, posent un défi sécuritaire au président par intérim, Ahmed Al-Charaa, l'ancien chef de HTC. Vendredi soir, il a rappelé ses troupes à l'ordre, les sommant de mettre fin aux exactions. Un activiste alaouite lui reproche d'avoir laissé la main libre à ces factions armées, qu'il a qualifiées de *« révolutionnaires »* et dont il a salué la bravoure face aux milices pro-Assad.

Appels à la communauté internationale

Le ministère de l'intérieur a appelé à la retenue, imputant les actes de vengeance à des *« actions individuelles »*. Le calme n'est pas revenu pour autant dans les régions côtières. *« On s'est réveillé, samedi matin, avec les mêmes scènes, mais plus brutales encore. Vendredi, ils faisaient payer les gens pour leur épargner la vie. Ils ont pris de l'or, de l'argent et la voiture de l'un de mes oncles, qui a 74 ans, et l'ont laissé en vie,* raconte l'habitant de Banias. *Samedi, ils sont revenus et l'ont tué, avec son fils, sur le toit de l'immeuble. Ils ont tué des familles entières, femmes et enfants compris. »*

Calfeutrés chez eux, les habitants de Banias n'ont pas pu récupérer les corps des victimes. L'eau et l'électricité sont coupées depuis vendredi matin. L'habitant de Banias a réussi à fuir, samedi, après l'exécution de ses voisins. *« Beaucoup de familles sunnites sont venues récupérer des familles alaouites pour les emmener chez elles, vendredi et samedi, au péril de leurs vies »*, raconte-t-il. Des milliers de civils ont trouvé refuge dans la montagne alaouite, comme l'habitante de Banias contactée par *Le Monde*, ainsi qu'au Liban. Certains se sont réfugiés sur la base aérienne russe de Hmeimim, d'où ils ont appelé la communauté internationale à venir les protéger.

Une liste circule, comportant plus d'une centaine de noms d'habitants de Banias tués vendredi et samedi. La plupart sont des hommes, mais des familles entières y figurent aussi. Parmi eux, se trouvent un médecin et deux pharmaciennes qu'un habitant de la ville voisine de Lattaquié, contacté par *Le Monde*, dit connaître personnellement. Non loin de chez lui, dans la banlieue de Tichrine, des exactions ont aussi été commises. Il a reçu une vidéo que son cousin a filmée depuis le balcon de son appartement. On y voit un homme, extrait de son véhicule par des hommes en armes, jeté au sol et violemment piétiné. *« Ils ont pris sa voiture et l'ont laissé au milieu de la route, inconscient »*, dit l'habitant de Lattaquié.

Des habitants de cette banlieue alaouite affirment que, parmi les assaillants, se trouvaient des combattants d'Al-Amchat et d'Al-Hamzat, deux brigades affiliées à l'Armée nationale syrienne, une force pro-turque responsable de nombreuses exactions durant la guerre civile. Le chef de la brigade Al-Amchat, connue sous le nom de brigade Sultan Suleiman Chah, n'est autre que Mohamed Al-Jassem, « Abu Amcha », un commandant rebelle qui a été nommé à la tête de la brigade de Hama au sein de la nouvelle armée syrienne.

« Ils ont pillé et incendié les maisons »

Samedi, les forces de la sûreté générale se sont déployées dans les villes côtières, pourchassant les pillards. Elles ont interrogé l'habitant de Lattaquié. *« La sûreté générale se comporte plutôt bien. Si ç'avait été les factions armées, je serais mort. Mais ces dernières sont trop occupées à tuer dans les villages autour de Lattaquié »*, raconte-t-il.

A la faveur du retrait des factions armées de Jablé, des secouristes ont été autorisés, dimanche, à aller ramasser les cadavres, dans le centre-ville. *« Les rues sont remplies de corps, dont la plupart ont les mains menottées. Sur la route, j'ai vu des corps empilés les uns sur les autres et incendiés, ainsi que des charniers creusés au bord des routes »*, dit l'un des secouristes. Son équipe a ramassé six corps sur la vingtaine qu'elle a vus pendant le laps de temps où elle a été autorisée à travailler.

« Les forces de la sûreté générale sont plutôt coopératives. Les militants armés, c'est une autre histoire. Ils ont menacé de tuer tout alaouite auquel nous porterions secours. Le problème est qu'ils n'obéissent pas à la sûreté générale », poursuit le secouriste. Nombre de ses amis et de ses proches ont été tués. *« J'ai perdu le compte à vingt-quatre. Al-Arous, le village de mon père, a été rayé de la carte. Je ne pense pas qu'un membre de ma famille ait survécu là-bas, sauf ceux qui ont fui dans la montagne. A Qurfais, le village de ma mère, il y a vingt-quatre morts »*, enumère-t-il.

Les exactions se sont poursuivies dans les montagnes de Lattaquié. Un habitant du village alaouite d'Al-Mouzayria raconte que des hommes armés ont ouvert le feu sur un cortège funéraire, tuant deux frères. Les gens ont fui vers les vergers, abandonnant les dépouilles. Ce témoin a transmis une liste comportant les noms de quarante-deux victimes dans le village d'Ain Al-Arous, de plus de cinquante victimes à Snobar, de onze autres à Boustan Al-Bacha, et de plus de 130 à Al-Mouktariya.

Dans le village de Sharifa, les factions armées sont revenues samedi. *« Des groupes armés alliés à HTC, qui viennent des villages sunnites voisins – Al-Haffab, Babbana – ont commencé à tuer toutes les personnes dans les maisons et dans la rue, hommes, femmes et enfants. Ils ont pillé et incendié les maisons »*, raconte un homme originaire du village. Les habitants ont pu confirmer la mort de vingt-sept personnes, dont cinq femmes. Ils ont transmis des photos et des vidéos qu'ils ont filmées, montrant des hommes et des femmes, étendus au sol, tués d'une balle dans la tête. *« Ils ont emmené mon père de 75 ans, je suis sans nouvelles de lui,* poursuit l'homme. *Demain, il n'y aura plus une seule personne vivante dans mon village. »*

Dimanche, alors que des combats continuaient entre les forces de sécurité et des loyalistes pro-Assad, et que des exactions étaient rapportées dans les villages de Qadmous et Taanita, près de Tartous, Ahmed Al-Charaa s'est à nouveau adressé aux Syriens. *« Ce qui se passe actuellement en Syrie fait partie des défis attendus. Nous devons préserver l'unité nationale, la paix civile autant que possible, et, si Dieu le veut, nous serons capables de vivre ensemble dans ce pays »*, a déclaré le président par intérim, qui a annoncé la création d'une commission d'enquête indépendante, composée de sept membres, pour enquêter sur les exactions commises contre les civils et traduire leurs responsables en justice.

The New York Times

Raja Abdulrahim
March 9, 2025

Chaos Sweeps Coastal Syria: 'We Have to Get Out of Here'

Residents described shootings outside their homes and bodies in the streets in Syria's worst unrest since Bashar al-Assad's ouster. More than 1,000 people have been killed since Thursday, a war monitor said.

The gunfire began at dawn on Friday in the town of al-Haffa on Syria's Mediterranean coast.

At first, Wala, a 29-year-old resident of the town, leaped off her bed to the corner of the room in her first-floor apartment, flattening herself as the rat-a-tat of gunshots sounded outside her bedroom window.

When the commotion grew louder, she said, she crept to the window and peeled back the curtain. Outside, dozens of people were fleeing down the road, many in their pajamas, as four men in forest green uniforms chased them. Then, the uniformed men opened fire. Within seconds, four of the fleeing people crumpled to the ground.

A convoy of government security forces departing Idlib, Syria, on Saturday and heading toward areas on the coast to confront armed men loyal to Bashar al-Assad.Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

"I couldn't believe what I was seeing. I was terrified, terrified," said Wala, who asked to be identified by only her first name for fear of retribution.

The attack in her town was part of the unrest that has shaken Syria's coast over the last four days and has killed more than 1,000 people, the war monitoring group Syrian Observatory for Human Rights said early Sunday. It was the bloodiest outbreak of violence since rebels ousted the longtime dictator, Bashar al-Assad, in early December, then sought to assert their rule over a country fractured by nearly 14 years of civil war.

The violence broke out on Thursday when armed men loyal to Mr. al-Assad ambushed government security forces in Latakia Province, where al-Haffa is. The ambush set off days of clashes between Assad loyalists and government forces.

The Observatory, which is based in Britain and has monitored the Syrian conflict since 2011, said early Sunday that about 700 civilians were among the more than 1,000 dead, most of them killed by government forces.

At least 65 civilians were killed in al-Haffa, according to the Observatory.

Another war monitoring group, the Syrian Network for Human Rights, had not yet updated its figures on Sunday, but it reported on Saturday that government security forces had killed an estimated 125 civilians.
None of the claims of numbers killed could be independently verified.

Officials with the new government rejected accusations that its security forces had committed atrocities. But they said they were committed to investigating accusations and holding anyone who had harmed civilians accountable.

Syria's interim president, Ahmed al-Shara, called for unity as he moved to reassure the nation after the deadly clashes.

"We must preserve national unity and civil peace," he said on Sunday at a mosque in Damascus, according to video that circulated online. "We call on Syrians to be reassured because the country has the fundamentals for survival."
The violence has raised the specter of a larger sectarian conflict in Syria and stoked panic in the coastal provinces of Latakia and Tartus. The region is the heartland of Syria's Alawite minority, which dominated the ruling class and upper ranks of the military under the Assad government, and included the Assad family itself. The new government was formed from a coalition of rebels led by an Islamist Sunni Muslim group.

The Observatory said most

of the civilians killed in recent days were Alawites.

On Saturday, the highway leading from the capital, Damascus, into Tartus was nearly empty as the authorities tried to seal off all traffic into the coastal region. Government security forces set up checkpoints along the main roads into and throughout Tartus city, the provincial capital, where most shops were closed and many residents were hunkering down in their homes.

Shadi Ahmed Khodar, 47, sat by the highway leading from Tartus north to Latakia, watching as the occasional ambulance or government vehicle sped by. The streets of his neighborhood had emptied as violence raged in recent days, turning Tartus into a ghost town, he said. He is an Alawite but, like many in the city, he said he does not support the Assad loyalists who have taken up arms against Syria's new authorities.

But he was also terrified that security forces with the new government would no longer distinguish between armed Assad loyalists and people like him — a crane operator who had worked for the Assad government.

"Maybe they will just come here and say we are against them and kill us," he said.

The country, he feared, was barreling toward more conflict. The violence had yet to subside by late Saturday afternoon and, down the road from where he stood, government forces at a checkpoint were warning drivers that gunmen were ambushing cars driving up the coast toward Latakia.

"We're just in the shallow water," Mr. Khodar said. "We haven't reached the depths yet."

In the nearby countryside of Latakia Province, armed Assad loyalists were holding dozens of government security personnel hostage after seizing control a day earlier, residents said. In other areas, local residents had taken up arms and stationed themselves outside their homes to protect their families, after hearing reports about government forces killing civilians.

In Baniyas, a town on the northern tip of Tartus Province, armed men who appeared to be with the government had stormed into the town's predominantly Alawite neighborhoods late Thursday night, according to four residents.

Ghaith Moustafa, a resident of Baniyas, said he had spent most of Friday and Saturday huddling with his wife, Hala Hamed, and their 2-month-old son behind their front door — the only place in their small apartment that was not near any windows.

Early Friday morning, he said he heard the patter of shooting grow louder as armed men reached his building. Then he heard men shouting, gunfire and screams coming from the apartment below his. He later learned that his downstairs neighbors had been killed.

"I was so scared for my baby, for my wife," Mr. Moustafa, 30, said in a telephone interview. "She was so afraid. I didn't know how to not show her that I was also afraid for us."

When the gunfire subsided around 2 p.m. on Saturday, Mr. Moustafa said he and his family fled their apartment and sought shelter at a friend's house in a nearby neighborhood that had been spared much of the violence. Driving away from home, he was horrified.

Every two or three meters, a body lay on the ground, he said. Blood stains were smeared across the pavement. Storefront windows were shattered, and many shops appeared to have been looted, he said.

The Syrian Observatory said on Saturday that at least 60 civilians, including five children, were killed in the violence in Baniyas.

"I'm shocked, I'm just shocked," said Mr. Moustafa, a pharmacist. By Saturday evening, all he could think about was leaving. "We have to get out of here as soon as possible," he added. "It's not safe, not at all safe."

Mr. Moustafa was among hundreds of people who fled Baniyas on Saturday, according to residents. Many sought shelter with friends who were not Alawite in the hope that their neighborhoods would avoid the brunt of any more violence.

Wala, the al-Haffa resident who said she saw men in uniforms shooting at people as they fled, was taking cover with friends and family in her apartment when security personnel knocked down the front door, about an hour after government forces had entered her town. A friend visiting from the northwestern region of Idlib, where the rebels who overthrew Mr. al-Assad came from, pleaded with them not to shoot.

"She said, 'I am from Idlib. All my family is from Idlib. Please don't do anything to these people. They are peaceful family,'" Wala recounted in a phone interview.

The men demanded that the friend hand over her phone and yelled at Wala to open her safe, which she did. They demanded that Wala's mother give them her gold necklace and earrings, Wala said.

Before they left, the men issued a stern warning: Don't leave the house. She and her relatives rushed back to her bedroom, terrified.

But about an hour later, as the gunfire subsided, they defied that order to try to help someone they could hear pleading from the street.

Outside, Wala said she found two men who had been shot. One was covered in blood and asked her in a weak voice to lift his head a bit from the ground. The other, shot in the thigh, begged for water.

Before long gunfire rang out again and Wala ran back inside. By Saturday evening, she said, she did not know whether either man had survived.

The New York Times

March 9, 2025
Farnaz Fassihi

Iran's Leader Rebuffs Trump's Outreach Over Its Nuclear Program

Ayatollah Ali Khamenei decried "bullying governments" in an apparent response to a letter the White House sent to Iran earlier in the week.

Iran's supreme leader decried "bullying governments" and bristled on Saturday at the idea of negotiating over the country's nuclear program with the United States in an apparent response to a letter sent by President Trump earlier in the week.

Ayatollah Ali Khamenei, seen here speaking in Tehran last year, on Saturday indirectly addressed President Trump's offer to negotiate over the country's rapidly advancing nuclear program.Arash Khamooshi for The New York Times

Ayatollah Ali Khamenei, the leader, indirectly addressed Mr. Trump's suggestion that Iran negotiate over its rapidly advancing nuclear program or face potential military action, while speaking at a meeting with government and military officials for Ramadan. Though he did not explicitly mention the letter, Mr. Trump or even the United States by name, it was clear he was speaking about Washington's recent gesture.

"Some bullying governments insist on negotiations not to resolve issues but to impose," Ayatollah Khamenei said, according to state media. He added that "negotiation is a path for them to make new demands, it's not just nuclear issues to speak about the nuclear topic, they are making new demands which will definitely not be accepted by Iran."

Speaking on Friday in the Oval Office, Mr. Trump suggested that Iran's nuclear capabilities — which now include enough near-bomb-grade fuel to produce about six weapons — were reaching a critical point. He said he had offered the country a chance to negotiate or risk losing its program in a military strike.

The White House did not provide any specifics about the content of Mr. Trump's letter, which the president said he sent on Wednesday.

Iranian officials are currently at odds over whether the country should negotiate over the program. While the ayatollah denounced Mr. Trump's offer, other moderate and reformist leaders have spoken in favor of opening negotiations, including President Masoud Pezeshkian, who took office last year. Ultimately however, Ayatollah Khamenei, who has long said Iran cannot trust the United States, has the final say.

The 2015 nuclear accord negotiated by President Barack Obama had been effective, officials say. Iran had shipped nearly all its nuclear fuel stockpile out of the country, and international inspectors said the Iranians were abiding by the sharp restrictions on new production of nuclear fuel.

But Mr. Trump, who had repeatedly criticized the accord, withdrew from the nuclear agreement with Iran during his first term and reimposed heavy economic sanctions on the country, gambling that Tehran would respond by pleading for a new deal more advantageous to the United States.

Iran did not come back to the table, and now the program has reached a critical juncture, experts say.

Mr. Trump has also potentially undermined his proposal by upending two U.S. programs that for decades have worked to expose Iran's atomic bomb programs. One program has since been restored, but experts worry the disruptions will hurt the worldwide struggle to contain nuclear proliferation.

Le Monde

avec AFP
10 mars 2025

En Syrie, après les massacres qui ont tué près de 1 000 civils, les autorités promettent de poursuivre les responsables

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a recensé depuis jeudi 973 victimes, dont des femmes et des enfants, appartenant pour beaucoup à la minorité alaouite, branche de l'islam chiite dont est issu le président déchu Bachar Al-Assad. Selon l'ONG, elles ont été tuées « par les forces de sécurité et des groupes alliés ».

Le président syrien par intérim, Ahmad Al-Charaa, s'est engagé, dimanche 9 mars, à poursuivre les responsables de *« l'effusion de sang »* qui a tué près de 1 000 civils depuis jeudi dans l'ouest du pays, dans une flambée de violences sans précédent depuis la chute de Bachar al-Assad. L'ONU, Washington et d'autres capitales ont condamné ces tueries, appelant les autorités syriennes à y mettre fin.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, *« le nombre total de martyrs civils liquidés s'élève à 973, y compris des femmes et des enfants »*, évoquant des *« meurtres, des exécutions sommaires et des opérations de nettoyage ethnique »*. Selon l'ONG, les victimes ont été tuées *« par les forces de sécurité et des groupes alliés »*.

Les violences ont été déclenchées par une attaque sanglante, le 6 mars, de partisans du président déchu contre des forces de sécurité à Jablé, près de la ville de Lattaquié, berceau de la minorité alaouite, branche de l'islam chiite dont est issu le clan Assad. Les autorités ont ensuite envoyé des renforts dans les provinces voisines de Lattaquié et Tartous, pour soutenir des opérations des forces de sécurité contre les pro-Assad.

Funérailles d'une victime des massacres perpétrés en marge d'affrontements entre les nouvelles autorités syriennes et des partisans du président déchu Bachar Al-Assad, à Kamechliyé, dans l'ouest de la Syrie, le 9 mars 2025. ORHAN QEREMAN / REUTERS

Au moins 481 membres des forces de sécurité et combattants pro-Assad ont aussi péri, selon l'OSDH. Les autorités n'ont pas fourni de bilan.

Appelant lors d'un discours dans une mosquée de Damas à *« préserver l'unité nationale et la paix civile »*, Ahmad Al-Charaa a annoncé la formation d'une *« commission d'enquête indépendante »* sur *« les exactions contre les civils »*, afin d'en identifier les responsables et de les *« traduire en justice »*.
« Nous demanderons des comptes (…) *sans indulgence, à toute personne impliquée dans l'effusion de sang des civils »*, a-t-il ensuite assuré, dans une vidéo diffusée par l'agence de presse officielle syrienne SANA, annonçant qu'un comité serait formé pour *« protéger la paix civile »*. Ahmad Al-Charaa, alors à la tête du groupe islamiste sunnite radical Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) – classé comme terroriste par plusieurs pays dont les Etats-Unis – a dirigé la coalition rebelle qui a fait fuir le 8 décembre M. Assad à Moscou.

Des chrétiens parmi les victimes

« Aujourd'hui, nous nous portons garants de tout le peuple syrien et de toutes les confessions, et nous protégeons tout le monde de la même manière », a de son côté assuré le chef de la diplomatie syrienne, Assad Hassan Al-Chibani, en déplacement à Amman.

Depuis son arrivée à la tête d'un pays multiethnique et multiconfessionnel, déchiré par plus de treize ans de guerre civile, Ahmad Al-Charaa s'efforce d'obtenir le soutien de la communauté internationale et de rassurer les minorités.

Lors d'un sermon dimanche, le patriarche orthodoxe d'Antioche, Jean X, a relevé que les *« massacres avaient aussi visé »* de nombreux chrétiens innocents. La majorité des victimes *« étaient des civils innocents et désarmés, dont des femmes et des enfants »*, a-t-il affirmé.

L'administration autonome kurde de Syrie, qui contrôle de grands pans de l'est et du nord du pays, a condamné des *« pratiques* [qui] *nous ramènent à une époque noire que le peuple syrien ne veut pas revivre »*. Le chef de la diplomatie israélienne, Gideon Saar, a, lui, exhorté l'Europe à *« cesser d'accorder une légitimité »* au pouvoir de transition syrien *« au passé terroriste bien connu »*.

Dimanche, le ministère de l'intérieur syrien a annoncé l'envoi de *« renforts supplémentaires »* à Kadmous, dans la province de Tartous, où les forces de sécurité *« traquent les derniers fidèles à l'ancien régime »*. SANA a rapporté de *« violents affrontements »* à Taanita, un village de montagne du même secteur, où ont fui *« de nombreux criminels de guerre »* du précédent pouvoir, protégés par des *« fidèles d'Assad »*. Dans le village de Bisnada, dans la province de Lattaquié, les forces de sécurité fouillaient des habitations, selon un photographe de l'Agence France-Presse (AFP).

Manifestation à Damas

« Plus de cinquante personnes, des membres de ma famille et des amis, ont été tuées », a affirmé à l'AFP un habitant alaouite de Jablé sous couvert de l'anonymat, affirmant que les corps ont été enterrés dans des fosses communes, voire *« jetés à la mer »*.

L'OSDH et des militants ont publié vendredi des vidéos montrant des dizaines de corps en vêtements civils empilés dans la cour d'une maison, des femmes pleurant à proximité. Une autre séquence montre des hommes en tenue militaire forçant trois personnes à ramper, avant de leur tirer dessus à bout portant. L'AFP n'a pas pu vérifier ces images.

Selon Aron Lund, du centre de réflexion Century International, la flambée de violence témoigne de la *« fragilité du gouvernement »*, qui s'appuie *« sur des djihadistes radicaux qui considèrent les alaouites comme des ennemis de Dieu »*.

A Damas, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser un sit-in de protestation contre les tueries, après l'irruption d'une contre-manifestation réclamant un *« Etat sunnite »*, émaillée de slogans hostiles aux alaouites.

LE FIGARO

avec AFP
10 mars 2025

Nucléaire : l'Iran refuse à nouveau de négocier «sous la pression et l'intimidation»

Le président américain, Donald Trump, a réclamé des négociations avec Téhéran pour encadrer son programme nucléaire et d'armement. Mais il a aussi remis en place la politique dite de «pression maximale» initiée lors de son premier mandat (2017-2021).

L›Iran a répété ce lundi qu'il ne négociera pas *«sous la pression et l'intimidation»* sur son programme nucléaire, après l'annulation par Washington d'une dérogation aux sanctions qui permettait à l'Irak d'acheter de l'électricité à son voisin. Les États-Unis ont confirmé dimanche qu'ils n'avaient pas renouvelé cette dérogation accordée à Bagdad depuis 2018. Il s'agit de *«s'assurer que nous ne permettions pas à l'Iran de bénéficier d'un quelconque allègement économique ou financier»*, a indiqué le département d'État dans un communiqué.

Le président américain, Donald Trump, a réclamé des négociations avec Téhéran pour encadrer son programme nucléaire et d'armement. Mais il a aussi remis en place la politique dite de *«pression maximale»* initiée lors de son premier mandat (2017-2021), afin d'affaiblir le pays économiquement et de l'isoler sur la scène internationale.

«La négociation est différente de l'intimidation et des diktats»

La mission iranienne à l'ONU a déclaré dimanche sur X que l'Iran pourrait *«envisager»* des négociations avec les États-Unis sur son programme nucléaire, à condition qu'elles portent sur une *«éventuelle militarisation»* et non sur l'arrêt absolu de son développement. Lundi, le ministre iranien des Affaires étrangères Seyed Abbas Araghchi a semblé contredire cette affirmation. *«Le programme d'énergie nucléaire de l'Iran a toujours été et restera toujours entièrement pacifique. Il n'existe donc fondamentalement pas de +militarisation potentielle+ de ce programme. Nous ne négocierons PAS sous la pression et l'intimidation»*, a-t-il écrit sur X. *«La négociation est différente de l'intimidation et des diktats»*, a-t-il ajouté.
Samedi, le guide suprême iranien, Ali Khamenei, avait déjà fustigé une politique *«d'intimidation»*, alors que Donald Trump avait brandi la menace d'une intervention militaire. Les importations de gaz et d'électricité de l'Iran représentent un tiers des besoins énergétiques de l›Irak, pays aux immenses richesses pétrolières mais ravagé par des décennies de conflits et abonné aux délestages quotidiens. En raison d'impayés irakiens mais aussi d'une hausse de sa consommation domestique, Téhéran suspend régulièrement ses approvisionnements en gaz à l'Irak, entraînant encore plus de coupures électriques dans le pays de 46 millions d'habitants - surtout l'été, quand les températures dépassent parfois les 50 degrés Celsius.

L'approvisionnement électrique iranien *«n'a jamais été fiable»* et a même atteint ses niveaux annuels les plus bas ces trois dernières années, confirme Yesar Al-Maleki, économiste au Middle East Economic Survey. Mais avec la fin de la dérogation américaine, *«l'Irak aura des difficultés à fournir de l'électricité durant les pics de demande estivaux»*, et des températures amenées à augmenter dès les prochaines semaines, reconnaît-il. Pour pallier le manque, Bagdad peut notamment se tourner vers *«des fournisseurs d'électricité indépendants»* de la région autonome du Kurdistan irakien ou augmenter ses importations d'électricité turque lancées en 2024, a-t-il dit à l'AFP.

Le Monde

Hélène Sallon
10 mars 2025

Tueries en Syrie : Ahmed Al-Charaa confronté au premier grand défi de sa présidence

Les efforts du président par intérim, pour consolider sa mainmise sur la Syrie et assurer une transition pacifique sont mis à mal par les affrontements sanglants entre les partisans de l'ancien dictateur Al-Assad et ceux du nouveau régime.

Trois mois après avoir chassé du pouvoir le dictateur syrien Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, fait face au premier véritable test de sa gouvernance. Les efforts que l'ancien chef du groupe islamiste sunnite Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) a entrepris pour polir son image auprès des Syriens et de la communauté internationale, consolider sa mainmise sur la Syrie et assurer une transition pacifique dans un pays rendu exsangue par la dictature des Al-Assad, ont été balayés en l'espace de trois jours.

Les plaies de treize ans de guerre civile, un temps oblitérées par l'euphorie de la libération des griffes du régime d'Al-Assad, se sont rouvertes, béantes, le 6 mars. Menacé de perdre le contrôle de bastions alaouites du centre et de l'ouest du pays sous les attaques de partisans du président déchu, Ahmed Al-Charaa est tombé dans le piège qu'ils lui ont tendu. Ce dernier a été débordé par les factions islamistes radicales qui lui sont alliées et par les partisans sunnites ayant répondu à son appel à la mobilisation générale, faute d'hommes en nombre suffisant parmi les troupes disciplinées qui lui répondent.

Fractures confessionnelles

Des djihadistes étrangers, des factions armées et des miliciens sunnites, chauffés à blanc par les discours incendiaires de prédicateurs salafistes, ont laissé libre cours à leur haine contre la minorité alaouite. Celle-ci est accusée des crimes du clan Al-Assad dont elle a constitué, de gré, mais aussi souvent de force, la base du pouvoir. Loin des discours d'ouverture et d'inclusivité prônés par Ahmed Al-Charaa et son entourage, les exactions contre de centaines de civils alaouites ont ramené la Syrie à ses fractures confessionnelles.

Ces agissements révèlent les écueils de la stratégie de consolidation du pouvoir, adoptée par Ahmed Al-Charaa. Après une prise de pouvoir relativement aisée, facilitée par l'effondrement de l'armée syrienne, le nouveau dirigeant de Damas a cherché à bâtir sur le succès de la restructuration du groupe HTC et de sa gouvernance dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, depuis 2017. Mais, contrairement à Idlib, la Syrie est un vaste pays morcelé, multiconfessionnel et multiethnique.

Ahmed Al-Charaa s'est reposé sur ses combattants et cadres loyaux pour consolider son pouvoir, fragile, et constituer un embryon d'armée nationale. Beaucoup ont un agenda bien plus conservateur et islamiste que le sien, et un long passif d'exactions lors de la guerre civile. Il se trouve parmi eux des djihadistes étrangers (notamment tchétchènes, ouïgours, jordaniens et turcs) et syriens qui lui sont restés loyaux après sa rupture avec Al-Qaida. Il a dû élargir son cercle à d'autres groupes, comme les factions rebelles proturques de l'Armée syrienne libre, elles aussi coupables d'exactions, qui l'ont aidé à prendre le pouvoir.

Tout en cherchant à canaliser les tentations extrémistes de ses alliés au pouvoir, il a répondu timidement aux demandes d'ouverture et d'inclusivité des minorités et des acteurs de la société civile avec un dialogue national, prometteur mais limité dans ses ambitions. Les questions de justice transitionnelle ont été oblitérées par des défis jugés plus urgents : la sécurité et l'économie, étouffée par les sanctions internationales imposées sous le régime d'Al-Assad.

Interférences étrangères

Malgré les mains tendues aux forces kurdes et druzes, les velléités d'autonomie ont été confortées, et même appuyées par des interférences venues de l'étranger. Celles d'abord des Kurdes, qui contrôlent le nord-est du pays, peu pressés de parvenir à un

accord avec Damas, tant qu'ils ont le soutien de Washington. Celles des Druzes du Sud syrien, ensuite, qu'Israël tente d'instrumentaliser pour déstabiliser les nouvelles autorités. Ce sont les loyalistes de l'ancien régime, considérés à tort comme étant sous contrôle, qui ont finalement lancé la rébellion contre les forces de sécurité syriennes, faisant près de 300 morts dans leurs rangs.

Le président syrien de transition, Ahmed Al-Charaa, au palais présidentiel, à Damas, le 25 février 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Tandis que les exactions et les purges contre la minorité alaouite se multipliaient, malgré les promesses de protection et de justice faites par les nouvelles autorités, les partisans du président déchu ont affûté leurs armes, reclus dans les montagnes alaouites de Lattaquié et de Tartous, pour éviter d'être appréhendés pour leurs crimes passés. On leur prête des soutiens à l'étranger parmi les anciens alliés des Al-Assad, comme l'Iran, le Hezbollah libanais et les milices chiites irakiennes.

« La majorité des civils alaouites n'a rien à voir avec ces groupes et ces combats. Ils ont rendu leurs armes aux autorités. Ils ont tissé des liens avec les forces de sécurité des nouvelles autorités, qui ont passé trois mois dans nos régions. Le problème principal, ce sont les étrangers qui sont venus dans notre pays pour le djihad [guerre sainte], *et certaines factions armées, dont les chefs religieux émettent des fatwas disant que tuer des alaouites est autorisé. Nous n'avons pas de problème avec Ahmed Al-Charaa, mais nous redoutons le Al-Charaa d'avant et son idéologie »*, dit un alaouite originaire de Jablé.

Ahmed Al-Charaa n'a pas été capable d'empêcher la tragédie qui se déroulait sous les yeux du pays et de la communauté internationale. Dans son premier discours, vendredi, il n'a pas semblé prendre la mesure des exactions en cours dans les régions alaouites, encourageant les factions mobilisées pour mater la rébellion des pro-Al-Assad. Dans un climat de défiance généralisée envers des alaouites et d'accusations de manipulation, ses appels à la retenue ont eu peu d'effets. Son gouvernement a imputé ces exactions à des *« actes isolés »*.

Une « commission d'enquête indépendante »

Les appels au sursaut se sont multipliés. Evoquant les *« martyrs »* de la sûreté générale et les familles alaouites tuées, Hind Kabawat, membre du comité préparant le dialogue national, a exhorté : *« Unissons-nous pour empêcher quiconque veut du mal à notre Syrie et élevons nos voix, le peuple syrien est uni. Ensemble pour construire notre Etat. » « Le comportement du gouvernement syrien a affaibli la légitimité de nos demandes pour une levée immédiate et inconditionnelle des sanctions et la suspension complète des sanctions liées au terrorisme, en échange d'un engagement en faveur d'une gouvernance juste et civile »*, a déploré l'économiste Karam Shaar, participant à ce dialogue.

Ce dernier a accueilli favorablement l'annonce par M. Al-Charaa, dimanche, de la formation d'une « commission d'enquête indépendante » sur les *« exactions contre les civils »*, afin d'en identifier les responsables et de les *« traduire en justice »*. Deux des sept membres de cette commission seraient alaouites. Saluant un *« pas dans la bonne direction »* et l'*« importance de leur travail pour l'avenir de la Syrie et pour la paix civile »*, le militant des droits de l'homme Mazen Darwish a exhorté les autorités à ne pas prendre à la légère les *« défis énormes auxquels* [le] *pays est confronté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur »*.

Ahmed Al-Charaa est condamné à honorer ses promesses s'il veut asseoir son pouvoir. La rébellion des loyalistes pro-Al-Assad n'est pas éteinte. Le traitement réservé à la minorité alaouite n'est pas de nature à convaincre les Kurdes et les Druzes de s'en remettre aux autorités de Damas et à sa nouvelle armée, ni à la communauté internationale de lever les sanctions, un geste pourtant indispensable pour aider les autorités à relever le défi sécuritaire. Les chancelleries occidentales lui accordent le bénéfice du doute. Condamnant les violences sectaires, le Quai d'Orsay tout comme le secrétaire d'Etat américain, Marc Rubio, ont salué ses promesses de transparence et de justice.

Dans la communauté alaouite, au milieu des appels à une protection internationale, certains sont encore prêts à donner à M. Al-Charaa une dernière chance. *« Il faut que les enquêtes soient menées sérieusement et que M. Al-Charaa s'engage clairement. On a peur que quelque chose lui arrive, car il est en quelque sorte notre dernier rempart aujourd'hui contre ces extrémistes »*, conclut le Syrien alaouite de Jablé.

Le Monde

avec AFP
11 mars 2025

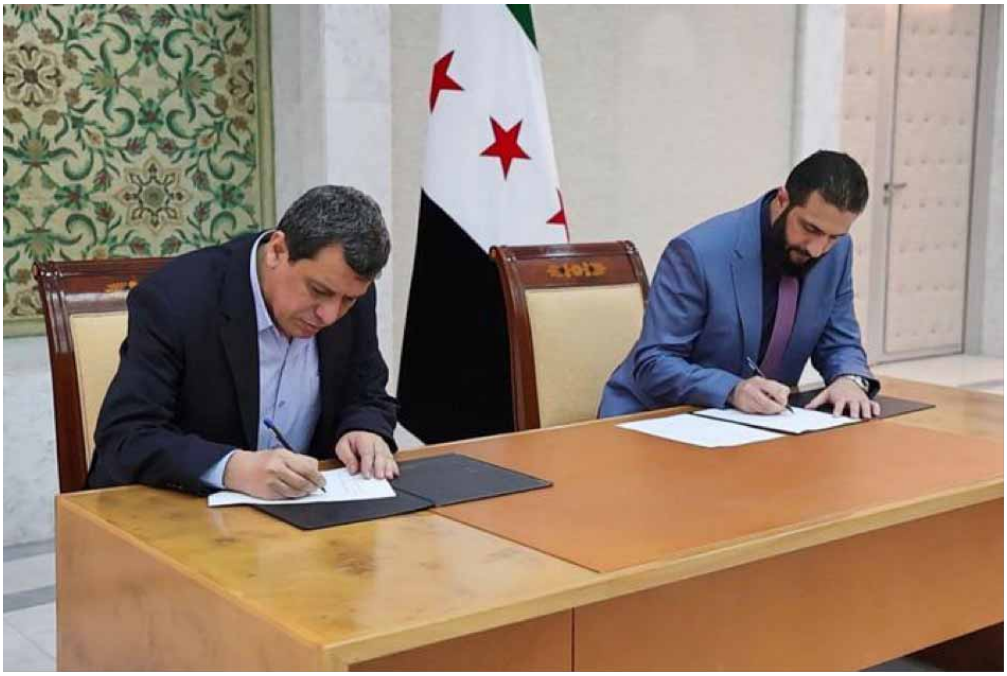
En Syrie, le pouvoir signe un accord permettant l'intégration des institutions kurdes au sein de l'Etat

L'administration autonome kurde, soutenue par les Etats-Unis, contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie, riches en blé, pétrole et gaz. Ce sont des ressources cruciales pour les nouvelles autorités de Damas qui cherchent à unifier un pays divisé par treize ans de guerre civile.

L'annonce a été accueillie dans plusieurs villes syriennes par des manifestations de joie. Le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, Mazloum Abdi, ont signé, lundi 10 mars, un accord prévoyant, d'ici à la fin de l'année, d'intégrer au sein de l'Etat toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde.

Cette dernière, soutenue par les Etats-Unis, contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie – également appelé province du Rojava –, riches en blé, pétrole et gaz, des ressources cruciales pour les autorités de Damas dans cette période de reconstruction. Son bras armé, les FDS, a joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe djihadiste Etat islamique, battu dans son dernier bastion, en 2019.

La présidence syrienne, qui cherche à unifier un pays divisé par treize ans de guerre civile, a ainsi publié, lundi, un communiqué signé par les deux parties, précisant que l'accord prévoit *« l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie au sein de l'administration de l'Etat syrien, y compris les postes-frontières, l'aéroport ainsi que les champs pétroliers et gaziers. »*



Le président par intérim de la Syrie, Ahmed Al-Charaa (à droite), et Mazloum Abdi, le commandant des Forces démocratiques syriennes dirigées par les Kurdes, lors de la signature d'un accord à Damas, le 10 mars 2025

« Construire une nouvelle Syrie »

Il affirme également que *« la communauté kurde est une composante essentielle de l'Etat syrien »*, qui *« garantit son droit à la citoyenneté et l'ensemble de ses droits constitutionnels »*, tout en rejetant *« les appels à la division, les discours de haine et les tentatives de semer la discorde entre les différentes composantes de la société syrienne ».* Il stipule aussi *« le soutien à l'Etat syrien dans sa lutte contre les résidus du régime Al-Assad et toutes les menaces pesant sur sa sécurité et son unité ».*

« Nous sommes déterminés à construire un avenir meilleur qui garantisse les droits de tous les Syriens » et *« nous considérons cet accord comme une véritable opportunité de construire une nouvelle Syrie qui comprenne toutes ses composantes et assure une bonne cohabitation »*, s'est félicité le chef des FDS, Mazloum Abdi, sur la plateforme X.

Marginalisés et réprimés sous le régime de la famille Assad, les Kurdes ont été privés, pendant des décennies, du droit de parler leur langue, de célébrer leurs fêtes et, pour un grand nombre d'entre eux, de la nationalité syrienne. Pendant la guerre civile déclenchée en 2011, ils ont mis en place une administration autonome dans le nord-est du pays, avec leurs propres institutions éducatives, sociales et militaires.

Depuis l'arrivée, en décembre, des nouvelles autorités à Damas, les Kurdes ont manifesté une certaine ouverture, voyant une occasion pour construire une nouvelle Syrie qui garantisse les droits de tous les Syriens. Toutefois, cette minorité culturelle a été exclue

d'une conférence de dialogue national sur les grandes lignes de la transition.

Appel historique

L'accord intervient près de deux semaines après un appel historique du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc), Abdullah Öcalan, à la dissolution du parti et à l'abandon de la lutte armée. Cet appel a été salué par les Kurdes de Syrie. La Turquie, alliée des nouvelles autorités de Damas, accusait les Unités de protection du peuple (YPG), la principale composante des FDS, d'être affiliées au PKK, classé comme organisation *« terroriste »* par Ankara, mais aussi la Suède, l'Union européenne ou les Etats-Unis.

Dans un communiqué, le gouvernement saoudien a salué la signature de cet accord, se félicitant des *« mesures prises par les dirigeants syriens pour préserver la paix civile »* et des *« efforts déployés pour achever le processus de mise en place d'institutions de l'Etat de manière à assurer la sécurité et la stabilité »*.

L'accord intervient alors que la Syrie a connu, ces derniers jours, dans l'ouest du pays ses pires violences depuis la chute de l'ancien président Bachar Al-Assad, en décembre. Ces violences menacent la stabilité d'un pays engagé dans une transition fragile alors que le président par intérim cherche à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire.

Mohamed Errami
11 mars 2025

Syrie: à Damas, l'inquiétude de la communauté chrétienne après les exactions contre les Alaouites

Les violations contre les Alaouites dans les villes de la côte syrienne, que le nouveau gouvernement a reconnues, ont suscité des craintes parmi les minorités syriennes quant à la possibilité qu'elles soient confrontées à des actes similaires à l'avenir. À Damas, la communauté chrétienne s'inquiète et craint que la situation se détériore.

Les préoccupations des minorités, selon Yahya Shaqrac, un chrétien dans la trentaine, proviennent du fait que le nouveau pouvoir semble pencher vers un durcissement religieux, et de leur passé, **certains de ses membres** ayant combattu au sein des groupes terroristes tels que l'État islamique, al-Qaïda et le Front al-Nosra.

« *Pourquoi tous ces meurtres et cette lutte ? En réalité, nous n'avons pas compris la raison de ce qui s'est passé. Les combattants du gouvernement doivent être rationnels et préserver la vie des minorités, ainsi que la vie de leurs enfants et leurs biens, car le sectarisme ne profitera à personne* », affirme le jeune homme.

La problématique de l'inclusion

La protection des minorités et leur inclusion dans le gouvernement est, selon l'expert politique Samir Taqi, essentielle pour que le nouveau système syrien obtienne une reconnaissance internationale, car les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, exigent que le régime acquière d'abord une légitimité interne avant d'obtenir une légitimité externe.

« *Le message de l'Occident était clair et lié à la question interne de la Syrie. L'accent a été mis sur la légitimité interne plus que sur la légitimité externe. La légitimité interne signifie clairement que la nouvelle administration doit inclure toutes les composantes du peuple syrien et les gérer de manière appropriée* », rappelle Samir Taqi.

Les musulmans sunnites représentent 74 % de la population syrienne, tandis que le reste de la population est réparti entre les musulmans alaouites, les Druzes, les Kurdes et les chrétiens.

Le Monde 12mars 2025

En Syrie, la transition menacée

Trois mois après la chute de Bachar Al-Assad, les violences survenues dans les bastions alaouites de l'ouest du pays, puis, quelques jours plus tard, la signature d'un accord prometteur avec les forces kurdes syriennes, ont montré combien la réconciliation de la Syrie avec elle-même serait une opération longue et délicate pour le président par intérim, Ahmed Al-Charaa.

Des Syriens traversent le Nahr El-Kabir, rivière frontalière avec le Liban, pour fuir les violences dans l'ouest du pays, le 11 mars 2025. MOHAMED AZAKIR / REUTERS

La Syrie a offert deux visages au cours des derniers jours, celui du pire, puis celui de l'espoir. Tout a commencé jeudi 6 mars avec une attaque contre les forces du nouvel homme fort du pays, le président de transition Ahmed Al-Charaa. Elle a été menée par des miliciens restés fidèles au dictateur Bachar Al-Assad, chassé en décembre 2024, dans le bastion côtier de la minorité alaouite dont il est issu.

Ces loyalistes ont tout à craindre d'une Syrie réconciliée avec elle-même, dans laquelle ils auraient à répondre des crimes auxquels la dictature restera à jamais associée. Mais les représailles sanglantes conduites par une partie des hommes du nouveau pouvoir contre cette même minorité ont ravivé le spectre d'un basculement du pays dans des violences interconfessionnelles sans fin, attisées par un fondamentalisme islamiste dont Ahmed Al-Charaa a été un adepte avant de s'en éloigner.

Soumis à son premier défi d'envergure depuis son arrivée au pouvoir, ce dernier a réagi rapidement en promettant de trouver les coupables des exactions et de les punir. Le président de transition n'a guère le choix. Son autorité tout comme son image sont en jeu. La commission d'enquête déjà en place (avec la présence d'alaouites parmi ses membres) est un premier pas, mais elle devra produire des résultats, et la justice passer, y compris pour ceux sur lesquels Ahmed Al-Charaa a pu s'appuyer par le passé.

Le calme était à peine revenu dans le bastion alaouite qu'un accord prometteur était annoncé à Damas, lundi 10 mars, sur le second front communautaire auquel les nouvelles autorités sont confrontées. Conclu entre le président par intérim et Mazloum Abdi, le chef des forces kurdes syriennes qui contrôlent le nord-est du pays, il écarte à court terme un risque de fragmentation qui condamnerait la Syrie à rester le jouet des principales puissances régionales, qu'il s'agisse de la Turquie, de l'Iran ou d'Israël.

Rupture significative

Certes, cet accord de principe doit encore faire l'objet d'applications délicates, de l'intégration des miliciens kurdes au sein des forces de sécurité du nouveau régime au partage des revenus de la modeste production pétrolière et gazière d'un pays que la guerre civile et les sanctions internationales ont condamné à la déréliction. Il s'agit pourtant d'une rupture significative avec le traitement réservé à la minorité kurde pendant des décennies par la dynastie Al-Assad. Nul doute que le renoncement aux armes, en Turquie, du chef du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan, le 27 février, a pu contribuer à cette percée.

Ces deux visages de la Syrie plongent certainement les pays qui peuvent avoir une influence positive sur son avenir dans les plus grandes interrogations. Il s'agit plus précisément de ceux pouvant peser sur le maintien ou la levée des sanctions liées au régime déchu, mais dont le pays continue de payer le prix. On peut comprendre que ces Etats préfèrent certainement pouvoir prendre la mesure de la volonté d'Ahmed Al-Charaa de reprendre le contrôle de la situation et de garantir la justice pour les crimes commis au cours des derniers jours.

Mais cette flambée de violence souligne également que toute absence d'amélioration de la situation matérielle des Syriens fera le jeu de ceux qui ne veulent pas la réussite de la transition en cours. Un échec serait pourtant la garantie de la perpétuation de leurs

The New York Times March 12, 2025

Kurdish Fighters Called a Truce, but Turkey Kept Up Lethal Strikes

Turkey is still bombing armed Kurdish insurgents in Iraq and Syria, even after their leader urged them to lay down their arms and disband, and their group declared a cease-fire.

Turkey's military has kept up deadly attacks in Syria and Iraq on fighters linked to the Kurdish insurgent group P.K.K. in the two weeks since the movement's founder called on his followers to lay down their arms and disband.

The P.K.K. leadership, which is based in the Qandil Mountains of Iraq's northern Kurdistan region, responded to the call by the founder, Abdullah Ocalan, by announcing a unilateral cease-fire on March 1. But they said that Turkey had to release Mr. Ocalan from prison to oversee the group's disarmament, a possibility that Turkish officials have not publicly entertained.

Previous efforts to negotiate an end to the 40-year Turkey-P.K.K. conflict, which has killed more than 40,000 people, have failed. This time around, Turkish officials are releasing little information about the state of any talks. But it appears that the process is still moving forward, and analysts say Turkey is not discussing its progress to avoid a potential domestic backlash.

What is the P.K.K.?

For more than four decades, Turkey has been fighting an armed insurgency by the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., a militant group that says it seeks greater rights for the country's Kurdish minority.

The group began fighting the Turkish state in the early 1980s, originally seeking independence for the Kurds, who are believed to make up about 15 percent or more of Turkey's population.

Starting from the mountains in eastern and southern Turkey, P.K.K. fighters attacked Turkish military bases and police stations, prompting harsh government responses. Later, the conflict spread to other parts of the country, with devastating P.K.K. bombings in Turkish cities that killed many civilians.

Over the last decade, the Turkish military has routed P.K.K. forces from major Kurdish cities in southeastern Turkey, while using drones to kill its leaders and fighters, hindering its ability to organize and carry out attacks.

Where do peace talks stand?

Mr. Ocalan, the founder of the P.K.K., issued a public call to his fighters on Feb. 27 to lay down their weapons and disband. He said armed struggle should be replaced with peaceful political action to try to win more rights for Kurds — Turkey's largest ethnic minority.

The P.K.K. leadership responded to the call by declaring a unilateral cease-fire. But Turkey did not reciprocate.

Last week, a Turkish defense ministry spokesman, Rear Adm. Zeki Akturk, said that Turkey's military would "continue its fight against terrorism with determination and resolve until there is not a single terrorist left." Turkey considers all members of the P.K.K. and other affiliated groups "terrorists."

Rear Admiral Akturk said Turkey had killed 26 "terrorists" in Syria and Iraq in the previous week and nearly 1,500 since January.

The P.K.K. has not corroborated those numbers. But its military wing said last week that in recent days, Turkey had carried out more than 800 strikes on the group's positions in northern Iraq using fighter jets, helicopters and artillery.

The peace talks up until now have not produced a bilateral cease-fire, and Turkish leaders have vowed to keep up the military pressure on the P.K.K., which Turkey and the United States consider a terrorist organization.

"Naturally, to solve our problems we prioritize dialogue, reconciliation and talks," President Recep Tayyip Erdogan said this month. "But if the hand we have extended is left in the air or bitten, we will keep our iron fist ready at all times."

What does Turkey want?

Turkish officials have described their goal as a unilateral surrender by the P.K.K. Its fighters are expected to disarm, but there has been no public discussion of any concessions the government has offered in return or potential amnesties for people wanted for P.K.K.-related activity.

"The group understood the fact that it cannot achieve anything with terror, that it outlived its life span and has no choice but to dissolve itself," said the defense ministry spokesman, Admiral Akturk. "The P.K.K. and all its related

groups should end terrorist activities, dissolve themselves and surrender their weapons as they lay them down unconditionally."
Mr. Erdogan, too, said that Turkey would continue to use military force if the P.K.K. stalled or peace talks bogged down.

"We will continue our ongoing operations until the last terrorist is eliminated, without leaving a single stone on top of another and no heads atop any shoulders, if necessary," he said.

What does the P.K.K. want?

The P.K.K. and groups associated with it have long sought greater rights for Turkey's Kurds, whose language and culture the state has suppressed since Turkey was formed after World War I. While some schools in Turkey now offer elective Kurdish language courses and some Kurdish language broadcasters have received state licenses, many Kurds would like these rights to be expanded.

Last week, Mustafa Karasu, a senior P.K.K. official, said in a televised interview that the group was serious about disarmament but that Turkey had to stop striking P.K.K. positions. He went on to say that Mr. Ocalan needed more freedom to be able to help lead the group's transition.

"We will realize the transformation the leadership has set forth, the dissolution of the P.K.K., ending the armed struggle. No one should doubt that," Mr. Karasu said. "And naturally the state, the government, should do what is necessary about democratization without adopting any excuses."

Mr. Ocalan's call was preceded by talks that included Turkish officials, Mr. Ocalan, Iraqi Kurdish leaders and members of Turkey's main pro-Kurdish political party.

Are Kurdish-led forces in Syria affected?

Mr. Ocalan is also a figurehead for a Kurdish-led militia, the Syrian Democratic Forces, which controls a stretch of territory in northeastern Syria.
The Turkish government considers that militia an offshoot of the P.K.K. and publicly makes little distinction between them. But the United States views the two groups as separate, and for a decade has allied with the S.D.F. in fighting the jihadists of the Islamic State in Syria.

On Monday, the leader of the S.D.F. reached an agreement with Syria's interim president, Ahmed al-Shara, to integrate the Kurdish-led force into the new Syrian state.

Although Mr. Ocalan did not mention Syria specifically in his call for disarmament, some Syrian Kurdish leaders have said that the agreement falls in line with Mr. Ocalan's guidance.

In televised comments on Tuesday, Mr. Erdogan voiced Turkey's support for the new agreement, saying that it "will serve the security and peace of Syria."

RÛDAW

March 12,2025

KDP president, SDF chief discuss Kurdish unity in Syria

Kurdistan Democratic Party (KDP) Masoud Barzani and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi on Wednesday spoke on the phone to discuss the latest developments in Syria, including the landmark agreement between the SDF and Damascus. The two emphasized Kurdish unity in Syria, according to Barzani's office.

Abdi and Syria's interim President Ahmed al-Sharaa on Monday signed a landmark agreement about the future of their relations, mainly the integration of the SDF into the Damascus-affiliated forces.

Barzani said he supports «any step that brings peace and stability to Syria,» and both Kurdish leaders emphasized Kurdish unity in the political process in Syria, read a statement from Barzani's office.
Abdi made an unprecedented visit to Erbil in mid-January to meet with the KDP leader who has repeatedly called on the ruling and opposition parties in the SDF-held northeast Syria (Rojava) to be united, especially after the fall of Bashar al-Assad's regime.

The deal between the SDF and the Syrian transitional government has received broad international support, including the United Nations, United States and Kurdistan Region's president and political leaders.
Ankara, which treats the SDF as an arch-enemy for its alleged ties with the Kurdish rebels in Turkey.

The agreement also includes respect for Kurdish rights and the control of oil fields and border crossing by Damascus.

Le Monde

Filippo Grandi
13 mars 2025

« Si nous négligeons les besoins humanitaires immédiats en Syrie, les fractures sociales et politiques ne se refermeront pas »

Sans appui international, des millions de réfugiés et de déplacés syriens verront leur rêve de retour compromis, avertit, dans une tribune au « Monde », Filippo Grandi, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

Des réfugiés syriens dans le camp de Zaatari, en Jordanie, à quelques kilomètres de la frontière syrienne, le 13 janvier 2025. KHALIL MAZRAAWI / AFP

Ibtihal et sa famille sont rentrées chez elles en janvier, dans la ville dévastée par la guerre de Deraa, dans le sud de la Syrie, après plus d'une décennie d'exil en Jordanie. Leur maison portait encore les stigmates du conflit : murs fissurés, fenêtres brisées, réservoirs d'eau endommagés… Le mari d'Ibtihal nous montrait aussi un trou dans le toit, causé par un obus. Il n'y avait ni électricité ni lumière. Avec l'aide de leurs voisins, ils s'attelaient, pierre après pierre, à reconstruire leur foyer. Malgré les destructions, ils étaient fous de joie d'être de retour. *« Quand je suis arrivée, j'ai été choquée par l'état du pays tout entier*, nous confiait alors Ibtihal. *Mais j'ai une grande foi en Dieu que la Syrie sera un jour reconstruite. »*

Au cours du même mois, à Amman, la capitale jordanienne, j'ai vu d'autres réfugiés charger leurs valises dans des bus, prêts à prendre le chemin du retour : un jour qu'ils n'auraient jamais cru voir arriver, après quatorze années de guerre. Ces moments où des personnes contraintes à l'exil peuvent enfin rentrer chez elles comptent parmi les plus marquants pour ceux qui, comme moi, travaillent au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés *[HCR]*. Alors que les déplacements forcés atteignent des niveaux inédits, nous avons aujourd'hui une occasion rare d'aider les Syriens à reconstruire leur vie. C'est aussi une opportunité inattendue de promouvoir la paix et la stabilité en Syrie et dans la région. Mais cette fenêtre ne restera pas ouverte indéfiniment.

Depuis la chute du président Bachar Al-Assad début décembre 2024, nous estimons qu'un million de Syriens sont déjà rentrés chez eux, qu'ils soient revenus d'autres pays ou d'autres régions de Syrie. Beaucoup comptent suivre ce mouvement : dans une enquête récente que nous avons menée, 27 % des réfugiés ont exprimé leur intention de rentrer dans l'année à venir, contre moins de 2 % avant ce tournant historique.

Mais quatorze années de chaos et de violence ont laissé le pays en ruine. L'ampleur de la destruction est indescriptible. Rien n'a été épargné : logements, écoles, hôpitaux, bureaux, routes, centrales électriques, stations d'épuration… Les services de base – eau, électricité, gestion des déchets – sont extrêmement limités, voire inexistants. Dans de telles conditions, les gens s'interrogent : comment survivre ? Comment subvenir aux besoins du quotidien ?

Garantir un retour durable

Ces inquiétudes sont encore aggravées par la récente flambée de violence dans l'ouest de la Syrie, qui a coûté la vie à des centaines de civils et poussé de nouvelles personnes à fuir leurs foyers. Le gouvernement en place a parlé d'une *« rare opportunité historique »* de reconstruire le pays, mais cette chance sera perdue si les divisions ethniques et confessionnelles l'emportent sur la volonté de paix, de justice et de respect des droits humains. A Alep, où vit une importante communauté chrétienne, j'ai entendu des chefs religieux tenter de rassurer leurs fidèles, inquiets quant à l'avenir du pays. Leurs craintes n'ont fait que s'accentuer après les dernières tueries.

Si l'engagement du gouvernement syrien et de ses nombreuses factions en faveur d'une paix durable est crucial, l'avenir du pays repose aussi sur la rapidité et l'ampleur du soutien financier et diplomatique à la reconstruction, à la sécurité, aux investissements et au développement. Ce sont ces piliers qui permet-

tront de garantir la stabilité, la prospérité et le retour durable de millions de personnes. La récente suspension de certaines sanctions par l'Union européenne est un premier pas bienvenu, mais des efforts bien plus importants sont nécessaires.

Si nous négligeons les besoins humanitaires immédiats et les perspectives à long terme, les fractures sociales et politiques ne se refermeront pas. L'extrémisme regagnera du terrain. Moins de Syriens rentreront, et ceux qui le feront risqueront de devoir fuir à nouveau.

Urgence d'agir

Malgré l'incertitude pesant sur notre financement, nous poursuivons, au HCR, notre engagement auprès des réfugiés et des déplacés internes. Avec nos partenaires, nous facilitons les retours volontaires, fournissons des conseils et une aide à la réintégration, et apportons une assistance humanitaire : couvertures, vêtements d'hiver, réparations de logements… Nous sommes présents aux points de passage et dans 122 centres communautaires à travers la Syrie. Mais sans financements suffisants et fiables, ces services sont en péril, tout comme notre soutien aux nombreuses organisations locales qui jouent un rôle vital sur le terrain.
La situation dépasse largement les frontières syriennes : il reste encore 5,5 millions de réfugiés syriens en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak et en Egypte, auxquels il faut ajouter environ 1,4 million de réfugiés ailleurs, principalement en Europe. L'existence de ces réfugiés et leur prise en charge par ces pays ne doivent pas être oubliées. Ces réfugiés ne doivent pas non plus être contraints au retour en Syrie. Cette décision leur appartient. C'est la seule manière de garantir des retours sûrs et durables.
Lundi 17 mars, l'Union européenne accueillera à Bruxelles une conférence visant à répondre aux nombreux besoins que j'ai évoqués. J'espère que tous les participants reconnaîtront l'urgence d'agir et les conséquences potentielles de toute inaction. Des millions de personnes ont osé croire en un avenir meilleur. Nous ne pouvons pas laisser cet espoir s'évanouir.

Filippo Grandi est haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

Washington Kurdish Institute
Est. 1996

Kurdistan Digest I March 13, 2025

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Human rights organizations and international advocates have raised urgent concerns over the impending execution of Pakhshan Azizi and Verisheh Moradi, two Kurdish women sentenced to death in Iran. The women, who have been recognized for their efforts in humanitarian and security causes, are accused of fighting for justice and human rights—charges that activists argue are part of a broader pattern of state repression against ethnic minorities and dissidents.

This coincided with the Iranian authorities escalating their crackdown on Kurdish activists, arresting multiple civil society members, women's rights advocates, cultural figures, and political dissidents in recent days. Reports by Hengaw Organization for Human RRights indicate that security forces, including the Intelligence Department and the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), have conducted a series of coordinated detentions in cities across Iranian Kurdistan, transferring detainees to undisclosed locations.

On March 10, 2025, security forces detained at least four Kurdish women's rights activists in connection with their participation in International Women's Day events in Sanandaj and Dehgolan. Among them was Sohaila Motaei, a known figure in the *Jin, Jiyan, Azadi* (*Woman, Life, Freedom*) movement. Motaei, who had previously been imprisoned for her activism, was arrested in Dehgolan by the Intelligence Department.
Others arrested on the same day include Baran Saeidi, who was forcibly taken from her home, Soma Mohammadrezaei, detained at her workplace in Almas Shopping Center, and Leila Pashaei, who was apprehended at her family home. All four were transferred to an undisclosed location, and their condition remains unknown.

On March 12, security forces in Saqqez arrested Abdollah Ahmadzadeh, a member of the "Halabja" Cultural Association. Ahmadzadeh has been instrumental in organizing commemorative events for the victims of the Halabja chemical attack. His arrest follows a pattern of Iranian authorities suppressing Kurdish cultural expression.

In Mashhad, authorities arrested Javad Alikordi, a Kurdish lawyer, on March 1. Alikordi, who had defended several political prisoners, was detained after refusing to comply with an informal demand from intelligence officers to report for his prison sentence. He had previously been sentenced to 16 months in prison, a two-year ban on practicing law, and a travel ban on charges of "forming and leading a group with the intent to overthrow the regime."

In Kermanshah, Mojtaba Vaisi, a Kurdish activist and Yarsan faith follower, was violently arrested by IRGC forces on March 5 while preparing for Newroz (Kurdish New Year) celebrations. His young daughter was reportedly left behind at the scene, highlighting the brutality of the arrest.

Meanwhile, Motalleb Ahmadian, a Kurdish political pris-

oner from Baneh, has entered his 15th year of a 30-year prison sentence. In a letter to the UN Special Rapporteur on Human Rights in Iran, Ahmadian described his deteriorating health due to denial of medical care. Arrested in 2010, he was sentenced for alleged affiliation with the Komala Party of Iranian Kurdistan and has been subjected to torture and prolonged solitary confinement.

On March 4, Iranian intelligence forces arrested Behrouz Farhang, a Kurdish tailor from Bukan, at his shop. He was transferred to an IRGC detention center in Urmia, with no information on the charges against him. Similarly, Mahmoud Naderi, a resident of Sanandaj's Kalatrazan district, was arrested after repeated summonses over the symbolic use of "Jamaneh" and "Khaki Clothing" at his son's wedding—garments linked to Kurdish cultural identity and resistance. Additionally, Arazu Jalilzadeh, a Kurdish teacher from Sardasht, was arrested on March 3. Reports indicate that she was taken from her father's home in a violent operation.

Moreover, on March 8, security forces arrested Fakhraddin Taheri, a young Kurdish man from Piranshahr, during a violent raid on his family home. The Intelligence Department forces stormed the residence without a judicial warrant, breaking doors and windows before taking him to an undisclosed location.

Beyond arrests, Iranian forces continue attacks on the Kurdish border porters (kolbar). On March 7, Ahmad Karimzadeh, a Kurdish kolbar from Baneh, was shot and severely injured by border guards. The targeting of Kolbars—who transport goods across Iran's western borders for economic survival—has been a long-standing issue, with authorities using lethal force against them regularly.

Iraq

U.S. National Security Advisor Mike Waltz spoke with Iraqi Prime Minister Mohammed Shiaa al-Sudani on Sunday, reaffirming Washington's commitment to strengthening energy and economic cooperation with Iraq while urging closer collaboration between Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG).

During the call, Waltz expressed support for Iraq's efforts to achieve energy independence, encouraging the government to welcome more U.S. energy companies into its oil and gas sectors. He also urged the Iraqi government to resolve ongoing contract disputes with the Kurdistan Regional Government and pay outstanding arrears owed to U.S. energy companies. Additionally, he recommended that Iraq appoint an investment coordinator to facilitate operations for American firms.

The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) welcomed Waltz's statement, particularly his call for a resolution to oil contract disputes between Baghdad and Erbil. The halt of oil exports through the Iraq-Turkey pipeline since March 2023 has resulted in over $24 billion in economic losses for both Iraq and the Kurdistan Region.

The call underscores ongoing efforts to resolve Iraq's energy disputes, with growing pressure from Washington for Iraq to restore stability in the oil sector and attract more Western investment.

In a related development, APIKUR described its recent meeting in Baghdad as a step forward in resuming oil exports from the Kurdistan Region, stressing the need for clear agreements and written guarantees.

A major topic of discussion was the appointment of an independent consultant to evaluate the costs associated with oil production and transportation. APIKUR urged Baghdad to clearly outline the consultant's role, duties, and timeframe. The association also stressed the importance of transparent financial agreements, particularly regarding outstanding payments, including the $1 billion in unpaid invoices that remain unresolved.

Syria

In a significant political development, Mazloum Abdi, the commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), and Ahmed al-Sharaa, the newly recognized leader of Syria, have reached an agreement aimed at easing tensions and stabilizing the country following massacres committed against the Alawite community in the wake of battles launched by loyalists of the former dictator.

The agreement was welcomed by the international community, including the United States, which stated that it "reaffirms its support for a political transition that ensures credible, non-sectarian governance as the best path to preventing further conflict."

Articles of the Agreement:

The newly established framework includes the following provisions:

Political Participation for All Syrians – Ensuring that all citizens have the right to engage in the political process and state institutions based on merit, regardless of ethnic or religious background.

Recognition of Kurdish Identity – Formally recognizing the Kurdish community as an essential part of Syria, guaranteeing full citizenship and constitutional rights.

Nationwide Ceasefire – Enforcing a comprehensive ceasefire across all Syrian territories to halt violence and promote national stability.

Institutional Integration – Unifying civil and military institutions in northeastern Syria under the Syrian state's administration, including border crossings, airports, and energy infrastructure such as oil and gas fields.

Return of Displaced Syrians – Ensuring the safe return of displaced individuals to their homes and communities, with protection guaranteed by the Syrian government.

Support for Syria's Stability – Strengthening the country's capacity to combat remnants of the Assad regime and address other threats to Syria's security and unity.

Rejection of Division and Hatred – Condemning all attempts to promote sectarianism, hate speech, or division among Syria's diverse ethnic and religious communities.

Implementation Timeline – Forming executive committees to oversee the full implementation of the agreement, with the process expected to be completed by the end of the year.

However, despite the agreement signed on March 10, Turkey's Syrian proxies continue their attacks near the Tishreen Dam, targeting SDF positions amid ongoing battles and drone strikes carried out by Turkey and its allied factions.

A Turkish drone strike on Monday afternoon targeted civilian homes in the village of Jarraf, south of Kobani, killing a 13-year-old child and injuring two others. Near Tishreen Dam, Turkish warplanes bombed the village of Khirbet al-Zamala, while heavy artillery shelling targeted villages surrounding the dam. In a separate incident, Turkish-backed forces attempted to launch an

attack using suicide drones, but four of them were successfully shot down by defending forces.

In another development, the Committee for Drafting the Syrian Constitutional Declaration released a transitional constitution, which was subsequently signed by Syrian interim president Ahmed al-Sharaa. The new constitution contains several controversial articles, including the reaffirmation of "Syrian Arab Republic" as the official name of the state—a move that disregards non-Arab communities, such as Kurds and Christians. Kurdish political figures had pushed to remove "Arab" from the name, advocating instead for "Syria" as a more inclusive designation.

Other contentious provisions include a requirement that the president—the highest authority in the state—must be Muslim, while also declaring that "Islamic jurisprudence is the primary source of legislation."

Additionally, the committee announced that no elections will be held for the next five years, after which a new constitution is expected to be drafted.

Turkey

The Pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy (DEM) has launched a series of meetings with political parties across Turkey to promote a new peace initiative aimed at resolving the Kurdish issue and ending decades of conflict. Led by Co-Chairs Tülay Hatimoğulları and Tuncer Bakırhan, the delegation has engaged with key opposition parties, including The Labour Party (EMEP), Republican People's Party (CHP), and Democracy and Progress Party (DEVA), to gather support for a democratic solution.

A key topic of discussion was the recent call from Abdullah Öcalan, emphasizing the need for negotiation and dialogue to replace violence and armed conflict. DEM Party leaders stressed that this initiative is not solely a Kurdish matter but a call for all 85 million citizens of Turkey to live in democracy and equality.

During the meetings, opposition leaders acknowledged the importance of lifting the isolation of Öcalan, ensuring political participation for all communities, and establishing a legal framework for a peace process. CHP Chairman Özgür Özel reiterated his party's commitment to a parliamentary-led democratic solution, while DEVA Party leader Ali Babacan highlighted the need for a clear roadmap and political will from the government to make peace efforts successful.

Additionally, the far-right Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli, known for his hardline nationalist stance, made a move by reaching out to several prominent Kurdish politicians following Abdullah Öcalan's call for the PKK to disarm and dissolve itself, including the jailed Kurdish politician Selahatin Demirtas.
Jailed Kurdish leader Abdullah Öcalan has issued a historic call for the Kurdistan Workers' Party (PKK) to disarm and dissolve itself, urging the group to shift toward democratic consensus as a solution to the Kurdish issue. In his February 27 statement, titled "Call for Peace and Democratic Society," Öcalan emphasized that separatist or autonomous models fail to address the complexities of Kurdish identity within Turkey, advocating instead for political engagement and democratic struggle.

In response, the PKK leadership released a statement on March 1, expressing agreement with Öcalan's call and announcing a unilateral ceasefire. The group declared that its forces would halt all armed operations unless attacked, framing the decision as a step toward peace. However, the PKK emphasized that a secure political and legal environment must be established for permanent disarmament and called for Öcalan's direct involvement in overseeing the transition. The group also expressed readiness to convene a party congress to formalize its dissolution, contingent on Öcalan's physical freedom and ability to engage in negotiations without restrictions.

While the next steps in the peace process remain uncertain, Turkey's President Recep Tayyip Erdoğan signaled a meeting with the "İmralı Delegation" to discuss the future direction of the negotiations.

LE FIGARO

avec AFP
14 mars 2025

Turquie : en l'état, le PKK juge sa dissolution « impossible »

Chaque jour, des avions de reconnaissance volent, chaque jour, ils bombardent, chaque jour, ils attaquent», a déclaré l'un des dirigeants du PKK, affirmant que «tenir un congrès dans ces conditions est impossible et dangereux».

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), appelé par son chef historique à déposer les armes, juge *«impossible»* pour l'heure de se réunir en congrès afin de prononcer sa dissolution, a estimé jeudi soir un haut responsable du groupe armé kurde. *«Chaque jour, des avions de reconnaissance (turcs, NDLR) volent, chaque jour, ils bombardent, chaque jour, ils attaquent»*, a déclaré à la chaîne de télévision kurde Sterk TV Cemil Bayik, l'un des dirigeants du PKK, affirmant que *«tenir un congrès dans ces conditions est impossible et dangereux»*.

Mais ce congrès aura lieu *«si les conditions sont remplies»*, a-t-il souligné, selon des propos rapportés par l'agence de presse ANF, proche du mouvement kurde. Le PKK, dont le commandement est replié dans les montagnes du nord de l'Irak, a répondu favorablement le 1er mars à un appel de son chef historique Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, à dissoudre le mouvement et mettre fin à quatre décennies de guérilla qui ont fait au moins 40.000 morts.

Le PKK, qualifié de terroriste

par Ankara et ses alliés occidentaux, a annoncé un cessez-le-feu à effet immédiat, mais exige qu'Abdullah Öcalan, toujours emprisonné sur une île-prison au large d'Istanbul, *«dirige personnellement»* le congrès qui mènera à sa dissolution. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé que l'appel d'Abdullah Öcalan, intervenu dans le cadre d'un dialogue initié à l'automne par Ankara, est une *«opportunité historique»* pour les Turcs et les Kurdes, qui représentent selon certaines estimations 20% des 85 millions d'habitants de la Turquie.

14 mars 2025

Reportage international - Irak: à Makhmour, les familles des membres du PKK suspendues au processus de paix avec la Turquie

À la suite de l'appel « historique » fin février d'Abdullah Ocalan, le fondateur de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan, la Turquie et le groupe armé kurde s'engagent dans un processus de paix incertain, le second dans l'histoire de ce conflit qui dure depuis 40 ans. Si les combattants du PKK sont retranchés dans les montagnes du Kurdistan irakien, c'est en Irak également, dans le camp de Makhmour, que se sont réfugiés près de 8 000 civils, sympathisants de la guérilla et fuyant les persécutions en Turquie au mitan des années 1990.

À Makhmour, où de nombreux jeunes ont rejoint le PKK, les mères des combattants espèrent que cette paix pourra faire revenir leurs enfants. Dans ce camp battu par les vents du désert irakien, la résistance à la **Turquie** rythme la vie des réfugiés kurdes et être mère, c'est se préparer à voir un jour partir ses enfants sur les sentiers de la guérilla. « *Je me souviens bien quand il m'a annoncé son départ,* se rappelle Saria, soixante ans, le visage creusé par les rides, incapable d'oublier le jour où son fils s'en est allé. *Il m'a dit :* «Maman, je vais rejoindre la résistance*». Une maman n'oublie jamais un tel moment. J'avais une montre. Je la lui ai donnée. Je lui ai dit de la garder… C'était trop dur, mais j'étais obligée d'accepter son choix.* »

Le camp de Makhmour, qui compte 8 000 habitants, a donné plus de 500 de ses enfants à la cause kurde. Le dernier est mort au mois de février 2025 au cours de combats au Kurdistan irakien entre le PKK et la Turquie. Leur mémoire est célébrée dans la maison des martyrs, une pièce étouffante où les murs sont placardés de portraits. « *C'est mon fils, Dyar,* indique Saria, en désignant la photographie d'un homme aux traits juvéniles, ciblé par une frappe turque il y a deux ans. *Personne ne souhaite apprendre la mort de ses enfants. Mais parfois, il faut accepter ce sacrifice. Le mal que nous fait la Turquie est intolérable. En tant que mamans kurdes, nous sommes obligées d'accepter que nos enfants puissent mourir pour la liberté des* ***Kurdes****.* »

Le deuxième fils de Saria, Baroz, a suivi les pas de son grand frère dans les montagnes du Kurdistan. Alors pour cette mère, le processus de paix fragile qui s'amorce entre la Turquie et la guérilla kurde suscite le vain espoir de voir rentrer son garçon : « *Qui ne souhaiterait pas revoir son enfant ?,* s'exclame-t-elle. *Ocalan a appelé à la paix et je souhaite que ce processus réussisse, mais nous ne pouvons pas faire confiance à la Turquie. J'aimerais que Baroz puisse revenir, mais sans la liberté des Kurdes, ce sera trop difficile pour lui de rentrer…* »

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

« *Le PKK, c'est devenu notre identité* »

Les enfants de Makhmour sont tous nés dans l'exil, en Irak, après que leurs parents ont abandonné leurs villages ravagés par l'armée turque dans les années 1990. Le soir, au coin du feu, ils discutent de politique… « *L'appel à désarmer et dissoudre le PKK, ça ne m'a pas vraiment plu : le PKK, c'est devenu notre identité, alors c'est difficile à accepter,* confie Dilan, 25 ans. *Même si je pense qu'Ocalan a annoncé ça dans l'intérêt des Kurdes.* »

Le matin même, le camp de Makhmour était survolé par les drones turcs, de quoi susciter la méfiance de ces jeunes sympathisants du PKK : « *Est-ce que la Turquie va répondre à l'appel d'Ocalan ? Le PKK a fait le premier pas, mais la Turquie souhaite-t-elle la paix ?,* interroge Dilan. *Parce que ça n'a pas toujours été le cas, nous attendons leur réaction.* »

Pour l'heure et en dépit d'un cessez-le-feu, le bruit des armes résonne toujours au Kurdistan irakien. Tous les mercredis, les mamans de Makhmour rendent hommage aux disparus en espérant que cette paix puisse aboutir et leur rendre leurs enfants.

The New York Times

Euan Ward
March 14, 2025

Syria Has a New Temporary Constitution. Here Are the Highlights.

The declaration, signed by interim president Ahmed al-Shara, guarantees individual freedoms but gives Mr. al-Shara abundant power and keeps Islamic law as its legal foundation

Syria's new government has adopted a temporary constitution that concentrates much power in the hands of the interim president and retains Islamic law as the foundation of the legal system.

The interim president, Ahmed al-Shara, signed the constitutional declaration on Thursday following the dissolution in January of the previous constitution under the authoritarian president, Bashar al-Assad. Mr. al-Shara, who led the overthrow of Mr. al-Assad in December, had promised to form an inclusive government and he heralded this as the beginning of what he called "a new history" for the nation after decades of dictatorship and a long civil war.

The declaration guarantees "freedom of opinion, expression, information, publication and press." If upheld, this would be a dramatic departure from the draconian surveillance state under Mr. al-Assad. It also pledges to safeguard women's rights and the rights of all Syrians during a five-year transitional period, after which a permanent constitution will be adopted and elections for a president and parliament will be held.

However, some among Syria's diverse mix of ethnic and religious groups remain skeptical of the new leader's sweeping promises to create an inclusive government because of his roots as the head of an Islamist extremist rebel group.

Syria's interim president, Ahmed al-Shara, signed a temporary constitution on Thursday at the presidential palace in Damascus. Credit ... Bakr Alkasem/Agence France-Presse — Getty Images

The president's powers

The temporary constitution grants the president executive authority and the power to declare a state of emergency. The president will appoint one-third of the legislature, which will serve as an interim parliament for the transition period. The other two-thirds will be chosen by electoral commissions overseen by a committee appointed by the president.

The new constitution calls for judicial independence. But the president is solely responsible for appointing judges to Syria's new constitutional court, the body ostensibly intended to hold Mr. al-Shara accountable. The document does not grant power to any other body to approve his appointments but specifies only that judges must be impartial.

Abdul Hamid al-Awak, a member of the committee that drafted the new constitution, told a news conference on Thursday that the declaration ensured a separation of powers as opposed to the concentration of power over other branches of government in Mr. al-Assad's hands when he was in power.

But the sweeping authority that the new declaration keeps in the president's hands during the transitional period could unnerve those in Syria who are hoping for a sharp turn away from the more than five decades of dictatorship under Mr. al-Assad and his father before him.

The United Nations' special envoy for Syria, Guy Pedersen, said on Friday that he hoped the constitutional declaration "will move Syria toward restoring the rule of law and promoting an orderly inclusive transition."

Islamic law will remain legal foundation

The temporary constitution has retained a provision that stipulates Syria's president must be a Muslim, as did the old constitution. And like its precursor, the new constitution gives central importance to Islamic law. The new doc-

ument says it will be the main source of legislation, while ensuring that "freedom of belief is guaranteed."

However, all rights, including freedom of religion, may be curtailed if they are deemed to infringe on national security or public order, among other things, the constitution says.

Syria's new government is led by Sunni Muslim former rebels who fought Mr. al-Assad during the country's civil war. Since sweeping to power in Damascus, skeptics have questioned Mr. al-Shara's true beliefs.

As a rebel leader, Mr. al-Shara commanded an Islamist armed group once allied with Al Qaeda. Some question whether he has truly abandoned his former hard-line jihadist views, even though his rebel group severed ties with Al Qaeda years before he took power.

Pledges to safeguard minorities

Syria is home to a diverse range of ethnic and religious groups, and the constitution promises to protect the rights of all Syrians and shield them from discrimination. But sectarian tensions linger, and they erupted viciously last week when Assad loyalists ambushed government security forces, prompting a harsh crackdown that devolved into lethal sectarian attacks on civilians, according to the United Nations and war monitoring groups.

Those attacks appear to have been directed against the Alawite minority, an offshoot of Shiite Islam to which the Assad family belongs. They were a reminder that Mr. al-Shara is still far from having secured control over all Syrian territory, and possibly even over all forces linked to the government.

Demonstrators protested the constitutional declaration in Qamishli, Syria. Some among Syria's diverse mix of ethnic and religious groups remain skeptical of Ahmed al-Shara's sweeping promises to create an inclusive government. Credit...Orhan Qereman/Reuters

The United States and European nations have been reluctant to lift Assad-era sanctions until Syria's new leaders demonstrate that they are committed to an inclusive political process and to protecting minority rights. The lifting of those sanctions remains a crucial step to resurrecting the country's battered economy — one of the most pressing challenges for Mr. al-Shara's government.

Even though the constitution pledges to protect minority rights, it has sparked concern among at least one major ethnic minority, the Syrian Kurds.

The Syrian Democratic Council, the political wing of the Kurdish-led forces that control northeastern Syria, said the new document "reproduced authoritarianism in a new form" and criticized what it said were unchecked executive powers.

It is unclear whether Kurdish dissatisfaction with the constitution will affect an agreement reached this week between the country's new government and the Kurdish-led forces backed by the United States to incorporate them into the government's civil and military institutions.

Freedom, with some exceptions

The pledge to guarantee freedom of opinion, expression, information, publication and press" comes with some exceptions, including glorifying the Assad regime.

The constitutional declaration guarantees women's rights to education and work, adding that they will have full "social, economic and political rights."

Since his ascent to power, Mr. al-Shara has appeared keen to assuage domestic and international concerns over the role of women in the new Syria. In January, he delivered a speech using gender-sensitive language, rarely used by leaders in the region. He highlighted the role of women in the revolution, and the suffering they had experienced.

Le Monde

Philippe Jacqué
16 mars 2025

Aides à la Syrie : la communauté internationale espère mobiliser près de 6 milliards d'euros

Les principaux bailleurs de fonds du pays se retrouvent lundi à Bruxelles, pour leur conférence annuelle. Si le montant qu'ils envisagent de débloquer paraît important, il est en baisse du fait de la défection des Etats-Unis, mais également de la transition politique en Allemagne. L'UE va apporter à elle seule 2,5 milliards d'euros de soutien.

Quatre mois après la chute du régime de Bachar Al-Assad, et alors que le nouveau régime incarné par l'ancien djihadiste Ahmed Al-Charaa, désormais président par intérim, tente d'imposer sa marque sur un pays exsangue, l'Union européenne (UE) organise, lundi 17 mars, sa neuvième conférence internationale de soutien à la Syrie. Un rendez-vous anticipé de quelques mois pour tenter de faire face aux urgences humanitaires dans le pays et les pays ses voisins, qui accueillent des millions de réfugiés syriens.

Des habitations détruites et pillées par des milices de l'ancien régime, dans la région d'Idlib (Syrie), le 22 février 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Selon nos informations, l'Europe ainsi que les différents soutiens du peuple syrien, dont les pays arabes, devraient annoncer un nouvel effort financier minimum de 5,1 milliards d'euros pour la Syrie, qui pourrait atteindre lundi 6 milliards d'euros à mesure que les pays confirment leurs engagements. Dans cette enveloppe, l'Union européenne débloque quelque 2,5 milliards d'euros d'aides humanitaires et d'assistance pour le rétablissement des services fondamentaux.

Désengagement américain

Ces engagements sont plus timides que ceux promis au printemps 2024, lors de la huitième conférence, avant la chute du régime Al-Assad. La communauté internationale avait alors promis 7,5 milliards d'euros d'aides pour les Syriens, dont 6 milliards par l'Europe. Cet écart s'explique de deux façons. D'une part, les Etats-Unis, jusqu'à présent l'un des premiers donateurs de la planète en matière d'aide humanitaire, ont entrepris de se désengager de ce secteur, ce dont témoigne le démantèlement en cours de l'Usaid, leur agence de développement. S'ils seront représentés à la conférence, ils ne devraient rien promettre.

D'autre part, l'Allemagne, premier donateur européen, ne devrait pas proposer de nouvelles aides significatives, car le pays se prépare à changer de gouvernement. L'Europe n'en demeure pas moins le premier soutien financier du peuple syrien depuis 2011. L'UE et les Etats membres ont mobilisé ces quatorze dernières années quelque 37 milliards d'euros d'aides humanitaires, pour les populations syriennes, à l'intérieur et hors du pays.

L'argent promis cette année par la communauté internationale est prévu pour parer aux urgences, tant les besoins sont importants. « *Près de 17 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire* », rappelait, à la mi-janvier, lors de son premier déplacement à Damas, Hadja Lahbib, la commissaire européenne chargée de l'aide humanitaire. « *Le niveau des besoins augmente, mais les services publics ne fonctionnent plus en Syrie. Il y a une véritable dégradation* », commente un fonctionnaire européen. L'accès à la nourriture et aux services de base est extrêmement difficile. L'électricité est disponible deux heures par jour, tandis que l'accès à l'eau potable est aléatoire.

Parallèlement, le pays est à l'arrêt économiquement, avec un taux de chômage évalué à plus de 80 %, tandis que les fonctionnaires syriens ne sont plus payés depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad. Le Qatar, qui s'est engagé à prendre en charge leur salaire, ne peut les verser du fait notamment des sanctions financières toujours imposées par les Etats-Unis par le biais de la loi américaine César visant depuis 2020 les Etats et entreprises tierces commerçant avec la Syrie.

L'allégement de certaines sanctions européennes ne suffit pas encore à améliorer la situation sur place. Enfin, *« il y a un besoin important d'expertise dans les ministères,* poursuit le fonctionnaire européen. *Peut-être la diaspora syrienne installée en Europe pourra-t-elle participer à l'aide technique dans l'avenir »*.

« Nous ne devons ménager aucun effort »

Au-delà, la situation sécuritaire est encore très incertaine, et les tensions entre les différentes communautés confessionnelles encore très fortes. *« La Syrie est confrontée à des besoins et à des défis considérables, comme en témoigne tragiquement la récente vague de violence dans les régions côtières »*, rappelait, jeudi 13 mars, Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, en référence aux tueries, début mars, qui ont fait des centaines de victimes. Mme Kallas copréside la conférence avec les commissaires européennes Hadja Lahbib et Dubravka Suica, chargée de la Méditerranée.

« La conférence de Bruxelles de cette année sera un moment d'immense responsabilité : nous ne devons ménager aucun effort pour favoriser une transition inclusive qui donne à tous les Syriens une chance de reconstruire leur pays conformément à leurs aspirations », insiste Mme Kallas. *« Aujourd'hui, nous restons plus que jamais déterminés à soutenir les Syriens dans leur transition, de l'assistance au redressement,* rappelle Mme Suica. *La levée partielle des sanctions de l'UE a été un premier pas d'une importance capitale. »*

« La conférence de lundi n'est pas simplement un appel à la générosité, mais une main tendue pour construire l'avenir de la Syrie. Il s'agit aussi d'investir dans la stabilité, la sécurité et la prospérité d'un pays dont l'avenir est crucial pour une paix durable dans la région », argumente Mme Lahbib. Néanmoins, ne cesse-t-on d'insister à Bruxelles, cette conférence concerne bien l'aide d'urgence, et en rien l'aide à la reconstruction. *« Il est beaucoup trop tôt pour en parler, ce sera dans un second temps »*, assure-t-on au sein de la Commission.

Le Monde

Madjid Zerrouky
16 mars 2025

En Syrie, le cycle infernal de la vengeance : « Je me méfie des hommes issus de ma propre communauté »

Après les tueries visant la communauté alaouite, et alors que Damas a fait de la concorde sa priorité, la société syrienne peine à s'extraire des crimes du passé.

Pressentiment ou menace ? Un mois avant les tueries de masse perpétrées par des milices hors de contrôle, ciblant la minorité alaouite dont est issu le président déchu, Bachar Al-Assad, les tensions communautaires étaient déjà palpables dans cette région du littoral syrien, considérée de longue date comme le bastion de l'ancien régime. *« Si rien ne change, cela va se terminer en guerre civile, les gens de la région vont prendre les armes ! »*, avertissait avec colère un quadragénaire de confession alaouite, rencontré, début février, à Baniyas. Dans cette ville portuaire, située à 280 kilomètres au nord-ouest de Damas, cohabitent deux communautés qui ne se mélangent jamais. Les sunnites vivent dans les quartiers sud, les alaouites dans ceux du nord : environ 50 000 habitants que sépare un rond-point, entre une centrale électrique et une raffinerie de pétrole marquant les extrémités de la ville.

L'homme, *« employé dans le secteur de l'énergie »*, dénonçait alors les purges menées au sein de l'administration par les nouvelles autorités et qui, selon lui, visent exclusivement les membres de sa communauté. Il pestait contre la dissolution de l'armée d'Al-Assad, *« qui plonge dans la misère des dizaines de milliers de familles »*, les anciens militaires se trouvant privés de leur solde. Il redoutait l'instauration de la charia par les nouveaux maîtres islamistes du pays et des *« représailles massives »* contre des Syriens de confession alaouite, une branche dissidente de l'islam chiite.

Lui-même, jurait-il, n'a jamais collaboré avec les services de sécurité du président déchu, responsables de milliers de morts – principalement des sunnites – dans la région, lors de la répression du soulèvement de 2011 et dans les années de guerre civile qui ont suivi. *« La seule chose que l'on peut me reprocher*, estimait-il*, c'est de m'être tu. Mais qui n'a pas gardé le silence durant cette période ? »*
Un mois plus tard, le 6 mars, des partisans de l'ancien régime lourdement armés lançaient des attaques coordonnées contre plusieurs positions des nouvelles autorités syriennes, faisant une centaine de morts parmi les forces du gouvernement d'Ahmed Al-Charaa. A Baniyas, les assaillants ont tenté de s'emparer de la raffinerie, avant d'être repoussés. En représailles, les 7 et 8 mars, des centaines d'hommes accourus du village voisin de Baïda et de miliciens islamistes radicaux ont déferlé sur les quartiers alaouites de la ville. Une centaine de civils y ont été exécutés, dans les rues ou dans leurs maisons, selon une liste de victimes établie localement. En trois jours, dans la région côtière, des combats ont fait plus de 1 300 morts, dont au moins

800 civils, selon un bilan provisoire.

La communauté alaouite a été la cible d'un massacre sans précédent, aux allures de vengeance. Il y a douze ans, les 2 et 3 mai 2013, le village de Baïda et le quartier Ras Al-Nabaa de Baniyas, de population sunnite, avaient été pris d'assaut par l'armée de Bachar Al-Assad et les milices alaouites. Jusqu'à 400 civils y avaient été froidement assassinés, leurs corps jetés au feu, lors d'un épisode resté gravé dans les mémoires syriennes comme l'un des massacres confessionnels les plus atroces de la guerre civile.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

« Je me méfie des hommes issus de ma propre communauté »

Autre habitant alaouite, Hassan Hadoumi (le nom a été changé), lui, ne s'est jamais tu. *« Ces massacres avaient mis fin au mouvement de protestation pacifique contre le régime*, se rappelle cet homme de 65 ans. *Des personnes du quartier alaouite ont participé à la tuerie, mais d'autres ont aussi tenté de sauver des sunnites. »* Dans son appartement de Baniyas, il raconte au *Monde* sa vie d'opposant au régime d'Al-Assad. Ses convictions lui ont valu plus de dix ans d'emprisonnement et une mort sociale : des décennies d'errance en marge de sa communauté, qui l'a exclu. Un ostracisme qui s'est prolongé après la chute du président, le 8 décembre 2024.

Deux mois plus tard, il continuait d'éviter de sortir après la nuit tombée. Hassan Hadoumi ne craignait alors pas les nouveaux maîtres du pays ni leurs hommes envoyés dans la région, mais des *« anciens du régime »*. *« Je me méfie des hommes issus de ma propre communauté*, confiait-il au *Monde*. *Je sais qu'ils ne pardonneront jamais ma trahison, pas plus hier qu'aujourd'hui. »* A cette époque, au début de février, les portraits de Bachar Al-Assad ornant chaque étage de la cage d'escalier de son immeuble avaient été décrochés par ses voisins. La plupart d'entre eux ont été tués lors de l'assaut du 7 mars.

Au début des années 1980, alors étudiant en géographie à Damas, et à l'instar de nombreux jeunes issus des minorités du pays, Hassan Hadoumi avait été influencé par les idées de gauche, tandis que beaucoup de ses camarades de classe sunnites se rapprochaient de la confrérie des Frères musulmans, qui menait alors une opposition armée contre le pouvoir. L'étudiant avait rejoint un mouvement communiste dissident. *« Les alaouites, comme les chrétiens et les autres minorités, étaient surreprésentés dans les mouvements de gauche*, rappelle-t-il. *Notre génération a rejoint ce courant politique parce qu'il rompait avec les clivages confessionnels et se concentrait sur les inégalités sociales. Et mon père n'était qu'un simple paysan. »*

En 1981, il est arrêté à Tartous, à 40 kilomètres au sud de Baniyas, par la sûreté générale. Il a alors 21 ans. Il est torturé, ses deux frères et sa sœur sont détenus à leur tour, le temps qu'il « avoue » ses activités politiques : *« J'ai ensuite été envoyé dans l'aile des prisonniers politiques à la prison centrale de Tartous – une chance. Les militaires* [accusés de dissidence] *et les islamistes étaient expédiés à Saydnaya, ou* [dans le complexe de Tadmor] *à Palmyre – des mouroirs ! »* Hassan Hadoumi va y passer dix ans, sans jugement, emprisonné sur le seul fondement de la loi sur l'état d'urgence. Il échappe de justesse à la mort, en juillet 1983, lors de la répression sanglante d'un mouvement des prisonniers de la prison de Tartous protestant contre leurs conditions de détention. *« Ils m'ont torturé sans interruption pendant douze heures »*, affirme-t-il.

Puis, en 1991, *« un officier de la sûreté politique* [lui] *explique qu'*[il] *avai*[t] *fait des bêtises, mais qu'*[il] *étai*[t] *pardonné »*. Hassan Hadoumi est libre de rentrer chez lui, mais avec l'interdiction de travailler dans l'administration ou dans les entreprises étatiques. Il enchaîne alors les petits boulots, tout en étant convoqué, chaque mois, par les services de sécurité. *« Je pouvais compter sur une main le nombre de gens qui m'adressaient la parole,* se remémore-t-il. *Contrairement aux prisonniers d'autres communautés, nous* [les alaouites] *ne pouvions espérer aucune solidarité de la part de la nôtre. Condamné à être enfermé dans la peur, j'étais un pestiféré. »*

Baniyas est l'une des premières villes à rejoindre le mouvement de contestation syrien, né le 15 mars 2011, à l'autre bout du pays. Hassan Hadoumi rejoint naturellement les rangs des manifestants qui se concentrent alors dans les quartiers sunnites du sud de la ville, qualifiés de *« centre du terrorisme salafiste »* par le régime. Bientôt, les chars encerclent Baniyas, mais ce sont ses propres voisins qui font irruption, chez lui, en avril, le brutalisent et vandalisent son appartement.

Arrêté en mai 2012, lors de l'assaut des forces de sécurité et des milices du régime contre les quartiers rebelles, il est relâché, puis interpellé de nouveau au mois de décembre de la même année. Torturé dans les locaux des services de sécurité de Tartous, il passe un mois dans la prison de la ville – celle-là même où il avait déjà passé dix ans. *« Qu'un alaouite soit opposant, ça me dégoûte ! »*, lui crache au visage un officier. *« Mon grand-oncle avait rejoint l'armée française en 1946, l'année de l'indépendance de la Syrie et pendant que les Français occupaient le pays*, dit avec un sourire amer Hassan Hadoumi, en évoquant l'histoire de la région. *Déjà, à l'époque, les alaouites fai-*

saient les mauvais choix, pressés par la misère. »

« Il fallait bien nourrir ma famille »

Wissam Amar, 40 ans, pense avoir fait le mauvais choix quand il s'est engagé volontairement dans l'armée, en 2003, où il a fait carrière jusqu'au grade de capitaine. *« Il n'y a pas de travail dans les régions alaouites, et il fallait bien nourrir ma famille, c'est avant tout la pauvreté qui m'a poussé à signer »*, explique-t-il, avant d'admettre qu'il a aussi cédé au *« prestige de l'uniforme, avec le sentiment d'être utile à la défense de* [s]*on pays »*. Il est l'un des rares officiers alaouites à avoir déserté à deux reprises, pendant la guerre civile, ce qui lui a valu un an d'emprisonnement à Saydnaya, l'« abattoir humain » du régime d'Al-Assad.

Lors du soulèvement de 2011, son unité, la 17e division, avait été déployée près de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie. *« Coincés entre les manifestants et les services de sécurité qui ouvraient le feu sur les rassemblements, nous étions dans une situation intenable*, se rappelle-t-il. *Et on nous a rapidement demandé de protéger les services de sécurité. »* Au sein de la troupe, les refus d'obéir se multiplient. La répression des mutineries est féroce. Alors que les manifestations virent à la lutte armée contre le régime et que les groupes islamistes gagnent en puissance, les officiers, assure Wissam Amar, sont encouragés par leurs supérieurs à *« tenir de fausses embuscades »*, tuant leurs propres hommes pour terroriser les appelés du contingent.

Le régime a aussi besoin de « martyrs » pour mobiliser la communauté alaouite. *« On m'a demandé de prendre cinq soldats et de les tuer, j'ai refusé »*, raconte-t-il. Début 2013, il passe quatre-vingt-dix jours dans une prison militaire pour refus d'obéissance et atteinte au moral de l'armée. *« Au cours de cette période, les réservistes alaouites étaient rappelés à grande échelle, alors que les sunnites désertaient en masse*, explique-t-il. *Les rappelés étaient payés 10 dollars* [9,20 euros] *par mois. Il n'y avait rien à manger, il fallait donc se servir sur la bête en pillant les régions que nous occupions ou libérions – des régions sunnites… C'était une politique organisée par le régime. »*

L'attaque chimique au gaz sarin, perpétrée par le régime contre les populations civiles de la Ghouta, dans les faubourgs de Damas, le 21 août 2013, le convainc de déserter. L'officier se cache dans un village de la montagne alaouite surplombant la côte méditerranéenne. Arrêté, il est *« pardonné car alaouite »*, à condition qu'il réintègre l'armée. *« Je me suis retrouvé au sein de la même unité, au même endroit »*, poursuit Wissam Amar.

L'Est syrien tombe peu à peu sous la coupe de l'organisation Etat islamique (EI), qui s'empare des quartiers orientaux de Deir ez-Zor, dès 2014. *« Nous avons aidé l'EI dans sa guerre contre l'Armée syrienne libre* [antirégime], *par exemple en laissant passer les convois djihadistes qui attaquaient les factions rebelles »*, souligne-t-il. La collaboration ne s'arrête pas là : l'armée d'Al-Assad et l'EI tiennent ensemble un barrage, grâce auquel tous deux se livrent au trafic d'essence et rançonnent les habitants. *« Une centaine de soldats et d'officiers ont été fusillés pour avoir refusé de servir sur ce barrage,* affirme-t-il, *c'est-à-dire l'effectif d'une compagnie. »*

Début 2015, il déserte de nouveau et prend le maquis, une fois encore dans sa région d'origine, près du littoral méditerranéen. *« En tant qu'alaouite, je ne pouvais pas prendre le risque de rejoindre la Turquie, comme mes camarades déserteurs sunnites*, explique-t-il. *Les réseaux de passeurs étaient contrôlés par des islamistes radicaux, ils m'auraient égorgé. »* Repris au bout de deux ans, il est cette fois envoyé dans l'aile militaire de Saydnaya, où il est *« atrocement torturé »*. Circonstance aggravante, il est considéré comme un traître.

Un juge du tribunal de Midane, à Damas, où Wissam Amar a été déféré, réclame 15 000 dollars, en échange de sa clémence, à l'épouse de ce dernier. Wissam Amar sort en 2018, après avoir passé un an derrière les barreaux. *« Il y avait des centaines de soldats alaouites emprisonnés à Saydnaya*, témoigne-t-il, *mais c'est une histoire qui a été enfouie… »* En février, un mois avant les massacres commis contre la communauté alaouite par les factions islamistes à Baniyas et dans la région côtière, Wissam Amar ne cachait pas son malaise. *« J'ai sauté de joie lors de la chute de Bachar Al-Assad, mais, aujourd'hui, je suis inquiet*, disait-il. *Mon rêve est de reprendre mon poste militaire, mais il est hors de question de rejoindre une nouvelle armée qui est un conglomérat de factions islamistes. »*

« Je n'en peux plus du discours victimaire des alaouites »

Les monts enneigés de Rankous forment un rempart naturel entre la plaine damascène et la Bekaa libanaise, ce bastion historique du Hezbollah dont les combattants ont longtemps permis la survie politique de Bachar Al-Assad. La surveillance de cette frontière est aujourd'hui assurée par une ancienne brigade rebelle de la Ghouta. La question de la communauté alaouite, en particulier la question de la réintégration de certains membres de celle-ci au sein de la nouvelle armée, crispe aussitôt les hommes en uniforme. Eux n'ont jamais entendu parler du capitaine Amar, emprisonné et torturé pour avoir osé déserter.

En revanche, tous ont en mémoire les années de siège, les bombardements, dont les attaques chimiques. Tous se souviennent de leurs frères d'armes morts au combat et des centaines de milliers de civils condamnés à la mort, à la famine ou à l'exil. Or, c'est un fait, les alaouites ont outrageusement dominé au sein des appareils militaires et sécuritaires, dont la mission ne consistait plus qu'à défendre le clan Al-Assad.

« Je n'ai rien contre les petits paysans, rien contre les habitants ordinaires des quartiers de Damas, mais, après toutes ces années de massacres commis par [Al-Assad], *je n'en peux plus du discours victimaire des alaouites, quand la plupart d'entre eux ont soutenu ce régime ! »*, s'exclamait un officier, lui aussi rencontré, en février, dans la région de Rankous. *Y a-t-il une figure alaouite qui a présenté des excuses ? Non. Nous ne leur demandons pas grand-chose : mais même des excuses, ils en sont pour l'instant incapables. »* Un autre officier tempérait alors les mots de son camarade : *« Il faut bien sûr construire une nouvelle armée nationale, sous l'autorité de l'Etat et sous le contrôle du ministère de la défense, en y incluant tous les enfants de la Syrie. C'est la condition sine qua non pour le retour de la sécurité dans le pays, et pour bâtir un Etat de droit. La nouvelle armée ne peut pas être un ensemble d'anciennes factions rebelles. »*

C'est précisément l'une de ces factions qui inquiète les habitants du centre de la Syrie, à l'est de la ville de Hama. Dans cette région, mosaïque confessionnelle composée de sunnites, d'alaouites et d'ismaéliens, ce n'est pas Hayat

Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe dont est issu le président de transition, Ahmed Al-Charaa, qui contrôle militairement la région. Pour consolider son pouvoir à Damas, le nouvel homme fort syrien a dû élargir ses troupes à d'autres factions de l'ancienne rébellion, coupables, elles aussi, de crimes pendant la guerre.

Parmi elles figure, par exemple, la brigade Sultan Souleiman Chah, accusée de nombreuses exactions dans les régions kurdes du nord du pays. Le chef de celle-ci, Mohammed Al-Jassem, dit « Abou Amcha », a été placé sous sanctions américaines. Originaire d'un village de la campagne de Hama, c'est lui qui a été désigné commandant militaire régional par le nouveau pouvoir. Alors que HTC a fait une priorité de l'interdiction de la détention et de la circulation des armes, pour rétablir un semblant de paix civile, la brigade d'Abou Amcha est accusée d'en distribuer à des tribus bédouines des environs de Hama, pour intimider les populations alaouites et ismaéliennes de la région.

« Il faut des institutions judiciaires indépendantes »

Dans le village d'Al-Sabboura, situé dans l'est de la province de Hama, en bordure du désert, Tawfik Omran et Karim Akkari, anciens détenus politiques cumulant à eux deux trente ans de prison, du temps de la présidence d'Hafez Al-Assad (1971-2000), officient comme conseillers municipaux. Militants de gauche de la première heure, les deux sexagénaires ont vite retrouvé leurs anciens réflexes. Sitôt le régime tombé, en décembre 2024, ils ont organisé une élection municipale – une exception dans le secteur, selon eux.

Le nouveau conseil élu reflète bien la diversité locale. Les onze membres de celui-ci – dont deux femmes – comprennent des alaouites, des Bédouins sunnites et un imam. Malgré leur initiative couronnée de succès, Tawfik Omran et Karim Akkari sont anxieux. Les deux hommes, qui reçoivent dans une maison sombre et rongée d'humidité, disent entretenir d'excellentes relations avec HTC, qui leur délègue de fait la gestion des affaires du village. Mais ils s'inquiètent de l'instrumentalisation des Bédouins de la région. Ces derniers, aujourd'hui sédentarisés, ont été les principales victimes de la guerre civile dans la région.

« Un jour, quatorze Bédouins ont été tués lors d'une exécution publique avant d'être jetés dans un puits, racontent les deux anciens militants. *Les oliviers et les champs de 2 000 Bédouins ont été incendiés, leurs biens saisis et leur cheptel tué. Ils ont été expulsés de force vers les zones rebelles du nord du pays, par les services de sécurité et des miliciens d'Al-Sabboura qui, depuis, ont pris la fuite. » « Récemment, des représentants bédouins sont venus nous demander la liste des habitants du village qui avaient collaboré avec le régime*, ajoutent-ils. *Mais ce n'est pas comme ça qu'il faut procéder : il faut bâtir un Etat de droit et des institutions judiciaires indépendantes pour poursuivre les criminels. On ne peut pas aller de l'avant en s'échangeant des listes de supposés tueurs. »*

La faim, qui tenaille les ventres de la plupart des habitants de la région ravagée par la misère, exacerbe les tensions et le ressentiment. *« Ici, la guerre est allée au-delà d'un conflit entre le régime et l'opposition,* déplore un habitant. *Dans les campagnes des provinces de Hama et de Homs, les gens se sont parfois entretués entre villages, pour des raisons confessionnelles. »*

« Cinquante ans de dictature »

Le raidissement d'une partie des Syriens sur la question des responsabilités des massacres pendant la guerre inquiète aussi les défenseurs des droits humains. *« La protection et l'inclusion des minorités confessionnelles dans la construction d'un nouvel Etat ne doivent pas, médiatiquement, occulter le fait que c'est la majorité de la population, pauvre et sunnite, qui a été victime des plus de cinquante ans de dictature*, alerte une militante, à Damas. *C'est elle qui, pendant la guerre, compte des centaines de milliers de morts, de disparus et des millions d'exilés. »* Pour cette Syrienne, qui souhaite conserver l'anonymat sur ce sujet sensible, *« la seule façon d'éviter l'écueil d'un affrontement des traumatismes et d'une confessionnalisation de la mémoire est la mise en place rapide d'une justice de transition, chargée de poursuivre les auteurs des crimes, de manière publique et transparente ».*

Les nouvelles autorités ont déjà établi des centres destinés aux militaires, policiers et fonctionnaires ayant servi sous Bachar Al-Assad, afin qu'ils remettent leurs armes et entament des procédures de régularisation, pour que ceux qui n'ont pas de *« sang sur les mains »* évitent des poursuites judiciaires. Il n'existe pas de chiffres officiels sur le nombre de personnes régularisées, le ministère de l'intérieur se bornant à déclarer que les individus non coupables de crimes ont reçu une carte d'identité temporaire, valable trois mois, garantissant leur protection. Mais l'opacité de la procédure crée des tensions.

Le retour d'anciens miliciens du régime, d'abord adoubés par le nouveau gouvernement, a provoqué la fureur des habitants sunnites de Tadamone, un quartier du sud de la capitale, où vivent aussi une forte minorité alaouite, des Turkmènes et des Druzes du Golan expulsés par Israël, lors de la guerre des Six-Jours. En avril 2013, au moins 288 civils y avaient été sommairement exécutés, au bord d'une fosse, en plein jour, par des hommes en uniforme qui riaient tout en filmant leur crime.

La réapparition de l'un d'entre eux, Fadi Saqr, ancien patron des forces de défense nationale du secteur, escorté par des responsables de la sécurité de HTC, a fait souffler un vent de vengeance. Pris à partie par des centaines d'habitants, le 7 février, l'ex-milicien s'est retrouvé encerclé dans une maison où il s'était réfugié. Fadi Saqr a dû être exfiltré par les forces du nouveau régime.

« Comment quelqu'un impliqué dans de tels crimes peut-il se promener en toute impunité dans le quartier et avec l'assentiment de responsables sécuritaires de HTC ? », s'insurgeait un militant de Tadamone, qualifiant la situation d'*« invraisemblable et incompréhensible »*. La piste d'un arrangement entre criminels du régime déchu et nouveau gouvernement, lequel voudrait endiguer la vague de violence communautaire actuelle, voire utiliser d'anciens officiers de sécurité de Bachar Al-Assad pour traquer de « gros poissons », lui paraît plausible.

En revanche, le recours à d'anciens miliciens pour maintenir l'ordre dans les quartiers lui paraît *« contre-productif »*. *« Cela rend fous les proches des victimes, pour qui c'est une véritable humiliation,* dit-il, indigné. *Ils pourraient alors être tentés de se faire justice eux-mêmes, en ciblant les familles des bourreaux présumés. »* Cette démarche ne rend pas non plus service aux alaouites, qui voient revenir des hommes ayant régi leurs vies et les ont associés à leurs crimes, les exposant toujours plus à de sanglantes représailles.

Le Monde
AFP
17 mars 2025

En Syrie, les Kurdes annoncent la mort de neuf personnes dans des frappes aériennes attribuées à la Turquie

Les bombardements ont visé la région de Kobané, dans le nord-est de la Syrie. Ankara accuse les Forces démocratiques syriennes, au pouvoir dans cette région, d'être liées aux séparatistes du PKK.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde qui contrôle des territoires dans le nord-est syrien, ont annoncé, dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 mars, la mort de neuf personnes dans des bombardements attribués à la Turquie.

« Un appareil de [l'occupant] *turc a bombardé une famille d'agriculteurs* (…) *dans les dernières heures de dimanche »*, ont annoncé les FDS sur Telegram, précisant que les frappes avaient visé *« une zone entre les villages de Qomji et de Barkh Botan »* au sud de la ville de Kobané. Au total, *« neuf civils ont été tués et deux blessés »*, selon les FDS.

Les FDS, soutenus par les Etats-Unis, ont joué un rôle-clé dans la lutte contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), mais sont dans le collimateur d'Ankara qu'ils accusent d'avoir multiplié les attaques depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad en décembre.

Des Kurdes syriens manifestent en l'honneur du leader du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan, après qu'il a appelé les militants à déposer les armes, à Hassaké, en Syrie, le 27 février 2025. ORHAN QEREMAN / REUTERS

Un accord entre les Kurdes et les nouvelles autorités syriennes

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), la principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes du PKK. Cherchant à unifier la Syrie après plus de treize années de guerre civile, la nouvelle coalition au pouvoir, menée par le groupe islamiste sunnite Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), a annoncé le 11 mars un accord avec les FDS pour intégrer au sein de l'Etat les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde en Syrie.

Le PKK a par ailleurs annoncé fin février un cessez-le-feu dans ses opérations contre les forces turques, mais Ankara a exigé la semaine dernière que l'organisation et les groupes affiliés déposent les armes *« immédiatement et sans condition »*.

RÛDAW

March 17, 2025

DEM Party, MHP meet to discuss Turkey-PKK peace process

ERBIL, Kurdistan Region - A delegation from Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) met with the Nationalist Movement Party (MHP) on Monday to discuss jailed Kurdistan Workers› Party (PKK) leader Abdullah Ocalan's call for disarmament and efforts for a peace process.

Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) (left) during a meeting with the Nationalist Movement Party (MHP) (right) on March 17, 2025. Photo: DEM Party

"Today, we held a meeting with the Nationalist Movement Party [MHP] regarding the call made by Mr. Abdullah Ocalan and the evolving process. We will share our detailed statement with you, the esteemed members of the press, later today after we have completed all our meetings," DEM Party co-chair Tulay Hatimogullari told reporters.

In February, jailed PKK leader Abdullah Ocalan called on the group he founded to lay down arms and dissolve itself after more than four decades of war with Turkey. His statement was issued amid renewed peace efforts to end a conflict that broke out in 1984, spilled over international borders, and claimed the lives of tens of thousands of people.

The PKK said it accepted Ocalan's call for peace and declared a unilateral ceasefire, but on Saturday it accused Turkey of continuing to carry out attacks. Hatimogullari added that MHP leader Devlet Bahceli, who initiated the peace talks between Ankara and the PKK, was unable to join the meeting due to health conditions, and wished him a speedy recovery.

The MHP leader, who is known for his nationalist remarks and is Erdogan's main ally in government, also stressed that the PKK must dissolve unconditionally.

Semih Yalcin, MHP deputy chairman and lawmaker for Istanbul, hailed the meeting as a "very useful" one.

On Saturday, DEM Party lawmaker Pervin Buldan said in an interview with Turkish Haber Medya that they will meet with President Recep Tayyip Erdogan after the Eid holiday at the end of March. She said they would expect concrete steps from the government.

Founded in 1978, the PKK initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now calls for autonomy. The group is designated a terrorist organization by Turkey and its Western allies.

LE FIGARO

18 mars 2025

Syrie: les Kurdes font état de neuf morts dans des frappes turques

Selon les Forces démocratiques syriennes, un appareil turc aurait bombardé une famille d'agriculteurs dimanche soir. Au total, «neuf civils ont été tués et deux blessés».

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde qui contrôle des territoires dans le nord-est syrien, ont annoncé dans la nuit de dimanche à lundi la mort de neuf personnes dans des frappes aériennes imputées à la Turquie.

«*Un appareil de (l'occupant) turc a bombardé une famille d'agriculteurs (...) dans les dernières heures de dimanche*», ont annoncé les FDS sur Telegram, précisant que les frappes avaient visé «*une zone entre les villages de Qomji et Barkh Botan*» au sud de la ville de Kobané. Au total, «*neuf civils ont été tués et deux blessés*», selon les FDS.

Les FDS, soutenus par les États-Unis, ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste État islamique mais sont dans le collimateur d'Ankara qu'ils accusent d'avoir multiplié les attaques depuis la chute du régime de Bachar al-Assad en décembre. La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes du PKK.

Cherchant à unifier la Syrie après plus de 13 années de guerre civile, la nouvelle coalition au pouvoir, menée par le groupe islamiste sunnite Hayat Tahrir al-Cham (HTS), a annoncé le 11 mars un accord avec les FDS pour intégrer au sein de l›Etat les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde en Syrie.

Le PKK a par ailleurs annoncé le 1er mars un cessez-le-feu dans ses opérations contre les forces turques, mais Ankara a exigé la semaine dernière que l'organisation et les groupes affiliés déposent les armes «*immédiatement et sans condition*».

rfi

Lucas Lazo
18 mars 2025

La Turquie, soupçonnée de crimes de guerre, continue de bombarder la Syrie

Au nord-est de la Syrie, la Turquie poursuit ses bombardements sur les territoires administrés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition dominée par les Kurdes. Une famille d'agriculteurs a été tuée dans la nuit de dimanche à lundi 17 mars dans une escalade dénoncée par les autorités kurdes, qui appellent la communauté internationale à mettre un terme à ces crimes de guerre.

Ce lundi 17 mars, à l'aube, deux parents et leurs sept enfants ont perdu la vie dans un bombardement imputé à la Turquie sur les terres agricoles qui bordent la ville kurde de Kobané, au nord de la Syrie.

La Turquie cible régulièrement ce territoire autonome kurde qu'elle accuse d'accueillir des membres de la guérilla du Parti des travailleurs du **Kurdistan**. Cette pression militaire a cependant décuplé depuis la chute du régime de Bachar el-Assad : les forces kurdes font désormais face à une offensive terrestre de mercenaires, appuyés dans leurs efforts par l'aviation turque.

65 civils morts depuis le 8 décembre

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 65 civils sont morts au cours de ces attaques depuis le 8 décembre 2024. Les autorités kurdes ont donc appelé ce lundi à la formation d'une enquête internationale pour obliger la Turquie à faire face à ses responsabilités et mettre un terme à ses agissements en **Syrie**.

L'ONG Human Rights Watch a par ailleurs déjà identifié des crimes de guerre potentiellement attribuables aux milices pro turques. Une semaine après la signature d'un accord historique entre le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa et les autorités kurdes, un compromis trouvé le 10 mars dernier, l'escalade militaire turque est un obstacle à l'unité syrienne.

Le Monde

Hélène Sallon
18 mars 2025

Au Liban et en Syrie, Israël poursuit sa guerre d'usure

L'aviation de l'Etat hébreu bombarde des sites liés au Hezbollah pour l'empêcher de reconstituer son arsenal et accuse le Jihad islamique palestinien de préparer des attaques depuis la Syrie.

Parallèlement à la reprise de ses opérations dans la bande de Gaza, qui a fait voler en éclats la trêve fragile signée avec le Hamas le 19 janvier, Israël poursuit une guerre d'usure à ses frontières septentrionales contre le Hezbollah libanais, allié du mouvement islamiste palestinien, ainsi que contre le nouveau pouvoir syrien, érigé en *« menace contre l'Etat d'Israël »*. Devenus la cible de bombardements réguliers de l'aviation israélienne, le Liban et la Syrie ont essuyé, lundi 17 mars, de nouvelles frappes meurtrières.

Un secouriste de la Croix-Rouge se dirige vers une voiture en feu après qu'elle ait été touchée par une frappe israélienne dans le village de Burj Al-Muluk, dans le sud du Liban, le 15 mars 2025. RABIH DAHER / AFP

En dépit de l'accord de trêve signé avec le Liban le 27 novembre 2024, qui a mis fin à plus d'un an d'hostilités entre l'Etat hébreu et le Hezbollah, l'armée israélienne mène des frappes quasi quotidiennes contre des positions du parti chiite. Elle veut empêcher le Hezbollah, qui avait ouvert contre Israël un front en soutien au Hamas dans la bande de Gaza le 8 octobre 2023, de reconstituer son arsenal militaire et de se redéployer au Liban sud.

Lundi, une personne a été tuée et trois autres blessées dans un *« raid de l'ennemi israélien »* à Yohmor, au Liban sud, a affirmé le ministère de la santé libanais. L'armée israélienne a indiqué avoir mené une frappe sur deux membres du Hezbollah *« qui servaient d'agents d'observation et dirigeaient des activités terroristes »* dans cette région.

Des opérations sur plusieurs fronts

En Syrie, l'armée israélienne poursuit ses opérations sur plusieurs fronts, en dépit du retrait du Hezbollah après la chute de son allié Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. Jeudi 13 mars, elle a mené une frappe contre un bâtiment du Jihad islamique palestinien dans le quartier de Doumar, dans le nord-ouest de Damas, faisant des morts et des blessés, selon le groupe armé palestinien. L'Etat hébreu a accusé le Jihad islamique de préparer des attaques depuis la Syrie, bien que le président de transition, Ahmed Al-Charaa, insiste pour ne pas impliquer la Syrie dans un conflit avec Israël.

L'arrivée au pouvoir à Damas de l'ancien chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir Al-Cham, classée organisation terroriste par les Occidentaux, est vue comme une menace pour Israël. Depuis la chute de Bachar Al-Assad, l'Etat hébreu a envoyé des troupes dans une zone tampon démilitarisée du plateau du Golan, dans le sud-ouest de la Syrie, qu'elle occupe depuis 1967, et a annexé en 1981.

Depuis, l'armée israélienne a mené des centaines de frappes sur des sites militaires en Syrie, affirmant vouloir empêcher que l'arsenal du pouvoir déchu ne tombe entre les mains des nouvelles autorités considérées comme des *« djihadistes »*. Le 23 février, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a exigé *« la démilitarisation totale du sud de la Syrie, y compris les provinces de Kuneitra, Deraa, et Souweïda »*.

Lundi 17 mars au soir, l'armée israélienne a annoncé avoir mené des frappes contre des *« centres de commandement et des sites militaires contenant des armes et des véhicules de l'ancien régime syrien »* dans le sud de la Syrie. L'attaque, qui a visé un site militaire utilisé par la nouvelle armée syrienne près de la ville de Deraa, a fait trois morts, selon l'agence officielle syrienne SANA. Il y a quelques jours, des chasseurs israéliens avaient déjà mené plusieurs attaques sur d'anciennes casernes et postes de l'armée syrienne à Deraa.

Le Monde

Eliott Brachet
18 mars 2025

Reportage I En Syrie, dans les ruines de l'économie, l'industrie textile alépine voudrait renaître

ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Sur les plus de 60 000 entreprises du secteur, autrefois l'un des plus productifs de Syrie et fierté de la ville, seules 10 % sont encore actives. Les autres ont été victimes de la guerre et du racket des représentants du régime Al-Assad.

Dans une clameur métallique, de grandes araignées d'acier tissent leurs toiles. Sous les hangars de l'usine El-Entabbi, les machines tournent à plein régime. *« On n'a jamais cessé de produire, même pendant la guerre. Beaucoup de tisserands d'Alep ont dû se relocaliser dans les sous-sols »*, raconte le patron des lieux, Hassan El-Entabbi, qui a hérité de la filature familiale fondée en 1992 dans la capitale économique de la Syrie.

Son entreprise fait pourtant presque figure d'exception. Autrefois fierté de la ville et l'un des secteurs les plus productifs de Syrie, l'industrie textile alépine n'est plus que l'ombre d'elle-même. A quelques encablures au nord-est d'Alep, la ville de Cheikh Najjar est à l'image de la lente décrépitude de l'économie syrienne. Construite au début des années 2000 par le régime de Bachar Al-Assad, cette immense zone industrielle était censée abriter les fleurons du pays, elle est désormais une enfilade d'entrepôts aux fenêtres explosées ou aux toits de tôle soufflés.

« La guerre a mis fin à la nahda [renaissance] *du textile »*, déplore Hassan El-Entabbi, un brin nostalgique. Sur les plus de 60 000 entreprises du secteur recensées par la chambre de commerce d'Alep, seules 10 % sont encore actives. A Cheikh Najjar, la moitié des usines ont mis la clé sous la porte ou ont été endommagées par les combats entre l'armée du régime et les groupes rebelles. *« On a mangé des roquettes tirées par les deux côtés »*, confie le directeur.

D'un coup sec, le brouhaha mécanique s'arrête. Le silence se fait sous les hauts plafonds, bientôt brisé par les éclats de voix de la vingtaine d'employés désœuvrés qui désertent leur poste. L'alimentation électrique vient de sauter. *« C'est presque tous les jours. Souvent ça coupe quelques heures, parfois une journée entière »*, déplore le chef d'entreprise. La centrale censée approvisionner la zone industrielle n'a pas été rénovée depuis plus d'une décennie. Surtout, les travailleurs accusent les hommes du 4e régiment de l'armée de Bachar Al-Assad d'en avoir volé les fils de cuivre, remplacés par de l'aluminium.

« Ils nous dépouillaient de la tête aux pieds »

« Sous Al-Assad, dès que ton usine grandissait, ses sbires venaient te rendre visite pour t'extorquer de l'argent. C'était une mafia. Ils nous dépouillaient de la tête aux pieds, des centaines de milliers de dollars par an ! », dénonce le patron. Si tout le monde ici s'accommode du changement de régime, on oscille entre soulagement, espoirs de reprise mais aussi craintes face aux multiples défis qui attendent les nouvelles autorités pour relever une économie en ruine.

« Aujourd'hui, on a un vrai problème d'infrastructure. L'électricité est bien trop chère. Tout ce qu'on gagne, on le dépense en facture. On paye 25 cents [soit 23 centimes d'euros] *le kilowattheure, c'est plus qu'à Paris ! Et tout cela se répercute dans nos prix. Nous ne sommes plus compétitifs »*, rouspète Hassan El-Entabbi alors qu'une sirène retentit. Le courant est revenu aussi vite qu'il est parti. Les métiers à tisser reprennent leur concert et les ouvriers retournent à leur chorégraphie.

Sous les aiguilles des machines à coudre, des blouses blanches d'infirmiers prennent forment fil après fil. *« Du polyester »*, précise Hassan El-Entabbi. Les matières de synthèse remplacent de plus en plus souvent le coton. Dans la campagne d'Alep ou sur les plaines de l'actuel Rojava, la production de l'or blanc en Syrie a été divisée par dix en quatorze ans. Troisième exportateur mondial de coton bio avant la guerre, la Syrie importe désormais ses flocons blancs d'Inde ou d'Ouzbékistan.

« Le pays est malade. L'économie en ruines. Elle a besoin de soins palliatifs. Mais la guérison sera longue », prévient Louay Touman, trésorier de la chambre de commerce d'Alep logée au premier étage d'une tour de béton roussie par la guerre. De sa voix d'outre-tombe, il évoque le passé glorieux de la ville, étape essentielle sur la Route de la soie et l'une des capitales mondiales du textile.

« L'industrie textile syrienne représentait plus de 150 milliards de dollars [137 milliards d'euros] *avant 2011 et nos tissus étaient exportés vers le monde entier, surtout en Europe et dans le Golfe. Au plus fort de la guerre, les recettes sont descendues en deçà des 11 milliards de dollars et ont à peine connu une légère reprise ces dernières années, avec environ 22 milliards de dollars en 2024 »*, détaille le businessman, lui-même producteur de tissu, qui reçoit dans un salon

orné de bois finement ciselé et où le portrait d'Al-Assad accroché au mur a été tailladé.

« La Turquie déstocke chez nous »

« Tout n'est pas perdu. Nous disposons à Alep d'un savoir-faire inégalable et d'une main-d'œuvre solide et disciplinée qui connaît le métier depuis des générations et pourrait reprendre le travail rapidement », tempère Louay Touman en lissant ses cheveux gominés. Devant l'agroalimentaire et l'industrie chimique, le textile alépin représente toujours plus de 75 % de la production de la ville et continue d'employer près de 300 000 travailleurs.

A partir de 2011, de nombreux chefs d'entreprise du secteur se sont relocalisés en Turquie, emportant avec eux main-d'œuvre et machines à tisser jusque dans les ateliers d'Istanbul ou dans les usines de Gaziantep. Ironie de l'histoire, Alep, dont les tissus étaient autrefois prisés par la clientèle turque, est aujourd'hui inondée de marchandises confectionnées chez son voisin. Selon l'Assemblée des exportateurs turcs, la Turquie a augmenté ses exportations vers la Syrie de 32,7 % au cours des premiers mois de 2025.

« C'est un vrai problème depuis la chute du régime d'Al-Assad. Après des années de blocus, les importations ont saturé le marché. La Turquie déstocke chez nous des produits de mauvaise qualité. Pour la plupart des gens, c'est une aubaine car le pouvoir d'achat est au plus bas mais ces marchandises font beaucoup de mal à l'industrie et à la production syrienne », s'inquiète Mahmoud Yehya, directeur de l'usine El-Barjakli, filiale de la marque Bibtex.

A la suite de l'unification des droits de douane décidée par les autorités de transition, les produits d'importation, turcs mais aussi chinois et autres sont taxés au minimum et vendus à des prix imbattables sur les étals syriens. *« Nous ne pouvons pas faire concurrence pour le moment. L'ouverture de l'économie, sa libéralisation, ces importations libres, sans aucun contrôle, risquent d'affecter la production locale. Il faut que les autorités mettent en place des mesures de contrôle et de protection »*, préconise Mahmoud Yehya.

Poids des sanctions internationales

En 2010, l'usine El-Barjakli employait près de 1 000 salariés contre une quarantaine aujourd'hui. La firme fabriquait 18 tonnes de tissu par jour, exporté à 100 % vers l'Europe ou le Golfe. Désormais, la production a été réduite de moitié et les exportations à néant. *« Avec la guerre et l'effondrement de la Syrie, des pays comme la Turquie ou l'Egypte ont pris les devants sur le marché. On est extrêmement déterminés à retrouver notre place. Dans le domaine de la qualité, personne ne peut égaler Alep, c'est notre force »*, s'enorgueillit l'homme d'affaires qui glisse avec une fierté non dissimulée que son entreprise a fourni les tissus pour le palais du roi de Suède ou qu'elle a confectionné les écharpes d'un défilé Dior organisé il y a peu sous les pyramides d'Egypte.

C'est le paradoxe de la libération pour ces industriels. Après des décennies d'une économie étatisée, strictement contrôlée par le parti Baas, l'ouverture de l'économie, sa libéralisation, entreprise par les nouvelles autorités de transition, pourrait bien asphyxier le secteur industriel syrien, déjà très affaibli par la guerre. *« Nous restons optimistes. Avec la réouverture du pays, des opportunités vont se présenter. Mais, pour que l'activité reparte, il faut des infrastructures et un contrôle de l'Etat pour protéger le secteur. Si on continue de laisser affluer des produits aussi bon marché, on va tuer notre industrie »*, s'alarme Ahmad Firas Niyazi, un autre industriel de la ville qui a délaissé le textile pour l'industrie plastique.

Autre épée de Damoclès pour ces producteurs : les sanctions internationales imposées au régime de Bachar Al-Assad et qui tardent à être levées depuis sa chute. Car si l'Union européenne a annoncé une levée partielle sur certains secteurs stratégiques, le poids des sanctions se fait toujours ressentir sur l'économie syrienne. *« Nous avons, par exemple, besoin de liquidité pour relancer nos activités. Il nous faut pouvoir importer des matières premières et exporter nos produits sans entrave. Sans levée des sanctions, tous les efforts que l'on fait seront anéantis. Même si tout le monde n'est pas d'accord politiquement, ce gouvernement doit réussir. Il n'y aura pas d'autre occasion de se relever »*, avertit Ahmad Firas Niyazi.

March 19, 2025

Kurds celebrate Newroz in Germany's Schleswig-Holstein

SCHLESWIG-HOLSTEIN, Germany - The Kurdish New Year (Newroz) was celebrated in the Schleswig-Holstein state parliament in northern Germany with Kurdish music on Monday.

Remarks from the state's interior minister, the leader of the Christian Democratic Union (CDU) faction, and a Kurdish lawmaker were made during the event.

«I see that this idea has special importance for the Kurdish diaspora, to celebrate together with all of us here in the state parliament building. This happens once a year and we are very happy that we can host it,» Tobias Koch, leader of CDU faction at the local parliament, told Rudaw.

«Three years ago, we celebrated Newroz together here. Three years ago, the celebration was smaller. This year is the first time we have dancing and music. The celebration has grown very beautifully. It's very nice and I think all guests are very impressed,» he added.

The Schleswig-Holstein region in northern Germany has a parliament with 69 seats. The only Kurdish member of parliament is Seyran Papo, who brought the Newroz celebration to the state parliament.

Seyran Papo is the only Kurdish lawmaker in the state's parliament.

«Our Kurdish people are like Germans. They have been living here for a long time and own the state. They are no different from Germans. We are Kurds. Our hearts could be in Kurdistan but we are here. We have not forgotten our tradition. Therefore, we want to revive our Kurdish tradition, language, culture, art, and [traditional] clothing in Schleswig-Holstein parliament together during Newroz,» she said.

Approximately 10,000 Kurds live in this region.

Le Monde

Ghazal Golshiri
19 mars 2025

En Iran, le gel des aides américaines met à mal le travail des défenseurs des droits humains

La fermeture de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, le 3 février a eu un impact massif sur les missions des journalistes et des dizaines d'ONG œuvrant pour la démocratie, l'environnement ou l'égalité en Iran.

Le président américain, Donald Trump, a signé, vendredi 14 mars, un décret exécutif visant à démanteler l'Agence américaine pour les médias mondiaux, qui supervise notamment Voice of America (VOA) et Radio Free Europe/Radio Liberty. Ces deux médias, qui diffusent également en persan sous les noms de VOA Farsi (émis depuis Washington) et Radio Farda (depuis Prague), sont en grande partie animés par des journalistes iraniens à l'étranger. La République islamique d'Iran considère depuis longtemps ces médias comme hostiles et qualifie leurs journalistes de traîtres. Tous les médias persanophones basés à l'étranger sont perçus comme des instruments de propagande contre le régime.

Une Iranienne tourne une vidéo pendant la période du Nouvel An persan, dans le nord de Téhéran, le 16 mars 2025. MORTEZA NIKOUBAZL / NURPHOTO VIA AFP

« Il est scandaleux que la Maison Blanche cherche à démanteler une agence financée par le Congrès, qui soutient un journalisme indépendant et remet en question les récits des régimes autoritaires à travers le monde, a dénoncé Carlos Martinez de la Serna, directeur des programmes du Comité pour la protection des journalistes à New York. *Nous appelons les dirigeants du Congrès à protéger cette agence essentielle, qui fournit des informations non censurées dans les pays où la presse est muselée. »*

Alors que VOA ferait déjà face à des suspensions massives des contrats de travail de ses salariés, VOA Farsi et Radio Farda continuent pour l'instant leur activité sur leurs sites. Cependant, ces dernières semaines, les deux rédactions ont dû mettre fin aux contrats de leurs journalistes pigistes. *« On ne nous a pas encore dit de ne plus revenir au travail, mais c'est le flou total*, confie un journaliste iranien touché par ce décret. *La situation est encore plus dramatique pour nos collègues qui n'ont que le passeport iranien. »* Pour les journalistes iraniens travaillant pour ces chaînes et vivant en République tchèque, aux Etats-Unis ou dans d'autres pays, un licenciement peut entraîner des complications administratives majeures. Certains risquent de perdre leur statut de résident et d'être contraints de retourner en Iran, où ils font face à de lourdes peines de prison.

Licenciements

En Iran, la décision de Donald Trump a été saluée par les médias officiels. Le site ultraconservateur *Jahan News* s'en est ainsi réjoui : *« La suppression du budget et la fermeture des médias anti-iraniens, dont l'unique objectif était de noircir l'image de l'Iran, propager des mensonges et diffuser de fausses informations, montrent que l'administration Trump ne veut plus gaspiller d'argent pour des causes inutiles. »*

Le décret américain s'inscrit dans une politique plus large de désengagement international, amorcée dès l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier, avec l'annonce de la suspension pour quatre-vingt-dix jours de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid), puis, le 3 février, de sa fermeture définitive, par Elon Musk, à la tête du département de l'efficacité gouvernementale. Cette décision a mis fin à de nombreux programmes de soutien aux droits humains et à la démocratie, à travers le monde.

« A court et à long terme, ce n'est pas seulement une mauvaise nouvelle pour l'Iran, mais pour le monde entier, explique Sara Hossain, présidente de la mission d'enquête de l'ONU sur l'Iran, qui a récemment documenté de graves violations des droits humains après les manifestations ayant suivi la mort de Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs pour un voile « mal porté », en septembre 2022. *Les organisations indépendantes qui œuvrent pour la société civile documentent les violations, fournissent un soutien essentiel et poursuivent le processus de responsabilité sont cruciales. Réduire leur financement accroît les risques pour les victimes à travers le monde. »*

Depuis le 20 janvier, des ONG travaillant sur l'Iran – notamment celles traitant des droits des LGBTQ + et de l'environnement – ont déjà cessé leurs activités. D'autres, qui luttent pour documenter les violations des droits humains et garantir l'accès à Internet, ont été contraintes de licencier une partie de leur personnel ou de réduire les salaires. *« Sur dix employés dans notre organisation, trois ont déjà été remerciés »*, confie un chercheur iranien travaillant pour une ONG de défense des droits humains, sous le couvert de l'anonymat.

Incidence sur l'accès à Internet

Malgré la répression, les militants iraniens poursuivent leur combat, en grande partie grâce au soutien d'organisations similaires à l'étranger. *« A plusieurs reprises, nous avons constaté que nos interventions médiatiques ont conduit à un allègement des conditions de détention, en particulier pour les prisonniers les moins connus »*, explique la même source.

Au fil des ans, ces organisations ont acquis une telle notoriété en Iran que leur action dépasse désormais la simple documentation des violations des droits humains. *« Nous avons réussi à mettre en place un réseau capable de se mobiliser en cas d'urgence, que ce soit pour soigner un manifestant blessé, collecter des fonds pour les victimes ou organiser des exfiltrations clandestines. Ce n'est pas notre mission première, mais, dans la réalité, nous nous retrouvons à jouer ce rôle*, poursuit la même source. *Aujourd'hui, toutes ces activités sont gravement menacées. »*

Au-delà des médias et des droits humains, ce décret a une incidence sur l'accès des Iraniens à Internet, déjà fortement restreint par le régime iranien. *« Nous fournissons des centaines de milliers de VPN aux Iraniens pour contourner la censure. Or, depuis la décision de Trump, les trois quarts de notre équipe ont été licenciés »*, explique un membre d'une ONG spécialisée dans l'accès à Internet.

En Iran, les plateformes comme WhatsApp, Instagram, X, Facebook et Telegram sont bloquées, tout comme de nombreux sites d'information. La disparition de ces ONG facilite la propagande d'Etat, les cyberattaques et la répression des dissidents. *« La République islamique est ravie que les structures aidant les Iraniens à accéder à Internet soient affaiblies*, déplore un expert en cybersécurité iranien. *Cela lui permet de mener ses campagnes de désinformation sans être contredite. »* Par ailleurs, plusieurs collaborateurs de ces ONG, réfugiés en Turquie, sont aujourd'hui menacés d'expulsion vers l'Iran, alors que le gouvernement turc a multiplié les renvois forcés de demandeurs d'asile iraniens ces dernières années.

March 19,2025

Abdi in talks with Sharaa's committee to implement SDF-Damascus deal

ERBIL, Kurdistan Region – Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi on Wednesday received the committee formed by Syria's interim President Ahmed al-Sharaa to discuss the implementation of a landmark deal signed between the SDF and Damascus. The agreement aims to integrate the Kurdish-led forces into Syria's state institutions.

The SDF is the de-facto army of northeast Syria (Rojava).
Abdi and Sharaa in early March agreed to "integrate all civil and military institutions" in Rojava "under the administration of the Syrian state, including border crossings, the [Qamishli International] Airport, and oil and gas fields."
The deal emphasized that "the Kurdish community is indigenous to the Syrian state, which ensures this community's right to citizenship and all of its constitutional rights" and urged for a "ceasefire to be implemented across all Syrian territories."
A Wednesday statement by the SDF noted that the meeting "extensively focused on the necessity of implementing a ceasefire across all Syrian territo
ries."It further saw discussions on the mechanisms to implement the provisions of the landmark deal and on joint works of committees from both sides that is expected to begin next April.

Ali Rahmoun, the deputy co-chair of the SDF's political wing the Syrian Democratic Council (SDC), had explained to Rudaw last week that the SDF would establish various administrative, economic, legal, and military committees to oversee the implementation of the deal's various aspects.

The meeting also addressed the recently-issued constitutional declaration and the importance of ensuring the participation of all Syrian components in shaping Syria's future.

Last Thursday, Sharaa had signed the 53-article constitutional declaration that centers on Islamic jurisprudence, stipulates that the country's president must be a Muslim, and sets a five-year transitional period of the country. It also maintains the name of the country as the Syrian "Arab" Republic.

The interim constitution grants Sharaa exclusive executive power, including the authority to form a government, appoint

one-third of the legislature and judges to the constitutional court, which is the body that could hold him accountable.
The declaration has faced widespread criticism, particularly from Syria's Kurdish, Christian, Druze, and Yazidi communities.

The SDC's Deputy Co-chair Afram Ishak told Rudaw on Monday that the declaration "falls short of meeting the aspirations of the Syrian people in all its constituents" and requires for "fundamental amendments" before being adopted as a permanent constitution.

Le Monde

avec AFP
19 mars 2025

En Turquie, la police arrête Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et principal opposant au président Erdogan

La veille de l'arrestation de l'édile, celui-ci avait vu son diplôme universitaire annulé, l'empêchant de fait de se présenter à la présidentielle de 2028, tandis que la primaire de son parti, le CHP, devait avoir lieu dimanche.

Le maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a été interpellé, mercredi 19 mars au matin, selon son entourage, des médias locaux citant une enquête pour corruption et des liens avec le terrorisme, comme raison de son arrestation.

Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, candidat du Parti républicain du peuple pour les municipales, lors d'un meeting électoral, à Istanbul le 30 mars 2024. MURAD SEZER / REUTERS

Dans une vidéo postée sur X, l'élu de 53 ans, en train de s'habiller et de nouer sa cravate, dénonce la fouille de son domicile : *« Des centaines de policiers sont arrivés à ma porte. La police fait irruption chez moi et frappe à ma porte. Je m'en remets à ma nation »*, déclare-t-il. Un de ses collaborateurs a rapporté à l'Agence France-Presse que M. Imamoglu avait ensuite été arrêté et conduit dans les locaux de la police.

« Les policiers sont arrivés juste après le sahur [le repas avant le lever du jour en cette période de ramadan]. *Ekrem Bey a commencé à se préparer.* (…) *Ils ont quitté la maison vers 7 h 30 »*, a témoigné l'épouse du maire, Dilek Imamoglu, sur la chaîne privée NTV.

Selon les médias locaux, qui citent un communiqué du bureau du procureur d'Istanbul, M. Imamoglu est accusé d'être *« à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif »* dans le cadre d'une enquête pour corruption et extorsion, ainsi que *« d'aide au PKK »*, le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme terroriste par Ankara, dans le cadre d'une deuxième enquête.

Des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre d'une centaine d'autres personnes, selon l'agence de presse étatique Anatolie. Tous les rassemblements et les manifestations ont été interdits jusqu'à dimanche par le gouverneur d'Istanbul et, selon la chaîne de télévision privée NTV, la station de métro de l'emblématique place Taksim, dans le centre d'Istanbul, est fermée. Avant son interpellation, M. Imamoglu avait prévu de rassembler mercredi ses partisans sur la rive asiatique d'Istanbul. En outre, l'accès aux réseaux sociaux est ralenti.

Diplôme universitaire invalidé

Cette arrestation a eu lieu après une perquisition au domicile de M. Imamoglu, un jour après que l'université d'Istanbul a invalidé son diplôme, sous couvert de prétendues irrégularités dans son transfert, en 1990, d'une université privée du nord de Chypre à sa faculté d'administration des affaires. Selon la loi turque, il faut être titulaire d'un diplôme universitaire pour se présenter aux élections. M. Imamoglu a déclaré qu'il contesterait cette décision.

L'édile avait dénoncé une décision *« illégale »* et annoncé son intention de la contester en justice, estimant que le conseil d'administration de l'université stambouliote n'était pas habilité à agir ainsi. *« Les droits acquis de chacun dans ce pays sont menacés »*, avait-il accusé.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) de M. Imamoglu, Özgur Özel, a dénoncé son arrestation, la qualifiant de *« coup de force pour entraver la volonté du peuple »* et *« contre le prochain président »* de la Turquie.

M. Imamoglu est seul en lice pour représenter son parti à la prochaine présidentielle et devait être officiellement désigné dimanche au cours d'une primaire au sein du CHP. Le prochain scrutin présidentiel est prévu pour 2028, mais des élections anticipées sont probables.

Election historique en 2019

Figure du CHP, principal parti d'opposition parlementaire, Ekrem Imamoglu est visé par cinq autres procédures judiciaires, dont deux ont été ouvertes en janvier. En 2023, M. Imamoglu avait déjà été empêché de facto de se présenter à la présidence, en raison d'une condamnation en suspens pour *« insulte »* à des responsables du comité électoral turc.

Ekrem Imamoglu a fait également appel d'une condamnation prononcée en 2022 pour avoir insulté des membres du Conseil électoral suprême de Turquie ; une affaire qui pourrait entraîner une interdiction d'exercer une activité politique.

M. Imamoglu avait été élu maire de la plus grande ville de Turquie en mars 2019, ce qui a porté un coup historique à M. Erdogan et à son Parti de la justice et du développement, qui contrôlait Istanbul depuis un quart de siècle. Le parti a fait pression pour annuler les résultats des élections municipales dans cette ville de 16 millions d'habitants, alléguant des irrégularités. Cette contestation avait donné lieu à une nouvelle élection, que M. Imamoglu avait également remportée. Le maire a conservé son siège à la suite des élections locales en 2024.

Après l'arrestation de M. Imamoglu, la livre turque a plongé à son niveau le plus bas face au dollar, ont rapporté les médias turcs. Un dollar s'échangeait contre 40 livres juste avant 9 heures (heure à Paris), avant de baisser à 39,28 livres dans les minutes suivantes. La Bourse d'Istanbul – dont le site est inaccessible – a également dû suspendre temporairement ses opérations après une chute de 6,87 % de son indice, avant de rouvrir à 8 h 30.

Le Monde

Nicolas Bourcier
19 mars 2025

Turquie : après l'arrestation du maire d'Istanbul, principal rival d'Erdogan, l'opposition évoque un « coup d'Etat »

La veille de l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, celui-ci avait vu son diplôme universitaire annulé, l'empêchant de fait de se présenter à la présidentielle de 2028, tandis que la primaire de son parti, le CHP, doit avoir lieu dimanche 23 mars.

Quatre jours avant sa désignation comme candidat présidentiel du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche, laïque), la plus importante formation de l'opposition turque, Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul et principal rival du président Recep Tayyip Erdogan, a été arrêté, mercredi 19 mars, au petit matin, par plusieurs dizaines de policiers venus à son domicile. Dans un message vidéo partagé par son équipe, l'édile a déclaré que les forces de sécurité avaient effectué une descente en force chez lui avec une vingtaine de véhicules, et accusé les autorités d'utiliser la police à des fins politiques.
Au fil de la matinée, les informations faisaient état de plus d'une centaine d'arrestations, au même moment, de proches et d'élus du CHP. L'agence de presse Demirören (DHA) a ainsi annoncé que des ordres de détention avaient été émis contre sa garde rapprochée dont son conseiller de presse Murat Ongun, le maire de Sisli, Resul Emrah Sahan, le secrétaire général adjoint de la municipalité, Mahir Polat, et encore le maire de Beylikdüzü, Mehmet Murat Calik.

Dans un premier communiqué, le parquet général d'Istanbul dans le cadre d'une enquête de corruption accusait M. Imamoglu d'être *« à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif »*, de fraude aggravée et de truquage d'appel d'offres. Dans un deuxième communiqué, le bureau du procureur a déclaré que *« M. Imamoglu, avec les autres suspects, a commis le crime d'aider l'organisation terroriste PKK-KCK »*, le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme terroriste par Ankara. Cette deuxième accusation permet aux autorités de remplacer un maire élu par un administrateur.

Un « coup d'Etat »

Au réveil, les habitants des quartiers centraux d'Istanbul ont vu plusieurs stations de métro fermées et routes barrées. Le gouverneur de la ville a interdit toute manifestation dans la mégapole du Bosphore pendant quatre jours.

Le président du CHP, Özgür Özel, s'est rendu à Istanbul dès l'annonce de l'arrestation du maire. Décrivant la situation comme un *« coup d'Etat »*, il a interpellé le président Erdogan : *« Quel est votre rôle dans tout cela ? »* Le chef de la formation kémaliste a maintenu que l'élection de la primaire du CHP, organisée dimanche pour déterminer le candidat présidentiel aux prochaines élections et où Ekrem Imamoglu est seul en lice, aura lieu quelles que soient les circonstances.

La veille de cette vague d'arrestations, mardi, l'Université d'Istanbul avait annulé son diplôme universitaire, vieux de plus de trente ans. Déjà cette décision pouvait empêcher l'édile, l'un des hommes politiques les plus populaires de Turquie, de se présenter à la plus haute fonction du pays. En vertu de la Constitution, toute candidature au poste de chef de l'Etat doit en effet justifier de quatre années d'études supérieures.

Le soir même, le maire d'Istanbul avait contesté une action *« illégale »*, estimant que le conseil d'administration de l'université stambouliote n'était pas habilité à prendre une telle sanction. Pointant une décision éminemment politique, il avait affirmé que *« le jour où ceux qui ont pris cette initiative devront rendre des comptes devant l'histoire et la justice est proche »*. Là encore, le président du CHP avait soutenu qu'Ekrem Imamoglu serait « [leur] *candidat à la présidence »*, espérant que la justice reviendrait rapidement sur cette décision qu'il a qualifiée de *« tache »*.

Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et candidat du Parti républicain du peuple (CHP) pour les élections présidentielles de 2028, à Diyarbakir, en Turquie, le 16 mars 2025. MEHMET MASUM SUER/SOPA IMAGES/SIPA

« Harcèlement »

Visé par cinq procédures judiciaires, dont deux ouvertes en janvier, le maire d'Istanbul a accumulé sur son nom les affaires, qu'il conteste dans leur intégralité. Celle du diplôme paraissait, avant son arrestation, particulièrement épineuse. En réaction à des accusations portées par un journaliste, les services municipaux de la ville avaient rendu publique, en septembre 2024, une photocopie d'un diplôme délivré en 1995 par l'Université d'Istanbul à M. Imamoglu.

Mais c'est au lendemain de sa déclaration de candidature à la présidence, le 21 février, que ladite affaire a pris une tournure encore plus polémique. En cause, la reconnaissance par l'Université d'Istanbul d'une licence en gestion délivrée par une université de Chypre-Nord, une équivalence qui a permis au futur maire de la ville d'obtenir sa certification. C'est cette reconnaissance que l'Université d'Istanbul a jugée irrégulière.

Opposant tenace au président Erdogan, M. Imamoglu n'a eu de cesse de dénoncer le *« harcèlement »* d'une justice aux ordres du pouvoir. Fin janvier, alors qu'il sortait d'un tribunal d'Istanbul où il était entendu dans le cadre d'une enquête ouverte après des critiques contre le procureur général de cette ville, il a accusé, devant plusieurs milliers de sympathisants, la politisation des affaires comme autant de pièges *« ourdis par Ankara »*.

Répression contre les élus

Depuis sa candidature à la présidentielle, il a multiplié les meetings à travers le pays devant des salles combles où il a critiqué inlassablement l'intense et incessante répression contre les élus, condamnant les destitutions qui se sont multipliées ces derniers mois. Encore à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, il a fustigé, dimanche, *« un système despotique, corrompu et ruineux »*, rappelant que *« la balance de la justice ne devrait être un jouet entre les mains de personne »*. Et puis ceci : *« Je suis devenu un homme politique pour lequel une peine de vingt-cinq ans de prison a été requise dans cinq procédures… et voilà que certaines personnes se sont mobilisées pour invalider mon diplôme. C'est un bruit familier aux oreilles du Palais présidentiel. »*

L'allusion est à peine voilée. Le chef de l'Etat, qui a lui aussi été maire d'Istanbul, est lui-même accusé de longue date par des opposants d'avoir falsifié son diplôme universitaire, ce qu'il réfute. Lors des élections présidentielles de 2014, un certain Omer Basoglu, membre du CHP, a affirmé avoir terminé ses études en 1981, à la même date que Recep Tayyip Erdogan, dans la même faculté de l'université de Marmara, à Istanbul, et garantit ne jamais avoir côtoyé le président. Dans une vidéo de cinq minutes, il l'a même accusé d'être un faussaire. La mort d'Omer Basoglu, sept mois plus tard, a ouvert la porte à toutes sortes de théories du complot.

Depuis l'ouverture de la primaire du CHP, le maire d'Istanbul était le seul en lice pour représenter son parti à la prochaine présidentielle, prévue pour 2028. L'objectif de cette candidature précoce était de façonner une stature de présidentiable, censée procurer un vernis de protection face aux procédures engagées contre lui. En vain.

Le Nouvel Obs
N° 3156 - 20/03/2025

Grands formats

SYRIE

AL-CHARAA À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Massacres d'Alaouites, spectre de la guerre civile, économie en lambeaux... L'ex-djihadiste, qui a mis fin à la dynastie des Al-Assad, désormais installé au Palais du Peuple de Damas, est confronté à une série de défis titanesques

Par Dimitri Krier

Cette nuit-là, Suleiman n'a pas fermé l'œil. Son téléphone n'arrêtait pas de sonner. Quand il a finalement décroché et entendu les cris de joie à l'autre bout du fil, il a compris. Bachar al-Assad avait quitté la Syrie, le tyran était tombé. Aussitôt, Suleiman est sorti dans la rue avec sa famille. Durant plusieurs heures, ce 8 décembre, ils ont sauté de joie, crié *« liberté »*, dansé. Fini les arrestations au milieu de la nuit, les assassinats, les taxes imposées par l'Etat... *« Tout le monde allait pouvoir enfin vivre en paix dans ce pays »*, pensait alors ce Syrien de confession alaouite de 39 ans, originaire de Hmeimim, sur la côte ouest du pays.

Le 7 mars, le téléphone de Suleiman a de nouveau sonné. C'était Hassan, son ami du village voisin de Boustan al-Bacha, dans la région de Lattaquié. Paniqué, Hassan lui a décrit comment des djihadistes étaient entrés dans son village, abattant à bout portant tous les habitants croisés. Devant chez lui, Suleiman est tombé nez à nez avec deux djihadistes. *« Ils criaient : "Alaouites, chiens, on va vous tuer." Je suis parti en courant. »* Depuis, Hassan a été assassiné et Suleiman s'est réfugié, comme des milliers d'Alaouites, sur la base aérienne russe de Hmeimim. Dans son village, trente personnes sont mortes, quatre maisons ont été incendiées, les autres pillées. A l'échelle du pays, on compte plus de 1 000 victimes civiles, essentiellement alaouites. *« L'unique responsable est Al-Charaa, ce sont ses hommes qui veulent tous nous éliminer* [la minorité alaouite, dont est issu Al-Assad, NDLR]. »

Trois mois se sont écoulés depuis qu'en décembre le monde a découvert le visage d'Ahmed al-Charaa lors de son discours à la mosquée des Ommeyyades à Damas. C'est cet ancien leader d'Al-Qaida, converti ▸

← Ahmed al-Charaa arrive pour une visite officielle à Amman, en Jordanie, le 26 février.

© SALAH MALKAWI/GETTY IMAGES

▸ au nationalisme syrien et chef d'un groupe islamiste, qui a mené l'offensive contre le régime Al-Assad. Depuis, le nouveau maître de Damas, nommé président par intérim, s'est installé dans le palais présidentiel – renommé Palais du Peuple –, a dissous le parti Baas, le Parlement et a gelé la Constitution. A la tête d'un pays meurtri par un demi-siècle de dictature, et où un tiers de la population est issu d'une minorité (alaouite, chrétienne, kurde, druze...), Ahmed al-Charaa opérait jusqu'à ces derniers jours un quasi-sans-faute. Discours favorables à l'inclusion de tous les Syriens, appel à la reconstruction du pays, séduction des chancelleries occidentales... Avec son costume-cravate, l'homme de 42 ans avait presque réussi à faire oublier son passé. Celui d'un chef djihadiste connu sous le nom d'Abou Mohammed al-Joulani, un personnage aux mille vies et un stratège hors pair qui, de la prison d'Abou Ghraib en Irak aux montagnes du nord-ouest de la Syrie jusqu'au palais présidentiel de Damas, a survécu à presque tout.

LONGUE ÉDUCATION POLITIQUE

Le pouvoir d'Al-Charaa fait face aujourd'hui à sa première épreuve d'ampleur. Les affrontements entre d'anciens fidèles du régime Al-Assad et les forces de sécurité des nouvelles autorités, comme les massacres de centaines d'Alaouites commis par des assaillants lui ayant prêté allégeance, ont ravivé le spectre redouté d'une guerre civile. « *Al-Charaa doit désormais composer avec ses soutiens radicaux qui veulent libérer des djihadistes, ses soutiens modérés qui souhaitent reconstruire la Syrie, et ceux qui veulent se venger de cinquante-quatre ans de dictature, de tueries, de gazages et d'exactions* », analyse Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes.

Ahmed al-Charaa, lui-même, est l'héritier d'une longue éducation politique. Né en Arabie saoudite où son père, Hussein, travaille comme ingénieur pétrolier, il passe sept ans dans le royaume wahhabite, avant que sa famille ne retourne en Syrie, à Mezzeh, un quartier cossu de Damas. Le jeune Ahmed grandit avec ses six frères et sœurs dans un bloc d'immeubles de style soviétique. La famille est sunnite conservatrice. Le père, un idéologue déçu par les promesses non tenues du socialisme arabe, transmet à ses enfants son aversion pour le clan Al-Assad. Al-Charaa a 18 ans quand la Seconde Intifada éclate dans les territoires palestiniens et provoque un éveil militant chez de nombreux jeunes de la région. Il étudie alors le journalisme à l'université de Damas mais c'est ailleurs que germent ses convictions. A la mosquée Al-Chafii, où il se rend quotidiennement. Influencé par des prédicateurs radicaux, il se laisse pousser la barbe et porte une *jalabiya*. Les attentats du 11 septembre 2001 et l'appel de l'Amérique à mener la guerre contre « *la terreur* » renforcent sa radicalisation. A 20 ans, le jeune homme, déterminé à prendre les armes, monte dans un bus pour l'Irak, trois semaines avant que Washington envahisse Bagdad en mars 2003. « *Ses parents étaient opposés à ce qu'il fasse le djihad, ce n'était pas leur idéologie. Mais il fait partie d'une génération attirée par la lutte contre l'Occident* », raconte Philippe Droz-Vincent, professeur à Sciences-Po Grenoble et spécialiste de la Syrie.

Al-Charaa prend pour nom de guerre Abou Mohammed al-Joulani, en référence au Golan syrien dont sa famille a été expulsée pendant la guerre de Six-Jours, en 1967. Il rejoint à Mossoul un groupe djihadiste, gravit les échelons et participe à des attaques contre les soldats américains. Arrêté par les Etats-Unis, il passe près de six ans dans les prisons d'Abou Ghraib et de Camp Bucca, aux côtés des futurs leaders d'Al-Qaida et de l'Etat islamique. Derrière les barreaux, Al-Joulani rédige un manifeste de cinquante pages : un plan pour importer le djihad en Syrie. A sa sortie, le futur calife de l'Etat islamique, Abou Bakr al-Baghdadi, le missionne pour fonder la branche syrienne de l'organisation djihadiste. Une nuit d'août 2011, ceinture d'explosifs autour de la poitrine, il opère son retour au pays, avec six membres d'Al-Qaida et une promesse de financement par Al-Baghdadi de 50 000 dollars mensuels pendant six mois. Sa force va bientôt compter 5 000 hommes et prendre le nom de Jabhat al-Nosra. L'organisation salafiste, classée terroriste par l'ONU et Washington, multiplie les attentats-suicides et kidnappe des citoyens étrangers, comme le journaliste américain Théo Curtis en octobre 2012, qui restera près de deux ans en captivité.

Mais en avril 2013, alors qu'Al-Baghdadi proclame la création de l'Etat islamique en Irak et au Levant, Al-Joulani entame sa première mue. Il acte le divorce avec Al-Baghdadi, qu'il considère comme un homme peu compétent à la personnalité fade, et décide de s'éloigner de l'internationalisation du djihad portée par Daech. Il prête allégeance à Al-Qaida, mais se fait discret, concentre ses efforts militaires contre le régime

↑ La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock et son homologue français Jean-Noël Barrct avec Ahmed al-Charaa, à Damas, le 3 janvier.

↓ Ahmed al-Charaa (nom de guerre Abou Mohammed al-Joulani), lors d'un discours sur une vidéo diffusée le 28 juillet 2016 par la chaîne Orient News, basée à Dubaï.

© HO/ORIENT NEWS/AFP

©HO/SANA/AFF

Récit

Al-Assad. « *Il se place dans le sens de la révolution syrienne et forme des combattants disciplinés, structurés et efficaces sur le terrain* », avance Philippe Droz-Vincent. Jusqu'à prendre ses distances, aussi, avec Al-Qaida, en 2016. « *Le régime Al-Assad, un temps ébranlé par la révolution, a alors repris le contrôle des deux tiers de la Syrie, grâce à la Russie, tandis que la coalition internationale, menée par Washington, ciblait Daech et Jabhat al-Nosra. Al-Joulani a décrété qu'il n'était plus bénéfique pour lui d'être affilié à Al-Qaida* », analyse Silvia Carenzi, chercheuse à la Scuola Normale Superiore à Pise, spécialisée sur les groupes armés en Syrie.

Libéré du label « terroriste », Al-Joulani tente d'adoucir son image. Il forme Hayat Tahrir al-Cham (HTC), une organisation qui se positionne comme un mouvement révolutionnaire national et s'implante localement. A Idlib, dans le nord-ouest du pays, où sont réunis des millions de déplacés victimes du régime Al-Assad, il fonde un mini-Etat géré par un « gouvernement de salut ». « *Il y a une administration, des centres commerciaux ouverts à la mixité, la musique est autorisée et les minorités commencent à retrouver leurs droits – des églises sont même en restauration* », témoigne Wassim Nasr, qui s'est rendu à Idlib en avril 2023. Les humanitaires sont autorisés à y travailler. « *Contrairement aux zones du régime Al-Assad ou celles contrôlées par Daech, on peut venir en aide aux civils sans trop de contraintes,* nous confirme un humanitaire français qui a travaillé dans la région. *Les autorités veulent toutefois s'approprier la gloire en distribuant l'aide et il y a des sujets délicats à aborder avec eux, comme les violences domestiques ou sexuelles.* » Le pouvoir reste par ailleurs autoritaire : arrestations, menaces, répression... La charia est appliquée et le groupe HTC fait taire les voix discordantes.

"AL-CHARAA PERFORME EN COMMUNICATION ET NE FAIT AUCUNE FAUTE. POUR L'INSTANT, IL A ENCORE L'AURA ET LE CHARISME DE CELUI QUI A RENVERSÉ BACHAR."

PHILIPPE DROZ-VINCENT, CHERCHEUR

La blitzkrieg de décembre 2024, destinée à conquérir des territoires sous contrôle du régime et à laquelle personne ne croit vraiment, est préparée dans le plus grand secret. Jusqu'à ce matin glacial où Al-Joulani entre dans Damas avec une armée de rebelles, drapeaux aux trois étoiles de la révolution et fusils à la main, à bord de voitures encore boueuses. L'ex-djihadiste a réussi l'impensable en seulement douze jours, profitant de l'affaiblissement de l'armée nationale privée du soutien de l'Iran et de la Russie, occupés ailleurs. « *Al-Joulani s'était sauvé politiquement en s'installant à Idlib mais savait qu'y rester n'était pas viable à terme. C'était une poche de résistance destinée à mourir sous les bombardements aveugles du régime et de ses alliés* », rapporte Philippe Droz-Vincent.

OPÉRATION SÉDUCTION

Depuis son arrivée à Damas, Al-Charaa – qui a repris son nom civil – s'illustre par son pragmatisme. Il s'est entouré d'un noyau dur, ses fidèles d'Idlib, et joue la carte de l'ouverture. Conférence de dialogue nationale, nomination d'un comité éclectique pour écrire une nouvelle Constitution, dissolution de la formation HTC, promesse d'élections... Il est même parvenu, après plusieurs semaines de tractations, à signer un accord avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde, qui contrôlent le nord-est du pays, où la plupart des ressources naturelles en gaz et en pétrole se trouvent. Une entente avec les Druzes du Sud, qui refusaient pour l'instant de rallier le nouveau pouvoir, serait proche d'aboutir. Il soigne ses relations avec la Turquie, qui a toujours été un soutien des anti-Al-Assad, et se montre modéré à l'égard d'Israël, qui menace pourtant le pays d'invasion, bombarde les infrastructures militaires et a établi une présence qui pourrait se révéler permanente sur une zone tampon du Golan. Conciliateur et sagace, Al-Charaa s'est empressé d'annoncer, après les massacres d'Alaouites, la création d'une commission d'enquête indépendante, chargée de « *traduire en justice* » les responsables. Deux membres de cette commission sont alaouites. « *C'est un homme politique rationnel et posé. Il avait un discours très rodé pour les Occidentaux. C'était même étonnant d'entendre un ancien djihadiste évoquer une potentielle normalisation avec Israël* », relève une source diplomatique française qui a rencontré Ahmed al-Charaa, « *épuisé* », en décembre 2024.

Signe de son opération séduction, il multiplie les rencontres avec des responsables étrangers (ministres des Affaires étrangères allemand et français, quasi-totalité des chefs d'Etat arabes), misant sur la diplomatie pour gagner la confiance de la communauté internationale.Et sur ses tenues. Fini les turbans salafistes. Place aux vestes deux boutons et aux jeans slim. L'homme accorde de l'importance ▸

▸ aux détails. Jusqu'à changer de cravate en fonction des couleurs nationales du pays dans lesquels il se rend : verte à Riyad, rouge en Turquie, bordeaux quand il reçoit l'émir du Qatar. *« Il sait parler, recevoir, adapter son discours. Il performe en communication et ne fait aucune faute. Pour l'instant, il a encore l'aura et le charisme de celui qui a renversé Bachar »*, avance Philippe Droz-Vincent.

"ÉLARGIR SA BASE"

Jusqu'à quand ? Les défis du nouvel homme fort de Syrie sont titanesques. L'économie est en ruine, 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et le coût de la reconstruction du pays s'élèverait entre 250 et 400 milliards de dollars. Pour renflouer les caisses, Al-Charaa mise sur la libéralisation économique, les privatisations des entreprises publiques, la levée des sanctions occidentales – sans laquelle aucune reconstruction ne sera possible –, le retour des investissements étrangers et la suppression de la corruption systématisée pendant un demi-siècle. Singapour et l'Arabie saoudite seraient ses modèles. L'Union européenne, en levant partiellement les sanctions contre les secteurs de l'énergie, du transport et des transactions bancaires, a ouvert cette voie. Mais la plupart des leaders occidentaux attendent encore de voir comment Al-Charaa gère la protection des minorités et les droits des femmes.

« Il ne pourra pas gouverner la Syrie comme il a gouverné Idlib, sunnite et conservatrice. Il devra élargir sa base », ajoute Silvia Carenzi. La majorité des Syriens attend de lui qu'il rétablisse la justice en Syrie et discipline ses partisans. Depuis trois mois, 300 000 Syriens de la diaspora sont revenus s'installer dans le pays. Mais pour quel type de pouvoir ? Celui d'Al-Charaa ou d'Al-Joulani ? *« Les deux structurent le personnage. Il s'est syrianisé, tout en gardant son idéologie islamiste »*, rapporte Philippe Droz-Vincent. Au Palais du Peuple, le nouveau leader a fait aménager une pièce pour la prière et retirer les cendriers des tables basses. Des gestes anecdotiques mais qui interrogent sur ses intentions. *« Il pourrait essayer de faire avancer son idéologie tout en étant prêt à reculer si ça bloque »*, poursuit le chercheur. Dans la nouvelle déclaration constitutionnelle, signée le 13 mars, qui donne beaucoup de pouvoir à Al-Charaa pendant cinq ans, la jurisprudence islamique (fiqh) devient la principale source de législation, même si le texte reconnaît des droits fondamentaux aux Syriens et aux Syriennes ainsi que la séparation des pouvoirs. Alors qu'il était en chemin pour conquérir Damas, Al-Charaa, habile, répondait déjà à la presse étrangère. *« Ne me jugez pas sur les mots, mais sur mes actions »*, déclarait-il à CNN. L'homme qui s'est construit dans l'ombre, ce qui lui a permis de survivre à une décennie de guerre civile, est désormais scruté au grand jour. ●

Massacres
La mort en face

Près de 1 500 personnes, dont trois quarts de civils, essentiellement alaouites, ont été tuées dans la région de Lattaquié. Ce sont les violences les plus meurtrières depuis l'installation du nouveau régime. Anas, 29 ans, a survécu. Il raconte

Par Marie Vaton

Anas est vivant. Sa mère, son père, son frère aussi. Mais, à une minute près, ils auraient fini comme leur voisin, que les milices alliées au pouvoir en place ont traîné hors de sa maison et ont abattu, là, dans la rue, à quelques mètres de leur fenêtre. Comme un chien. Anas a tout vu, à travers les rideaux clairs du salon de la maison où toute la famille est restée cachée pendant trois jours. Depuis plusieurs jours, des affrontements avaient lieu dans la région, bastion de la minorité alaouite – branche dissidente du chiisme dont fait partie le président déchu *(voir entretien p. 36)* –, entre les loyalistes, restés fidèles à Bachar al-Assad, et les forces de sécurité du nouveau régime.

Vendredi 7 mars, Damas a fini par envoyer des renforts et des milliers de combattants sont arrivés pour prêter main-forte aux forces de sécurité. A Baniyas, une ville portuaire de la côte ouest de la Syrie, en majorité alaouite, Anas a d'abord entendu des coups de feu.

Mais, sur le moment, personne ne s'est inquiété. « *On a cru que c'était encore des manifestants qui tiraient en l'air pour fêter la chute du pouvoir de Bachar al-Assad* », raconte, dans un anglais parfait, le jeune homme de 29 ans, traducteur de profession. Ici, en 2011, au moment des « printemps arabes », comme à Deraa et à Alep, le sang a coulé pendant les révoltes. En 2013, près de 300 personnes, femmes et enfants compris, ont été exécutées, selon Human Rights Watch. En majorité sunnites.

La famille d'Anas n'est pas sunnite mais alaouite. Ce qui ne l'empêche pas d'être résolument opposée au régime du clan Al-Assad. Samir, son père, a été arrêté et emprisonné dix ans dans une prison à Tartous, comme opposant politique. Quand Anas a vu débouler les dizaines d'assaillants, treillis militaires, cheveux longs derrière les masques et kalachnikovs en bandoulière, il a vite compris qu'il ne s'agissait pas de manifestants, mais de milices, résolues à mettre la ville à sac.

Le premier jour, Anas a pensé, naïvement, que les raids se limiteraient à des pillages, comme celui du magasin de son oncle. Mais, au fur et à mesure de la journée, la rumeur s'est propagée quartier par quartier : « *Ils tuent des gens.* » Méthodiquement : habitation après habitation. Famille après famille. Un mode opératoire bien rodé, ce jour-là comme les suivants. « *Ils débarquaient devant chaque immeuble, faisaient monter tout le monde sur le toit et les exécutaient* », raconte Anas. Son oncle Iskandar est mort lors de cette journée. Tué à bout portant, aux côtés de son fils de 35 ans, qui a miraculeusement été épargné par les balles. Quand le soleil s'est couché, les milices se sont retirées. « *On a retenu notre respiration. On avait peur qu'ils reviennent nous abattre dans notre sommeil.* » Cette première nuit, personne n'a dormi dans la famille d'Anas : « *On s'échangeait tous les nouvelles horribles de nos voisins et amis.* » Combien sont morts ce premier jour ? Anas ne sait pas : 100, 200 personnes ? Samedi matin, le jour s'est levé sur des rues jonchées de cadavres. Et les soldats sont revenus : « *Cette fois, dans un seul but : tous nous exécuter.* »

"ILS ONT TUÉ DES FEMMES, DES ENFANTS, DES FAMILLES ENTIÈRES, ET MÊME UN BÉBÉ DE 3 MOIS."

Le deuxième jour fut encore pire que le précédent : « *Ils ont tué des femmes, des enfants, des familles entières, et même un bébé de 3 mois.* » Quand ils se sont approchés du bâtiment de la famille d'Anas, il n'y avait aucun moyen de fuir : « *Ils avaient bouclé tout le quartier et on s'est préparés à mourir.* » C'est à ce moment-là qu'un miracle a eu lieu. Plusieurs convois de sunnites, habitant l'autre partie de la ville, sont arrivés en voiture pour secourir les habitants : « *Ils nous ont fait monter dans leur véhicule et nous ont évacués. Sans eux, nous serions morts.* »

Les membres d'une famille voisine ont eu moins de chance : au moment de sortir, ils se sont fait intercepter par quatre soldats armés : « *Etes-vous alaouites ou sunnites ?* » a demandé l'un d'eux. Le père de famille, un professeur d'anglais de 80 ans, a répondu qu'il était alaouite. Les soldats ont abattu tous les hommes de la famille, sauf un, Jamal, qui a réussi à fuir par le toit. Lundi matin, après avoir passé la nuit caché en sécurité, dans une partie de la ville sunnite, Anas et sa famille sont rentrés chez eux. « *Les rues de notre quartier étaient jonchées de corps, certains menottés, que des secouristes volontaires étaient en train d'enlever.* » Parmi eux, un autre oncle d'Anas, Rafik, 74 ans, et son fils Bahaa, 39 ans. ●

↓ Des membres de la défense civile syrienne ramassent les corps des victimes des tueries, à Baniyas le 9 mars.

© SYRIAN CIVIL DEFENSE WHITE HELMETS VIA AP/SIPA

Thomas Pierret

"Les Alaouites n'ont pas d'avenir dans le nouveau système"

Le sort réservé aux minorités religieuses, notamment à cette communauté, était une des craintes de l'après-Assad. Le chercheur, spécialiste de la Syrie, explique les enjeux de ces violences

Propos recueillis par Romain Sanchez

Qui sont les Alaouites ?
C'est une communauté ethno-religieuse qui constitue une branche de l'islam chiite ayant émergé au Moyen Age et qui se distingue de l'islam chiite dominant que l'on trouve aujourd'hui en Iran, en Irak et au Liban. Le nom « alaouite » est une référence à l'imam Ali, qui fait l'objet d'une vénération particulière au sein de cette communauté. Ses membres pratiquent une religion ésotérique dont les doctrines sont supposées secrètes. A la différence des islams sunnite et chiite, qui ont une démarche de conversion et de propagation de la foi, les Alaouites constituent une communauté fermée. En Syrie, ils représentaient entre 7 % et 12 % de la population en 2011. Les foyers principaux se situent sur la zone côtière, mais il y a aussi des quartiers alaouites importants à Homs et Damas.

Quelle était leur place dans la Syrie des Assad ?
Il y avait une discrimination positive en leur faveur. Le régime des Al-Assad *[eux-mêmes alaouites, NDLR]* recrutait parmi eux la plus grande partie des officiers de l'armée : les Alaouites fournissaient plus de 80 % des officiers et presque 100 % des généraux divisionnaires. Un déséquilibre énorme. Dans la fonction publique de certaines régions, comme celle de la ville de Homs, la population alaouite était également surreprésentée.

© DELIL SOULEIMAN / AFP

← Manifestation à Qamishli, dans le nord-est de la Syrie, le 11 mars, pour dénoncer les massacres des Alaouites.

Pourquoi certains s'opposent-ils aujourd'hui au gouvernement de transition ?
Les tensions intercommunautaires se sont bâties sur des décennies, avec des épisodes extrêmement violents, qui ne se limitent pas à la guerre civile commencée en 2011, mais qui remontent à l'insurrection de 1979, réprimée d'une manière violente, avec des dizaines de milliers de morts. Nous étions dans un contexte d'affrontement communautaire avec, d'un côté, une armée nationale syrienne dominée par les Alaouites et, de l'autre, une opposition dont le centre de gravité de sa dimension armée se trouvait dans la majorité sunnite.

Ces derniers mois, d'anciens combattants alaouites de l'armée de Bachar al-Assad se sont cachés dans les montagnes de la côte, sachant qu'ils étaient recherchés et pourraient être jugés pour les crimes commis sous l'ancien régime. Ce sont des gens qui n'ont rien à perdre : ils n'ont pas d'avenir dans le nouveau système. Le 6 mars, ils ont lancé une attaque de grande envergure contre les forces de sécurité et le pouvoir, qui a eu peur de perdre le contrôle de la région de Lattaquié, s'est mobilisé. Des troupes ont été appelées à travers tout le pays pour mener une riposte. Puis cela a complètement dérapé, avec des représailles collectives contre les civils alaouites.

Un des objectifs de ces combattants rebelles était de mobiliser des soutiens au sein de la communauté alaouite. C'est une stratégie qu'on a déjà vue dans la région. Abou Moussab al-Zarqaoui, fondateur d'Al-Qaida en Irak, l'a par exemple employée au début des années 2000 : il menait des opérations en sachant qu'elles allaient entraîner des représailles contre la population sunnite, qu'il jugeait insuffisament mobilisée à ses côtés. Une des conséquences pourrait être que davantage d'Alaouites, craignant pour leur existence, soient disposés à rejoindre ces groupes armés.

Quel avenir pour eux dans cette Syrie en reconstruction ?
Cela dépend de la capacité du gouvernement à faire deux choses : éliminer les insurgés et contrôler les éléments qui lui sont loyaux pour éviter de nouveaux massacres. La surreprésentation des Alaouites dans la fonction publique va être corrigée, dans une certaine mesure, par le nouveau pouvoir, notamment parce qu'il a des gens à placer. Ces licenciements doivent-ils être considérés comme des discriminations à leur égard ? Ou est-ce une correction des discriminations pratiquées par le passé et subies par le reste de la population ? C'est une question complexe.

Au niveau militaire, la situation n'est pas plus simple. Il est peu probable qu'on se retrouve de nouveau avec des officiers alaouites haut placés. On risque d'assister à la création d'un plafond de verre pour eux. Là où il peut y avoir une marge de manœuvre, c'est au niveau de la sécurité locale. Dans la région de Soueïda, il semblerait que les autorités aient accepté que certains groupes armés druzes jouent le rôle de relais sécuritaire. Ce modèle est-il applicable aux Alaouites ? J'en doute, parce que, s'ils en nomment à des positions militaires sur la côte, il y aura toujours l'angoisse qu'ils puissent collaborer avec des anciens de l'armée d'Al-Assad.●

Bio express

Politiste, chargé de recherche à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur les Mondes arabes et musulmans (Iremam), Thomas Pierret est notamment l'auteur de « Baas et Islam en Syrie » (2011, PUF).

Le Monde

Nicolas Bourcier
20 mars 2025

En Turquie, onde de choc après l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, principal rival de Recep Tayyip Erdogan

Des rassemblements se sont tenus à Istanbul et dans d'autres grandes villes pour dénoncer des accusations montées de toutes pièces contre le maire d'Istanbul, qui arrêté mercredi matin, comme une centaine de ses proches.

Et de trois. Pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1980, trois leaders de formations politiques de l'opposition sont détenus par les autorités turques. Après le dirigeant prokurde Selahattin Demirtas, condamné à quarante-deux ans de prison en 2024, puis le président d'un petit parti d'extrême droite, Ümit Özdag, arrêté en janvier pour *« insulte envers le président »*, Recep Tayyip Erdogan, les autorités du pays s'en sont pris, mercredi 19 mars, au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival et véritable bête noire du chef de l'Etat.

Survenue quatre jours avant sa désignation, dimanche, comme candidat à l'élection présidentielle du Parti républicain du peuple (CHP), la plus importante formation de l'opposition turque, l'arrestation spectaculaire chez lui, au petit matin, de cette figure politique, une des plus populaires de Turquie, a provoqué une onde de choc et une vague de colère inédite depuis les mouvements de contestations du parc Gezi, à Istanbul, en 2013. La nouvelle des arrestations, au même moment, de 105 de ses proches, élus et maires d'arrondissements CHP d'Istanbul, la plupart membres de sa garde rapprochée, a suffi à faire resurgir le spectre d'un nouvel épisode autocratique, dans un pays qui en a déjà trop connu.

Mobilisations spontanées

Après plusieurs destitutions d'édiles et arrestations d'élus à travers toute la Turquie, ces derniers mois, le pouvoir a frappé un grand coup, au risque d'accentuer les divisions entre les Turcs et de ternir un peu plus encore son image aux yeux de ses voisins européens, alors qu'Ankara revenait dans le jeu international. En quelques heures, plus d'une dizaine de maires et d'élus européens ont d'ailleurs diffusé un montage vidéo sur Instagram appelant *« au soutien d'Ekrem Imamoglu et à la démocratie turque »*.

Mais c'est la rue turque qui a manifesté sa plus vive réprobation. Toute la journée de mercredi, des mobilisations spontanées se sont formées à Istanbul, mais aussi dans de nombreuses villes du pays, comme Izmir, Mugla, Rize ou Trabzon, pour dénoncer des accusations de *« corruption »* et de *« terrorisme »* montées de toutes pièces. A Ankara, un vaste sit-in s'est improvisé devant le ministère de la justice. Plusieurs départements d'universités ont débrayé.

A Istanbul, dans les rues de Fatih, cœur historique de la péninsule, plusieurs cortèges de la grande université d'Istanbul se sont mis en marche. A deux reprises, la foule des étudiants a réussi à repousser les barrages mis en place par la police. *« C'est notre avenir à nous tous qui se joue là ! »*, dit avec fougue Zeynep, 20 ans, étudiante en sciences sociales.

Partout, des pancartes et des calicots, le plus souvent écrits à la main et à la va-vite, sur lesquels on peut lire : *« Nous ne reconnaissons pas cette décision antidémocratique »*, *« Contre le pouvoir d'un seul homme ! »*, *« N'ayons pas peur »* ou *« Nous ne nous rendrons pas à la tyrannie de l'AKP »*, le Parti de la justice et du développement, la formation de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir à Ankara depuis plus de vingt-trois ans. Partout encore, le slogan repris et répété *« Tout ira bien »*, en écho au mot d'ordre de campagne d'Ekrem Imamoglu en 2019, l'année où il a ravi Istanbul à l'AKP.

Communications ralenties

Dans l'après-midi, le ministre de la justice, Yilmaz Tunç, a déclaré qu'il était *« impudent de relier cette affaire au président Erdogan »*. Devlet Bahçeli, le chef de la formation d'extrême droite MHP, pilier de la coalition gouvernementale islamo-nationaliste, a dit avoir confiance en la justice de son pays, insistant sur le fait que *« la Turquie est un Etat de droit »*.

A plusieurs reprises, les communications et réseaux sociaux ont été ralentis dans la journée. Dans une note, le Conseil supérieur de la radio-télévision turc a prévenu qu'il surveillerait de près les commentaires et les propos échangés dans les médias. Autrement dit, l'instance de contrôle s'apprête à écouter avec une attention particulière, ces prochains jours, les débats très suivis des plateaux télévisés où se succèdent les journalistes et les spécialistes politiques. Célèbre commentateur de la vie politique turque, auteur et chercheur au Washington Institute for Near East Policy, Soner Cagaptay a écrit : *« L'impensable vient d'arriver en Turquie : Ekrem Imamoglu, maire populaire d'Istanbul, a été arrêté. En ce jour, la politique turque s'engage sur un nouveau terrain. »*

A l'appel du CHP, plusieurs sièges locaux du parti ont aussi été le théâtre de rassemblements de militants et d'habitants. Au Parlement, les députés du groupe se sont levés et alignés devant le pupitre. Elu de Mardin (Sud-Est), Ali Mahir Basarir a tancé de sa voix grave les députés de la majorité présidentielle : *« Vous êtes passés dorénavant à un régime fasciste. Vous êtes passés de la République à l'absolutisme. J'ai honte. »* Lors d'une réunion d'urgence des dirigeants de la formation kémaliste qui a suivi, les élus du CHP ont émis le souhait de voir la mobilisation encore s'amplifier.

« Erdogan, la foule s'adresse à toi ! »

La nuit tombée, quelques concerts de casseroles ont éclaté dans plusieurs quartiers. Un grand rassemblement s'est tenu devant le siège de la métropole d'Istanbul, à Sa-

raçhane, réunissant des milliers de sympathisants CHP, autant de simples citoyens, jeunes et moins jeunes. Aux côtés de Dilek Imamoglu, l'épouse d'Ekrem Imamoglu, le président du CHP, Özgür Özel, a interpellé le président : *« Entends-tu, Erdogan, ce dont tu as le plus peur ? La foule s'adresse à toi ! »*

A la surprise de beaucoup, le CHP a annoncé la fin du rassemblement peu après 22 heures. Quelques groupes de jeunes ont alors tenté, en vain, de remonter la grande avenue Vatan, où se trouve le poste de police dans lequel le maire d'Istanbul et plusieurs de ses proches ont été placés en garde à vue avant leur très probable incarcération. L'impressionnant cordon de sécurité des forces de l'ordre les en a empêchés. Au micro, un agent prévient les derniers contestataires de faire attention à leurs slogans. Ceux-là, avertit-il, pourraient tomber *« sous le coup de la loi »*.

Le Monde

Philippe Ricard
20 mars 2025

Olivier Grondeau de retour en France près de trois ans après son arrestation en Iran

Olivier Grondeau avait été arrêté lors d'un séjour dans la ville de Chiraz, en octobre 2022. Il avait fait une grève de la faim début 2024, avant d'être condamné à cinq ans de prison ferme pour « collecte d'informations en vue de les remettre au service d'espionnage adverse ». Des charges qu'il réfutait catégoriquement.

L'un des trois otages français détenus en Iran, Olivier Grondeau, a été libéré et a retrouvé ses proches, a annoncé Emmanuel Macron jeudi 20 mars au matin. Sa libération et son rapatriement en France, à bord d'un avion affrété par le Centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay, ont eu lieu lundi 17 mars au soir, mais n'ont été annoncés que trois jours plus tard pour des raisons encore inconnues.

« Olivier Grondeau est libre, en France, parmi les siens ! Nous partageons l'immense bonheur et soulagement de sa famille », a écrit le président français sur le réseau social X, sans préciser les circonstances de cette libération, près de trois ans après l'arrestation de ce ressortissant français, lors d'un voyage. *« Otage en Iran pendant huit cent quatre-vingt-sept jours, il a retrouvé sa famille, ses proches et son pays. C'est un immense soulagement »*, a de son côté commenté le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Olivier Grondeau à bord d'un avion après sa libération par les autorités iraniennes (photo obtenue à partir du compte X du ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, le 20 mars 2025). - / AFP

« La seule manière de vous protéger c'est de nous libérer »

L'identité d'Olivier Grondeau, alors à bout de forces, n'avait été révélée que début janvier. Il avait, pour l'occasion, publié un poignant témoignage dans les colonnes du *Monde* : *« Ni le mensonge, ni le cynisme, ni le meurtre n'auront raison de notre innocence. La seule manière de vous protéger de son insoutenable éclat, ce n'est pas de nous laisser mourir, c'est de nous libérer »*, écrivait-il dans ce texte, destiné à interpeller ses geôliers.

Les tractations en vue d'obtenir sa libération s'étaient, depuis, accélérées. Les autorités françaises, par ailleurs soucieuses de relancer les négociations sur le programme nucléaire iranien, ont

durci le ton, indiquant qu'il n'y aurait pas d'accord possible à ce sujet sans libération des otages détenus en Iran. L'ambassadeur de France à Téhéran, Nicolas Roche, de retour ces jours-ci à Paris pour diriger le Sécrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, était très mobilisé, en contact avec les familles des otages, et le centre de crise du ministère des affaires étrangères.

Olivier Grondeau avait été arrêté lors d'un séjour dans la ville de Chiraz, en octobre 2022, puis incarcéré dans la prison de cette ville du sud-ouest de l'Iran, puis dans celle d'Evin (à Téhéran). Il a fait une grève de la faim début 2024, avant d'être jugé et condamné à cinq ans de prison ferme pour *« collecte d'informations en vue de les remettre au service d'espionnage adverse »*. Des charges qu'il réfutait catégoriquement. La peine a été confirmée en appel, en mai 2024.

Deux autres Français sont actuellement détenus en Iran : Cécile Kohler, une professeure de lettres, arrêtée avec Jacques Paris, professeur de mathématiques à la retraite, en mai 2022, lors d'un voyage touristique en Iran, et poursuivis eux aussi pour « espionnage » présumé. *« Notre mobilisation ne faiblira pas : Cécile Kohler et Jacques Paris doivent être libérés des geôles iraniennes. Toutes mes pensées vont vers eux et leur famille en ce jour »*, a indiqué Emmanuel Macron.

Les gardiens de la révolution, le corps d'élite de l'armée iranienne, ont arrêté des dizaines de doubles nationaux et d'étrangers ces dernières années. On estime qu'une vingtaine d'Européens sont encore détenus en Iran. Le régime est accusé par les organisations non gouvernementales et les proches de ces « otages d'Etat » de s'en servir comme monnaie d'échange.

The New York Times **March 20, 2025**

Nowruz, the Persian New Year, Celebrates Renewal and Rebirth

More than 300 million people in Iran and beyond celebrate the ancient holiday. It's tied to the spring equinox and has roots in the Persian Empire. Here's what to know.

Nowruz, the Persian New Year, began on Thursday, kicking off a celebration of life, renewal and rebirth that people in Iran and beyond have been observing for many generations.

More than 300 million people worldwide celebrate Nowruz, which means "new day" in Persian. Many of them greet one another by saying "Nowruzetan pirooz" or "Wishing you a victorious Nowruz!"

The holiday, which is tied to the spring equinox, traces its roots to the Persian Empire. People in the Balkans, the Black Sea basin, the Caucasus, Central Asia and the Middle East have celebrated it for more than 3,000 years.

There's a buildup to Nowruz, said Alireza Hedayati, president of the Iranian American Society of New York, a nonprofit organization based on Long Island.

Things start to heat up "as soon as it starts to warm up a little bit in late February and the beginning of March," Mr. Hedayati said. "Everyone just gets that little bit of an excitement and the urge to do things."

Here's what to know about one of world's oldest holidays:

Holiday Customs

In the lead-up to the new year, Nowruz celebrants thoroughly clean their homes. Mr. Hedayati likened it to spring cleaning.

"You're supposed to clean out all the clutter in your house" to make sure you're ready to start the new year fresh, he said.

The practice is known as "shaking the dust" of the past, according to the United Nations. In 2010, the U.N. General Assembly proclaimed March 21 the International Day of Nowruz.

Many people also start growing sabzeh (wheatgrass or lentil sprouts) in a dish at least 20 days before the holiday, Mr. Hedayati said.

Some Nowruz practices can differ from region to region, and family to family. But Kambiz Mofrad, the president of the Persian Parade Foundation, which organizes the annual Persian Parade in New York City, said one of the most popular dishes served on the eve of Nowruz is sabzi polo.

A fragrant rice dish cooked with fresh herbs including cilantro, parsley and dill, it is traditionally eaten with fried white fish.

Mr. Mofrad said that many families also prepare kuku sabzi, a Persian herb frittata made with cilantro, parsley, dill, walnuts and eggs. Some families add barberries or white fish roe for extra flavor, he added.

For the big day, you're supposed to make sure you're wearing new clothes, too, Mr. Hedayati said.

A Festival of Fire

Held on the last Tuesday before Nowruz, Chaharshanbe Suri is known as the festival of fire. On this day, many people jump over fires and say, "My yellowness to you and your redness to me," Mr. Mofrad said.

"Yellow is a symbol of fears, hate and weakness," he said. "You want to give that to the fire and then take the redness of the fire," which represents happiness, bravery and health.

A man jumped over fireworks while celebrating Chaharshanbeh Suri in Tehran on Tuesday.Vahid Salemi/Associated Press

Symbols of Renewal and Prosperity

Every household celebrating Nowruz has a haft-seen, a table with a traditional arrangement of seven symbolic items that each start with the Persian letter "س" (sīn). Each item represents a different aspect of life, renewal and prosperity, Mr. Mofrad said.

The seven "S" items and their symbolism:

Apple, or seeb: represents health and beauty

Garlic, or seer: stands for protection and medicine

Vinegar, or serkeh: represents patience and longevity

Sumac, or somāq: stands for the sunrise and new beginnings

Sprouts (wheat, lentil, barley), or sabzeh: represents growth and rebirth

Dried oleaster fruit (silverberry), or senjed: stands for love and wisdom

Sweet pudding (wheat germ paste), or samanu: represents strength and prosperity
Aside from these seven "core" items, the haft-seen can include a mirror, for reflection and truth, and a goldfish, for life and progress, among other items.

Persians around the world celebrated with dance and fire, and shopped for holiday essentials as they prepared for the start of a new year.Liang Sen / Xinhua — Getty Images

Good Luck Wishes

Observed on the 13th day of Nowruz, Sizdah Be-Dar is when people head to parks with the wheatgrass or lentil sprouts they have grown for the new year. They wish for good luck by tossing them into moving water. The festivities for Sizdah Be-Dar are large, Mr. Hedayati said. The Iranian American Society of New York is holding its celebration this year on Sunday, March 30, because the actual 13th day lands on a workday.

"It's kind of like potluck," he said, describing how everyone shares everything.

"If you don't have something," he said, "you just look over the table next to you, and they give it."

Mr. Hedayati said that on Sizdah Be-Dar, single women tie the blades of the sabzeh into knots before tossing them into the water, not just for luck but also for the possibility of marriage within the year.

"It's all about good fortune," he said.

La Marseillaise

Lucas Pruneau
21 mars 2025

Au Newroz, les voix de la résistance kurde

La 3e édition du festival culturel kurde Newroz débute ce vendredi. Une exposition, un concert, une projection pour se plonger dans l'esprit de la résistance kurde.

Dans la tradition kurde, l'esprit de Newroz est celui de la résistance à la tyrannie. Le Newroz ou Nowroz, qui signifie « jour nouveau », c'est aussi le nom du festival culturel kurde de Marseille, qui commence ce vendredi. Il célèbre le début du printemps jusqu'au 2 avril. Pour sa 3e édition, le festival investit différents lieux de Marseille comme le cinéma le Gyptis, la librairie l'Île des mots et la Friche Belle de Mai. Une immersion dans la culture kurde avec spectacles vivants, expositions, projections et rencontres.

Artistes engagés
Parmi les événements qui composent Newroz Marseille, l'exposition « Libre entre les murs », de la sculptrice kurde Dilan Cudi Saruhan, représente parfaitement l'esprit de résistance du festival. Née en 1992 à Istanbul, l'artiste défenseuse des droits humains dévoile les œuvres qu'elle a créées durant ses sept années de captivité à la prison de femmes de Bakırköy. Avec ses sculptures, peintures et dessins, elle aborde les thèmes de la liberté, de la justice et du monde intérieur de l'âme humaine. Un concert de Mikaîl Aslan est aussi prévu mercredi 2 avril à 20h à la Friche Belle de Mai pour clôturer le festival. Une des voix kurdes les plus connues dans le monde et son quintet viendront partager leur musique

d'essence kurde, où se mêlent éléments classiques et modernes. Mikail Aslan fait partie de la première génération d'artistes kurdes zazaques engagés contre la disparition de leur culture.
Une projection de My Sweet Papper Land, le film d'une femme libre dans un univers machiste, ainsi qu'une escale culturelle sont aussi programmées. Assez pour ouvrir les yeux, les oreilles et les papilles sur la culture résistante kurde.

The New York Times

March 22, 2025

With Erdogan Rival Detained, Critics See Democracy Eroding in Turkey

Opponents say President Recep Tayyip Erdogan manipulates the courts and the media to tighten his grip on power, and now is trying to prevent a top contender from running for president.

President Recep Tayyip Erdogan entered this year facing a knot of political problems with little precedent in his two decades at the summit of power in Turkey.

Voters were angry about persistently high inflation. His political party's popularity had sunk. And his opponents had coalesced around the mayor of Istanbul, Ekrem Imamoglu, who made it clear that he was gunning for the presidency.

Then on Wednesday, just four days before the mayor was set to be designated as the political opposition's presidential candidate, dozens of policemen arrested him at his home on accusations of corruption and terrorism.

University students protesting the arrest of Mayor Ekrem Imamoglu in Istanbul on Thursday.Yasin Akgul/Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Erdogan's foes consider the arrest a ploy to abort Mr. Imamoglu's presidential campaign before it begins. At stake is not only who will be Turkey's next president, analysts, opposition leaders and foreign officials say, but to what extent Turkey, one of the world's 20 largest economies and a U.S. ally in NATO, remains a democracy.

"Turkey has never been a perfect democracy, but arresting a presidential candidate is taking this imperfectness to another level," said Arife Kose, a doctoral candidate who studies Turkish politics at the University of East Anglia in Britain. Using the state's power to foreclose competitive elections, she said, "means that it is getting closer to a fully authoritarian country."

Mr. Erdogan has dominated Turkish politics since 2003, first as prime minister then as president since 2014. During that time, he has overseen tremendous economic growth and repeatedly led his ruling Justice and Development Party to victory at the polls.
But over the last decade, his critics say, he has solidified his control by eroding Turkish democracy, stocking the state bureaucracy with loyalists, co-opting the news media to limit negative coverage and cultivating state prosecutors and judges to legally punish his foes.

Still, most experts have not considered Turkey an outright autocracy, because many civil freedoms remain and opposition parties contest elections — and sometimes win, as they did in municipal races across the country last year.
The question now, analysts said, is whether Turkey will remain a mix of democracy and autocracy or shift significantly toward the latter.

Barring Mr. Imamoglu from the presidential race would put Turkey in league with countries like Russia, Belarus or Azerbaijan, where elections happen but make little difference, said Hasan Sinar, a professor of criminal law at Altinbas University in Istanbul who is also defending ano-

ther elected Istanbul official accused of terrorism links.

“They have elections, but they are so-called elections because the president himself is designing the opposition and deciding who is going to run against him,” he said.

Mr. Erdogan has accused the opposition of trying to subvert the legal system, and on Friday he criticized calls for protests against the mayor’s detention.

“We will certainly not allow public order to be damaged,” he said. “As we have not given in to street terror so far, we will not kneel to vandalism.”

Late Friday, thousands of protesters defied government bans on demonstrations to gather in Turkey’s three largest cities — Istanbul, Ankara and Izmir — and in others as well. Police confronted some protesters with tear gas and rubber bullets, and the Interior Ministry said on Saturday that 343 people had been arrested.

The protests appeared to be Turkey’s largest since demonstrations against a development plan in Istanbul in 2013, which grew into large rallies that the police suppressed. Five people were convicted on charges of trying to overthrow the government. Human rights groups called the charges “baseless.”

The political turmoil came as Turkey found itself well positioned to benefit from recent global events. A rebel group it supported leads the new government in Syria. The Trump administration has shown little interest in whether its foreign partners follow democratic standards. And concerns that the United States will stop supporting Ukraine in its war with Russia have pushed European leaders to seek stronger defense ties with Turkey.
Those interests could blunt foreign criticism of Mr. Erdogan’s governance, analysts said. U.S. officials have said little about Mr. Imamoglu’s arrest, but some European leaders have expressed concern.

Chancellor Olaf Scholz of Germany on Thursday called the arrest a “very, very bad sign” for Turkey’s relations with the European Union.

Mr. Erdogan’s current, second presidential term ends in 2028. The Constitution allows only two terms, but he could legally run again if Parliament called early elections, which are widely expected. That could put Mr. Erdogan, 71, on the ballot against Mr. Imamoglu, 54.

The mayor’s arrest followed a series of recent government moves against perceived critics.

Since January, a well-known journalist and an agent who represents famous actors have been arrested in connection with the 2013 protests.

Last month, two top officials in a prominent business association criticized the government’s economic program, the prosecutions of prominent figures and insufficient adherence to the rule of law. State prosecutors indicted them both on charges of spreading false information and recommended prison sentences of up to five and a half years.

Since October, the authorities have removed three Istanbul district mayors on accusations of corruption and terrorism. One has been replaced with a government appointee.

Less prominent figures have also fallen afoul of the government. An astrologer was detained last month and accused of insulting Mr. Erdogan and another senior politician. The Trade Ministry opened an inquiry about a food vlogger who positively reviewed a restaurant subsidized by Mr. Imamoglu’s city government to see if he had been paid to do so.

Mr. Imamoglu became mayor in an upset victory in 2019. The government got the results thrown out, citing alleged irregularities, but in a redo, Mr. Imamoglu won again by an even larger margin. He was re-elected last year, defeating a candidate backed by Mr. Erdogan.

During his time as mayor, the government has launched 42 administrative and 51 judicial investigations of Mr. Imamoglu, his aides said. In one case, he stands accused of corruption during a previous job as a district mayor. He was convicted in another of insulting public officials by calling the judges who overturned his initial victory in 2019 “fools.” He has appealed the verdict.

Before his arrest this week, his alma mater, Istanbul University, announced that it had annulled his diploma, citing improper procedures in his transfer from a university in Turkish-controlled Northern Cyprus in 1990. He has vowed to appeal, but if the decision stands, it could bar him from the presidency because the Constitution stipulates that the president must have a university degree.

Despite these roadblocks, Mr. Imamoglu’s popularity has remained high, making him a threat to Mr. Erdogan, said Berk Esen, an associate professor of political science at Sabanci University in Istanbul.

“He made it clear to Erdogan that the train is moving, it is coming in his direction, and he won’t be able to stop it with the normal means,” Mr. Esen said. As a result, Mr. Erdogan “went for the jugular.”

Prosecutors have accused Mr. Imamoglu of leading a criminal organization and overseeing bribery, bid-rigging and other crimes at City Hall. He stands accused in a second investigation of supporting terrorism through his political coordination with a pro-Kurdish group.

Turkey’s opposition has vowed to go ahead with the primary on Sunday to name him its presidential candidate and called for protests against his detention.

The government has banned public demonstrations in major cities, shut down main streets and subway stations, and restricted access to social media platforms. It has called on people to trust the legal process and insisted that the courts are independent.

“Attempting to associate judicial investigations and cases with our president is, to say the least, an act of audacity and irresponsibility,” Justice Minister Yilmaz Tunc told reporters on Wednesday, calling the separation of powers “a fundamental principle.”

“The judiciary does not take orders from anyone,” he said.

Le Monde

Ghazal Golshiri
23 mars 2025

Iran : le Guide suprême, Ali Khamenei, principal obstacle d'une négociation avec les Etats-Unis

Alors que les risques d'une guerre avec Israël sont considérables et que la situation économique ne cesse d'empirer, des officiels iraniens, à l'instar du chef de la diplomatie, tentent de trouver des brèches afin d'obtenir une levée des sanctions internationales.

Le Guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, lors d'un rassemblement à Téhéran, le 21 mars 2025. BUREAU DU GUIDE SUPRÊME IRANIEN/WANA/REUTERS

Lors de son discours annuel prononcé à l'occasion du Nouvel An iranien (Norouz), le Guide suprême, Ali Khamenei, est resté fidèle à sa ligne dure. Vendredi 21 mars, il a réaffirmé son opposition à toute négociation avec les Etats-Unis, malgré la situation critique à laquelle l'Iran est confronté. *« Les Américains doivent comprendre qu'ils n'obtiendront rien par la menace lorsqu'ils traitent avec l'Iran »*, a déclaré Ali Khamenei, qui a le dernier mot sur toutes les décisions majeures du régime.

Début février, déjà, il avait décrété que négocier avec les Etats-Unis n'était *« ni raisonnable, ni intelligent, ni honorable »*. Vendredi, il a pourtant reconnu la menace grandissante de la guerre depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, dont la politique de *« pression maximale »* est alignée sur celle d'Israël. *« La République islamique est menacée* [par ses ennemis, notamment Israël et les Etats-Unis] *; qu'ils sachent que nous n'avons jamais été les initiateurs d'affrontements ou de conflits avec qui que ce soit. Cependant, si quelqu'un agit avec malveillance et commence un conflit, qu'il sache qu'il recevra de sévères gifles »*, a-t-il mis en garde devant une foule de partisans, réunis à Téhéran.

Les derniers propos du Guide surviennent un peu plus d'une semaine après que l'Iran a reçu, le 12 mars, une lettre du président américain. *« La lettre de Trump contient des menaces, mais prétend offrir des opportunités,* a expliqué le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi, le 20 mars, sur la deuxième chaîne de télévision iranienne. *Dans notre réponse, vous verrez les deux aspects. Nous y répondrons dans les prochains jours. »*

Malgré la virulence du discours du Guide, de nombreux officiels iraniens, à l'instar du chef de la diplomatie, tentent de trouver des brèches pour envisager des négociations avec les Etats-Unis, notamment afin d'obtenir une levée des sanctions internationales. Abbas Araghchi a d'ailleurs évoqué la possibilité que l'Iran engage des *« pourparlers indirects tant que ces pressions et menaces persistent »*. *« Nous sommes prêts pour la guerre, mais nous ne la cherchons pas. L'année prochaine sera une année difficile, importante et complexe »*, a-t-il reconnu.

Crise stratégique sans précédent

Quelques jours plus tôt, la mission iranienne auprès des Nations unies avait publié une déclaration sur X qui n'excluait pas des négociations entre l'Iran et les Etats-Unis concernant le programme nucléaire. *« Si l'objectif des négociations est de répondre aux inquiétudes concernant une éventuelle militarisation du programme nucléaire iranien, de telles discussions pourraient être envisagées »*, précisait le communiqué. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) note d'ailleurs une intensification de la production d'uranium enrichi en Iran, rapprochant le pays d'un seuil critique. De son côté, Téhéran a toujours nié le caractère militaire de ce programme.

Pour Ali Khamenei, deux décisions de Donald Trump sous son premier mandant (2017-

2021) renforcent son refus du dialogue. En 2018, le président américain avait annoncé le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire, conclu à Vienne trois ans plus tôt, entre l'Iran et six puissances mondiales (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne). Deux ans plus tard, il ordonnait l'assassinat en Irak de Ghassem Soleimani, chef des Forces Al-Qods, la branche extérieure des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays.

Le contenu présumé de la lettre de Donald Trump à l'Iran ne laisse guère espérer une résolution rapide du contentieux irano-américain. Selon le site américain *Axios,* citant un responsable américain et deux sources informées, la tonalité du courrier serait *« dur »*. Le document, qui n'a pas été rendu public, sommerait l'Iran d'engager des négociations dans un délai de deux mois, faute de quoi *« la probabilité d'une action militaire américaine ou israélienne contre les installations nucléaires iraniennes augmenterait considérablement »*, affirme Axios.

Sur la scène internationale, depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, l'Iran traverse une crise stratégique sans précédent. Son « axe de la résistance » – un réseau d'alliés qu'il a patiemment tissé au cours de plus de quarante ans, allant du Liban au Yémen, en passant par la Palestine, la Syrie et l'Irak, et qui harcelait Israël et les forces américaines au Proche-Orient – a encaissé des coups très sévères. Avec la chute, le 8 décembre 2024, du régime de Bachar Al-Assad en Syrie, un pilier essentiel de cette stratégie, l'Iran a perdu son « corridor » terrestre, qui lui permettait de soutenir militairement le Hezbollah libanais, lui-même fragilisé par les attaques israéliennes. Malgré la reprise des attaques des rebelles houthistes en mer Rouge, Trump intensifie les frappes au Yémen et met en garde l'Iran : *« Si Téhéran ne met pas fin immédiatement à son soutien, l'Amérique* (…) *ne sera pas indulgente. »*

Pousser à l'ouverture des négociations

En Irak, l'influence iranienne recule également. *« En cas de confrontation, il est peu probable que les Irakiens viennent en aide à l'Iran, car le bilan mitigé de l'Iran au Liban et en Syrie a semé le doute sur la véritable puissance de ce pays*, explique Hamzeh Hadad, chercheur au Conseil européen pour les relations internationales. *Certains dirigeants irakiens se demandent pourquoi ils devraient se sacrifier pour l'Iran alors que ce dernier n'a pas su protéger ses alliés ailleurs. »*

Au sein du régime, certains appellent même à ne pas interpréter trop strictement les déclarations du Guide. L'ancien président Hassan Rohani (2013-2021), artisan du « deal » nucléaire, est sorti de son silence pour souligner l'urgence de la situation. *« Le Guide suprême n'est pas* [fondamentalement] *opposé aux négociations. Il peut y être opposé sous les circonstances actuelles mais, dans quelques mois, il pourrait l'accepter sous d'autres conditions »*, a-t-il affirmé lors d'une rencontre fin février avec les membres de son cabinet.

Diffusée le 13 mars, sa prise de position intervient juste après la réception de la lettre de Trump. Un moyen pour Hassan Rohani de pousser à l'ouverture des négociations avec Washington, rappelant que l'Iran a perdu jusqu'à 800 milliards de dollars depuis le retrait américain de l'accord. Avant le Nouvel An iranien, le dollar a atteint un seuil symbolique de 1 million de rials. En un an, la monnaie iranienne a perdu 60 % de sa valeur face au billet vert, alimentant les préoccupations de la population. *« Lorsque Israël entrera en conflit avec nous, il ne sera plus seul »*, a conclu Hassan Rohani, faisant ainsi allusion au soutien américain à Israël en cas de confrontation militaire avec Téhéran.

Dans un contexte économique délétère, marqué par des années de mauvaise gestion, de corruption et de sanctions, et alors que les blessures de la répression du mouvement Femme, vie, liberté restent vives, une partie du pouvoir iranien semble s'être résignée ces dernières semaines à un pragmatisme limité et temporaire. Ainsi, la nouvelle loi sur la *« chasteté et le hijab »*, adoptée par le Parlement à l'automne 2024, prévoyant de sévères punitions pour les femmes mal voilées, a été suspendue à la demande du Conseil suprême de la sécurité nationale, par crainte qu'elle ne *« provoque une polarisation et n'affaiblisse le régime »*, selon les propos de Mahmoud Nabavian, député ultraconservateur.

Concessions ponctuelles

De plus, pour la première fois depuis longtemps, le régime iranien a permis à la population de célébrer publiquement la Fête du feu, le dernier mardi de l'année, une tradition longtemps rejetée en raison de ses racines zoroastriennes. De nombreux Iraniens ont ainsi pu danser et écouter de la musique en plein air, malgré le mois sacré du ramadan, période où de telles réjouissances sont encore plus mal perçues.

Ces concessions ponctuelles ne peuvent guère suffire à combler le fossé croissant entre le peuple et le régime. Dans le contexte politique actuel, Ali Khamenei apparaît de plus en plus comme le principal obstacle à tout changement substantiel. *« Pour Ali Khamenei, un dirigeant âgé plus préoccupé par son héritage que par tout autre chose, il est difficile de négocier avec Donald Trump,* explique Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group*. De plus, le Guide pense pouvoir donner des leçons à Trump, en affirmant que la pression n'a pas d'effet sur l'Iran. Mais Trump ne changera pas. Aujourd'hui, personne en Iran ne peut dire à Ali Khamenei qu'il serait préférable de négocier avec Trump. C'est pourquoi, à ce stade, les risques d'une confrontation militaire avec l'Iran sont considérables. »*
Face à cette situation de blocage, *« des fractures se sont ouvertes »,* explique une source proche du pouvoir à Téhéran qui préfère rester anonyme. *« D'un côté, les fils des dirigeants iraniens, qui étaient prêts à se sacrifier pour la guerre, se retrouvent désormais à vendre du pétrole à Dubaï en contournant les sanctions. De l'autre, les caisses sont vides. La situation est tellement désastreuse qu'en cas de soulèvement, il est incertain qu'un policier accepte de se tenir devant la foule pour un salaire de 300 dollars* [275 euros] *par mois. Beaucoup souhaitent la disparition du Guide d'une manière ou d'une autre et la reprise du pouvoir par des gens plus pragmatiques. »*

Parmi les Iraniens, bien que la crainte d'un conflit ouvert avec Israël et, peut-être, avec les Etats-Unis, remonte en flèche, un optimisme inexplicable continue de se faire sentir. Nombreux sont ceux qui affirment : *« La situation actuelle n'est plus tenable »*, sans pourtant s'aventurer à envisager une véritable issue.

The New York Times March 23, 2025

Turkey Ousts and Jails Istanbul Mayor, Who Was Expected to Run for President

Supporters of the mayor, Ekrem Imamoglu, said that corruption charges against him were a ploy to hobble the main political rival of President Recep Tayyip Erdogan.

The mayor of Istanbul was jailed pending his trial on corruption charges and removed from office on Sunday, hobbling a potential contender in Turkey's next presidential election and the top rival of President Recep Tayyip Erdogan.

The mayor, Ekrem Imamoglu, was arrested at his home on Wednesday, four days before he was set to be named the presidential candidate of Turkey's political opposition. He has denied the accusations against him, which Mr. Erdogan's opponents have called a ploy to hinder a popular politician's presidential bid.

The court ordered that Mr. Imamoglu be jailed on accusations of corruption pending a trial. State prosecutors have accused him of leading a criminal organization and overseeing bribery, bid rigging and other financial misdeeds at City Hall.

Prosecutors also accused him of supporting terrorism through his political coordination with a pro-Kurdish group during local elections last year. The court chose not to order his detention on those charges, but said the issue remains under investigation.

On Sunday afternoon, the Interior Ministry removed Mr. Imamoglu from office.

Protesters turned out for demonstrations late Sunday in support of Mr. Imamolgu in Turkey's largest cities. Many thousands of people gathered in front of City Hall in Istanbul carrying Turkish flags and hand written placards making fun of Mr. Erdogan or calling for justice.

The mayor of Istanbul, Ekrem Imamoglu, was jailed pending his trial on corruption charges and removed from office on Sunday. Mr. Imamoglu and his party deny the accusations.Yasin Akgul/Agence France-Presse — Getty Images

Supporters of the jailed Istanbul mayor clashing with police during a protest in Istanbul on Sunday.Umit Bektas/Reuters

"I totally believe these are bogus charges," said Emre Can Erdogdu, a university student in Istanbul. "We entirely lost our trust in the government."

He said he feared for the future of the country.

"A person who could be the next president is now out of politics," he said. "It is not just about Istanbul. It is about all of Turkey."

Detention alone may not prevent Mr. Imamoglu from running for president, but he faces other roadblocks. The day before his arrest, his alma mater, Istanbul University, voided his diploma, citing improper procedures in his transfer to the school in 1990. Turkey's Constitution stipulates that the president must have completed higher education. The mayor said before he was detained that he would contest the ruling.

Mr. Imamoglu, who has been elected mayor three times since 2019, faces a slew of other court cases as well, including some that could temporarily bar him from politics. In a post on X, the mayor called on Turks to stand together against "this black stain on our democracy."
Of his detention, he said: "I stand tall. I will never bow."

Critics of Mr. Erdogan, who has dominated Turkish politics for more than two decades, have long accused him of using state power to undermine his rivals. But, they say, arresting a presidential contender to undermine him in the race before it begins represents a new level of authoritarianism.

Some European leaders have criticized the mayor's arrest and called on the Turkish government to uphold the rule of

law. Senior U.S. officials have said little.

Steve Witkoff, President Trump's Middle East envoy, made no mention of the mayor's detention in an interview with the former Fox News anchor Tucker Carlson that was posted on X on Saturday. But he said that Mr. Trump had recently spoken with Mr. Erdogan. The call was not made public by the White House at the time.

"There is just a lot of good, positive news coming out of Turkey right now as a result of that conversation," Mr. Witkoff said, without providing further details.

The court also jailed dozens of other people on Sunday, according to the state-run Anadolu news agency, including several of Mr. Imamoglu's associates. At least four of his aides were jailed on corruption charges and two others for supporting terrorism, the state-run news media reported.
Two Istanbul district mayors were also jailed and removed from their posts, bringing the total removed by the government in recent months to four. All of the ousted mayors are from Mr. Imamoglu's party, which won 26 of Istanbul's 39 districts in local elections last year.

Despite Mr. Imamoglu's detention, Turkey's main opposition party, the Republican People's Party, or C.H.P., went ahead with a primary on Sunday to designate him its presidential candidate. Party members voted around the country, and the party called on nonparty members to cast symbolic ballots to support the jailed mayor.

At one polling station in a neighborhood that Mr. Erdogan's party won in last year's elections, about 20 people stood in line to cast symbolic votes for Mr. Imamoglu.

"I am here for our freedom. I am here for my children," said Hilal Dukmeler, a 26-year-old nurse. "If we keep silent on this one, our republic will not survive."

She said Mr. Erdogan's party had failed to offer services and considered Mr. Imamoglu a threat.

"This is show of power of the government," she said. "They realized that Imamoglu has the power too and they tried to beat him."

Mr. Erdogan's current presidential term, his second, expires in 2028. While the Constitution limits presidents to two full terms, he could legally run again if Parliament called for early elections, cutting short his second mandate.

Many people in Turkey expect that to happen. If it does, it is possible that Mr. Imamoglu, 54, could be barred from the race. Mr. Erdogan, 71, has not said whether he would run, but he has no clear successor and many people in Turkey expect him to seek another term.

Mr. Imamoglu's detention has rattled markets, and Turkey's stock market and the value of its currency have fallen significantly since Wednesday.

His removal could disrupt the administration of Turkey's largest city. The city government employs more than 100,000 people and oversees a number of companies that build housing, run public transportation and carry out infrastructure projects.

Large protests against Mr. Imamoglu's detention have broken out nightly across Turkey, despite the government's efforts to stop them. Public demonstrations have been banned in the country's three largest cities, social media access has been restricted and major transit hubs have been closed to hamper the ability of protesters to gather in public squares.

On Saturday, the Interior Ministry said that 343 people had been arrested while protesting, and the office of Istanbul's governor, who is appointed by Mr. Erdogan, said travelers "likely to participate in unlawful protests" would be prevented from entering the city.

---

euro news.

Wessam Al-Jurdi
24 mars 2025

Syrie : un million de réfugiés de retour chez eux depuis le début de l'année 2025

Le nombre de Syriens rentrés chez en eux depuis le début de l'année est un record qui n'avait jamais été atteint depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.View on euronews

L'année 2025 a été marquée par une augmentation sans précédent du nombre de réfugiés syriens de retour dans leur pays après des années de déplacement forcé.

Ce retour massif s'inscrit dans un contexte de changements tangibles sur le terrain syrien, tant en termes de stabilité sécuritaire que d'efforts internationaux de reconstruction.

De nouveaux signes d'espoir en 2025

Selon les chiffres publiés par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus d'un million de réfugiés syriens sont rentrés chez eux depuis le début de l'année, un nombre record jamais enregistré depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Le coordonnateur résident et humanitaire des Nations unies pour la Syrie, Adam Abdelmoula, a indiqué que 1,2 million de personnes sont retournées dans leur région d'origine en Syrie, dont 885 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 302 000 réfugiés, depuis le mois de décembre, lorsque le régime de Bachar al-Assad est tombé. Le HCR s'attend à ce que jusqu'à 3,5 millions de réfugiés et de déplacés internes rentrent cette année, ce qui «souligne le besoin d'investissements urgents dans le soutien au rétablissement et à la réintégration», estime Adam Abdelmoula.

«Les hostilités actives se poursuivent dans le nord, le sud et certaines poches sur la côte - déplaçant des milliers de personnes et entravant l'accès à l'aide», ajoute-t-il.

Coercition et peur sous le régime de Bachar al-Assad

Au cours des dernières années, le régime de Bachar al-Assad a tenté de promouvoir l'idée d'un «retour en toute sécurité» mais de nombreux réfugiés qui ont tenté de rentrer au cours de cette période ont été arrêtés ou enrôlés de force dans l'armée, ce qui a suscité des craintes généralisées parmi les Syriens vivant à l'étranger.

La reconstruction sous Assad a également été très limitée, avec une forte répression sécuritaire contre ceux qui voulaient restaurer leurs maisons dans les zones détruites, ce qui a accru la méfiance entre les réfugiés et le régime, conduisant à une baisse significative du nombre de personnes rentrant chez elles.

Efforts diplomatiques

L'un des points clés qui caractérisent le retour des réfugiés en 2025 est le rôle actif de la communauté internationale dans le soutien au processus de reconstruction. Après des années d'impasse politique, les efforts diplomatiques ont permis de dégager un consensus international sur la nécessité de fournir une aide humanitaire et de soutenir l'économie syrienne.

En outre, les pays qui accueillent les réfugiés, comme la Turquie, le Liban et la Jordanie, ont joué un rôle important pour faciliter leur retour. Ces pays ont offert des incitations économiques et sociales aux réfugiés, notamment des programmes de formation professionnelle et des possibilités d'emploi temporaire, afin d'alléger le fardeau qui pèse sur leurs économies nationales, gravement endommagées par l'accueil de réfugiés pendant de longues périodes.

Des réformes nécessaires pour garantir les droits des Syriens

Malgré les aspects positifs évidents, les réfugiés qui rentrent au pays doivent encore relever des défis importants face au manque de services de santé et d'éducation, la persistance de zones peu sûres et un taux de chômage élevé.

Lors de la conférence de Bruxelles sur la Syrie du 17 mars dernier, le Haut Commissaire de l'ONU Filippo Grandi a souligné la nécessite de réformes globales et durables garantissant les droits de tous les citoyens syriens.

«Comment faire en sorte que, lorsque les gens retournent dans leurs communautés, ils disposent de suffisamment d'éléments de base : Abris, électricité, eau, assainissement, éducation, emploi - en bref : Comment assurer leur sécurité et le respect de leurs droits, car sans sécurité, il n'y a pas d'opportunités ?» interrogeait-il.

Le Monde 24 mars 2025

En Turquie, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, incarcéré et « suspendu de ses fonctions », appelle à faire échec « à cette tache noire sur notre démocratie »

Un juge a ordonné le placement en détention provisoire de l'édile pour « corruption », mais rejeté l'accusation de « terrorisme ». Les partisans du maire, principal rival du président Erdogan, ont envahi les rues, dimanche, pour le cinquième soir de suite, déferlant par dizaines de milliers devant l'hôtel de ville de la mégapole turque.

La vague de contestation qui a envahi les rues d'Istanbul depuis plusieurs jours n'a pas freiné les autorités turques. Un juge a ordonné, dimanche 23 mars, l'incarcération du maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, en détention provisoire, pour « corruption », a annoncé l'un de ses avocats. La justice turque a en revanche rejeté un ordre de détention pour « terrorisme ». Ses conseils ont dit qu'ils feraient appel de cette décision.

M. Imamoglu a par ailleurs été « *suspendu de ses fonctions* », a déclaré le ministère de l'intérieur turc dans un communiqué. Le conseil municipal d'Istanbul élira un maire adjoint mercredi, selon le gouvernorat.

Ekrem Imamoglu, qui avait dénoncé la veille des accusations *« sans fondement »*, a été conduit en milieu d'après-midi à la prison de Marmara, connue sous le nom de prison de Silivri, en lisière d'Istanbul, a expliqué son parti. Plusieurs de ses coaccusés ont également été incarcérés, selon les médias turcs. *« Le processus judiciaire en cours est loin d'être équitable. C'est une exécution sans procès »*, a accusé le maire dans une déclaration transmise par ses avocats.

L'incarcération du maire d'Istanbul et de nombreuses autres personnalités *« constituent des atteintes graves à la démocratie »*, a déploré dimanche soir le ministère des affaires étrangères français, rappelant que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe et Etat candidat à l'adhésion à l'Union européenne.
Le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale force d'opposition, auquel le maire d'Istanbul appartient, a dénoncé *« un coup d'Etat politique »*. *« Je ne plierai jamais, tout ira bien »*, a promis l'élu dans un message publié sur le réseau social X par ses avocats, appelant ses partisans à ne *« pas perdre espoir »* et à *« ne pas se décourager »*. *« Nous allons, main dans la main, faire échec à ce coup, à cette tache noire sur notre démocratie »*, ajoute-t-il.

Dimanche, comme tous les soirs depuis mercredi, des dizaines de milliers de manifestants ont envahi la place de la mairie d'Istanbul sous une forêt de drapeaux. Mais les visages sont apparus graves. *« Vous serez vaincus ! »,* a lancé à la tribune l'épouse du maire, Dilek Imamoglu, en direction des autorités. *« Ce que vous avez fait à Ekrem a touché un point sensible qui nous rappelle à tous vos injustices »,* a-t-elle poursuivi. D'importantes manifestations ont également lieu à Ankara et Izmir notamment.

Des manifestants à Istanbul, en Turquie, le 23 mars 2025. DILARA SENKAYA / REUTERS

Quinze millions d'électeurs ont voté à la primaire de l'opposition

Ekrem Imamoglu est devenu la bête noire du président turc, Recep Tayyip Erdogan, en ravissant en 2019 la capitale économique du pays aux islamo-conservateurs de l'AKP, le parti du chef de l'Etat, qui gardait la main sur Istanbul depuis vingt-cinq ans. L'élu d'opposition, triomphalement réélu l'an passé, devait assister dimanche à son investiture en tant que candidat de son parti pour la prochaine présidentielle, prévue pour 2028.

La primaire symbolique, que le CHP a maintenue dimanche, a viré au plébiscite avec 15 millions de votants en faveur de M. Imamoglu, dont 13,2 millions de personnes extérieures au CHP, selon le premier décompte communiqué par la municipalité. Le parti d'opposition avait appelé tous les Turcs, même non inscrits au CHP, à y prendre part.

« Ekrem Imamoglu est en route vers la prison mais il est aussi en route vers la présidence », a lancé Özgür Özel, le leader du CHP, à l'issue du scrutin. De son côté, M. Imamoglu a salué ce résultat : *« Des dizaines de millions de personnes dans ce pays, qui souffrent de l'oppression du gouvernement, d'une économie ruinée, de l'incompétence et de l'anarchie, se sont précipitées aux urnes pour dire "Erdogan, ça suffit" »,* écrit-il dans une déclaration transmise par la mairie. *« Les urnes viendront, la nation donnera à ce gouvernement une gifle inoubliable »,* promet-il.

Prolongation de l'interdiction de rassemblement

Chaque soir depuis mercredi, des dizaines de milliers de personnes se retrouvent à Istanbul à l'appel du CHP. De nouveaux incidents ont éclaté dimanche soir entre manifestants et policiers, avec usage de gaz lacrymogène. Le gouvernorat d'Istanbul a prolongé une interdiction de rassemblements jusqu'à mercredi soir et tenté de restreindre les accès à la métropole des personnes soupçonnées de vouloir les rejoindre.

Mais la vague de protestation déclenchée par l'arrestation de M. Imamoglu s'est répandue à travers la Turquie, atteignant une ampleur inédite depuis le grand mouvement de contestation de Gezi, en 2013, parti de la place Taksim d'Istanbul. De nombreux jeunes gens, trop jeunes lors de ces manifestations, y font référence avec leurs pancartes, se présentant comme les enfants des *« maraudeurs »*, un terme désuet utilisé à l'époque par M. Erdogan pour qualifier les manifestants. Au moins 55 des 81 provinces turques ont été gagnées par le mouvement, soit plus des deux tiers du pays, selon un décompte effectué samedi par l'AFP.

Samedi, la foule était apparue encore plus nombreuse que les jours précédents, prenant d'assaut les rames de métro et les abords de l'hôtel de ville, congestionnés, en agitant des drapeaux et des pancartes exprimant sa colère : *« Les dictateurs sont des lâches ! »*, *« L'AKP* [Parti de la justice et du développement, au pouvoir] *ne nous fera pas taire. »*

Paris et Berlin ainsi que les maires de plusieurs grandes villes européennes avaient également condamné dès mercredi l'arrestation de M. Imamoglu. En réponse à la contestation, le président Erdogan, qui a lui-même été maire d'Istanbul dans les années 1990, a juré samedi de ne pas céder à la *« terreur de la rue »*.

Outre des centaines d'arrestations dans neuf villes, le réseau social X a annoncé dimanche soir qu'Ankara avait aussi demandé la fermeture de plus de 700 comptes jugés hostiles, *« organismes de presse, journalistes, personnalités politiques, étudiants et autres… »* selon l'équipe de communication du réseau qui a dit s'opposer à cette décision.

Le Monde

Mashuq Kurt
24 mars 2025

« L'appel d'Öcalan en faveur d'une lutte démocratique non violente pourrait changer la question kurde

Le sociologue Mashuq Kurt estime, dans une tribune au « Monde », que la population kurde vit un moment décisif de son histoire, oscillant entre espoir et scepticisme quant à leur place et leur avenir au Moyen-Orient.

Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a, le 27 février, depuis sa prison, appelé le mouvement à déposer les armes et à se dissoudre, arguant qu'il avait accompli sa mission. Après plus de quarante ans de lutte armée – d'abord pour un Kurdistan indépendant, puis pour une administration autonome à l'intérieur des frontières de l'Etat turc –, Abdullah Öcalan estime que la création d'un Etat-nation séparé, d'une fédération ou d'un système d'autonomie administrative, ne répond pas aux besoins de la communauté kurde et que la démocratie est le seul modèle de gouvernance viable.

Portrait d'Abdullah Öcalan brandi lors d'un rassemblement à l'occasion des célébrations de Norouz, marquant la nouvelle année du calendrier persan, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 21 mars 2025. ILYAS AKENGIN / AFP

L'appel d'Öcalan a suscité plusieurs déclarations de différentes branches de son organisation à travers le Moyen-Orient et la diaspora kurde. En Turquie, le PKK a proclamé un cessez-le-feu et appelé Ankara à apporter des garanties de sécurité et à laisser Öcalan diriger le congrès du parti qui doit prononcer sa dissolution.

En Syrie, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le Kurde Mazloum Abdi, a déclaré que l'appel d'Öcalan ne les concernait pas, mais que la normalisation de la situation des Kurdes de Turquie et leur intégration au sein de la démocratie turque auraient des répercussions positives sur leurs négociations avec le nouveau gouvernement syrien. Dans la foulée, le 10 mars, il a signé un accord, vraisemblablement négocié sous l'égide de l'administration américaine, avec le président syrien Ahmed Al-Charaa. Cet accord garantit les droits des Kurdes et prépare l'intégration de cette communauté au sein du nouvel Etat syrien en pleine construction.

Horizon incertain

Le moment et le contenu de cet appel sont historiques sous maints aspects. Ces dizaines d'années de conflit armé ont dévasté les régions kurdes, provoquant de nombreux déplacements de populations et la mort d'une multitude de civils ainsi que la mise en place de mesures pour protéger les communautés kurdes. L'appel d'Öcalan en faveur d'une lutte démocratique non violente pourrait changer la question kurde par-delà les frontières turques et mettre fin aux hostilités entre l'Etat turc et les groupes politiques kurdes.

Mais l'horizon reste incertain. On ne connaît ni la feuille de route ni les détails de l'accord. Les négociations se sont tenues en l'absence d'observateur ou de médiateur international qui pourrait, au besoin, remettre le processus de paix sur les rails. Le PKK et le FDS ont juste reçu des courriers d'Öcalan, précisant certains détails et garanties. De son côté, le gouvernement turc doit prendre plusieurs mesures, notamment l'adoption d'une grande loi d'amnistie, la libération de prisonniers politiques kurdes et la conclusion d'un accord concernant les membres du PKK après sa dissolution.

L'appel d'Öcalan a reçu un large soutien de la part des chefs politiques et des élites kurdes, mais la population reste mitigée. Alors que les partisans d'Öcalan et du PKK voient dans cet appel un *« manifeste historique »* qui doit *« changer la donne »*, les voix plus critiques et les nationalistes kurdes se montrent prudents, rappelant l'échec des négociations précédentes, et les violences qui ont suivi. Même s'il y a consensus sur

la nécessité d'engager des processus démocratiques et non violents, la communauté kurde s'interroge, d'autant qu'Öcalan a déclaré que les scénarios d'un Etat-nation distinct, du fédéralisme et d'une administration autonome ne constituaient pas des solutions vu les réalités sociales et historiques kurdes.

Les Kurdes ont longtemps considéré que leur combat passait par la lutte pour la création d'un Kurdistan indépendant ou d'une administration démocratique autonome à l'intérieur des frontières d'un Etat-Nation existant. Or, aujourd'hui, après l'appel d'Öcalan en faveur d'un processus d'intégration démocratique au sein de l'Etat turc, ceux qui se sont battus pour l'autonomie s'interrogent sur le sens de leurs sacrifices, notamment au vu des ravages et des déplacements de population causés par leurs insurrections, la dernière datant de 2015-2016. Au début des années 2000, alors qu'il revendiquait jusque-là la création d'un Etat kurde indépendant, le PKK avait déjà changé son fusil d'épaule pour réclamer la création d'une administration autonome démocratique. Ce changement de cap avait provoqué des divisions. Aujourd'hui, l'appel d'Öcalan va avoir de vastes répercussions au Moyen-Orient, notamment pour les négociations entre les Kurdes de Syrie et la nouvelle administration du pays.

Optimisme prudent

Öcalan considère la voie de la démocratie comme la seule solution viable à la question kurde, vieille d'un siècle. Or, ses interlocuteurs – à savoir l'Etat turc et le gouvernement syrien – sont loin d'être des modèles. La démocratie turque s'est fortement érodée sous le règne d'Erdogan.

Quant au nouveau régime syrien, il offre peu d'espace à une autonomie kurde, et les élections promises par le gouvernement intérimaire de l'Organisation de libération du Levant *[Hayat Tahrir Al-Cham, ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie]* ne se tiendront pas avant des années. L'actuel gouvernement syrien parviendra-t-il à mettre en place un véritable système démocratique, qui protège également la minorité kurde ? Celle-ci garde un sombre souvenir des violences de l'Etat islamique et des djihadistes.

Alors qu'ils traversent un des moments les plus décisifs de leur histoire récente, les Kurdes affichent un optimisme prudent. Pour certains, l'appel d'Öcalan constitue un courageux pas en avant destiné à mettre fin à des dizaines d'années de conflits. D'autres redoutent qu'il n'apporte la paix qu'au prix d'une assimilation totale, balayant tout espoir d'autonomie et d'autodétermination.

Ce tournant contribuera-t-il à résoudre la question kurde, ou bien s'agit-il d'une tactique de l'Etat turc pour affermir son contrôle sur la communauté kurde ? Seul le temps le dira. Ce revirement apporte une lueur d'espoir à tous ceux qui attendent depuis si longtemps la paix. Mais, dans le pire des scénarios, il pourrait réduire à néant les avancées durement acquises par la communauté kurde, sans par ailleurs garantir les droits et protections nécessaires pour parvenir à une solution juste et durable pour les Kurdes dans un Moyen-Orient en pleine mutation.

Mashuq Kurt, spécialiste des Kurdes et du Kurdistan, notamment en Turquie et au sein des diasporas, est professeur associé de sociologie au Royal Holloway, à l'université de Londres.

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

Le Monde **24 mars 2025**

La Turquie d'Erdogan bascule dans l'autocratie

Avec l'incarcération du maire d'Istanbul, le social-démocrate Ekrem Imamoglu, le président turc, au pouvoir depuis 2003, achève le détricotage systématique de l'Etat de droit et des contre-pouvoirs.

Au pouvoir depuis vingt-deux ans, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a fait incarcérer, dimanche 23 mars, une des rares personnes qui étaient en mesure de le battre dans les urnes : le social-démocrate et atatürkiste revendiqué Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul depuis 2019, qui devait être, le même jour, désigné comme candidat à la prochaine présidentielle du Parti républicain du peuple (CHP).

En l'attaquant avec l'arme la plus redoutable dont il dispose – la justice –, sous couvert de multiples accusations, dont celle de « corruption », et en réprimant les imposantes manifestations de protestation organisées dans tout le pays, l'homme fort de la Turquie achève ce qu'il a commencé il y a une bonne dizaine d'années : le détricotage systématique de l'Etat de droit et des contre-pouvoirs.

Cette inquiétante régression de la démocratie a été marquée dès 2013 par la répression des manifestations anti-Erdogan du parc de Gezi à Taksim, suivie d'une dérive autoritaire. Puis, deux ans plus tard, par la fin brutale et sanglante des négociations de paix avec les Kurdes et l'incarcération d'élus et de figures politiques comme le populaire Selahattin Demirtas. S'y sont ajoutées aussi les répercussions du coup d'Etat raté de 2016 et les purges gigantesques au sein des institutions publiques des membres de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen ; avec qui le président s'était pourtant allié pendant des décennies.

Résultat de l'élection connu d'avance

Il y a eu ensuite l'adoption de lois liberticides, la destitution de maires et les arrestations de plus en plus nombreuses d'intellectuels, d'artistes, de journalistes de gauche ou proches de l'opposition libérale. De tout temps, le chef

de l'Etat est apparu prêt à faire un pas de plus pour garder le pouvoir. Jamais, toutefois, il n'était allé aussi loin qu'aujourd'hui.

Certes, l'environnement électoral turc ressemble peu à une compétition loyale. La quasi-totalité du paysage médiatique est sous contrôle, tout comme l'appareil d'Etat. Mais l'opposition a toujours été en mesure de présenter des candidats viables. L'incarcération d'Ekrem Imamoglu ordonnée par un juge marque un moment de bascule inquiétant : le gouvernement franchit la ligne qui sépare le système autoritaire mais pluraliste de la Turquie d'une autocratie complète de type russe ou azerbaïdjanais. Le candidat de l'opposition n'est pas librement choisi par elle-même. Le résultat de l'élection, lui, est connu d'avance.

Des policiers arrêtent un homme lors d'une manifestation en soutien au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, à Ankara, le 23 mars 2025. CAGLA GURDOGAN / REUTERS

Le président turc semble estimer qu'il est l'abri d'un retour de bâton. Réprimées par une considérable armada policière, les centaines de milliers de personnes qui descendent dans la rue ne l'ont jamais fait reculer. Et le fait de s'attaquer aussi frontalement à la formation d'Ekrem Imamoglu, le CHP, fondé en 1923 par le père de la République, Mustafa Kemal Atatürk, ne semble pas non plus l'inquiéter, au contraire même. D'autant que la prochaine élection présidentielle turque n'est en principe prévue qu'en 2028.

Paris et Berlin, ainsi que plusieurs maires de villes européennes, ont protesté contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu. Mais la condamnation par l'Union européenne de la répression de 2013 paraît bien loin. Certes, compte tenu de la présidence Trump, de la guerre en Ukraine et de la situation en Syrie, le président de la Turquie, Etat membre de l'Alliance atlantique, peut être considéré par les Occidentaux comme un partenaire important. Mais que ce grand pays pivot s'enfonce durablement dans l'autocratie serait non seulement un drame pour sa population, mais une terrible nouvelle pour tous les défenseurs de la démocratie.

The New York Times **March 24, 2025**

What We Know About the Turmoil in Turkey

The arrest of Istanbul's mayor on corruption charges has stoked worries that President Recep Tayyip Erdogan is becoming more authoritarian in seeking to sideline a top rival.

Turkey has been plunged into a political crisis after the authorities arrested Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul and the top rival of President Recep Tayyip Erdogan, on accusations of corruption and supporting terrorism.

The biggest protests in more than a decade have erupted across the country, with Mr. Imamoglu ousted from his position and jailed hours before Turkey's main opposition party designated him its candidate in the next presidential election.

Mr. Imamoglu has denied the charges, calling them politically motivated. Many people have accused the government of using the courts to sideline a perceived political threat to Mr. Erdogan, who has led Turkey since 2003, and have called for his release.

Who is Ekrem Imamoglu? Mr. Imamoglu became the mayor of Istanbul, Turkey's largest city and economic engine, in 2019, after defeating a candidate backed by Mr. Erdogan. He was re-elected twice, and some polls suggest that he could beat Mr. Erdogan in a head-to-head race for the presidency.

On March 19, scores of police officers arrested Mr. Imamoglu at his home after state prosecutors accused him of corruption in municipal business and supporting terrorism. Four days later, the government removed him from officeand jailed him pending trial on the corruption charges.

Protesters in Istanbul took to the streets on Sunday after

the city's mayor was jailed and ousted from his role.Dilara Senkaya/Reuters

That same day, Turkey's main opposition party, the Republican People's Party, or C.H.P., held a primary to choose Mr. Imamoglu as its candidate in the next presidential election. Millions of party members from across the country voted, and non-party members cast symbolic ballots to voice their support for him.

Mr. Imamoglu has vowed to fight the government. But his detention is not the only hurdle he faces in seeking the presidency. The day before his arrest, his university annulled his diploma, which could preclude him from a presidential bid. He faces an array of other court cases, too, including some that could see him temporarily barred from politics. He has called them politically motivated, too, and is contesting them in court.

What is the government saying?

State prosecutors accused Mr. Imamoglu of leading a criminal organization and overseeing bribery, bid rigging and other financial misdeeds at City Hall. They also accused him of supporting terrorism through his political coordination with a pro-Kurdish group during last year's municipal elections, a claim that is still under investigation.

Government officials say that the accusations are not politically motivated and have called on Turks to have faith in the courts and wait for the legal process to conclude. The government has also issued protest bans in major cities, limited access to social media sites and flooded pro-government news channels with leaks aimed at indicating Mr. Imamoglu's guilt.

The police used pepper spray, tear gas and water cannons to disperse protests on Sunday in Istanbul after the arrest of Mayor Ekrem Imamoglu.Umit Bektas/Reuters

Security forces have used water cannons and tear gas to disperse the protests. Interior Minister Ali Yerlikaya has said that more than 1,100 people have been detained in relation to the protests following Mr. Imamoglu's arrest and that more than 100 police officers were injured in clashes with demonstrators.

"Some circles in recent days are abusing the right to demonstrate, attempting to disrupt public order and attack our police officers as they fan street events," Mr. Yerlikaya said in a post on X. "Such actions aim to disrupt the peace and safety of our people."

What could this mean for Turkey's future?

The moves against Mr. Imamoglu are the latest examples of what Mr. Erdogan's critics call his increasingly authoritarian tactics. In his more than two decades in power, Mr. Erdogan has gathered state power in his hands while extending his influence over the news media and the judiciary.

Mr. Erdogan's second term expires in 2028. The Constitution limits presidents to two full terms, but he could legally run again if Parliament called for early elections and cut short his second mandate.

If Mr. Imamoglu, 54, can escape his legal troubles, that would put him in a head-to-head race with Mr. Erdogan, 71. The president has not said whether he will run, but he has no clear successor and many people expect him to do so.

Turkey's stock market and the value of its currency have dropped substantially since Mr. Imamoglu's arrest, although they have since regained some of their losses. Some investors, however, could avoid the country out of fears about the rule-of-law and the possibility of more instability.

Some European leaders have criticized Mr. Imamoglu's arrest as anti-democratic, but senior American officials have said little about it.

Recent global events may have left Mr. Erdogan in a good position. The Trump administration has expressed few concerns for how American partners govern their countries. And fear that the United States will withdraw support for Ukraine in its war with Russia has led European countries to seek greater defense ties with Turkey that they may not want to risk jeopardizing.

Safak Timur contributed reporting.

Le Monde

Nicolas Bourcier
25 mars 2025

Turquie : à l'origine des manifestations, une jeunesse étudiante qui « n'a plus rien à perdre »

Une poignée d'étudiants, qui n'ont connu que le régime de Recep Tayyip Erdogan, ont été à la manœuvre dans les premières heures de la mobilisation contre l'arrestation du principal opposant du chef de l'Etat, Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul. Les manifestations se sont poursuivies lundi, pour la sixième journée consécutive.

Ils sont jeunes et déterminés. Ils n'ont connu que *« lui »*, comme ils l'appellent. Lui, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à la tête du pays depuis plus de vingt-deux ans, une page qu'ils disent vouloir urgemment tourner. Cette poignée de jeunes gens a été à l'initiative de la fronde qui a déclenché l'embrasement spectaculaire du pays, où des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues depuis six jours. Depuis l'arrestation, mercredi 19 mars, chez lui, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, membre du très kémaliste et libéral Parti républicain du peuple (CHP), bête noire et principal rival du chef de l'Etat.

Des étudiants brandissent une pancarte sur laquelle on lit : « L'université ne se soumet pas », lors d'une manifestation à Istanbul, le 20 mars 2025, suite à l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. OZAN KOSE/AFP

Il y a Deniz (tous les noms ont été modifiés à leur demande), 18 ans, étudiant en première année dans la faculté de communication à l'université d'Istanbul. Baris, 20 ans, fils d'enseignant et étudiant en sciences politiques à l'université de Galatasaray. Ebru, 20 ans aussi, inscrit en sociologie à l'université du Bosphore. Et Eda, 22 ans, en médecine dans la faculté privée Yeditepe.

Génération engagée

Ils se connaissent depuis quelques années. Rencontres dans les assemblées générales de partis de gauche, participation à des colloques et des réunions de défense des droits des femmes, des travailleurs, des précaires : tous les quatre font partie de cette génération engagée, plus radicalisée intellectuellement aussi. Ils sont membres ou proches du mouvement étudiant Sol Genç (nom de la formation jeunesse du Parti de gauche) et des différentes plateformes étudiantes très actives dans les campus.

L'élément mobilisateur a été l'annonce, la veille de l'arrestation du maire, de l'annulation de son diplôme par l'université d'Istanbul, qui lui avait délivré sa certification il y a plus de trente ans. La décision était redoutée, car, en vertu de la Constitution, tout candidat aux fonctions de chef de l'Etat doit justifier de quatre années d'études supérieures. Dimanche avait lieu le vote des adhérents du CHP pour désigner Ekrem Imamoglu, seul en lice, candidat à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2028.

Deniz et d'autres étudiants de leur collectif décident alors de lancer un appel, dans la soirée de mardi, pour une manifestation le lendemain, 13 heures, devant les portes de la cantine, l'Esnaf lokantasi, de l'université d'Istanbul. Le lieu est central, entouré de plusieurs facultés. Il est surtout symboliquement important, *« puisqu'il représente le lieu même où Ekrem a obtenu son diplôme »*, ajoute Deniz.

Mercredi matin, les images des arrestations, non seulement du maire, mais aussi des dizaines de collaborateurs et élus, précipite l'action des étudiants. Toute la matinée, les échanges se font sur les groupes WhatsApp. Les classes ont chacune le leur et partagent les informations quasi en direct. Très vite, les autorités annoncent une interdiction de manifestation.

Qu'importe, sans affiche ni pancarte, 600 étudiants se retrouvent ainsi à l'heure dite devant la cantine. L'appel lancé la veille se transforme en manifestation pour la libération du maire et de ses proches.

« Dès le début de la marche, les policiers ont bloqué la rue Süleymaniye, le trajet habituel des manifs, raconte Deniz. *Leur cordon était important, mais de plus en plus d'étudiants étaient arrivés derrière nous. On a poussé, certains d'entre nous ont tenté de négocier avec les agents de police, en vain. Cela a duré quarante minutes, et là, on a repoussé et nous sommes passés. »*
La scène est filmée et les images deviennent virales en quelques minutes. *« Cela a été comme une libération*, poursuit Deniz. *Il faut comprendre que le pays s'est réveillé ce jour-là comme dans un cauchemar. Toutes ces arrestations et puis, d'un coup, ces images de jeunes qui traversent ce cordon de policiers. C'était possible ! Cela a créé l'étincelle, comme une sorte d'énergie positive soudainement retrouvée. »*

« Corruption et jeu de pouvoir »

La marche grossit, ils sont désormais 1 500 à déambuler et à essayer de convaincre commerçants et badauds de ce quartier animé de Beyazit de les suivre. Certains veulent aller à Taksim, la place iconique de la révolte de Gezi, en 2013, symbole des mouvements protestataires de ces dernières années dans le pays. Ce sera la place de la mairie d'Istanbul, à Saraçhane. *« Lorsqu'on est arrivé, il n'y avait quasiment personne,* se souvient Baris. *Puis la place se transforme en meeting improvisé et le CHP lance un appel pour 20 h 30. On a eu l'impression qu'ils l'ont fait pour calmer le jeu et garder le contrôle sur tout ça. »*

A l'université du Bosphore, l'information du rassemblement de 13 heures a circulé via la plateforme du conseil des représentants des étudiants. Un groupe de 400 étudiants rejoint le quartier de Beyazit. Des pancartes sont faites à la va-vite : *« Dictateur Erdogan »*, *« Erdogan sans diplôme »*, ou encore *« Le gouvernement doit démissionner »*. Selon Ebru, *« le soir, devant la mairie, il y avait 30 000 à 40 000 personnes »*. Le lendemain, les AG se multiplient. A Galatasaray, dans le salon Süslü, la plus grande salle de l'université, 300 étudiants appellent à la grève des cours. A l'université Yeditepe, les jeunes décident de se rendre à la mairie. *« Trois mille étudiants vont débrayer, pour un établissement privé, c'est énorme »*, savoure Ebru. Quelques heures plus tard, devant l'entrée principale de l'université d'Istanbul, ils sont 10 000 à se serrer sur la place avant de rejoindre la mairie. Le soir, ils seront au total 200 000 personnes. Samedi, plus d'un million, selon le CHP.

Pour Deniz, l'effet papillon a fonctionné. *« Depuis* [les manifestations de] *Gezi*, dit-il, *il y a eu des rassemblements avant la pandémie* [de Covid 19] *contre l'augmentation du prix du ticket de resto universitaire – un étudiant s'est même suicidé – ou contre la mise en place des administrateurs, envoyés par le ministère, à la tête des universités. Mais à aucun moment il n'y a eu une transmission politique de* [l'esprit de] *Gezi. Aujourd'hui, 80 % des jeunes mobilisés sortent pour la première fois dans la rue. »*

« Je pense qu'on est arrivé à un moment où on n'a plus rien à perdre, ajoute Ebru. *On n'a plus cette peur d'être fiché comme avant. La répression s'annonce forte, mais notre colère est immense et commence à peine à s'exprimer : les étudiants sont pauvres, certains ont faim, le niveau d'enseignement baisse. Il n'y a pas d'espoir dans ce système et ce gouvernement. Tout n'est que corruption et jeu de pouvoir où plus rien n'est sûr : prenez le diplôme d'Ekrem, si le pouvoir retire ainsi au maire le plus important du pays son titre, qu'en sera-t-il du mien ? »*

Eda, elle, sourit à l'idée de se retrouver à nouveau les jours prochains dans la rue avec autant de monde. *« Bien sûr qu'Ekrem doit être libéré, évidemment que la critique envers les dirigeants doit augmenter, mais il nous faut aller bien plus loin encore. »* Plus de 1 130 personnes ont été interpellées en six jours, selon le ministère de l'intérieur.

25 mars 2025

Syrie: la difficile intégration de la région du Nord-Est, sous contrôle des Kurdes

L'un des principaux défis auquel fait face les nouvelles autorités syriennes est celui de l'intégration de la région du nord-est du pays, actuellement contrôlée par les Kurdes. Ces dernières semaines, les évènements se sont succédé, avec notamment la signature d'un accord entre Damas et les Forces démocratiques syriennes menées par les Kurdes.

On l'a appris dans le prolongement de l'un des points de bascule de ces dernières semaines pour tous les Syriens, y compris les **Kurdes** : le massacre de plus de 1 200 alaouites sur la côte syrienne par des milices sous l'autorité de Damas. Quatre jours plus tard, l'accord qui prévoit d'intégrer la région du nord-est syrien – dominée par les Kurdes – à la Syrie **a donc été signé**.

Une manière pour le président intérimaire Ahmed al-Charaa d'absorber la colère de la population syrienne et de montrer sa volonté **d'intégrer et de protéger toutes les composantes du pays**. Pour les autorités kurdes, il s'agit d'une victoire, car face à l'urgence, Ahmed al-Charaa a fini par céder sur certains points.
Le texte est surtout un accord de principe sur une intégration progressive des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des institutions de l'Administration autonome du nord-est syrien. Il y a encore de nombreuses questions sans réponse, et en particulier sur l'avenir des combattants kurdes.

Désarmement du PKK

Un autre évènement clef de ces dernières semaines est

l'appel au désarmement du PKK par le chef du mouvement Abdullah Öcalan depuis sa cellule turque. Cela dans un accord censé mettre fin à 40 ans de guerre entre Ankara et le parti des travailleurs du Kurdistan.

Les Kurdes, qui réclament la constitution du Kurdistan depuis la chute de l'Empire ottoman en 1922, habitent dans une zone s'étalant sur un territoire aujourd'hui divisé entre la **Syrie**, la Turquie, l'Irak et l'Iran. Les mouvements et partis politiques kurdes ne s'arrêtent donc pas aux frontières des pays. Dans le nord-est syrien, c'est justement la branche locale du PKK qui réussit à mettre en place une région autonome avec une force armée, les FDS. Ces dernières ont affirmé ne pas être concernées par l'appel au désarmement du PKK.

De son côté, Ankara exige leur démantèlement total et Damas a choisi la voie des négociations pacifiques avec les FDS. Mais l'un des premiers prérequis pour les autorités de transition est d'arriver à garantir les droits et la sécurité de la population kurde. C'est donc une histoire en cours d'écriture.

The New York Times

March 26, 2025

Turkey's Opposition Calls for Boycott and Mass Rally After Istanbul Mayor's Arrest

To pressure President Recep Tayyip Erdogan over the jailing of his top rival, the opposition wants Turks to boycott companies that back Mr. Erdogan and plans to organize a protest this weekend.

One week after the Turkish government arrested the mayor of Istanbul, who is the top rival to President Recep Tayyip Erdogan, the political opposition on Wednesday pressed new tactics to fight what it called an assault on the country's democracy.

Members of the Istanbul City Council waved their fists and chanted slogans in support of Ekrem Imamoglu, the jailed mayor, after electing Nuri Aslan to run the city on an interim basis on Wednesday.Chris Mcgrath/Getty Images

The arrest has set off nightly demonstrations that have drawn hundreds of thousands of antigovernment protesters to the streets of Istanbul and other cities. Now, Mr. Erdogan's opponents are calling on Turks to boycott companies said to support Mr. Erdogan and vowing to organize a mass protest on Saturday in place of the smaller rallies.

The shift in tactics — including holding public fast-breaking meals for people observing the Muslim holy month of Ramadan — came amid a government crackdown on protesters. The government has issued protest bans in major cities and limited access to social media sites; some protesters have clashed with riot police using water cannons and pepper spray to clear them from the streets.

More than 1,300 people have been arrested in recent days in connection with the demonstrations, the Interior Ministry said, and about 170 have been jailed pending trial. Those arrested included 11 journalists, some of whom remained in custody on Wednesday, including a photographer for Agence France-Presse.

The turmoil began on March 18, when the police arrested Istanbul's mayor, Ekrem Imamoglu, on accusations of corruption and support for terrorism. On Sunday, he was detained pending a trial on corruption charges and suspended from his post — the same day that his political party designated him as its candidate in the next presidential election.Crowds on Tuesday flashing mobile phone lights during a protest against the arrest of Mr. Imamoglu in Istanbul.Umit Bektas/Reuters

The government has accused Mr. Imamoglu, 54, of leading a criminal organization in City Hall and accepting bribes, rigging bids and misusing citizens' personal data. He has denied the charges.

Mr. Erdogan has described the protesters, many of whom are university students, as vi-

olent vandals and has accused the country's main opposition party of stirring up trouble to distract from the accusations against the mayor.

"A great country like Turkey has a very small, very underdeveloped, very inadequate main opposition party," Mr. Erdogan said on Monday. "It has become clear that you cannot trust them to run even a snack shop, let alone the state or the municipalities."

While some European leaders have called on Turkey to uphold the rule of law, senior White House officials have not publicly commented on Mr. Imamoglu's arrest.

President Trump complimented Turkey and Mr. Erdogan in a meeting on Tuesday with ambassadorial nominees. "Good place," Mr. Trump said. "Good leader, too."
On Wednesday, Istanbul's City Council elected an interim mayor — Nuri Aslan, who previously served as the council's deputy head — to run the city of 16 million people while Mr. Imamoglu remained in detention. The opposition holds a majority on the council.

The head of Mr. Imamoglu's Republican People's Party, Ozgur Ozel, has criticized pro-government news outlets for not sufficiently covering the protests. And the party has called for a boycott of Turkish businesses connected to those outlets.

A website launched to coordinate the boycott lists the names and logos of 20 companies, including a number of television channels, a popular coffee chain, an online bookstore and a tour company owned by Mr. Erdogan's tourism minister.

Criticizing the call for a boycott, Mr. Erdogan on Wednesday accused the opposition of "sinking the economy" with its protests and being "so frenzied that they would throw the country and the nation into the fire."

Mr. Erdogan, 71, who has led Turkey as prime minister and president since 2003, is in his second presidential term, which expires in 2028. The Constitution bars him from running again unless Parliament calls for early elections, which are widely expected.

Many in Turkey say they believe that the sudden moves against Mr. Imamoglu last week sought to exclude him from the presidential race before it begins.

A protester in Istanbul on Tuesday.Francisco Seco/Associated Press

March 26, 2025

Rojava officials, Armenian delegation discuss Syria challenges

ERBIL, Kurdistan Region - The Armenian Social Council and the Armenian Women's Union in the northeastern Syria (Rojava) met with the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) on Wednesday to extend their congratulations for the Kurdish New Year (Newroz) and discuss the challenges facing Syria and the region.

The Rojava-based groups congratulated the DAANES's executive council on the occasion of the Kurdish New Year, celebrated worldwide by Kurdish communities between March 21 and 23, and International Women's Day marked on March 8.The Armenian delegations were received by Evin Swed, the co-chair of DAANES's executive council and her deputies Tarfah Osman and Hamdan al-Abed. They discussed "the challenges facing Syria and the region, particularly the recent crimes committed in the coastal areas of Syria against members of the Alawite sect," according to a statement by the DAANES.

Armed confrontations erupted in the Alawite-majority coastal areas of western Syria in early March, when loyalists of ousted Syrian dictator Bashar al-Assad launched attacks on security forces affiliated with the new leadership in Damascus.

According to the Syrian Observatory for Human Rights, around 1,500 people - mostly Alawite civilians – were killed in the violence, with most of the casualties resulting from attacks by government or government-affiliated forces. The killings drew widespread international condemnation.
The Armenian delegations and DAANES emphasized on Wednesday "the necessity of holding the perpetrators" behind the human rights violations against the Alawites "accountable and protecting the rights of all sects and religions" in Syria, added the statement.

The two sides also touched on the newly-passed constitutional declaration, affirming that "it does not fulfill the aspirations of the Syrian people or the true identity of Syria, particularly the hopes and ambitions of women." They urged redrafting the interim constitution "with the participation of all segments of the Syrian society, including women, to achieve justice and ensure the rights of all."

In mid-March, Syria's interim President Ahmed al-Sharaa signed a 53-article constitutional declaration that centers on Islamic jurisprudence, mandates that the president must be Muslim, and sets a five-year transitional period. It also maintains Syria's official name as the Syrian «Arab» Republic.

The interim constitution additionally grants Sharaa exclusive executive power, the authority to appoint one-third of the legislature, and the ability to appoint judges to the constitutional court, which is the body that can hold him accountable.

The constitutional declaration has in recent weeks come under fire from Syria's Kurdish, Christian and Druze communities over its exclusion of ethnic and religious communities in Syria. Human Rights Watch (HRW) on Tuesday warned that the constitutional declaration consolidates power in the hands of the president and risks entrenching "authoritarian control." The global human rights monitor urged the new leadership in Damascus to revise the declaration to better safeguard human rights.
The Armenian delegation and DAANES on Wednesday urged amending the interim constitution to ensure inclusivity, "without excluding or marginalizing any group." They further stressed the importance of strengthening dialogue among Syrians "to resolve all outstanding issues," involving all components of the Syrian people, especially women.

LE FIGARO

Delphine Minoui
26 mars 2025

Turquie : Erdogan accentue son virage autoritaire

L'incarcération du maire d'Istanbul, à l'origine d'une vague inédite de manifestations, a mis en lumière la dérive assumée du pouvoir turc. L'incarcération du maire d'Istanbul, à l'origine d'une vague inédite de manifestations, a mis en lumière la dérive assumée du pouvoir turc.

Nouvelle dérive autoritaire ou dernier clou dans le cercueil de la démocratie ? En se débarrassant radicalement de son principal rival, au risque de déclencher une vague inédite de manifestations, Recep Tayyip Erdogan appuie sur l'accélérateur, désormais prêt à franchir toutes les lignes rouges pour se maintenir au pouvoir. « Il ne s'agit pas là d'une opération de police ou de justice ordinaire, mais de l'exécution d'un plan détaillé dont toutes les étapes ont été pensées », estime, dans ses colonnes, le quotidien Birgün, en dénonçant un régime qui « court à sa fin ». Dans cette Turquie qui hoquetait depuis longtemps entre ouverture et censure, l'incarcération, dimanche 23 mars, d'Ekrem Imamoglu, le très populaire maire d'Istanbul, pour « corruption », après son arrestation, quatre jours plus tôt, marque un tournant sans précédent.

Le choix du calendrier n'est pas anodin : la date coïncidait jour pour jour avec la désignation de l'édile de 54 ans comme candidat officiel du parti d'opposition CHP à la prochaine présidentielle de 2028 - désignation plébiscitée, lors d'un vote, par 15 millions de personnes. Elle est surtout l'aboutissement d'une entreprise de sabotage qui courrait depuis le début de l'année : arrestation de journalistes, d'avocats, d'opposants, destitution d'une dizaine de maires de l'opposition élus lors des municipales de 2024 et emprisonnement de celui du quartier de Besiktas, fief anti-Erdogan dans la mégalopole.

Au pouvoir depuis vingt-deux ans, l'homme fort du pays n'en est pas à son premier tour de vis. Le virage démarre en 2013 avec les manifestations du parc Gezi. Alors premier ministre, Erdogan fait le choix de la répression en étouffant violemment la contestation au lieu d'écouter les appels de la rue. Deux ans plus tard, et un an après avoir été élu président, il met brutalement fin au processus de paix avec les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en dépêchant les forces de sécurité dans le sud-est du pays. D'éminentes figures politiques - dont le leader du parti prokurde, Selahattin Demirtas - sont envoyées derrière les barreaux, accusées de « soutien à une organisation terroriste » - terme qui sera ultérieurement utilisé pour désigner toute voix critique à l'égard d'Ankara. En 2016, le coup d'État raté l'encourage à passer à la vitesse supérieure : au-delà des membres de la confrérie du prédicateur en exil Fethullah Gülen, instigateur présumé du putsch, une véritable opération de nettoyage vise l'armée, la police, la justice et les fonctionnaires de l'enseignement public. Des milliers de professeurs et universitaires sont purgés.

À ce jour, et malgré les tentatives de torpiller certains scrutins, le pouvoir avait mis un point d'honneur à ne pas violer le processus électoral. Pour preuve, la victoire triomphale, en 2019, d'Ekrem Imamoglu à la tête d'Istanbul, après l'annulation des résultats du premier vote. L'arrestation, ce dimanche, du maire de la mégalopole, réélu haut la main l'an passé, fait voler en éclat le pacte démocratique : sous couvert de « justice indépendante », ce dernier a été déclaré hors course… quelques jours après que son diplôme universitaire eut été invalidé. « On est entré dans une étape de poutinisation, renforcée par un usage dévoyé du vocabulaire, où l'AKP (le parti du président Erdogan, NDLR) prétend se battre pour la démocratie, tout en appelant au respect d'une justice indépendante. Or, tout le monde sait qu'Erdogan a mis la justice au pas depuis 2016 », observe Dorothée Schmid, responsable du programme Turquie à l'Ifri.

Un pari risqué

Outre le maire d'Istanbul, près de cinquante coaccusés d'Ekrem Imamoglu ont également été placés en détention dimanche pour « corruption » et « terrorisme », selon la presse turque. Parmi eux figurent deux maires d'arrondissement d'Istanbul, membres eux aussi du CHP. Les deux élus ont été destitués et l'un d'eux, accusé de « terrorisme », a été remplacé par un administrateur nommé par l'État, ont annoncé les autorités.

« La perspective d'une victoire de l'opposition à la présidentielle de 2028 a fait perdre la tête à Erdogan. Il ne supporte pas de voir l'étoile de son parti pâlir à chaque nouveau rendez-vous avec les urnes. Aujourd'hui, il tente le tout pour le tout, car il considère qu'il n'a plus rien à perdre », lance un professeur d'université. D'autant plus que, selon lui, le contexte international « joue en sa faveur » : « L'Union européenne regarde ailleurs. Pour l'heure, elle réagit assez timidement, soucieuse de ne pas se mettre à dos ce partenaire indispensable sur la question des réfugiés et de la sécurité régionale. » L'ombre de Donald Trump n'est pas non plus bien loin. « La dérive liberticide à l'œuvre aux États-Unis a de quoi inspirer Erdogan et lui donne les mains libres pour transgresser le droit », note Dorothée Schmid.

Pari néanmoins risqué pour le reis d'Ankara. « Il pourrait regretter sa décision », poursuit la chercheuse, en estimant qu'il « a sous-estimé les réactions au sein de son pays ». Plus de 1130 personnes ont été arrêtées en une semaine. Mais au septième jour de mobilisation, la rue ne lâche rien. Elle brave l'interdiction de manifester en démultipliant les rassemblements : devant l'hôtel de ville d'Istanbul, sur les campus ou encore, lundi soir, sur le célèbre pont Galata. Au soutien incontesté d'Imamoglu se greffent une colère, rampante depuis plusieurs mois, contre la cherté de la vie et le ras-le-bol d'une jeunesse qui n'a connu que le règne de l'AKP. De son côté, le chef du CHP, Ozgur Ozel a appelé à boycotter des marques détenues par les holdings proches du pouvoir, propriétaires de grands médias ayant censuré les images de la protestation.

« Contrairement à l'époque de Gezi, les partis d'opposition sont très impliqués dans la mobilisation, relève Dorothée Schmid. Si la situation prend un tour conflictuel, la confrontation pourrait s'annoncer violente. »

Nouvelle dérive autoritaire ou dernier clou dans le cercueil de la démocratie ? En se débarrassant radicalement de son principal rival, au risque de déclencher une vague inédite de manifestations, Recep Tayyip Erdogan appuie sur l'accélérateur, désormais prêt à franchir toutes les lignes rouges pour se maintenir au pouvoir. « Il ne s'agit pas là d'une opération de police ou de justice ordinaire, mais de l'exécution d'un plan détaillé dont toutes les étapes ont été pensées », estime, dans ses colonnes, le quotidien Birgün, en dénonçant un régime qui « court à sa fin ». Dans cette Turquie qui hoquetait depuis longtemps entre ouverture et censure, l'incarcération, dimanche 23 mars, d'Ekrem Imamoglu, le très populaire maire d'Istanbul, pour « corruption », après son arrestation, quatre jours plus tôt, marque un tournant sans précédent.

Le choix du calendrier n'est pas anodin : la date coïncidait jour pour jour avec la désignation de l'édile de 54 ans comme candidat officiel du parti d'opposition CHP à la prochaine présidentielle de 2028 - désignation plébiscitée, lors d'un vote, par 15 millions de personnes. Elle est surtout l'aboutissement d'une entreprise de sabotage qui courrait depuis le début de l'année : arrestation de journalistes, d'avocats, d'opposants, destitution d'une dizaine de maires de l'opposition élus lors des municipales de 2024 et emprisonnement de celui du quartier de Besiktas, fief anti-Erdogan dans la mégalopole.

Au pouvoir depuis vingt-deux ans, l'homme fort du pays n'en est pas à son premier tour de vis. Le virage démarre en 2013 avec les manifestations du parc Gezi. Alors premier ministre, Erdogan fait le choix de la répression en étouffant violemment la contestation au lieu d'écouter les appels de la rue. Deux ans plus tard, et un an après avoir été élu président, il met brutalement fin au processus de paix avec les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en dépêchant les forces de sécurité dans le sud-est du pays. D'éminentes figures politiques - dont le leader du parti prokurde, Selahattin Demirtas - sont envoyées derrière les barreaux, accusées de « soutien à une organisation terroriste » - terme qui sera ultérieurement utilisé pour désigner toute voix critique à l'égard d'Ankara. En 2016, le coup d'État raté l'encourage à passer à la vitesse supérieure : au-delà des membres de la confrérie du prédicateur en exil Fethullah Gülen, instigateur présumé du putsch, une véritable opération de nettoyage vise l'armée, la police, la justice et les fonctionnaires de l'enseignement public. Des milliers de professeurs et universitaires sont purgés.

À ce jour, et malgré les tentatives de torpiller certains scrutins, le pouvoir avait mis un point d'honneur à ne pas violer le processus électoral. Pour preuve, la victoire triomphale, en 2019, d'Ekrem Imamoglu à la tête d'Istanbul, après l'annulation des résultats du premier vote. L'arrestation, ce dimanche, du maire de la mégalopole, réélu haut la main l'an passé, fait voler en éclat le pacte démocratique : sous couvert de « justice indépendante », ce dernier a été déclaré hors course… quelques jours après que son diplôme universitaire eut été invalidé. « On est entré dans une étape de poutinisation, renforcée par un usage dévoyé du vocabulaire, où l'AKP (le parti du président Erdogan, NDLR) prétend se battre pour la démocratie, tout en appelant au respect d'une justice indépendante. Or, tout le monde sait qu'Erdogan a mis la justice au pas depuis 2016 », observe Dorothée Schmid, responsable du programme Turquie à l'Ifri.

Un pari risqué

Outre le maire d'Istanbul, près de cinquante coaccusés d'Ekrem Imamoglu ont également été placés en détention dimanche pour « corruption » et « terrorisme », selon la presse turque. Parmi eux figurent deux maires d'arrondissement d'Istanbul, membres eux aussi du CHP. Les deux élus ont été destitués et l'un d'eux, accusé de « terrorisme », a été remplacé par un administrateur nommé par l'État, ont annoncé les autorités.

« La perspective d'une victoire de l'opposition à la présidentielle de 2028 a fait perdre la tête à Erdogan. Il ne supporte pas de voir l'étoile de son parti pâlir à chaque nouveau rendez-vous avec les urnes. Aujourd'hui, il tente le tout pour le tout, car il considère qu'il n'a plus rien à perdre », lance un professeur d'université. D'autant plus que, selon lui, le contexte international « joue en sa faveur » : « L'Union européenne regarde ailleurs. Pour l'heure, elle réagit assez timidement, soucieuse de ne pas se mettre à dos ce partenaire indispensable sur la question des réfugiés et de la sécurité régionale. » L'ombre de Donald Trump n'est pas non plus bien loin. « La dérive liberticide à l'œuvre aux États-Unis a de quoi inspirer Erdogan et lui donne les mains libres pour transgresser le droit », note Dorothée Schmid.

Pari néanmoins risqué pour le reis d'Ankara. « Il pourrait regretter sa décision », poursuit la chercheuse, en estimant qu'il « a sous-estimé les réactions au sein de son pays ». Plus de 1130 personnes ont été arrêtées en une semaine. Mais au septième jour de mobilisation, la rue ne lâche rien. Elle brave l'interdiction de manifester en démultipliant les rassemblements : devant l'hôtel de ville d'Istanbul, sur les campus ou encore, lundi soir, sur le célèbre pont Galata. Au soutien incontesté d'Imamoglu se greffent une colère, rampante depuis plusieurs mois, contre la cherté de la vie et le ras-le-bol d'une jeunesse qui n'a connu que le règne de l'AKP. De son côté, le chef du CHP, Ozgur Ozel a appelé à boycotter des marques détenues par les holdings proches du pouvoir, propriétaires de grands médias ayant censuré les images de la protestation. « Contrairement à l'époque de Gezi, les partis d'opposition sont très impliqués dans la mobilisation, relève Dorothée Schmid. Si la situation prend un tour conflictuel, la confrontation pourrait s'annoncer violente. »

Le Monde 27 mars 2025

En Turquie, le pouvoir bride les médias tandis que la contestation continue dans la rue

Huit journalistes arrêtés sont en cours de libération, mais deux autres restent aux mains des autorités. Le correspondant de la BBC a été expulsé et une chaîne turque proche de l'opposition a vu sa diffusion interrompue.

La contestation est entrée dans sa deuxième semaine en Turquie où les autorités, confrontées à des manifestations d'une ampleur inédite depuis douze ans, ont ordonné, jeudi 27 mars, la libération de huit journalistes, arrêtés lundi à Istanbul et Izmir pour avoir couvert des rassemblements interdits.

Parmi eux, le photographe de l'Agence France-Presse (AFP) Yasin Akgül, arrêté lundi à l'aube à son domicile à Istanbul, a été libéré de prison jeudi après-midi. Les poursuites contre le reporter, âgé de 35 ans, n'ont cependant pas été levées par la justice, a précisé son avocat à l'AFP. *« En tant que photojournaliste d'une agence de presse internationale, mon arrestation chez moi, à l'aube, est totalement illégale. Je n'ai fait que mon travail »*, a déclaré Yasin Akgül à sa sortie de prison. *« Le journalisme et prendre des photos, ce sont les deux seules choses que je sache faire »*, a-t-il ajouté, estimant que *« cette arrestation vise à nous empêcher de prendre des photos sur le terrain ».*

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) s'est dite *« soulagée »* par l'annonce de la libération des huit journalistes. RSF a cependant exigé la libération des deux autres journalistes encore aux mains des autorités, qui, selon une ONG, sont toujours en garde à vue après avoir été arrêtés à Izmir (Ouest), troisième ville du pays et bastion de l'opposition. Un porte-parole de l'Union européenne a fait savoir jeudi que Bruxelles *« déplore »* les arrestations de journalistes et exige de la Turquie qu'elle respecte la liberté des médias.

La chaîne de télévision turque Sözcü TV, proche de l'opposition, a aussi été condamnée jeudi à dix jours d'interruption de ses programmes pour *« incitation du public à la haine et à l'hostilité »*, a annoncé le Haut-Conseil turc de l'audiovisuel (RTÜK).

Appel à un large rassemblement samedi

Par ailleurs, le correspondant de la BBC à Istanbul, Mark Lowen, a été expulsé de Turquie par les autorités, qui l'accusent de représenter *« une menace pour l'ordre public »*, a annoncé jeudi le groupe audiovisuel public britannique. *« Il s'agit d'un incident extrêmement préoccupant et nous allons le faire savoir auprès des autorités turques »*, a déclaré la directrice générale de BBC News, Deborah Turness, citée dans un communiqué.

La vague de contestation a été déclenchée par l'arrestation pour *« corruption »* le 19 mars du populaire maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président Recep Tayyip Erdogan. Des étudiants ont protesté mercredi dans plusieurs universités d'Ankara, la capitale. Dans l'une d'elles, plusieurs dizaines de leurs professeurs ont également dénoncé, en toges, les *« pressions »* exercées par le pouvoir sur l'opposition et les universités.
A Istanbul, où la contestation est la plus marquée, la soirée de mercredi a été plus calme que les jours précédents, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale force de l'opposition, qui conviait jusque-là chaque soir des dizaines de milliers de personnes à se rassembler devant l'hôtel de ville d'Istanbul, a cessé de le faire, appelant à un très large rassemblement samedi à un autre endroit de la ville.

Arrestation de 1 400 manifestants depuis le 19 mars

Une coordination étudiante d'Istanbul a également appelé à une manifestation en fin de journée jeudi dans un arrondissement dont le maire a lui aussi été arrêté et démis de ses fonctions et où des milliers de jeunes avaient défilé mardi soir sous les applaudissements de riverains, les visages souvent masqués de peur d'être d'identifiés par la police.

Le président Erdogan, qui a durci le ton contre l'opposition mercredi, suggérant que de nouvelles enquêtes pour corruption pourraient s'abattre sur le CHP, a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne céderait pas à la *« terreur de la rue »*. Les autorités, qui ont interdit les rassemblements dans plusieurs grandes villes du pays, ont annoncé mardi avoir arrêté plus de 1 400 manifestants depuis le début de la vague de contestation.
Emmanuel Macron a dénoncé jeudi, à l'issue d'une réunion à Paris d'une coalition des Etats soutenant l'Ukraine, des *« atteintes »* et des *« agressions »* en Turquie qu'*« on ne peut que regretter ».*

Par Killian Cogan Correspondant à Istanbul
27 mars 2025

En Turquie, la rue résiste à Erdogan

Une semaine après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, les opposants au président turc, étudiants en tête, poursuivent la mobilisation malgré les violences policières, les interpellations et une propagande agressive.

Les étudiants ne lâchent plus les rues d'Istanbul. Malgré la répression et une propagande d'Etat lancée à plein régime, les rassemblements d'opposition au gouvernement du président turc, Recep Tayyip Erdogan, se poursuivent avec une ferveur inaltérée, une semaine après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. Mardi soir, un impressionnant cortège de manifestants a submergé dans la ville le district central de Sisli. Une foule de plusieurs milliers d'étudiants, quasiment tous masqués, ont défilé dans les opulentes avenues du quartier de Nisantasi. Ils se sont ensuite frayé un chemin jusqu'à la municipalité de l'arrondissement de Sisli pour protester une nouvelle fois contre la destitution du maire de la principale ville de Turquie, issu du parti Républicain du peuple (CHP), dans le cadre d'une enquête pour «terrorisme», et son remplacement par un administrateur nommé par l'Etat.

«Ne te tais pas, si tu te tais, tu seras le prochain sur la liste !» «Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal ! [le fondateur de la république turque, en 1923, ndrl]» «Gouvernement démission !» scande la foule en chœur, sous les applaudissements des habitants venus les soutenir à leur fenêtre ou sur leur balcon. «Pour la Turquie, heureusement que vous êtes là !» lance une dame âgée, émue, à la foule.
«On se sent unis et très forts. J'ai participé aux rassemblements tous les jours depuis mercredi et nous sommes toujours plus nombreux, cela me laisse penser que la Turquie est arrivée à un point de rupture. J'ai le sentiment que les choses peuvent changer désormais», affirme, exaltée, une étudiante de 22 ans en chimie à la prestigieuse université du Bosphore, couverte d'un masque chirurgical pour protéger son identité.

gaz poivre

«L'arrestation d'Imamoglu m'a angoissée, mais cela m'a calmée de voir qu'il y avait autant de monde dans la rue. L'ampleur du mouvement me donne beaucoup d'espoir, je me dis désormais qu'il y a une réelle possibilité de faire plier le gouvernement», soutient pour sa part Gözde, une étudiante en finance de 23 ans, le visage barré d'une écharpe. Force est toutefois de constater une certaine homogénéité des cortèges, essentiellement constitués d'une jeunesse turque, laïque et urbaine. On notera ainsi l'absence du mouvement kurde et la marginalité des slogans de gauche. A l'inverse, outre le kémalisme, faisant référence à Mustafa Kemal, très attaché à la laïcité, un courant semble particulièrement prégnant : celui de l'extrême droite turque. Dans la foule, les signes du mouvement des Loups gris, symbole ultranationaliste du turquisme, sont légion, tout comme les slogans contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a entamé des négociations de paix avec le gouvernement d'Erdogan le mois dernier. «Apo est un bâtard et il le restera», clame un groupe de jeunes encagoulés, en référence à Abdullah Ocalan, le leader de l'organisation, toujours détenu sur l'île-prison d'Imrali.
Parmi les manifestants interrogés, beaucoup professent leur allégeance à la figure xénophobe et raciste Umit Ozdag, chef du Parti de la Victoire (Zafer), inculpé en janvier pour «insulte contre le président» et «incitation à la haine». Tel Ozan, 23 ans, un étudiant en traduction française, est emmitouflé dans un drapeau turc. «On ne s'inclinera jamais devant ce dictateur», assure-t-il,en désignant le président Erdogan. A l'instar d'autres manifestants, l'étudiant confesse néanmoins sa crainte de subir la répression du régime : «J'ai peur de finir en garde à vue, car ils fichent les gens…» glisse-t-il, tee-shirt enroulé autour du visage, et lunettes de soleil couvrant ses yeux.

Car tandis que la contestation se prolonge, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan accentue toujours plus la répression. Alors que la police use de la force brute, des balles en plastique et du gaz au poivre pour disperser les manifestants, plus de 1 400 personnes liées à ces rassemblements jugés «illégaux» par le pouvoir ont déjà été arrêtées.
Mardi, sept journalistes ont été incarcérés, dont le photojournaliste de l'AFP Yasin Akgül. «Aucune concession ne sera faite à ceux qui tentent de terroriser les rues, d'attaquer nos valeurs nationales et morales et nos policiers», a prévenu le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, sur la plateforme X, mardi après-midi. Dans le même temps, la machine de propagande étatique déploie un contre-récit officiel, quitte à virer dans le grotesque.

Ainsi, à en croire les journaux et chaînes de télévision proches du pouvoir, le Parti républicain du peuple (CHP) ferait actuellement l'objet du plus gros scandale de corruption qu'ait connu le pays. Les appels à manifester du leader du parti ne seraient, quant à eux, que des activités de cinquième colonne orchestrées par l'Occident. «[La corruption] dans les municipalités du CHP à Istanbul [est telle] que si vous essayiez de réaliser une série télévisée, vous auriez plus de matériel que dans les séries télévisées brésiliennes», a renchéri Erdogan, dans un message frisant l'absurde publié sur X mercredi après-midi. Le leader du CHP, Ozgür Ozel, a de son côté lancé un mouvement de boycott des entreprises proches du pouvoir, et appelle à poursuivre les mobilisations. Le chef du parti a ainsi convié les manifestants à un dîner de rupture du jeûne (iftar) devant le siège de la mairie d'Istanbul mercredi soir. Le parti a par ailleurs prévu un meeting de soutien à Ekrem Imamoglu samedi. Un rassemblement qui coïncidera toutefois avec l'Aïd-el-Fitr («bayram», en turc), lors de laquelle les Turcs ont coutume de rendre visite à leurs proches, de nombreux Stambouliotes voyageant dans leurs régions d'origine en Anatolie.
«Ça finira par payer»
Au-delà des festivités de fin du ramadan, la contestation ne risque-t-elle pas de s'essouffler dans un contexte de plus en plus répressif ? Interrogés sur cette question, les étudiants présents au rassemblement mardi soir font part d'une détermination quasi unanime. A l'instar d'Ozan, qui conclut : «Si on continue à protester dans la durée, on fera changer les choses. Cela ne se fera sans doute pas demain, ça prendra peut-être un an, voire plus, mais ça finira par payer. On manifestera aussi longtemps qu'il le faudra. J'ai beaucoup d'espoir.»

Laurent Perpigna Iban
27 mars 2025

A Sirnak, dans le Kurdistan : «Nous ne pouvons pas faire la paix tout seuls»

Dans la ville à majorité kurde, durement touchée par le conflit entre le PKK et l'Etat turc depuis les années 80, le nouveau cycle de négociations est accueilli avec beaucoup de réserve.

Deux par deux, Adel Botan grimpe les marches d'un imposant bâtiment aux murs rêches, dans le centre de Sirnak. Arrivé sur le toit de l'immeuble, cet ancien pompier de 62 ans plante le décor. «Regardez ! L'armée turque a installé des bases militaires partout autour de la ville, au sommet des montagnes qui nous entourent. L'accès à ces zones est interdit, le sol truffé de mines. Nous sommes littéralement encerclés, sous surveillance constante», avance l'homme, d'un ton fataliste. Un panorama auquel les locaux ont été contraints de s'adapter, bien malgré eux. Car, depuis le début de l'insurrection menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, classé organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne) dans les années 1980, Sirnak a tout d'une ligne de front : nichée aux confins de la très sensible triple frontière turco-syro-irakienne, cette ville de 60 000 habitants, irréductible bastion du mouvement kurde, a été marquée au fer rouge par des décennies d'affrontements et de destructions.

Ahmad, un quadragénaire qui revendique volontiers sa sympathie pour le parti prokurde DEM, a le ton grave lui aussi : «La paix est morte depuis bien longtemps à Sirnak. Il n'y a pas une seule famille ici qui n'a pas été déchirée par la guerre. On ne compte plus les martyrs ni les personnes qui ont été forcées de s'exiler, en Irak, en Syrie, ou même en Europe. Peut-être que la déclaration d'Ocalan [le chef du PKK a appelé à déposer les armes, ndlr] ouvrira une nouvelle page, mais il est difficile pour nous d'imaginer que l'Etat turc changera de paradigme. Nous avons trop souffert pour verser dans l'optimisme.»

Un manque de confiance flagrant envers les autorités turques qui s'est encore accru avec l'arrestation, le 19 mars, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, figure incontournable de l'opposition. «Erdogan veut se débarrasser de tous ses adversaires. C'était le cas hier avec nos maires, démis de leurs fonctions par dizaines, avec l'emprisonnement de notre leader Selahattin Demirtas [en 2016], cela se poursuit aujourd'hui avec Imamoglu. Comment croire que Recep Tayyip Erdogan est l'homme qui va nous rendre nos droits et apporter la démocratie ? Nous ne pouvons pas faire la paix tout seuls, il nous faut des gages», affirme Baran, 60 ans.

Au gré des rencontres, les mêmes témoignages se répètent. L'émotion est vive, les plaies béantes. Les locaux, traditionnellement peu prolixes par crainte de représailles, rembobinent volontiers leur histoire commune. Comme si l'appel du leader du PKK, Abdullah Ocalan, qui au terme d'entrevues avec le gouvernement turc, a encouragé son organisation au désarmement et à la dissolution il y a tout juste un mois, avait fait baisser la peur d'un cran. «Tout remonte à la surface, en particulier les heures les plus sombres. Sirnak a été à plusieurs reprises la cible d'un véritable acharnement de l'Etat turc», poursuit Ahmad.

Parmi les dates «cicatrices» pointées par les locaux, 1992 est un tournant majeur. La guérilla du PKK était alors enracinée dans les montagnes environnantes quand la ville a été assiégée et prise sous le feu des canons et de l'aviation turque. Déserté, le centre de Sirnak était sous les flammes. L'offensive s'inscrivait dans la sale guerre menée à cette époque par l'armée turque dans le sud-est du pays. Des milliers de villages seront vidés de leurs habitants.

Ce sinistre épisode n'a pas empêché les locaux de reconstruire Sirnak mais les conséquences sont encore visibles. Dans un café, Mehmet, 65 ans, exhibe de vieilles blessures. Ses poignets sont marqués, plusieurs de ses doigts difformes : «Demandez aux hommes de plus de 50 ans que vous croiserez. Nous avons tous subi, d'une manière ou d'une autre, des violences, car nous avions décidé de rester à Sirnak. J'ai été torturé pendant un mois. L'armée turque voulait vider nos villes.» C'est dans ce contexte éprouvant que Sadiq Kulter a vécu son adolescence. En 1997, à 17 ans, il est mutilé par l'explosion d'une mine. Il lève pudiquement son pantalon afin de montrer sa prothèse. «J'ai perdu un œil et une jambe. C'était à quelques rues d'ici, en plein centre-ville», explique-t-il. Avant de reprendre : «Beaucoup de mes amis d'enfance ont quitté le pays. Moi je suis resté, et j'en ai payé le prix : malgré mon infirmité, j'ai été accusé de collaborer avec la guérilla et j'ai fait sept ans de prison pour rien. J'ai eu plus de chance que mon frère, qui lui a été tué.»

Implosion des derniers pourparlers

Si l'immense majorité des personnes interrogées à Sirnak dit avoir bien accueilli l'appel d'Abdullah Ocalan, beaucoup n'ont aucune confiance dans les maîtres d'œuvre de ce nouveau processus, le président Recep Tayyip Erdogan et son allié d'extrême droite, Devlet Bahceli. D'autant qu'à Sirnak, plus qu'ailleurs, chacun semble mesurer les risques d'un éventuel échec : l'implosion des derniers pourparlers de paix entre Erdogan et Ocalan au milieu des années 2010 avait embrasé la région. Pendant que des groupes de jeunes Kurdes prenaient le contrôle de quartiers entiers de localités dans le sud-est du pays, le feu de l'armée turque s'abattait à nouveau sur ces dernières.

Sirnak n'y a pas échappé. Assiégée pendant 246 jours, la ville a été laissée pour morte. Adel Botan se souvient : «J'étais chef d'équipe au sein des pompiers. Vous ne pouvez pas imaginer les violences des combats. Nous avons tous été détruits psychologiquement par les horreurs que nous avons vues. Je pense que si l'on creuse, il y a encore des cadavres sous terre. J'ai peur qu'en cas de nouvel échec, le même scénario ne finisse par se reproduire.» A 50 ans, Shahin Sumbun est profondément marquée par cette période. Une de ses

filles a été tuée par les militaires alors qu'elle «ne portait pas d'arme, elle voulait juste fuir», raconte-t-elle. Son mari a été arrêté, «également sans raison», et n'est pas sorti de prison depuis. Elle reprend sa respiration. «Si rien ne change, il finira sa vie derrière les barreaux. Je n'ai pas confiance en Erdogan et encore moins en Bahceli, mais j'essaie de garder espoir. Si la paix arrive, il sera peut-être libéré. Si le processus échoue, la guerre reprendra», lâche-t-elle.

Pour trouver un peu d'optimisme, il faut se rendre dans les bureaux du parti DEM - qui joue un rôle clé dans l'épreuve de paix en cours. Esmaa Erener est la coprésidente de la section locale du parti. «A Sirnak, nous sommes tous marqués par ce conflit. En 2015, ma maison a été détruite, et avec elle, une partie de notre mémoire familiale. Je ne veux plus que cela n'arrive à personne ici, nous devons nous battre pour la paix. Et c'est ce que nous faisons. Le premier pas est fait de notre côté», affirme la trentenaire. A une poignée de kilomètres, les habitants de la commune de Cizre, adossée à la frontière syrienne, se pressent dans un parc afin de célébrer Norouz, le nouvel an kurde. Traditionnellement, cette fête très politique, qui se déroule sous haute surveillance dans la majorité des villes et villages du sud-est turc, est le théâtre de tensions avec les forces de l'ordre qui contrôlent l'accès au site. Conséquence probable des négociations en cours, l'ambiance semble moins lourde qu'à l'accoutumée. Des centaines de jeunes, affublés de tenues vert kaki, ressemblant à s'y méprendre à celles des combattants du PKK, dansent sous le regard interloqué des policiers. Des dizaines d'entre eux, le visage dissimulé, entonnent des chansons à la gloire de la guérilla et de son leader emprisonné.

«Chaque famille a donné du sang pour cette terre»

«C'est l'heure de vérité», commente une femme de 25 ans, peintures aux couleurs kurdes sur les joues, keffieh autour de la tête et optimisme affiché. Baran la rembarre : «Chaque fois que nous avons demandé la paix, nous avons eu la guerre.» L'homme, qui ne cache pas sa sympathie pour le PKK, poursuit : «Chaque famille a donné du sang pour cette terre et chaque mère vous dira la même chose : qu'elle rêve de paix, mais qu'elle n'y croit pas. Nous avons été contraints à la résistance, trahis par tous depuis un siècle.»

S'il assure avoir une confiance aveugle en Abdullah Ocalan, l'absence de contreparties à ce possible désarmement du PKK le questionne. «Que va-t-il se passer pour nos combattants dans les montagnes d'Irak ? Si l'idée d'Erdogan est qu'ils rendent leurs armes avant d'aller en prison, la paix n'ira pas loin.» Une mère de deux membres du PKK partis en Irak - un garçon et une fille -, ayant requis l'anonymat, va plus loin : «Nous sommes dans l'attente. Nous souffrons de ne plus les voir, de ne plus pouvoir leur parler, mais nous sommes fiers d'eux. Nous espérons qu'ils ne remettront leurs armes que contre une paix véritable et durable, sinon cela serait une humiliation pour nous toutes, et tout le sang versé l'aura été pour rien.»

March 27,2025

Rojava parties delay announcement of unified Kurdish demands in Damascus

ERBIL, Kurdistan Region - The announcement of an agreement between northeast Syria's (Rojava) ruling and opposition parties on unifying Kurdish demands in Damascus has been postponed due to technical issues, a senior official told Rudaw English on Thursday. The deal is expected to be publicized in early April.

Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD) and the opposition Kurdish National Council (KNC/ENKS) recently met and agreed on a list of Kurdish demands to present to the new authority in Damascus through a joint delegation.

The agreement was initially set to be announced this week but has been delayed. "The announcement of the agreement could take place after Eid al-Fitr due to logistical issues, but both sides remain committed to unifying their ranks," Sulaiman Oso, a senior ENKS leader, told Rudaw English on Wednesday, with the Muslim holiday taking place next week.

He emphasized that there are no tensions between the two sides regarding the deal.

American and French representatives have mediated unity talks between the PYD and ENKS. However, only the US representative was present at their most recent meeting, which was also attended by Mazloum Abdi, commander-in-chief of the Syrian Democratic Forces (SDF). The French representative was absent due to being on leave but is expected to attend the upcoming meeting, ENKS leader Mohammed Ismail told Rudaw on Friday.

He confirmed that the agreement includes a demand for federalism, putting it at odds with the interim constitution adopted by the transitional government in Damascus, which has been criticized for cementing authoritarian rule. Minority communities in Syria have called for the constitution to be rewritten.

The PYD and ENKS have long been political rivals despite previous mediation efforts.

Didar Abdalrahma
March 27,2025

Kirkuk Turkmen, Arab leaders label PUK leader Talabani's remarks 'provocative'

SULAIMANI, Kurdistan Region - Turkmen and Arab leaders in Kirkuk on Wednesday rejected statements made by Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Bafel Talabani calling the disputed city the "heart of Kurdistan" as "provocative" ahead of Iraq's upcoming parliamentary elections in October.

"Kirkuk is the heart of Kurdistan. Kirkuk is the heart of the PUK… Kirkuk is the heart of all Iraq," Talabani said while addressing a crowd in Kirkuk on Wednesday.

Speaking at a press conference later that day, lawmaker Wasfi al-Assi, chief of the al-Ubaid tribe, responded to Talabani's remarks, saying that "the Kurdish political parties, especially when elections get close, are used to and must provoke the other components with such speech."

Assi, however, said that "we are partners in administrating Kirkuk [with the PUK]."

Iraq's parliamentary elections are tentatively scheduled for October 2025. The country's disputed territories, including oil-rich Kirkuk, remain a point of contention between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Iraqi government. Iraq's electoral commission announced on Wednesday that voters would not be allowed to change their polling location in these areas.

The tribal leader said that "behind these statements, it is understood that the Kurdish political parties have the ambition to incorporate Kirkuk into the Kurdistan Region."

The al-Ubaid tribe, a prominent Sunni Arab tribe in Iraq, holds considerable influence in Kirkuk. Around 700 of its fighters, under the majority Shiite Popular Mobilization Forces (PMF), played a key role in liberating Kirkuk's western Hawija district from the Islamic State (ISIS) in 2015.

"We affirm our principles… which is that Kirkuk is Iraqi," Assi added.

In his speech, Talabani urged people to "not describe Kirkuk as a problem… but talk about it as an example of coexistence. We will make Kirkuk the cleanest, most beautiful, and calmest city in all of Iraq."

"Kirkuk is the city of all the [ethnic and religious] components," he continued.
In a video message on Wednesday, Iraqi Turkmen Front spokesperson Mohammed Samaan labeled Talabani's remarks as " provocative statements," warning that "if these types of provocative statements from the Patriotic Union of Kurdistan continue, we will say Kirkuk is the capital of Turkmeneli."

The front claims a region called Turkmeneli - meaning "land of the Turkmen" - as the homeland of Iraqi Turkmen. This area stretches around 400 kilometers from Tal Afar in northwestern Nineveh province to Mandali in southeastern Diyala province, which Samaan referenced in his message.

On Wednesday, Sahira al-Jubouri, an Iraqi lawmaker from Kirkuk and a representative of the Azm Alliance, one of Iraq's main Sunni parties, also voiced concern over Talabani's statements.

Jubouri said Talabani's "tense speech" is "inconsistent with the city's constitutional and administrative reality and constitutes an unacceptable attempt to obliterate Kirkuk's diverse identity."

During his speech, Talabani addressed Kirkuk's Kurdish Governor Rebwar Taha, a fellow PUK member, stating that "we, as the Patriotic Union of Kurdistan, have sent you, honorable people, a governor, to serve all of you, all the components."

Taha's appointment in August was not without controversy. He took office following a meeting in Baghdad attended by nine of the 16 members of Kirkuk's provincial council, including five from the PUK, three Arab members, and the Christian minority quota winner.
Members from the Turkmen Front, the Kurdistan Democratic Party (KDP), and the Sunni Arab Alliance were absent. The three parties deemed the meeting illegal and later challenged the session's outcomes in Iraq's judiciary, but to no avail.
On January 21, Iraq's parliament voted on Kirkuk's land restitution law, which was later ratified in mid-February by the Iraqi president. The law is currently on hold pending guidelines from the Council of Ministers on its implementation.
The law was long sought after by Kurdish and Turkmen parties. In the 1970s, Kurdish and Turkmen lands were seized by the Baath regime under the pretext that they were located in restricted oil zones. The land was redistributed to Arabs, who were resettled in these areas, altering their demographic composition.

Following the fall of the Baath regime in 2003, Iraq adopted a policy of de-Arabization under Article 140 of the constitution, aiming to reverse the demographic changes imposed by former dictator Saddam Hussein.

The New York Times March 27, 2025

Turkey Deports BBC Reporter Who Covered Mass Protests

Rights groups said the detention and deportation of the reporter, Mark Lowen, was part of an escalation in government pressure against independent journalism.

The BBC said on Thursday that Turkey had deported a correspondent who was covering the antigovernment protests in the country, after he was detained and labeled "a threat to public order."

The broadcaster said in a statement that Mark Lowen, one of its correspondents, was detained in Istanbul where he was covering the protests and political crisis ignited by the arrest last week of Ekrem Imamoglu, President Recep Tayyip Erdogan's top rival. Mr. Lowen was taken from his hotel on Wednesday and held for 17 hours, the BBC said.

"To be detained and deported from the country where I previously lived for five years and for which I have such affection has been extremely distressing," Mr. Lowen said in a statement, after arriving in London on Thursday. "Press freedom and impartial reporting are fundamental to any democracy."

The broadcaster would reach out to the Turkish authorities, said Deborah Turness, the chief executive of BBC News. "No journalist should face this kind of treatment simply for doing their job," she said, and called Mr. Lowen's treatment "extremely troubling."

An official from the Turkish government's Directorate of Communications said Mr. Lowen had been deported because he didn't have a press card or accreditation to work in Turkey.
Hundreds of thousands of Turks have protested in cities across the country since the arrest of Mr. Imamoglu on accusations of corruption and supporting terrorism. About 170 people have been jailed pending trial, the country's interior ministry said as of Wednesday.

Mr. Imamoglu, who was removed from his post as mayor and jailed pending trial on the corruption charges, has said his arrest was politically motivated. Critics of Mr. Erdogan said the moves were the latest example of his increasingly authoritarian tactics after two decades in power.

Mr. Lowen, a well-known correspondent who had previously lived in Turkey for five years, was not the only journalist to be caught up in the crackdown. Of the more than 1,300 people that the interior ministry has said have been arrested in connection with the protests, 11 were journalists. Seven of the detained reporters, including a photographer for the French news agency Agence France-Presse, were released without charge on Thursday.

Human rights activists and media experts said the treatment of Mr. Lowen and other reporters was a sharp escalation of government efforts to suppress or intimidate independent journalism.

"Credible, mainstream, international media sources have not been targeted so much in recent years," Emma Sinclair-Webb, Turkey director at Human Rights Watch, said.

"This represents quite a departure," she said, adding that the crackdown was part of a "full-scale assault on democracy."

Emre Kizilkaya, a Turkish journalist and a fellow at the Carr Center for Human Rights Policy at the Harvard Kennedy School, said the media had long been targeted by the government but the atmosphere during the protests was "unprecedented."

"Mark Lowen's case cannot be considered as an isolated incident," he said.
Before the protests, journalists in Turkey faced "systematic online censorship" and "arbitrary lawsuits," according to the rights group Reporters Without Borders, which ranked Turkey 158th out of the 180 countries in its 2024 World Press Freedom Index.

The group condemned the treatment of Mr. Lowen in a statement on Thursday, and said earlier in the week that detentions of journalists during the protests represented an increase in government pressure on the press. "This is the first time that clearly identified journalists who were in the middle of working have been sent to prison under this law against public gatherings and protests," Erol Onderoglu, the Turkey representative for Reporters Without Borders, said.

Ben Hubbard contributed reporting from Istanbul.

The New York Times March 28, 2025

OPINION: I Am the Turkish President's Main Challenger. I Was Arrested.

Mr. Imamoglu was elected mayor of Istanbul in 2019. He wrote from Silivri Prison, outside the city.

Early in the morning on March 19, dozens of armed police officers showed up at my door with a detention order. The scene resembled the capture of a terrorist, not of the elected mayor of Istanbul, Turkey's largest city.

The move — four days before my party, the Republican People's Party, held a primary for the next presidential race — was dramatic but hardly unexpected. It followed months of escalating legal harassment of me, culminating in the abrupt revocation of my university diploma 31 years after I had graduated. Authorities seemed to believe this would disqualify me from the race because the Constitution requires the president to have a degree in higher education.

Realizing he cannot defeat me at the ballot box, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, has resorted to other means: having his main political opponent arrested on charges of corruption, bribery, leading a criminal network and aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party, even though the charges lack credible evidence. I was suspended from my elected office over the financial charges.

For years, Mr. Erdogan's regime has gnawed away at democratic checks and balances — silencing the media, replacing elected mayors with bureaucrats, sidelining the legislature, controlling the judiciary and manipulating elections. The large-scale arrests of protesters and journalists in recent months have sent a chilling message: No one is safe. Votes can be nullified and freedoms can be stripped away in an instant. Under Mr. Erdogan, the republic has been transformed into a republic of fear.

This is more than the slow erosion of democracy. It is the deliberate dismantling of our republic's institutional foundations. My detention marked a new phase in Turkey's slide into authoritarianism and the use of arbitrary power. A country with a long democratic tradition now faces the serious risk of passing the point of no return.

The crackdown extended beyond me. In a sweeping operation built on an indictment that is no more than a compilation of statements by secret witnesses, the police detained nearly 100 people, including senior municipal administrators and business figures. Disinformation and defamation campaigns in pro-government media preceded the detentions.

Yet the people of Turkey responded with defiance. Despite a ban on protests and roadblocks on key entryways into cities, hundreds of thousands of citizens from Istanbul to the northeastern city of Rize, traditionally an Erdogan stronghold, took to the streets. Within hours and into the following days of my detention, people from all ages and backgrounds joined my party. Outside Istanbul's municipal headquarters, people held vigils despite increasingly harsh measures and arrests.

Even with the crackdown, the Republican People's Party successfully held its presidential primary last Sunday. The party's tally showed that 15 million people, including 1.7 million registered party members, cast their votes for me as the party's presidential candidate.

Since my election as mayor in 2019, I have faced nearly 100 investigations and a dozen court cases. From the implausible to the absurd, each charge has been part of a broader effort to wear me down, bar me from serving the people who elected me, remove me from office and eliminate me as a rival to Mr. Erdogan.
have already run against candidates backed by Mr. Erdogan three times — twice in local elections for Istanbul in 2019 and once again last year — when he personally campaigned against me. I won every time. Now unable to defeat me in elections, he is using his grip on the judiciary to sideline a challenger who, according to recent polls, could win if the elections were held today.

So why did so many people take to the streets in the largest demonstrations since the Gezi Park protests in 2013?

Amid mounting injustice and a troubled economy, public frustration in Turkey has reached a boiling point. People are speaking out and rallying around me, a candidate who promises inclusion, justice and the hope of a better future. They will not be silenced. The public also recognized my arrest as an attempt to push Turkey further down the path of autocracy.

Even in repression, signs of solidarity endure. Social democratic leaders and mayors across Turkey and beyond, from Amsterdam to Zagreb, demonstrated their support, with courage and principle, after my arrest. Civil society, too, has not wavered. But central governments around the world? Their silence is

deafening. Washington merely expressed "concerns regarding recent arrests and protests" in Turkey. With few exceptions, European leaders have failed to offer a strong response.

What is happening in Turkey and many other parts of the world shows that democracy, the rule of law and fundamental freedoms cannot survive in silence, nor be sacrificed for diplomatic convenience disguised as "realpolitik."

Undeniably, recent events — Russia's war in Ukraine, the overthrow of the al-Assad regime in our neighbor Syria and the devastation in Gaza — have enhanced Turkey's strategic importance, not least given its critical capacity to help with European security. However, geopolitics should not blind us to the erosion of values, particularly human rights violations. Otherwise, we legitimize those who are dismantling the global rules-based order piece by piece.

The survival of democracy in Turkey is crucial not just for its people but also for the future of democracy worldwide. The age of the unchecked strongmen demands that those who believe in democracy be just as vocal, forceful and unrelenting as their opponents. Democracy's fate depends on the courage of students, workers, other citizens, unions and elected officials — those who refuse to remain silent when institutions crumble. I have faith in the people of Turkey and beyond who fight for justice and democracy.

The New York Times March 28, 2025

For Some Autocrats, Even Rigged Elections Can Be Too Much of a Threat

Protests are raging in Turkey after the arrest of the country's most prominent opposition politician.

Over the last two decades, countries like Turkey, Hungary, Venezuela and Indiagave the world a lesson on how democracy can erode into "competitive authoritarianism" — a system in which elections are still meaningful, but leaders manipulate the rules to their own benefit, while systematically violating civil liberties.

Now, we are starting to find out what happens when even partial democracy becomes a significant threat to the authoritarians.

The latest example comes from Turkey, where protests are raging across the country after the arrest of Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul and the country's most prominent opposition politician. The government accused him of accepting bribes, rigging bids and misusing citizens' personal data; he has denied the charges. (Istanbul University also rescinded his diploma; holding a university degree is a requirement for Turkish presidential candidates.)

Mr. Imamoglu's growing popularity had made him a significant contender in Turkey's next presidential election, and he was jailed pending his trial on the day of his party's presidential primary. His arrest, experts say, sent a clear message that President Recep Tayyip Erdogan is no longer willing to give the opposition a real chance to win elections.

Mr. Erdogan seems to have recognized that even if he manipulates the system, he may not be able to beat Mr. Imamoglu, said Lisel Hintz, a political scientist at Johns Hopkins University who studies Turkish politics.

"So this move is an anticipatory move, trying to take the one individual who could potentially challenge Erdogan off the playing field," she said. "This is really a clear shift from what we would call competitive authoritarianism to full authoritarianism."

Solving the authoritarian equation

Turkey has not yet gone as far as countries like Russia, where there is little meaningful political opposition to President Vladimir Putin's control. But many see the government's actions as a significant step in that direction.

To understand why this is happening, it is helpful to think about elections as a kind of equation of costs and benefits for authoritarian leaders to solve.

On one side are the benefits of elections, which are often considerable, even for leaders who are not particularly invested in democratic freedoms. Winning them validates an authoritarian leader's popularity and power, even if the election was not entirely free or fair. That not only bolsters the government's legitimacy at home, but also its relationships with other countries. And it sends a powerful signal to elites in the country's military, business community and other important constituencies that they should continue to support the government.

On the other side of the equation is the obvious risk of holding competitive elec-

tions: The incumbent can lose. That appears to be what happened in Venezuela last year, for example, when President Nicolás Maduro's efforts to secure his victory through behind-the-scenes manipulation failed, and his opponent won by a landslide, according to independent observers. Mr. Maduro then clumsily declared victory for himself anyway.

In India, events took a slightly different turn. Prime Minister Narendra Modi tried to weaken the opposition by arresting its leaders, cutting off their access to funds and limiting media freedom. In the end, his party lost its majority in parliament anyway. Mr. Modi remained prime minister, but must now govern in coalition with other parties, considerably limiting his power.

Protesters shielding themselves as Turkish riot police spray tear gas toward them during a demonstration to support Istanbul mayor Ekrem Imamoglu following his arrest, in Istanbul, on Saturday.Kemal Aslan/Agence France-Presse — Getty Images

The Trump effect

In Turkey, experts say that recent events have made it less attractive for Mr. Erdogan to allow competitive elections.

The potential cost of a relatively open election grew as Mr. Imamoglu became more popular. Years of persistently high inflation, exacerbated by Mr. Erdogan's economic policies, have also made many Turks angry.

And the benefits of an open election shrank, largely because of the geopolitical ripple effects from the reelection of President Trump, said Asli Aydintasbas, a visiting fellow at the Brookings Institution.

The Trump administration does not appear to value the promotion of democracy abroad, and President Trump seems to have an affinity for authoritarian leaders like Mr. Putin. Additionally, waning U.S. support for NATO and defending Europe has made the continent more reliant on Turkey, which has the alliance's second-biggest military and a flourishing defense industry.

The result is that Mr. Erdogan has received very little criticism from allies in Europe and the United States who might once have opposed electoral manipulation or other undemocratic behavior.

"President Erdogan has gambled on Turkey's rising influence and leverage in this particular geopolitical climate, and he may be right about that," Aydintasbas said.

Authoritarian incompetence

In Turkey, inflation and economic struggles have made it increasingly difficult for the government to maintain its popularity. That is due in part to the nature of competitive authoritarianism, which tends to reward loyalty over capability.

"Incompetence makes it much more difficult to manage the economy in a way that would appeal to the people," said Selim Erdem Aytac, a political scientist at Koc University in Istanbul.

The government's arrests of Mr. Imamoglu and other opposition politicians and journalists have triggered a significant backlash. Protests that first broke out on university campuses have now spiraled into the largest demonstrations the country has seen in more than a decade, despite a crackdown by the government.

But it is not clear whether the protests have much capacity to make a difference. Years of democratic backsliding have insulated the government from many of the consequences of its heavy-handed rule. Such backsliding tends to be incremental and cumulative, which avoids triggering immediate public condemnation — but also makes that condemnation less effective when it eventually does come.

"Once you are at a stage where you think, 'Oh, that's not acceptable,' you don't have the tools to prevent it," Mr. Aytac said. "The judiciary is already captured. The media is already captured."

LE FIGARO

28 mars 2025

Iran - États-Unis, la grande confusion

Jamais la situation n'a été aussi incertaine tant les deux protagonistes soufflent à tour de rôle le chaud et le froid

Le 12 mars dernier, le président américain a adressé, par l'intermédiaire des Émirats arabes unis, une missive non rendue publique, enjoignant les autorités iraniennes à reprendre les négociations sur leur programme nucléaire militaire sous deux mois, faute de quoi des frappes préventives seraient menées contre leurs installations.

Sous la menace de frappes américaines

Donald Trump poursuit sa politique de pression maximale initiée lors de son premier mandat. À ce titre, de nouvelles sanctions américaines ont été dirigées contre l'industrie pétrolière iranienne, dernier secteur lucratif grâce aux détournements discrets de l'embargo économique, notamment grâce à l'appui de la Chine.

Jusqu'où le président Trump est-il prêt à aller pour obtenir satisfaction ? Et combien de temps les dirigeants iraniens et la population supporteront-ils le dogmatisme du guide ?

Par ailleurs, samedi 15 mars, Washington a lancé une importante offensive militaire au Yémen, en représailles aux attaques menées par les Houthis en mer Rouge. Ceux-ci obligent les armateurs à détourner leur itinéraire vers le cap de Bonne-Espérance, conduisant àÂ des hausses de coûts de transport et des retards conséquents qui freinent sensiblement le commerce international.

Alors que l'Iran nie soutenir le groupe armé yéménite et affirme que ce dernier a son propre agenda, Washington a mis en garde les autorités iraniennes qu'il les tiendrait responsables si de prochaines attaques advenaient.

Penchant trumpien pour la négociation

Cependant, l'envoyé spécial américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, dans un entretien accordé au journaliste et vedette Tucker Carlson, a nuancé la position de son administration en insistant sur la préférence du président américain pour la reprise des négociations plutôt que pour des frappes préventives contre des sites nucléaires iraniens. Résumant la lettre de Donald Trump adressée à l'ayatollah Khamenei, Steve Witkoff a confié au journaliste "Il disait en gros : 'Je suis un président de la paix. C'est ce que je veux. Il n'y a aucune raison pour que nous agissions militairement. Nous devons parler' ". Il a également révélé que les discussions avec Téhéran se poursuivaient "par des voies détournées, à travers de multiples pays et de multiples canaux".

Fidèle à sa politique non interventionniste, Donald Trump semble peu enclin à déclencher une nouvelle guerre au Moyen Orient qui ne servirait pas ses ambitions. Son administration a parfaitement intégré que Pékin est désormais son principal rival.

En renouant diplomatiquement avec l'Iran, Washington espère l'éloigner de l'orbite chinoise. Pour compenser son isolement international, Téhéran a tissé d'étroits liens économiques avec Pékin, au point que ce dernier est devenu son premier partenaire commercial et son principal importateur d'hydrocarbures. Alors que l'Iran abrite l'une des plus grandes réserves mondiales de gaz, Donald Trump entend peser sur le mix énergétique chinois, et refuse dès lors que Pékin profite de l'exploitation des gisements perses, notamment celui de South Pars.

Confusion dans le gouvernement de Téhéran

Côté iranien règne la confusion la plus totale. L'Agence de presse de la République islamique rapporte que le ministre des Affaires étrangères iranien, à l'occasion de Nowrouz (le nouvel an du calendrier persan) le 20 mars, a "insisté sur 'la volonté constante de l'Iran de dialoguer et de négocier', à condition que ces discussions se déroulent sur un pied d'égalité et garantissent les intérêts du peuple iranien". Il a également annoncé que les autorités iraniennes répondraient à la lettre de Donald Trump dans les jours qui viennent. Cependant, dès le lendemain, l'ayatollah Khamenei a fermement rappelé à l'ordre son ministre en s'opposant à toute perspective de négociation sous la contrainte. Alors que son aval demeure indispensable pour engager des pourparlers, vendredi 21 mars, le guide suprême a farouchement critiqué la stratégie poursuivie par le président Trump, estimant qu'elle ne "mènerait nulle part". Il a aussi vivement menacé les États-Unis en déclarant que s'ils faisaient "quoi que ce soit de malveillant contre la nation iranienne, ils recevront une gifle sévère".

Le guide suprême garde un souvenir amer du retrait unilatéral de Trump du JCPOA en 2018 et avait été ulcéré par l'assassinat du général Qassem Soleimani en 2021, ordonné par son administration.

Par ailleurs, le 22 mars, les autorités iraniennes ont annoncé avoir déployé des systèmes de missiles sur les îles stratégiques de Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa, juridiquement revendiquées par les Émirats arabes unis, aux abords du golfe Persique, par lequel transitent près de 30 % des approvisionnements pétroliers mondiaux, semblant vouloir montrer leur détermination.

La question reste de savoir s'il s'agit d'un simple coup de bluff pour faire monter les enchères ou d'une véritable démonstration de force.

La classe politique iranienne divisée

La classe politique iranienne est traversée par de profondes divisions entre d'un côté ceux qui, n'ayant aucune confiance en la parole américaine, perçoivent

l'arme nucléaire comme le seul moyen de sanctuariser leur territoire et d'éviter le scénario d'un "regime change", un changement de gouvernement opéré par des moyens non démocratiques ; et ceux qui estiment au contraire que l'exaspération populaire gronde face à l'isolement économique et que des frappes contre leurs sites nucléaires précipiteraient le pays dans une crise encore plus grave que celle actuelle, dont le régime ne sortirait pas indemne.

Deux mois décisifs

L'Iran affronte déjà une crise économique inédite. Asphyxié

par les sanctions économiques, le pays est confronté à une inflation galopante avoisinant les 35 %, une dévaluation historique de sa monnaie et un chômage qui frappe massivement les jeunes, révoltés par la brutalité de la répression.

Sur le plan stratégique, le pays a subi une débâcle régionale. La guerre à Gaza, l'offensive israélienne contre le Hezbollah et la chute du régime de Bachar al-Assad ont significativement affaibli les proxys iraniens, tandis que les frappes israéliennes d'octobre 2024 ont endommagé ses capacités militaires.

Jamais la situation n'a été aussi incertaine tant les deux protagonistes soufflent à tour de rôle le chaud et le froid au risque d'aboutir au pire à une déflagration, au mieux à un accord. Des inconnues demeurent : jusqu'où le président Trump est-il prêt à aller pour obtenir satisfaction ? Et combien de temps les dirigeants iraniens et la population supporteront-ils le dogmatisme du guide ? Les deux prochains mois seront décisifs.

Le Monde 28 mars 2025

En Turquie, l'avocat d'Ekrem Imamoglu a été arrêté, le maire d'Istanbul demande sa libération immédiate

« Cette fois, c'est mon avocat, Mehmet Pehlivan, qui a été arrêté pour des motifs inventés de toutes pièces », a écrit sur X le principal opposant, lui-même incarcéré et démis de ses fonctions, au président Erdogan.

Le maire emprisonné d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé l'arrestation de son avocat, Mehmet Pehlivan, vendredi 28 mars.

« Cette fois, c'est mon avocat, Mehmet Pehlivan, qui a été arrêté pour des motifs inventés de toutes pièces », a écrit sur X le maire d'opposition de la capitale économique turque, démis de ses fonctions et incarcéré dimanche. *« Comme si la tentative de coup d'Etat contre la démocratie ne suffisait pas, ils ne peuvent tolérer que les victimes de ce coup d'Etat se défendent »*, a ajouté M. Imamoglu, exigeant que son conseil soit *« libéré immédiatement »*.

Lors d'une manifestation en soutien à Ekrem Imamoglu, devant l'hôtel de ville d'Istanbul, le 22 mars 2025. KEMAL ASLAN / AFP

En parallèle, deux journalistes, qui couvrent les manifestations qui agitent le pays depuis l'arrestation, le 19 mars, de M. Imamoglu, ont été arrêtées à l'aube vendredi, selon le syndicat des journalistes turcs (TGS). Dix journalistes arrêtés et incarcérés en début de semaine ont été relâchés jeudi, dont un photographe de l'Agence France-Presse.

Les autorités, confrontées à une vague de contestation inédite depuis 2013, ont annoncé jeudi avoir arrêté 1 879 personnes depuis le 19 mars. Parmi elles, 260 ont été incarcérées ou étaient en cours d'incarcération, tandis que plus de 950 avaient été remises en liberté, dont près de la moitié sous contrôle judiciaire, a précisé le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya.

The New York Times March 29, 2025

Turkey's Opposition Is Energized: 'The Fire Is Already Lit'

Supporters of the political opposition are finding ways to fight back after the government jailed the top political rival of President Recep Tayyip Erdogan.

Turkey's largest opposition party is organizing rallies, urging boycotts of pro-government businesses and standing by its presidential candidate — even if he will have to campaign from jail.

At universities, students have formed councils to direct protests and spread the word, sharing tips for dealing with the riot police and tear gas. Their efforts — part of the largest wave of political protest in Turkey in more than a decade — were catalyzed by the government's March 19 arrest of Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul and President Recep Tayyip Erdogan's top political rival.

Police officers using pepper spray on demonstrators protesting the arrest of Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul, on Monday. Murad Sezer/Reuters

They have been met with equally vast measures by Mr. Erdogan's government to quash them. But instead of cowing opposition supporters, the crackdown seems to be energizing them.

"Everybody in the forums and meetings says this is not only about Imamoglu," said Irem Tacyildiz, 24, an economics student at Middle East Technical University in the capital, Ankara, who has participated in protests. "The fire is already lit."

But it remains unclear to what extent the nascent protest movement can sustain its momentum and succeed in persuading or forcing the government to change course.

The government removed Mr. Imamoglu from his post and jailed him last Sunday pending trial on corruption charges. That same day, his political party picked him as its candidate in the next presidential election.

His university also annulled his diploma, citing improper procedures more than three decades ago, which effectively blocked him from the presidential race because candidates must have completed higher education.

Mr. Imamoglu has denied the charges and vowed to fight them in court. The opposition has called his arrest a "coup" aimed at blocking a challenge to Mr. Erdogan.

Turkey is officially a democratic republic, but foreign officials, experts and many Turks say that Mr. Erdogan has in recent years pushed the country toward autocracy and is now seeking to further consolidate his power. That means that Turks seeking to resist the government must reckon with Mr. Erdogan's control of the security forces and influence over the news media and courts, analysts say.

"The authoritarian side is getting stronger and with each step, the areas for struggle where the opposition can express its positions and talk about injustices are becoming narrower," said Seren Selvin Korkmaz, co-director of IstanPol, an Istanbul-based think tank. "So the opposition always needs to find creative solutions to express their positions to the people."

The news of Mr. Imamoglu's arrest led to large nightly protests in front of Istanbul's City Hall and in other Turkish cities. The police cleared many of them by force.

Leading the opposition is the Republican People's Party, or C.H.P., to which Mr. Imamoglu belongs. The party of Turkey's revered founder, Mustafa Kemal Ataturk, it stands for staunchly secular government and draws most its support from the larger, coastal cities.

Its most public face has been its leader, Ozgur Ozel, a pharmacist and lawmaker known for his altercations with members of Mr. Erdogan's governing Justice and Development Party in Parliament. After Mr. Imamoglu's arrest, he took up residence in a room in City Hall with a small bed to coordinate the party's response, delivering fiery nightly speeches to the protesters.

He called for boycotting companies linked to pro-government news channels that did not air footage of the demonstrations.

"A boycott is coming for whoever ignores this square," he yelled during an address last Sunday, his voice hoarse. "We will use the power of our consumption."

In an interview on Friday, Gokhan Gunaydin, a senior official with the party, said it would push for early presidential elections while trying to channel what he called a broader disgruntlement with the "blatant anti-democratic push" by the government.

The party planned to stick with Mr. Imamoglu, he said, even if that meant prison became his "presidential campaign office."

The party would fight the charges against the mayor, his aides and other party officials and contest the cancellation of his diploma, he said. It would push ahead with the boycott and organize regular rallies to support Mr. Imamoglu around Istanbul and elsewhere in the country.

Many protesters are university students expressing anger at how Mr. Erdogan has run the country and worried about restrictions on civil rights.

At first, the students at her university had been surprised by the harsh police response, said Ms. Tacyildiz, the economics student. So they organized precautions: gas masks, asthma medications and antacids, which can counter the effects of tear gas. A university search and rescue club volunteered to help if protesters got injured.

Many of her friends have been arrested and police were patrolling her campus in plain clothes and using drones to track protests, she said. Some of the protesters wore masks to prevent the police from identifying them.

The students distrust the courts and feel anxious about where the country is headed, she said.
The government has issued blanket bans on public demonstrations and closed transit hubs, and riot police have dispersed protesters with water cannons, tear gas and pepper spray. More than 1,800 people have been arrested and about 260 jailed pending trial, according to the Interior Ministry.

Pro-government news outlets, many owned by allies of Mr. Erdogan, have avoided live broadcasts of the protests while dedicating substantial airtime to the accusations against Mr. Imamoglu.

On Thursday, a parliamentary committee that regulates the news media suspended an opposition broadcaster, SZC TV, for 10 days after accusing it of "inciting the public to hatred and hostility," according to a statement on its website.

Three other pro-opposition channels were also fined for showing Mr. Ozel, the opposition party leader, criticizing the state prosecutor who ordered the mayor's arrest, an opposition member of the committee wrote on social media.

Mr. Erdogan has dismissed the protesters as violent vandals and accused the opposition of fueling havoc in the streets to avoid confronting the corruption allegations against its members.

On Thursday, Justice Minister Yilmaz Tunc insisted to reporters that the courts were independent and criticized attempts to dismiss the investigation of Mr. Imamoglu as political.
"This investigation is conducted entirely by independent judicial bodies, and when the investigative authorities become aware of these allegations, it would be unthinkable of them not to open an investigation," he said.

He denied any relation between Mr. Imamoglu's nomination to run for president and his detention.

"This is not related to his candidacy process or other developments," he said.

Turkey's next election is scheduled for 2028, but many Turks expect Parliament to call for early elections in which Mr. Erdogan, 71, could potentially run against Mr. Imamoglu, 54.

Osman Sert, the director of PanoramaTR, a research institute in Ankara, said Mr. Imamoglu's arrest had a "rallying around the flag effect" that helped unite the opposition.

Still, he said, it faced a government with great power that would be a challenge to confront.

"Turkey is still not in a position where democracy is already on hold and totally canceled. But these are of course the most difficult days for democracy," he said. "These are the rules of the game and you can't get out of it."

Le Monde

Nicolas Bourcier, Anne-Françoise Hivert
30 mars 2025

En pleine vague de contestation d'Erdogan, un journaliste suédois emprisonné en Turquie

Reporter au quotidien « Dagens ETC », Joakim Medin a été interpellé jeudi 27 mars à Istanbul et incarcéré. Il est accusé de « terrorisme » et d'« insulte au président » Recep Tayyip Erdogan, en lien avec une manifestation organisée à Stockholm en janvier 2023.

La nouvelle a été rendue publique, vendredi 28 mars, au lendemain de l'expulsion par les autorités turques du reporter de la BBC, Mark Lowen, venu couvrir les manifestations à Istanbul et accusé par les autorités de représenter une *« menace pour l'ordre public »*. Contrairement à son confrère britannique, cueilli à son hôtel par la police, le journaliste suédois Joakim Medin a été arrêté dès sa descente d'avion à l'aéroport de la mégapole.

Özgur Özel, chef du Parti républicain du peuple, principale formation d'opposition, lors d'un rassemblement de soutien au maire d'Istanbul emprisonné, Ekrem Imamoglu, au parc de Maltepe, à Istanbul, le 29 mars 2025. KEMAL ASLAN/AFP

Selon son journal, le quotidien de gauche *Dagens ETC*, l'envoyé spécial a juste eu le temps d'écrire un SMS à sa femme, journaliste elle aussi, lui disant qu'il allait subir un *« interrogatoire »*. Le message date de jeudi midi. Depuis, plus rien, jusqu'à la confirmation officielle par le ministère suédois des affaires étrangères de son arrestation et de son incarcération à la prison de Maltepe à Istanbul. Dimanche soir, sa femme a fait savoir qu'il avait été transféré à la prison géante de Marmara, où a été écroué Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul.

Plus tôt dans la journée, la cheffe de la diplomatie suédoise, Maria Malmer Stenergard, avait qualifié de *« très grave »* l'arrestation de Joakim Medin et assuré que sa libération était une *« priorité absolue »* pour son gouvernement. Elle a précisé qu'elle profiterait de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, jeudi 3 et vendredi 4 avril, pour s'entretenir avec son homologue turc et lui *« faire part de l'extrême urgence de cette affaire »*.

« Les faits ne sont pas une insulte »

Le journaliste suédois est accusé d'*« appartenance à une organisation armée terroriste »* et d'*« insulte au président »* Recep Tayyip Erdogan. Selon les autorités turques, il fait partie des 15 suspects dans une enquête ouverte par Ankara début 2023, après la pendaison d'un mannequin à l'effigie de M. Erdogan, devant l'hôtel de ville de Stockholm, le 11 janvier 2023. L'action avait été organisée par les Comités Rojava, créés en 2014, en Suède, pour soutenir les forces kurdes contre l'organisation Etat islamique dans le nord de la Syrie. A partir de 2022, le mouvement s'est surtout mobilisé contre l'adhésion de la Suède à l'OTAN.

L'incident avait gelé les négociations entre les deux pays pendant plusieurs mois, avant que le président turc finisse par donner son feu vert à l'entrée du pays scandinave dans l'organisation transatlantique, en janvier 2024. La Turquie avait convoqué l'ambassadeur de Suède et annulé la visite du président du Parlement suédois, tandis que le directeur de la communication présidentielle, Fahrettin Altun, y avait vu *« la preuve que les autorités suédoises n'*[avaient] *pas pris les mesures nécessaires contre le terrorisme »*.

Le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, pour sa part, avait qualifié l'action des Comités Rojava d'*« odieuse »* et assuré qu'il comprenait la *« colère »* des autorités turques, s'attirant les critiques de la gauche, qui lui reprochait ses génuflexions face à M. Erdogan.

A l'époque, une enquête criminelle avait été ouverte par le parquet à Ankara, à la suite d'une plainte déposée par les avocats du président. Ce serait dans ce cadre que Joakim Medin aurait été identifié comme un des suspects. Le rédacteur en chef de *Dagens ETC*, Andreas Gustavsson, affirme qu'il n'était pas au courant des soupçons pesant contre lui, autrement, « [Joakim Medin] *ne se serait pas rendu à Istanbul* ». « *Il est journaliste. Il suit, rapporte et analyse. Il n'est évidemment pas membre du PKK* [le Parti des travailleurs du Kurdistan] *ou d'un autre groupe. Il ne coud pas de poupées Erdogan. Il n'insulte personne. Le journalisme n'est pas un crime. Les faits ne sont pas une insulte* », déclare le rédacteur en chef, sur le site du quotidien.

Charge de la presse progouvernementale turque

Dimanche matin, les Comités Rojava ont démenti l'implication du journaliste dans leur action. « *Celle-ci a été planifiée et réalisée entièrement par nous. Mais ce n'est pas une coïncidence si Erdogan emprisonne le journaliste qui a le plus constamment scruté la persécution des Kurdes par la Turquie* », a réagi l'organisation prokurde.

La presse progouvernementale turque s'en est très vite prise à ce qu'elle nomme un « *soi-disant journaliste suédois* ». Pour le quotidien *Yeni Safak* : « *Il a été déterminé que le suspect était responsable de la couverture de la manifestation à Stockholm. Il a été révélé que Medin, qui se trouvait également dans des zones de conflit en Syrie, s'est rendu à Qandil en 2014, à Diyarbakir en 2016 et à Erbil en 2017, et a été impliqué dans des activités contre la Turquie dans ces régions.* » Le journal de préciser que le suspect a partagé de « *nombreux messages sur les réseaux sociaux concernant les armes, les drapeaux et les membres de l'organisation terroriste armée PKK-YPG* [YPG, Unités de protection du peuple] ».

Agé de 40 ans, le journaliste a fait plusieurs reportages dans la région autonome du Rojava, au nord de la Syrie. En février 2015, il y avait été détenu une semaine par les forces de sécurité syriennes, avant d'être relâché. En octobre 2023, il a publié un essai intitulé *Kurdsparet* (« la piste kurde », non traduit), dans lequel il accuse Stockholm d'avoir sacrifié les droits des Kurdes en renforçant la collaboration entre les services de sécurité suédois et ceux de la Turquie, afin d'accélérer le processus d'adhésion à l'OTAN.

Dans un de ses derniers articles, le 19 mars, il revenait sur l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. « *La nouvelle répression de l'opposition démocratique par le régime d'Erdogan est une déclaration de mort supplémentaire de la démocratie turque, qui doit entraîner une forte condamnation internationale de la part de l'Europe démocratique. Mais elle jette également une ombre sur la coopération suédo-turque en matière de sécurité, à la lumière des accords signés dans le cadre du processus* [d'adhésion à] *l'OTAN* », écrivait-il, se désolant du silence de Stockholm.

Le Monde

Nicolas Bourcier
31 mars 2025

En Turquie, l'ampleur de la contestation et sa répression déstabilisent même le parti d'Erdogan

Plusieurs centaines de milliers de manifestants se sont encore rassemblés, samedi, à Istanbul. Quelques figures du parti islamo-conservateur au pouvoir dénoncent le virage répressif, alors que plus de 2000 personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement.

Douze jours après l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal opposant et bête noire du président Recep Tayyip Erdogan, à la tête de la Turquie depuis 2003, la mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire.

A Istanbul, ils étaient plusieurs centaines de milliers à avoir transformé, samedi 29 mars, l'immense parc de Maltepe, situé en bord de mer, sur la rive asiatique de la mégalopole du Bosphore, en un fleuve rouge et blanc, les couleurs du drapeau turc. Un flux toujours grossissant, tout l'après-midi, d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, allant en direction de ce podium en plein air où Özgür Özel, le chef de file du Parti républicain du peuple (CHP), a harangué la foule pendant une heure et demie de sa voix chaude et rauque pour poursuivre « *la marche vers le pouvoir* » et « *écrire enfin l'histoire* ».

D'un ton ferme, il a annoncé sous les applaudissements que la mobilisation du jour avait réuni près de 2,2 millions personnes. Une démonstration de force pour l'opposition et qui, au-delà même de la querelle des chiffres, s'est déroulée dans un calme jamais atteint depuis le début des manifestations. Autorisé au dernier moment par le gouverneur d'Istanbul, ce grand raout – qui a rassemblé tout ce que l'opposition compte de protestataires, des petits groupes anarchistes aux mouvements ultranationalistes – a offert un rare moment de légèreté après des jours et des nuits de tensions et d'affrontements avec la police.

Dans une sorte de répétition de ce qu'il a fait tous ces derniers soirs devant la mairie de la ville, à Saraçhane, Özgür Özel a dénoncé pêle-mêle ce qu'il appelle « *le coup d'Etat réalisé par le régime* », l'ap-

pauvrissement du pays sous le règne du Parti de la justice et du développement (AKP) – la formation du président, Recep Tayyip Erdogan –, la censure des médias et la répression accrue contre les manifestants et plus particulièrement contre les étudiants.

A nouveau, il a appelé au boycott des médias progouvernementaux et de leurs filiales, ciblant nommément plusieurs chaînes de télévision et journaux. Devant lui, une marée de pancartes résumaient, souvent avec humour, les griefs portés par les protestataires contre pouvoir en place : *« #Reboot le système judiciaire »*, *« Ensemble contre le fascisme »* ou encore *« AKP, un jour viendra où tu rendras des comptes »*.

Özgur Özel, chef du Parti républicain du peuple, principale formation d'opposition, lors d'un rassemblement de soutien au maire d'Istanbul emprisonné, Ekrem Imamoglu, au parc de Maltepe, à Istanbul, le 29 mars 2025. KEMAL ASLAN / AFP

Dénonciation de « violences policières injustifiées et illégales »

Debout, bras tendus et immobiles, Zeynep, étudiante à l'université d'Istanbul, d'où est partie la première manifestation, le 19 mars, en soutien à Ekrem Imamoglu le jour de son arrestation, a interpellé au feutre noir sur son carton le président Erdogan en lui demandant s'il était *« sûr de vouloir trois autres enfants comme elle ? »*. Une allusion en forme de pied de nez aux appels répétés du chef de l'Etat, depuis vingt ans, à ce que les femmes turques aient *« au moins trois enfants, pour soutenir la nation »*. Tout sourire, sa voisine, elle aussi étudiante, a ajouté : *« Nous n'avons plus peur de dire haut et fort les choses qui nous sont devenues insupportables, la répression systématique des autorités ne nous arrêtera plus. »*

La veille du rassemblement de samedi, des organisations de défense des droits humains ont tenu à appeler le gouvernement d'Ankara à la retenue et à mettre fin *« aux attaques contre les manifestants pacifiques, à la fin du ciblage des journalistes et des médias, et à la fin de la répression des médias sociaux »*. Dans leur déclaration commune, Human Rights Watch, Amnesty International et treize autres organisations se sont alarmées de *« l'escalade de l'action de l'Etat contre la liberté d'expression et de réunion après l'arrestation d'Ekrem Imamoglu »*.

Les chiffres exacts concernant les manifestants blessés ces derniers jours n'ont pas été publiés, la police évoquant seulement plus de 100 fonctionnaires blessés. Les organisations de défense des droits humains ont déploré que les protestations aient fait l'objet de *« violences policières injustifiées et illégales »*, précisant qu'*« au moins dix journalistes locaux ont été agressés physiquement par la police alors qu'ils couvraient les manifestations à Istanbul, et* [qu']*un journaliste a été battu par des manifestants »*.

Des personnes auraient été frappées par les forces de l'ordre à coups de matraque et de pied alors qu'elles étaient à terre. La police aurait aussi utilisé sans discernement, selon les organisations, des sprays au poivre, du gaz lacrymogène, des canons à eau et des balles en plastique contre les manifestants. Une dernière accusation que le gouvernement réfute.

Le pouvoir espère un enlisement de la mobilisation

Dans un rapport rédigé par les étudiants en droit de l'université de Galatasaray, recensant plusieurs cas de violences et de brutalités policières, les auteurs dénoncent un recours disproportionné à la force. Le document signale le cas d'un étudiant de l'université technique ODTÜ, à Ankara, touché au visage par une balle en caoutchouc alors qu'il se trouvait devant l'une des entrées du campus. Diffusée sur X, la photo du jeune homme a été bloquée tout comme le compte qui a partagé le cliché quelques heures après sa diffusion.

Selon un dernier chiffrage du ministère turc de l'intérieur, près de 2 000 personnes ont été arrêtées depuis le début des manifestations, dont une douzaine de journalistes. Au moins 263 ont été incarcérées, selon les chiffres officiels, mais les avocats présents chaque jour au palais de justice estiment qu'elles sont bien davantage. Le juriste Sezgin Tanrikulu, député CHP de la ville de Diyarbakir, a publiquement accusé les forces d'intervention de violences sexuelles. *« Ils ont donné des coups de pied entre les jambes de jeunes filles et les ont fait saigner. Je n'avais jamais entendu parler de quelque chose comme ça auparavant »*, a-t-il déploré.

Côté gouvernement, il a été décidé de prolonger de six jours les congés célébrant la fin du ramadan, dans l'espoir à peine voilé d'assister à un enlisement de la mobilisation. En matière de couverture, et ce alors que les chaînes de télévision et les journaux proches du pouvoir contrôlent près de 90 % du paysage médiatique turc, l'autorité de surveillance des médias RTÜK a imposé de nouvelles sanctions à des diffuseurs de l'opposition. Les chaînes NOW TV, Halk TV et TELE1 ont reçu des amendes, tandis que Sözcü TV s'est vue interdite d'antenne pour les dix prochains jours.

Il n'est pas sûr que cet arsenal suffise ni ne profite au pouvoir en place. Un premier sondage effectué par l'institut Konda indique que 73 % des personnes interrogées soutiennent les mouvements de protestation en cours. Selon un message publié sur X sur le compte de l'institut, dimanche, seuls deux

électeurs de la coalition gouvernementale islamo-nationaliste sur trois disent soutenir les arrestations effectuées ces derniers jours.

Trouble au sein de l'AKP, le parti de M. Erdogan

De quoi jeter un certain trouble au sein de quelques segments de l'AKP. Déjà, l'ancien président et ex-bras droit du chef de l'Etat, Abdullah Gül, était sorti, dès les premiers jours, de son silence en mettant en garde les autorités. Il a rappelé que *« les injustices subies par Recep Tayyip Erdogan et* [lui-même] *ne doivent pas s'appliquer à Ekrem Imamoglu, qui a été élu démocratiquement par le peuple »*. Une allusion transparente à l'incarcération, en 1999, du futur président turc pour avoir prononcé à l'époque en public des vers du poète islamo-nationaliste Ziya Gökalp.

Quelques jours plus tard, on apprenait la démission du parti d'Orhan Göçen, avocat, membre (AKP) du conseil d'arrondissement de la ville de Tekirdag, située au bord de la mer de Marmara, en signe de désapprobation de la politique menée par le gouvernement.

Plus surprenante encore, l'annonce tonitruante de l'ex-député (AKP) d'Izmir Hüseyin Kocabiyik à l'encontre du pouvoir. Ancien compagnon de route de Recep Tayyip Erdogan, avec lequel il a partagé la prison, en 1999, il a exprimé tout haut les craintes du virage répressif pris par le président : *« C'est ici que tu voulais en venir ? C'est pour cela que nous avons lutté ? C'est pour cela que nous avons été traînés devant les tribunaux ? Tu n'en es pas conscient, mais tu as fait un vrai coup d'Etat contre toi-même ! »*

Renvoyé en conseil de discipline et exclu de la formation, Hüseyin Kocabiyik a ajouté : *« Vous pouvez m'expulser, mais sachez que ce sont les personnes d'en haut et leurs pratiques qui ont affaibli l'AKP dans le cœur du peuple, même s'il a tant servi notre pays. »*

La prochaine mobilisation contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu est prévue mercredi soir 2 avril, devant la mairie d'Istanbul.

LE FIGARO

avec AFP
31 mars 2025

Iran : Téhéran promet une «riposte ferme» en cas d'attaque des États-Unis

Ils menacent de faire des dégâts (...), si c'est le cas, il y aura assurément une riposte ferme» de l'Iran, a affirmé Ali Khamenei, après les menaces du président américain Donald Trump, prononcées en cas d'échec de la diplomatie sur la question du nucléaire.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution iranienne, a mis en garde ce lundi contre une *«riposte ferme»* de Téhéran en cas d'attaque contre son pays, après des menaces du président américain, Donald Trump, prononcées en cas d'échec de la diplomatie sur la question du nucléaire.

«Ils menacent de faire des dégâts (...), si c'est le cas, il y aura assurément une riposte ferme» de l'Iran, a affirmé Ali Khamenei sans aucune référence explicite à Donald Trump, lors d'un discours à Téhéran à l'occasion de la fin du ramadan, le mois de jeûne pour les musulmans.

Son allocution apparaît cependant comme une réponse aux menaces du président américain ces derniers jours. Ce dernier a encore assuré dans un entretien à la chaîne NBC publié ce dimanche qu'*«il y aura des bombardements»* en Iran en l'absence d'un accord sur le nucléaire iranien. *«S'ils ne signent pas d'accord, il y aura des bombardements»*, a-t-il insisté.

Les pays occidentaux soupçonnent depuis des décennies Téhéran de vouloir se doter de l'arme nucléaire. L'Iran rejette ces allégations et affirme que son programme n'existe qu'à des fins civiles, notamment pour l'énergie. Le pays avait conclu en 2015 un accord avec les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Russie, États-Unis, France et Royaume-Uni) et l'Allemagne pour encadrer ses activités nucléaires.

Plus de relations diplomatiques depuis 1980

En 2018, Donald Trump a cependant retiré les États-Unis de l'accord de manière unilatérale et rétabli les sanctions américaines. Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, il se dit désormais ouvert au dialogue avec la république islamique. Pour témoigner de son ouverture, il a écrit une lettre aux dirigeants iraniens. Téhéran indiqué jeudi avoir répondu par l'intermédiaire du sultanat d'Oman. Le chef de la Maison Blanche a en parallèle renforcé sa politique dite de *«pression maximale»* à l'encontre de l'Iran : sanctions supplémentaires pour réduire à zéro ses exportations de pétrole et ses sources de revenus et menace d'action militaire en cas de refus de pourparlers.

L'Iran et les États-Unis n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980. Toutefois, les deux pays échangent indirectement par le biais de l'ambassade de Suisse à Téhéran qui représente les intérêts américains en Iran. Le sultanat d'Oman a également joué un rôle de médiateur dans le passé et le Qatar dans une moindre mesure. La lettre de Donald Trump a été remise à l'Iran par le biais des Émirats arabes unis.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a réitéré dimanche que son pays s'opposait à des négociations directes avec les États-Unis sous la menace. Téhéran reste néanmoins disposé à échanger avec Washington indirectement, a-t-il précisé dans une vidéo diffusée par la télévision d'État.

Le Monde

avec AFP
31mars 2025

L'administration autonome kurde conteste la légitimité du nouveau gouvernement syrien

L'administration autonome kurde, qui contrôle de vastes territoires dans le nord et le nord-est de la Syrie, a contesté, dimanche 30 mars, la légitimité du nouveau gouvernement formé par la coalition islamiste ayant renversé Bachar Al-Assad à Damas.

« Le gouvernement annoncé (…) *ressemble fortement à son prédécesseur, en ce qu'il ne tient toujours pas compte de la diversité syrienne »*, a estimé l'administration dans un communiqué, au lendemain de l'annonce de sa formation.

« Un gouvernement qui ne reflète pas la diversité et la pluralité du pays ne pourra pas assurer une gestion saine de la Syrie », a-t-elle ajouté. *« Par conséquent, nous ne nous considérons pas concernés par l'application ou l'exécution des décisions émanant de ce gouvernement. »*

Des Kurdes syriens manifestent contre la nouvelle constitution annoncée par le gouvernement intérimaire Syrien, à Kamechliyé (Syrie) , le 14 mars 2025. DELIL SOULEIMAN / AFP

Dans un discours, samedi, au cours de la cérémonie annonçant la composition du gouvernement, Ahmed Al-Charaa, qui a pris le pouvoir à la tête d'une coalition islamiste le 8 décembre 2024, a affirmé sa volonté d'*« édifier un Etat fort et stable »*.

Le cabinet de 23 ministres, majoritairement composé d'Arabes sunnites et dont les postes-clés ont été confiés à des proches de M. Al-Charaa, compte un seul ministre kurde, qui n'est pas issu des territoires contrôlés par l'administration autonome.

L'administration kurde a conclu mi-mars un accord avec le pouvoir de M. Al-Charaa pour intégrer ses institutions dans l'Etat, le nouveau pouvoir souhaitant compléter le processus d'unification du pays après plus de treize ans de guerre qui ont déchiré la Syrie.

Mais certains analystes craignent que cet accord ne reste lettre morte, les Kurdes, une minorité qui représente 15 % de la population, ayant déjà émis des critiques concernant la déclaration constitutionnelle, qui a accordé les pleins pouvoirs au président pour une période transitoire de cinq ans.

Le Monde 31 mars 2025

La Syrie se dote d'un nouveau gouvernement « de changement et de transition »

Le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, était pressé de répondre aux demandes d'inclusivité des Syriens et des chancelleries occidentales, qui en font une condition pour la levée des sanctions.

Pendant plus de deux heures, samedi 29 mars au soir, les Syriens ont pu suivre sur la télévision nationale, de retour à l'antenne, la cérémonie de prestation de serment de leur nouveau gouvernement. Parmi les 23 ministres nommés, ils ont retrouvé de nombreux visages devenus familiers depuis la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, ceux des proches du président de transition, Ahmed Al-Charaa. Ils ont aussi découvert des personnalités de l'ancien régime, de la société civile, du monde des affaires et des médias choisies par le dirigeant syrien au titre de la diversité et de la compétence.

Chose inimaginable sous le régime Al-Assad, les ministres ont présenté, un à un, en direct, leur plan d'action, de la salle de conférences du Palais du peuple, sur les hauteurs de Damas, faisant écho aux promesses de transparence et de responsabilité faites par M. Al-Charaa. *« Ce gouvernement est un gouvernement de changement et de construction, un gouvernement qui porte les aspirations et les espoirs du peuple pour un avenir brillant et durable »*, a assuré le président de transition, fixant les contours de la construction d'un *« nouvel Etat »* et d'une *« nouvelle ère »*.

Ahmed Al-Charaa était pressé de répondre aux demandes d'inclusivité des Syriens et des chancelleries occidentales, qui en font une condition pour la levée des sanctions. Le cabinet de fidèles à qui il avait confié l'intérim en décembre 2024, uniquement composé de figures issues de son groupe islamiste radical Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) et du gouvernement de salut national établi par HTC dans la province d'Idlib (nord-ouest) depuis 2017, était décrié comme *« un gouvernement d'une seule couleur »*. L'ancien chef de HTC manquait aussi d'expertise dans ses rangs pour gérer le pays de 23 millions d'habitants.

Des personnalités approchées pour des postes ont décliné, préférant rester des conseillers de l'ombre, ou encore frileuses face au nouveau pouvoir. *« C'est une décision difficile à prendre, un dilemme. Certains ont refusé car ils ont leur famille et leurs affaires à l'étranger et qu'ils ont peur de se retrouver pris au piège d'un pouvoir qui agit encore pour sa survie politique. Mais il ne faut pas laisser les autres forces occuper tout l'espace, il faut aider M. Al-Charaa à replacer la politique au centre, à l'image de la société syrienne »*, confiait un ministrable avant l'annonce du gouvernement.

Hind Kabawat, seule femme ministre

Les massacres commis contre la communauté alaouite, début mars, ont questionné la réalité du contrôle qu'exerce le président Al-Charaa sur les factions armées islamistes nouvellement intégrées à l'armée. La concentration des pouvoirs entre les mains du président, au terme de la déclaration constitutionnelle dévoilée le 13 mars, pose la question de la marge de manœuvre qui sera laissée au gouvernement et à la future Assemblée du peuple. Et ce, d'autant que M. Al-Charaa, seul chef de l'exécutif, en l'absence de poste de premier ministre, a confié tous les ministères régaliens à des fidèles.

« J'ai une immense confiance. Participer au gouvernement est la chose à faire pour aider mon pays du mieux possible. Il y aura plus de femmes au sein du futur Parlement », assure Hind Kabawat, seule femme du nouveau gouvernement, nommée aux affaires sociales et au travail, après avoir coorganisé la conférence de dialogue national en février. Cette chrétienne laïque de 51 ans, militante des droits humains et figure de l'opposition sous le régime Al-Assad, est l'une des quatre ministres issus des minorités chrétienne, druze, kurde et alaouite, dans un gouvernement dominé par la majorité sunnite du pays.

Les anciens cadres de HTC et du gouvernement de salut d'Idlib conservent la main haute au sein du gouvernement, avec neuf portefeuilles. Assad Hassan Al-Chibani est reconduit aux affaires étrangères, et le général Mourhaf Abou Qasra à la défense, avec la lourde tâche de refonder une armée nationale. Le chef du renseignement, Anas Khattab, obtient le portefeuille de l'intérieur, tandis que le premier ministre du gouvernement intérimaire, Mohammad Al-Bachir, prend la tête du ministère-clé de l'énergie.

A la justice, Chadi Al-Waissi, que des vidéos ont montré superviser l'exécution de deux femmes à Idlib, en 2015, est remplacé par un autre juriste isla-

mique proche de HTC, Mazhar Al-Wais. Ce dernier a promis de garantir l'indépendance de la justice et d'instaurer un processus de justice transitionnelle dans le pays divisé par quatorze ans de guerre civile. La génération montante au sein de HTC fait son entrée au gouvernement avec Mohammad Anjarani, 32 ans, à l'administration locale, et Mustafa Abdel Razzaq, 36 ans, aux travaux publics et au logement.

Le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, prend la parole avant l'annonce du nouveau gouvernement, à Damas, le 29 mars 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Encourager les investissements étrangers

Les portefeuilles de l'économie et des finances, cruciaux pour attirer des investissements étrangers dans le pays en ruine, encore placé sous sanctions internationales, ont été confiés à des personnalités ayant exercé des responsabilités sous le gouvernement de Bachar Al-Assad. Mohammad Nidal Al-Chaar, un économiste de 69 ans originaire d'Alep, retrouve le portefeuille de l'économie, qu'il avait géré pendant un an après le déclenchement de la révolution, en 2011.

Cadre de l'autorité des marchés financiers au temps de la politique de libéralisation de l'économie menée par Bachar Al-Assad, Mohammad Yasser Barniyeh prend le portefeuille des finances. Formé aux Etats-Unis et passé par la Réserve fédérale américaine, ce Syrien de 57 ans a promis de moderniser le système fiscal et monétaire afin d'encourager les investissements étrangers et de lutter contre la corruption. L'ingénieur Yaroub Badr, un alaouite de 65 ans, retrouve le ministère des transports, qu'il avait occupé entre 2006 et 2011.

De l'enseignement supérieur à la santé, en passant par les télécommunications et la culture, 11 portefeuilles ont été confiés à des personnalités de la société civile, de la communauté d'affaires et du monde des médias. La nomination de Raed Al-Saleh, le chef des casques blancs, à la tête du nouveau ministère de la gestion des urgences et des catastrophes a été accueillie chaleureusement en Syrie. Son association de secouristes a été en première ligne durant la guerre dans les zones tenues par l'opposition. Depuis la chute de l'ancien régime, elle s'est déployée à travers tout le pays, formant l'embryon de la future défense civile.

Les Kurdes méfiants

La nomination de Mohammad Abdulrahman Turko, un Kurde de 46 ans originaire d'Afrine, à l'éducation, n'a pas suffi à convaincre l'administration autonome kurde qui gouverne le nord et l'est de la Syrie. Estimant que le nouveau gouvernement ne représente pas la diversité du pays, elle a annoncé, par voie de communiqué, ne pas être concernée par l'application ou l'exécution des décisions qu'il prendra.

A la fin de la cérémonie, samedi, tandis que les ministres s'éclipsaient pour tenir leur premier conseil avec le président Al-Charaa, des membres de l'assistance sont venus saluer le cheikh Oussama Al-Rifai, installé au premier rang aux côtés d'autres représentants religieux chrétiens et musulmans. La nomination, la veille, de cette figure modérée de l'islam sunnite, opposant à Bachar Al-Assad, comme grand mufti de la République arabe syrienne, a été vue comme un signe d'ouverture du président Al-Charaa.

Devenant à 80 ans la plus haute autorité sunnite du pays, le cheikh Al-Rifai prend la tête d'un Conseil de la fatwa hétéroclite. Au sein de ce conseil, chargé d'interpréter la charia, devenue la principale source de loi dans le pays, cohabiteront des représentants de l'islam traditionnel damascène, de tendance soufie, et des religieux salafistes, parmi lesquels le cheikh Abd Al-Rahim Atoun, qui fut le mufti du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida, et le chef du Conseil de la fatwa sous la gouvernance de HTC à Idlib.

Le Monde

Hélène Sallon
31 mars 2025

Hind Kabawat, ministre du travail et seule femme du gouvernement de transition en Syrie : « Al-Charaa a une vision, et il sait qu'il ne peut pas gouverner seul »

La chrétienne, opposante au régime d'Al-Assad, n'était pas revenue en Syrie pendant les quatorze années de guerre civile. Lorsque le poste de ministre lui a été proposé, elle n'a pas hésité une seconde.

Sur la photo de famille du nouveau gouvernement de transition syrien, Hind Kabawat accroche les regards dans son tailleur blanc. Nommée aux affaires sociales et au travail, samedi 29 mars, cette chrétienne laïque de 51 ans est la seule femme parmi 22 hommes. Ce constat contrarie la militante des droits des femmes, déterminée à mener le combat pour une meilleure représentativité des Syriennes au sein des nouvelles autorités.

« J'ai tenté de convaincre qu'il fallait plus de femmes ministres, mais c'était compliqué, avec l'impératif d'assurer la diversité ethnique et religieuse au sein du gouvernement. Il n'y a néanmoins aucune excuse à ce qu'il n'y ait qu'une seule femme ministre. On m'a promis que davantage de femmes seraient nommées à de hautes fonctions », assure Hind Kabawat, installée à l'ombre des glycines, dans le patio de sa maison traditionnelle de la vieille ville de Damas.

Lors de la présentation du gouvernement, au Palais du peuple, samedi, devant le président de transition, Ahmed Al-Charaa, cette spécialiste du dialogue interreligieux et de la résolution des conflits, au caractère bien trempé, s'est efforcée de faire taire les mauvaises langues qui lui reprochent de jouer la « caution diversité » au sein du gouvernement. *« Mon ministère est l'un des plus importants dans la période post-conflit, au vu du nombre d'orphelins, de déplacés et de personnes vulnérables que compte le pays »*, souligne la Syro-Canadienne, mère de deux enfants.

« On veut une démocratie inclusive »

Opposante au président Bachar Al-Assad, elle n'était pas revenue en Syrie pendant les quatorze années de guerre civile. Lorsque le poste de ministre lui a été proposé, quatre jours avant l'officialisation du cabinet, elle n'a pas hésité une seconde. *« J'y ai retrouvé des gens pour lesquels j'éprouve un profond respect, choisis pour leurs mérites. Il y a aussi de nombreux jeunes qui nous apportent l'énergie, et à qui nous apportons la sagesse. Nous pouvons faire beaucoup en coopérant »*, pense Hind Kabawat.

A ceux qui disent leur crainte de voir le président Ahmed Al-Charaa, un ancien djihadiste qui a rompu avec Al-Qaida en 2017, imposer une idéologie islamiste à la Syrie ou régner sans partage, Hind Kabawat appelle à donner de la voix. *« On veut une démocratie inclusive en Syrie. Plus ceux qui mettent en doute et questionnent les choix des dirigeants, les miens compris, seront nombreux, plus la chance de construire une société convenable sera grande. C'est là que le travail de la société civile est important »*, expose-t-elle.

Effarée par les massacres commis contre les alaouites et par la mort de membres de la sûreté générale dans les attaques menées par des partisans de l'ancien régime, début mars, Hind Kabawat se dit rassurée par les décisions prises par Ahmed Al-Charaa. *« Il a présenté ses condoléances aux familles des victimes, dont notre collègue, la militante Hanadi Zahlout. Il a établi un comité d'enquête et punira tous les responsables. Cela, nous ne l'avions jamais observé du temps de l'ancien régime, qui tuait sa population avec des armes chimiques. La leçon à en tirer est qu'il faut mettre en place, sans attendre, un processus de justice transitionnelle »*, dit-elle.

Hind Kabawat n'avait jamais rencontré Ahmed Al-Charaa avant de se voir proposer, en février, d'être l'un des sept membres du comité préparatoire pour la conférence de dialogue national. *« Il a une vision pour la Syrie, et il sait qu'il ne peut pas gouverner seul. Il aime le travail en équipe. Il est très ouvert aux nouvelles idées, mais n'oubliez pas qu'il doit faire le consensus entre différentes tendances au sein de la société syrienne »*, dit-elle de lui.

Aux côtés d'Ahmed Al-Charaa dès 2017

Par le biais du centre Tastakel pour les femmes syriennes, qu'elle a cofondé pour promouvoir la paix et la réconciliation durant la guerre, elle a été en contact avec le gouvernement de salut qu'Ahmed Al-Charaa avait mis en place, à Idlib, dès 2017. Elle a formé dans cette province, comme dans le reste du pays, des milliers de femmes et d'enfants syriens au travers de programmes d'éducation et

de soutien psychologique, ainsi que d'ateliers sur la résolution des conflits, la gouvernance, le droit humanitaire et la citoyenneté.

« Certains de mes étudiants sont devenus employés gouvernementaux, journalistes… Certains sont aujourd'hui mes collègues ! », se félicite Hind Kabawat. Dans les discours d'Ahmed Al-Charaa, elle retrouve des concepts qu'elle leur enseignait, comme celui de *« dirigeant serviteur »*. Intégrer le comité préparatoire pour la conférence de dialogue national lui a paru une évidence. *« J'ai fait cela toute ma vie au sein des organisations internationales pour d'autres pays. Il allait de soi que j'accepte de le faire dans mon pays ! »*, s'exclame-t-elle.

Multidiplômée, en économie, en droit et en résolution de conflits, Hind Kabawat a aussi obtenu une maîtrise en droit et diplomatie à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université Tufts, aux Etats-Unis. Elle a été directrice de la consolidation de la paix interconfessionnelle au centre pour les religions du monde, la diplomatie et la résolution des conflits de l'université George Mason, aux Etats-Unis. Consultante auprès de la Banque mondiale, elle a également participé aux pourparlers de paix sur la Syrie de Genève, en 2017.

Au sein du comité préparatoire pour la conférence de dialogue national, dominé par cinq proches d'Ahmed Al-Charaa, Hind Kabawat a retrouvé une autre militante de la société civile, Houda Al-Atassi. *« Certains ont dit que nous avions été placées là pour jouer les cautions féminines. C'était méconnaître les femmes syriennes, qui sont très fortes et ne se laissent pas faire »*, rit-elle. Elle aurait aimé que le dialogue national se poursuive pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, au lieu des deux petites journées qui lui ont été consacrées en février.

Hind Kabawat nouvelle ministre des affaires sociales et du travail, chez elle à Damas, le 31 mars 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Un quota d'un tiers de femmes

« On a fait tout ce qui nous était possible pour faire valoir nos idées. On a amené nos propres médiateurs et nos procédures, ainsi que de la diversité, avec des membres de la société civile, des différentes religions, de la jeunesse », dit-elle. Les deux militantes ont obtenu l'adoption d'un quota d'un tiers de femmes dans la sélection des 1 200 participants au dialogue national. Leurs confrères se sont montrés à l'écoute. *« J'ai une longue expérience au sein de l'opposition syrienne, et je peux vous dire qu'ils sont bien plus flexibles et à l'écoute que l'ex-opposition au régime Al-Assad. Beaucoup de jeunes gens parmi eux savent qu'il est indispensable de coopérer avec nous, pour le bien de la Syrie »*, dit-elle.

Le gouvernement désormais formé, Hind Kabawat estime qu'il n'y a plus de temps à perdre. Elle entend mettre à profit son expérience et son réseau, ainsi que l'expertise des Syriens de l'intérieur et de l'extérieur du pays, pour élaborer un plan d'action. *« Il y a des choses que l'on peut faire tout de suite, même si les caisses de l'Etat sont vides, comme promouvoir la justice sociale, trouver des emplois pour les femmes… En parallèle, nous allons pousser pour convaincre la communauté internationale de lever les sanctions. Si cette dernière veut aider les femmes et les enfants de ce pays, qui paient le prix des sanctions, elle doit les lever »*, plaide la ministre des affaires sociales et du travail.

Le soutien de la communauté internationale sera indispensable pour relever un pays en ruine, mais il est important, à ses yeux, que les Syriens aient leur destin en main. *« En cinquante-quatre ans de dictature, les Al-Assad ont cultivé l'individualisme, dressant les gens les uns contre les autres. Il est temps de reconstruire notre communauté et de travailler dans une culture de coordination, comme une équipe,* appelle Hind Kabawat. *Nous n'avons pas droit à l'échec. »*

Le Point 28/03/2025

Le crépuscule du Kurdistan syrien.

Attaqués par la Turquie et lâchés par Donald Trump, les Kurdes de Syrie devraient perdre l'au- tonomie qu'ils avaient chèrement acquise à la fin de l'ère Assad.

C'est un massacre qui marque d'une pierre noire la jeune histoire de la nouvelle Syrie. Et qui vient briser

par le sang la promesse d'un pays dé- sormais inclusif, vendue par son nou- vel homme fort, l'islamiste Ahmed al-Chareh. Au moins 1 383 civils, prin- cipalement issus de la minorité alaouite, ont été sommairement exécutés les 7 et 8 mars dans leur fief de l'ouest de la Syrie par des forces de sécurité fidèles au président syrien par intérim.

Soucieux de rétablir au plus vite son image gravement écornée, l'ancien dji- hadiste repenti a immédiatement tendu la main à l'autre principale minorité du pays – les Kurdes – en signant dès le lendemain à Damas un accord inat- tendu avec le chef militaire kurde Ma- zloum Abdi. Présentée comme un *« compromis historique »* actant le retour des institutions militaires et civiles kurdes dans le giron de Damas, cette lettre d'intention accorde aux Kurdes l'essentiel des droits individuels poli- tiques, culturels et linguistiques dont ils étaient privés sous le régime des As- sad. Mais ces avancées peinent à masquer une réalité beaucoup plus amère. Entre les lignes, l'entente marque la fin du rêve de fédéralisme que les Kurdes de Syrie ont caressé pendant plus d'une décennie à la faveur de la révolution syrienne. Arraché sous la pression de l'administration de Donald Trump, pressé de retirer les 2 000 soldats amé-

Rassemblement pour les dix ans de la libération du joug de l'État islamique de Kobané, le 26 janvier 2025. © Adrien Vautier/Le Pictorium pour « Le Point

ricains encore présents sur place, ...

... le *« deal »* symbolise le nouvel aban- don par l'Occident des Kurdes, qui lui ont pourtant fourni sur le terrain les principales forces armées pour vaincre l'Etat islamique en Syrie.

Un sentiment contrasté anime la foule réunie au centre de Kobané, bas- tion de la résistance kurde dans le nord de la Syrie. Des centaines d'habitants, écoliers portant un sac à dos, femmes en kaftan coloré ou aînés à la moustache fournie, sont rassemblés sur la place Shahid-Hagit, à l'occasion du dixième anniversaire de la libération de la ville du joug de Daech. *« C'est*

ici que le plus grand groupe terroriste au monde a été pour la première fois défait militairement », sou- ligne Média Souleyman. A l'époque adolescente, la jeune femme s'était réfugiée en Turquie voisine pour échapper aux persécutions djihadistes. Dix ans plus tard, la voilà esquissant quelques pas de danse au rythme des chants tradition- nels kurdes. Des ballons rouges, jaunes et verts encadrent la scène, surplombée de deux fanions géants aux couleurs des Unités de protection du peuple (Yekî- neyên Parastina Gel, YPG), les forces kurdes qui ont vaincu en 2015 l'Etat is- lamique à Kobané. *« Longue vie aux mar- tyrs ! »* scandent les habitants.

Symbole. Sur la place de la « femme libre » – la statue représente les femmes kurdes qui se sont battues contre Daech –, à Kobané, le 26 janvier

Mais l'heure n'est pas à la fête. Un drone militaire rôde dans le ciel. Des di- zaines de portraits de soldats tombés au combat au cours des dernières se- maines pour protéger la ville ornent la place. Le 30 novembre 2024, alors que les djihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) partaient à la conquête de Da- mas, ceux de l'Armée nationale syrienne (ANS), une alliance de factions soute-

« Toute l'artillerie, les radars et les drones utilisés par ces factions viennent de Turquie. » Siamand Ali

nue par la Turquie, lançaient leur propre offensive contre le Rojava, la région se- miautonome kurde du Nord-Est syrien. *« L'ANS est un instrument aux mains de l'Etat turc et agit selon ses intérêts,* dénonce Farhad Haj Issa, à la tête du canton dont Kobané est le chef-lieu. *Un Etat terroriste menace de nous envahir et la communauté internationale reste silencieuse. »*

L'avancée des rebelles proturcs a déjà fait des dizaines de morts et plus de 25 000 déplacés. Le 2 décembre, Jihan Abdou a fui avec sa famille sa maison de Chahba, un district d'Alep, dès qu'elle a entendu les premières bombes explo- ser. Mais leur convoi de déplacés a vite été rattrapé par les assaillants. *« Ils étaient terrifiants,* se souvient cette mère de quatre enfants. *Ils étaient très grands, portaient une longue barbe, et ne ressem- blaient pas à des Syriens. »* Constituée de plusieurs dizaines de milliers de com- battants, principalement arabes et turk- mènes, l'ANS avait déjà contraint la famille Abdou à un premier exil en s'emparant en 2018 du canton kurde d'Afrin. Payés quelques dizaines de dol- lars par mois par Ankara, ses membres sont décrits comme des mercenaires beaucoup plus attirés par l'appât du gain que par la lutte politique. *« En ar- rivant à notre hauteur, ils ont soutiré de l'argent à plusieurs civils,* relate Jihan Ab- dou. *Ils tiraient au hasard sur le convoi. Un homme derrière moi a été abattu de sang-froid. »* Au bout d'un périple de trois jours, les déplacés ont trouvé re- fuge à Qamishlo, à l'extrême nord-est du pays, dans une bicoque abandonnée. *« Cela me brise le cœur de vivre dans*

de telles conditions alors que nous habitions auparavant dans une grande propriété », soupire-t-elle. En vertu de l'accord syro-kurde de Damas, les réfugiés sont censés pouvoir rentrer chez eux, or à ce jour les combats se poursuivent.

Villes stratégiques. Après s'être sai- sie des quartiers kurdes du nord d'Alep, l'ANS a pris le contrôle en décembre des villes stratégiques de Tall Rifaat et de Manbij, plus à l'est, avant de se lancer à l'assaut de Kobané, de l'autre côté de l'Euphrate. *« Toute l'artillerie, les radars et les drones utilisés par ces factions viennent de Turquie,* souligne Siamand Ali, le porte-parole des YPG. *Les avions de chasse F-16 qui les appuient sont turcs, ainsi que les commandants qui dirigent les combats sur le terrain. »* Derniers obstacles sur leur chemin, le barrage de Tichrine et le pont de Qarah Qawzaq – les deux seules voies permettant d'accéder à l'autre rive. Des combats acharnés y op- posent les islamistes aux combattants kurdes, retranchés dans des souterrains. *« En dépit de leur avantage technologique, nous n'avons rien cédé sur nos positions »,* se félicite le responsable militaire.

Pour attirer l'attention internatio- nale, l'administration autonome kurde encourage depuis janvier 2025 les po-

pulations civiles à se rendre sur le bar- rage. Or le 18 janvier, des manifestants qui dansaient à l'entrée de l'édifice ont été pris pour cible par un drone turc. Hévi Ahmad y était. *« La plupart des gens qui se trouvaient là-bas étaient des mères, des femmes et des frères qui ont des proches engagés sur le front,* raconte cette femme de 35 ans, codirectrice du conseil muni- cipal de Qamishlo, et sans nouvelle de son mari soldat. *Nous nous trouvions à 3 kilomètres des combats et nous portions des vêtements blancs pour montrer que nous étions des civils. Cela n'a pas empêché l'Etat turc de nous bombarder. »* Dans une vidéo diffusée par l'ANS, on aperçoit le drone larguer deux bombes sur le rassemble- mentpacifique *«Nouscroyionsqu'ils'agis- sait d'oiseaux dans le ciel,* se souvient-elle, encore troublée. *Puis, malgré l'explosion et les blessés, nous avons recommencé à dan- ser, pour montrer que nous n'avions pas peur. »* Quelques instants plus tard, les forces proturques ont attaqué une am- bulance

transportant un blessé. Six civils ont perdu la vie ce jour-là.

Féroce, la bataille a endommagé le barrage, coupant l'alimentation en eau et en électricité de Kobané. Dans la ville, face à des pans entiers d'immeubles en- core dévastés, le parc Biranina a

... été reconverti en centre de distri- bution d'eau. *« Nous ne disposons que de deux camions-citernes pour toute la ville et les gens doivent parfois attendre leur tour entre trois et cinq jours »*, témoigne Mohammad Omar, un responsable des opérations. *« Le problème est que l'eau fournie est polluée et que mes enfants sont tombés malades*, peste Jihan, une femme au foyer de 28 ans. *Sans eau ni électricité publique, l'école est fermée. Comment élever mes enfants dans ces conditions ? »* En visant le barrage de Tichrine, l'Armée nationale syrienne et son par- rain turc savent qu'ils paralysent les quelque 4 millions d'habitants qui peuplent la région.

« Nombre de familles yézidies ont préféré s'échapper, de peur de subir un nouveau génocide, comme celui perpétré par Daech au Sinjar, en Irak, en 2014. » E. Dalaf

Pour la Turquie, il s'agit d'empêcher la création d'une entité kurde indépen- dante le long des 700 kilomètres de la frontière qu'elle partage avec la Syrie. *« Ankara affirme que son problème n'est pas les Kurdes mais le Parti des travail- leurs du Kurdistan (PKK), une organisa- tion qu'il considère comme terroriste, et dont il estime que la branche syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), est à la tête de l'administration autonome kurde en Syrie »*, explique une source diplomatique occidentale. Le portrait d'Ab- dullah Ocalan, le fondateur du PKK, emprisonné en Turquie depuis 1999, trône à l'entrée du siège du PYD à Qa- mishlo, capitale de facto de l'Adminis- tration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). Dans une déclaration historique, le leader kurde a appelé le 27 février ses combattants à rendre les armes et à dissoudre le parti, ce qui a fragilisé sa filiale syrienne. *« Nous ne sommes pas des membres du PKK,* assure

Aldar Khalil, l'un des dirigeants du parti politique kurde syrien. *Abdullah Oca- lan représente seulement à nos yeux une référence de pensée, notamment en termes d'écologie et de pouvoir des femmes. »* Cet homme à la moustache épaisse a le membre gauche caché dans sa manche. Il a perdu sa main au combat.

Créé en 2003 pour faire avancer les droits des Kurdes en Syrie, le PYD re- prend à son compte le concept de *« confédéralisme démocratique »* théorisé par Ocalan. Il défend l'idée d'un pouvoir décentralisé en régions autonomes basées sur un système de démocratie di- recte et une économie collectiviste. Grâce à un pacte de non-agression conclu entre les Kurdes et l'ancien ré- gime, l'armée syrienne se retire du Ro- java en juillet 2012 pour concentrer son action contre la rébellion anti-Assad. Le vide est comblé par les Unités de pro- tection du peuple (YPG), la branche ar- mée du PYD, qui s'engagent à ne pas agresser les forces prorégime. Deux ans plus tard, l'administration autonome est officiellement proclamée.

Historique. Le chef kurde de Turquie Abdullah Ocalan, emprisonné, a appelé ses combattants à rendre les armes

Pilier. Siamand Ali, le porte-parole des Unités de protection du peuple (YPG)

Epine dorsale. Sa légitimité inter- nationale, l'AANES la gagne en fournissant à l'Occident les Forces dé- mocratiques syriennes (FDS), l'armée kurdo-arabe qui a permis de vaincre au sol l'Etat islamique, et dont les YPG re- présentent l'épine dorsale. *« Notre force a été de ne prendre parti ni pour le régime ni en faveur de l'opposition, car les deux ne cherchaient qu'à accéder au pouvoir avec une vision nationaliste et non démocratique »*, se targue Aldar Khalil. Mais cet inavouable pacte conclu avec Bachar el-Assad se retourne aujourd'hui contre les Kurdes au sein de la nouvelle Syrie, dont le président, Ahmed al-Chareh, n'est autre

que leur ancien ennemi Abou Mohammed al-Joulani.

Au Kurdistan, l'évocation de l'ancien émir d'Al-Qaïda ravive de douloureux souvenirs. Dans le village de Qozlach, personne n'a oublié son rôle dans la chasse aux yézidis lancée en 2013 par des factions islamistes, dont le Front al- Nosra, qu'il dirigeait alors. *« Lorsqu'ils sont arrivés avec leurs véhicules tout-ter- rain, les djihadistes se sont mis à traquer les yézidis en criant au mégaphone qu'ils n'avaient pas leur place ici et ne méritaient pas de vivre,* rappelle Esmaeil Dalaf, co-directeur de la Maison des yézidis, un centre culturel réservé aux derniers membres de cette minorité ethno-religieuse. *Beaucoup de familles ont préféré s'échapper, effrayées à l'idée de subir un nouveau génocide, comme celui perpétré par Daech au Sinjar, en Irak, en 2014. Comment peut-on dès lors imaginer que Joulani puisse protéger les minorités à l'avenir ? »*
La défiance reste également de mise chez les femmes. *«Joulani ne nous re- garde pas comme étant partie prenante de la société mais comme des éléments marginaux »*, souligne Roxana, porte-parole des Unités de protection de la femme (Yekîneyên Parastina Jin, YPJ), la ...

... version féminine des YPG, qui ont affronté le Front al-Nosra en 2012 et en 2013. *«Pour ces djihadistes, il était très douloureux d'être tués au combat par des femmes. »* Agée de 36 ans, cette soldate à la longue natte brune vante le rôle éminent des femmes au Kurdistan syrien. *« Elles constituent la moitié des ins- titutions politiques et militaires,* rappelle- t-elle fièrement. *Cela n'existe nulle part ailleurs dans le monde. »* Pourtant, l'idéo- logie n'est jamais loin. A l'entendre, le mouvement de libération des femmes au Rojava émanerait directement de la pensée d'Abdullah Ocalan. Célibataire sans enfant, la jeune femme dévoue tout son temps à la lutte armée, et suit également des formations idéologiques. *« Ma priorité est la liberté de mon peuple »*, répète-t-elle à l'envi.

« Joulani ne regarde pas les femmes comme étant partie prenante de la société. » Roxana

Mais cette ambition se heurte au- jourd'hui à la réalité du terrain, où la domination kurde est ouvertement re- mise en question dans les villes majoritairement arabes du nord-est de la Syrie, comme à Raqqa, l'ancienne « ca- pitale » de l'Etat islamique. *«Les FDS sont venues au départ pour nous soutenir, mais la situation économique est aujourd'hui pire que sous Daech»*, fulmine Thayer, un vendeur ambulant de légumes, as- sis sur un banc de la place al-Naïm, où les djihadistes avaient pour habitude d'exhiber les têtes qu'ils venaient de trancher. *« La municipalité nous confisque nos charrettes et nous impose des amendes,* dénonce cet adolescent de 18 ans. *On me dit à Damas que HTC respecte la popu- lation et lui donne à manger. »* Devant la mosquéeAliHomeirah,unvieilhomme, sous son keffieh rouge, se réjouit de la prise du pouvoir à Damas d'un dirigeant arabe syrien. *« Toute la Syrie est heureuse de la chute de Bachar el-Assad, sauf les Kurdes »,* ricane cet agriculteur de 60 ans.

Avec la reprise annoncée du contrôle du nord-est de la Syrie, les autorités is-

lamistes de Damas récupèrent les puits de pétrole et de gaz, dont regorge la ré- gion, ainsi que le dossier explosif des djihadistes étrangers de Daech. Ils se- raient près de 10 000 individus, dont des dizaines de Français et leur famille, enfermés dans plusieurs centres de dé- tention et camps. Dans le camp d'Al-Roj, qui regroupe plus de 2 270 femmes et enfants étrangers, l'annonce de la conquête de la capitale par les islamistes de HTC a provoqué des scènes de liesse. *« Certaines femmes nous ont annoncé qu'elles seraient bientôt libérées et que c'est nous qui serions enfermées dans les camps »*, raconte Hokmia Ebrahim, chargée de l'administration civile d'Al-Roj. A l'intérieur, au milieu d'un dédale d'allées poussiéreuses, une femme en niqab noir rejette toute connivence avec l'Etat islamique. *« On ne demande pas plus que la liberté, mener une vie normale, éduquer nos enfants et revoir la mer »*, jure cette prisonnière étrangère de 33 ans, capturée dans l'ultime bastion djihadiste de Baghouz en 2019. C'est à la télévision qu'elle a appris la chute de Bachar el-As- sad. *« On ne pensait pas que cela arrive- rait un jour,* avoue-t-elle. *On a alors pensé à nos hommes, jetés en prison par les Kurdes. »* Des geôliers qu'elle ne porte pas dans son cœur. Et qui se retrouvent en position de grande faiblesse dans la nouvelle Syrie

Deux jours d'horreur pour les Alaouites à Jablé, qui a fait au moins 13 morts. En représailles, les autorités islamistes de Damas ont envoyé des renforts dans les provinces de Lattaquié et de Tartous pour y mater la rébellion assadiste. Parmi eux, des djiha- distes radicaux se sont livrés en guise de vengeance à de nombreuses exactions contre les

Des villages entiers détruits. Des corps sans vie qui jonchent le sol. La communauté alaouite de Syrie a connu deux jours d'horreur, les 7 et 8 mars, lorsqu'elle a été prise pour cible par des combattants islamistes affiliés aux forces de sécurité syriennes. Au total,

1 383 civils appartenant à cette branche de l'islam chiite, dont sont issus les Assad, ont péri dans des exécutions sommaires perpétrées dans son fief de l'ouest de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

A l'origine des violences, une attaque sanglante menée le 6 mars par des fidèles de l'ancien président syrien, Bachar el-Assad, contre des forces de sécurité

habitants alaouites, considérés comme des « hérétiques » acquis à l'ancien régime. Dépassé par la tournure des évé- nements, le nouveau président syrien, Ahmed al-Chareh, a annoncé dès le 9 mars la forma- tion d'une *« commission d'enquête indépendante »* afin de traduire les responsables en justice. Mais l'am- pleur des massacres commis par ses hommes met à mal sa promesse d'une Syrie *« respectueuse des minorités »* à laquelle il s'était engagé à sa prise du pouvoir. Elle écorne son image de djiha- diste repenti. Et hypothèque le scénario d'une levée rapide des sanctions internationales qui étouffent le pays.

A. A.

Le Monde

Propos recueillis par Nicolas Bourcier
(Istanbul, correspondant)
Publié le 29 mars 2025

Özgür Özel, leader de la contestation en Turquie : « Si nous ne repoussons pas cette tentative de coup d'Etat, il en sera fini des urnes »

Le chef de file du Parti républicain du peuple, la principale formation d'opposition au président turc, Recep Tayyip Erdogan, voit dans l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, « une demande d'interdiction de vie politique ».

Président de la principale formation d'opposition turque, le Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel est devenu le porte-voix d'une contestation populaire qui n'a eu de cesse de grandir depuis l'arrestation, le 19 mars, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, désigné candidat du parti kémaliste à la présidentielle. Critique opiniâtre du président Recep Tayyip Erdogan et de son virage autoritaire, il a reçu *Le Monde*, vendredi 28 mars, dans les locaux du siège du CHP de la mégapole du Bosphore.

Özgür Özel, président du Parti républicain du peuple (CHP), au siège de son parti, à Istanbul, le 28 mars 2025. « LE MONDE »

Où en est-on dans la procédure engagée contre Ekrem Imamoglu ?

Ce n'est pas une procédure légale qui est en cours, c'est un processus politique. Il n'y a aucune preuve, seulement des « témoins secrets » dont le nom n'est connu que du procureur. Mais même avec ça, ils n'arrivent pas à lier les témoignages et à aboutir à des preuves concrètes. Plus on y regarde et plus l'innocence d'Ekrem Imamoglu apparaît évidente.

Ils ont intenté cinq poursuites judiciaires distinctes contre lui et, à chaque fois, dans un tribunal différent. Dans chacune de ces poursuites, en plus des peines de prison requises, il y a une demande d'interdiction de vie politique. Il s'agit clairement d'une tentative de coup d'Etat civil. Habituellement, on parle d'un coup d'Etat pour faire tomber un pouvoir en place. Ici, il s'agit d'un coup pour empêcher un successeur d'accéder au pouvoir.

Le maire d'Istanbul ainsi qu'une quarantaine de coaccusés ont été inculpés pour « corruption ». Une demi-douzaine de coaccusés le sont pour « terrorisme » en raison d'accords conclus avec le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, prokurde) aux dernières élections, et ce alors que le gouvernement négocie avec cette formation pour trouver une solution à la question kurde. Qu'en pensez-vous ?

Ceci est une contradiction absolue. Le régime en place a besoin d'ennemis. Pendant des années, ils nous ont diabolisés, ainsi que le DEM, parce que nous essayions de dialoguer dans certains domaines avec eux. Pour cette raison, ils nous accusaient d'être des terroristes. Aujourd'hui, le DEM et le PKK *[Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit]* ont cessé d'être leurs ennemis. Nous sommes désormais ce nouvel ennemi.

La mise en place d'un administrateur nommé par le gouvernement à la tête du CHP est-elle possible ?

Ils y ont sérieusement pensé. Ils l'ont fait pour le barreau d'Istanbul où un administrateur a été nommé il y a à peine une semaine. Ce barreau est l'un des plus grands au monde en termes de nombre d'avocats inscrits. Ils ont incarcéré le maire d'une des plus grandes métropoles du monde, Ekrem Imamoglu, élu trois fois avec un peu plus de 50 % des voix. Un administrateur a été nommé à Esenyurt, le plus grand district *[arrondissement d'Istanbul]* de Turquie avec une population de plus de 1 million d'habitants. Pour le CHP, alors qu'un administrateur était sur le point d'être nommé, j'ai pris la résolution d'organiser un congrès extraordinaire, qui aura lieu la semaine prochaine, afin de renouveler le conseil exécutif et de nous prémunir d'un administrateur.

Evidemment, ce qui a vraiment stoppé cette nomination, ce sont les millions de personnes qui sont descendues dans la rue. Et aussi les 15,5 millions de personnes qui sont allées porter leur vote dans les urnes *[lors de la primaire du CHP pour la présidentielle prévue en 2028]*, mises en place dans toute la Turquie, le 23 mars, afin de déposer un bulletin par solidarité pour notre candidat à la présidentielle, Ekrem Imamoglu.

Lire aussi I A Istanbul, un bout de trottoir « où se joue la démocratie turque »

Craignez-vous d'être arrêté à votre tour ?

J'ai l'immunité *[en tant que député]*. Mais quand j'ai appelé les gens à se mobiliser, on m'a rappelé, insidieusement, que Selahattin Demirtas *[dirigeant prokurde incarcéré depuis 2016]* avait également appelé à descendre dans la rue avant d'être incarcéré.

Il est pourtant évident qu'il est préférable que ce soit la démocratie qui domine la rue. Oui, je prends le risque de passer huit ans, voire dix ans en prison, s'il le faut. Parce que si nous ne repoussons pas cette tentative de coup d'Etat, il en sera fini des urnes. Il y aura, certes, des élections, mais plus d'opposition ou une opposition dont le candidat aura été déterminé par Recep Tayyip Erdogan lui-même. Nous ne pouvons tolérer cela.

Lire aussi notre éditorial I La Turquie d'Erdogan bascule dans l'autocratie

Cette mobilisation peut durer combien de temps ?

Samedi *[29 mars]*, nous avons un grand rassemblement à Maltepe *[sur la rive asiatique d'Istanbul]*. Ensuite, nous en organiserons un autre tous les samedis dans une ville de Turquie. Nous allons aussi organiser un rassemblement nocturne à Istanbul tous les mercredis soir. Et nous allons lancer la plus grande campagne de signatures de l'histoire turque. Je me rends à Trabzon dimanche, la ville natale d'Ekrem Imamoglu, afin d'y lancer une campagne pour demander sa libération et des élections anticipées. Notre objectif est d'obtenir les signatures de plus de la moitié des électeurs turcs.

Près de 2 000 personnes ont été arrêtées, dont une douzaine de journalistes. Jusqu'où cette machine répressive peut-elle aller ?

Lorsqu'ils ont interdit les manifestations, ils voulaient que personne ne sorte dans les rues. Après sept jours de mobilisation, nous avons mis fin aux manifestations nocturnes. Nous avons commencé à organiser des rassemblements autorisés et plus sécurisés pendant la journée. Nous pensons que les arrestations vont diminuer à partir de maintenant.

Avec plus de cent députés, nous rendons visite aux jeunes qui sont détenus. Nous faisons preuve de solidarité envers leurs familles. Plus ils attaqueront et plus nous ferons preuve de force. Nous n'avons pas d'autre option.

Erdogan pense qu'il perdra s'il recule. Il essaiera de rester ferme jusqu'au bout. Toutefois, il reçoit de très sérieux avertissements de la part de son propre parti. Il y a des alertes sur le plan économique. Un sondage vient d'ailleurs d'être réalisé, où seulement 22 % des personnes pensent que tout ceci est une action judiciaire respectueuse du droit. Le soutien à Ekrem Imamoglu et au CHP augmente, l'AKP et Erdogan sont en train de chuter.

Lire aussi I En Turquie, les médias progouvernementaux invisibilisent les manifestations

Vous avez été élu à la tête du CHP en 2023. Comment voyez-vous votre rôle, aujourd'hui ?

Quand j'ai été candidat à la présidence du CHP, le parti culminait à 25 % des voix. J'ai poussé pour qu'il s'ouvre non seulement aux sociaux-démocrates, mais aussi aux démocrates nationalistes, aux démocrates conservateurs et aux démocrates kurdes.

Nous sommes redevenus le premier parti du pays, je veux maintenant devenir le président d'un CHP qui aura réussi à battre Erdogan par les urnes. Oui, je veux sauver la Turquie d'Erdogan par de grandes mobilisations et de grands boycotts *[des médias qui le soutiennent]*. Si j'obtiens ce résultat, je pourrai quitter la vie politique avec une grande satisfaction.

Le président Emmanuel Macron a réagi en dénonçant le caractère « systématique » des poursuites contre les figures de l'opposition et de la société civile. Le chancelier Olaf Scholz avait également élevé la voix. Attendiez-vous des réactions plus nombreuses de l'Union européenne ?

La déclaration de Macron est très importante. J'ai envoyé des messages aux partis européens frères *[le CHP est membre de l'Internationale socialiste]* qui n'ont pas réagi, comme le Britannique Keir Starmer. Si les réactions ont été un peu tardives, c'est peut-être dû au fait que le gouvernement a choisi comme prétexte la corruption, dans cette affaire. C'est un sujet délicat. Et puis, la règle veut que les pays travaillent avec les pouvoirs en place. Il n'en demeure pas moins essentiel qu'ils adoptent des positions justes en cas de coup d'Etat, comme c'est le cas actuellement.

Le Monde le 30 mars 2025

Ahmet Insel, politiste : « Erdogan a pris la décision d'aller au bout de l'autocratie, quoi qu'il en coûte pour la Turquie »

L'incarcération du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, avec des dizaines d'élus et de responsables municipaux, constitue sans aucun doute un coup d'Etat. Mais un coup d'Etat à l'envers. Le coup n'est pas porté cette fois par les militaires contre le gouvernement, mais il est ourdi par le pouvoir contre le dernier espace qui reste de la démocratie : les élections à compétition ouverte. En décidant de faire éliminer son principal rival de la compétition électorale par le moyen de la justice, *[Recep]* Tayyip Erdogan a franchi le Rubicon.

A la tête d'un régime hyperprésidentiel taillé sur mesure, il a pris la décision d'aller au bout de l'autocratie, quoi qu'il en coûte pour le pays et probablement pour lui. Il a révélé par cet engagement qu'il n'avait plus l'espoir de gagner les élections par les moyens un tant soit peu démocratiques. C'est le destin de la plupart des autocrates qui sont restés trop longtemps au pouvoir.

Photo Une manifestation dans les rues d'Istanbul, le 25 mars 2025, en réaction à l'arrestation du maire de la ville, Ekrem Imamoglu, et principal opposant au président, Recep Tayyip Erdogan.
ANGELOS TZORTZINIS / AFP

Les procureurs préparaient une action pénale contre le maire d'Istanbul depuis plus de deux ans. Les médias aux ordres du pouvoir révélaient régulièrement les chefs d'accusation envisagés. Ils avaient aussi lancé une campagne de suspicion sur la validité du diplôme universitaire de l'édile, qui avait conduit à l'ouverture d'une autre enquête judiciaire. En octobre 2024, deux maires d'arrondissement d'Istanbul, membres, comme Imamoglu, du Parti républicain du peuple (CHP), ont été arrêtés. L'arrestation d'une dizaine d'élus municipaux issus de la même formation a suivi.

C'est pour contrer ces attaques que le président du CHP, Özgür Özel, a décidé d'organiser, le 23 mars, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, une primaire de son parti en vue de la présidentielle avec comme seul candidat le maire d'Istanbul. Le but était de renforcer sa légitimité en lui donnant le statut de candidat officiel pour l'élection présidentielle, qui aura probablement lieu avant 2028.

L'annonce de cette primaire a mobilisé la base du CHP, qui récupérait ainsi l'initiative politique face à Erdogan. C'est ce qui a fait accélérer – dans la précipitation, voire une certaine panique face aux résultats des sondages d'opinion très défavorables – la mise en œuvre du plan d'élimination d'Imamoglu.

Chute de popularité

La descente massive dans la rue des étudiants à Istanbul et dans les principales villes du pays le soir même de cette arrestation n'était pas si prévisible. Elle a amené le CHP à élargir sa contre-offensive en appelant tous les citoyens à aller voter à la primaire dans des *« urnes de solidarité »* et en organisant des manifestations quotidiennes avec une participation jamais enregistrée depuis plus de dix ans. Un tel engouement du public pour participer à la primaire et aux manifestations quoti-

diennes n'avait probablement pas été anticipé par les stratèges d'Erdogan.

Les interdictions de rassemblement, l'arrestation de plus d'un millier de manifestants – des jeunes pour la plupart –, de journalistes ou d'avocats semble ne pas dissuader, pour le moment, de larges couches de la population de descendre dans la rue, de participer aux meetings organisés par le CHP ni de manifester leur colère en tapant sur des casseroles à la nuit tombée.

Bien plus que dans les grandes métropoles de la Turquie, ce sont les manifestations dans les villes moyennes de l'Anatolie, notamment dans les bastions électoraux de l'AKP, qui révèlent l'ampleur de la chute de popularité de ce parti et de son chef.

Dans la plupart des universités de premier rang, des appels au boycott se multiplient. Si la majorité des confédérations syndicales des travailleurs, inféodées au pouvoir, restent silencieuses, les syndicats des enseignants, les barreaux, beaucoup d'organisations professionnelles manifestent leur soutien à Imamoglu. Le CHP appelle désormais à des manifestations tournantes d'une ville à l'autre, en commençant par Istanbul samedi 29 mars.

Grand bras de fer

Il est trop tôt pour dire qu'Erdogan est désormais à genoux. Il a certes trébuché, mais, en bon autocrate, il possède encore plusieurs flèches à son arc. D'abord, il peut attendre que la fatigue, la lassitude voire le découragement gagne une grande partie des manifestants pour ensuite réprimer plus facilement ceux qui s'entêtent à le défier.

De plus, les effets du chaos sur l'économie et la vie quotidienne peuvent être manipulés par le pouvoir. Enfin, l'autorité de l'audiovisuel distribue des sanctions contre les chaînes de télévision et de YouTube relayant les manifestations.

Dans un second temps, Erdogan peut s'engager dans une action visant directement le CHP, en faisant annuler l'élection de son président et en nommant un administrateur à sa tête. Özgür Özel, voyant venir ce coup, a convoqué un congrès extraordinaire pour faire renouveler le mandat de la direction du parti. Une course contre la montre est ainsi engagée entre lui et les procureurs téléguidés par le palais présidentiel. La mise sous tutelle du CHP peut faire basculer le pays dans un affrontement bien plus violent et une dictature ouverte.

Enfin, le nationalisme religieux continue de garder sa force de frappe et sa capacité à appeler à la rescousse une partie de la jeunesse et certains membres des classes populaires conservatrices devant le *« péril des athées, des blasphémateurs, des traîtres, des suppôts* [du milliardaire américain d'origine hongroise George] *Soros… »* Dans ce cas, c'est la porte d'une guerre civile larvée qui s'ouvrira.

Le grand bras de fer est désormais ouvert entre, d'un côté, Ekrem Imamoglu, l'appareil du CHP et tous ceux qui aspirent à une Turquie un tant soit peu démocratique et, de l'autre, *[Recep]* Tayyip Erdogan et ses juges, ses procureurs, sa police, ses médias et ses fervents supporteurs. L'issue de cette confrontation reste pour le moment indéterminée. Elle peut faire plonger le pays dans les profondeurs d'une dictature des plus sombres pour un bon moment. Elle peut aussi faire accoucher, dans la douleur, d'une Turquie se libérant de son penchant pour l'autoritarisme.

Ahmet Insel est économiste et politiste, professeur émérite à l'université de Galatasaray à Istanbul.

Le Monde **31/03/2025**

Orhan Pamuk, écrivain turc : « Avec l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, la forme limitée de démocratie en Turquie touche à sa fin »

Depuis l'arrestation, le 19 mars, du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, sur la base d'accusations manifestement fabriquées de corruption et de terrorisme, la place Taksim, principal site touristique de la ville et centre des protestations politiques, est restée vide, bouclée par la police. Au cours des cinquante années que j'ai vécues à Istanbul, je n'ai jamais vu autant de prétendues mesures de sécurité dans les rues que lors de ces derniers jours.

La station de métro de Taksim et de nombreuses autres parmi les plus fréquentées de la ville ont été fermées. Le gouvernement régional a restreint l'accès des voitures et des bus interurbains à Istanbul. La police contrôle les véhicules à l'entrée de la ville et refoule toute personne soupçonnée de s'y rendre pour manifester. Ici, comme partout dans le pays, les télévisions restent allumées en permanence et la population suit avec inquiétude les derniers développements politiques.

Depuis une semaine, la préfecture d'Istanbul a interdit les manifestations publiques et les rassemblements politiques – des droits pourtant garantis par la Constitution. Malgré ces restrictions, et malgré la limitation de l'accès à Internet pour empêcher les mobilisations, des protestations spontanées et non autorisées ont lieu sans relâche, non sans affrontements avec la police.

Les forces de l'ordre recourent sans hésitation au gaz lacrymogène et procèdent à d'innombrables arrestations.

Menace politique

On se demande comment de telles injustices peuvent se produire dans un pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et aspirant à rejoindre l'Union européenne. Alors que l'attention du monde est accaparée par Donald Trump, par les guerres entre la Palestine et Israël, entre l'Ukraine et la Russie, ce qu'il reste de la démocratie turque lutte aujourd'hui pour sa survie.

L'emprisonnement du principal rival politique du président Recep Tayyip Erdogan, un politicien capable de rallier un large soutien populaire, marque une escalade sans précédent dans l'autoritarisme brutal du président turc. L'arrestation d'Imamoglu est survenue seulement quelques jours avant que le principal parti d'opposition ne prévoie de le désigner officiellement comme candidat à la présidentielle, à l'occasion d'une primaire. Qu'ils soient pour ou contre le gouvernement, de nombreux citoyens s'accordent désormais sur un constat : Erdogan considère Imamoglu comme une menace politique et cherche à l'éliminer.
Lors des trois dernières élections municipales à Istanbul, Imamoglu a obtenu plus de votes que le mouvement d'Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP). En avril 2019, lorsque Imamoglu a battu le candidat de l'AKP, Erdogan a fait annuler le résultat en invoquant des irrégularités techniques. L'élection a été répétée deux mois plus tard et Imamoglu l'a emportée à nouveau, avec une marge encore plus large.

Lors du cycle électoral suivant, en 2024, après cinq ans à la tête de la mairie, Imamoglu a une nouvelle fois battu le candidat du parti d'Erdogan, remportant ainsi son troisième mandat de maire d'Istanbul. Son parcours électoral impressionnant et sa popularité grandissante ont fait de lui le principal candidat de l'opposition, capable de défier Erdogan lors de la prochaine élection présidentielle.

Même mode opératoire

L'ironie de l'histoire, c'est qu'Erdogan semble utiliser le même mode opératoire contre son adversaire que celui qui a été utilisé contre lui il y a vingt-sept ans. En 1998, Erdogan était maire d'Istanbul et une figure populaire. L'establishment laïque et militaire considérait sa forme d'islam politique comme dangereuse. Il avait été emprisonné et inculpé (dans son cas, pour incitation à la haine religieuse après avoir récité un poème politique lors d'un rassemblement). Il avait été démis de ses fonctions de maire et avait passé quatre mois en prison.

Son emprisonnement et son refus de se soumettre aux exigences répressives de l'armée, mettant au défi le pouvoir, avaient contribué à renforcer son profil politique. Comme l'ont souligné certains commentateurs, l'emprisonnement d'Imamoglu, qui nie les accusations et promet lui aussi de *« ne pas se soumettre »*, pourrait avoir le même effet non désiré. Il est fort possible que cela contribue à le rendre encore plus populaire.

Cela dit, la situation n'est pas tout à fait la même. Ekrem Imamoglu fait face à une tentative délibérée et déterminée de l'éliminer de la course. La veille de l'envoi de la police au domicile du maire, la presse pro-Erdogan et le recteur de l'université d'Istanbul, nommé par le président, ont déclaré que le diplôme universitaire d'Imamoglu n'était pas valable, invoquant de prétendues irrégularités dans son transfert depuis une université privée. Etant donné que seuls les diplômés universitaires sont autorisés à se présenter à la présidence en Turquie, une telle invalidation disqualifierait Imamoglu. Il a affirmé qu'il comptait contester cette décision. Les accusations de corruption et de terrorisme ont suivi.

Qualifier ses opposants politiques de *« terroristes »* est une méthode qu'Erdogan a adoptée après l'échec de la tentative de coup d'Etat militaire menée *[en juillet 2016]* par une faction des forces armées turques. En 2019, lorsque l'auteur autrichien Peter Handke, critiqué pour avoir soutenu le défunt dirigeant serbe Slobodan Milosevic, a reçu le prix Nobel de littérature, Erdogan s'est fermement opposé à cette décision. Pris au dépourvu et sans téléprompteur, il a déclaré : *« Ils ont donné le même prix à un terroriste de Turquie ! »* Ce jour-là, je devais revenir de New York à Istanbul, et j'étais sur le point d'annuler mon vol retour quand le porte-parole du président est intervenu pour annoncer que ce n'était pas moi à qui le président faisait référence.

Reprendre le contrôle d'un magot

Un tribunal contrôlé par Erdogan a emprisonné Imamoglu pour « corruption », mais il n'a pas retenu des charges de « terrorisme ». Une telle accusation aurait permis au président de nommer son candidat préféré à la mairie d'Istanbul – un poste que l'AKP, rappelons-le, n'a pas réussi à conquérir lors des trois dernières élections. Il aurait ainsi pu, comme certains le craignent, détourner une partie des immenses recettes fiscales de la ville pour financer la propagande de son parti.

En emprisonnant Imamoglu, Erdogan n'écarte pas seulement un rival politique plus populaire que lui : il cherche aussi à reprendre le contrôle d'un magot qu'il n'a pas pu exploiter pendant six ans. S'il réussit, lors des prochaines élections présidentielles, seuls les visages d'Erdogan et de son candidat apparaîtront sur les murs de la ville et sur les panneaux d'affichage municipaux éclairés.

Cela ne surprendra personne qui suit de près la politique turque. Depuis une décennie, la Turquie n'est pas une véritable démocratie – tout juste une démocratie électorale, où l'on peut voter pour son candidat préféré, mais où il n'y a plus de liberté d'expression ou de pensée. L'Etat turc a tout fait pour contraindre son peuple à l'uniformité. Personne ne parle des nombreux journalistes et fonctionnaires qui ont été emprisonnés de manière arbitraire ces derniers jours. Ces arrestations ont été décidées pour donner plus de poids et de crédibilité aux accusations de corruption contre Imamoglu ; à moins que le pouvoir ait simplement misé sur le fait que personne n'y prêterait attention, tous les regards étant tournés vers les événements qui se déroulent ailleurs.

Lire aussi l En Turquie, l'avocat du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu a été libéré

A présent, avec l'arrestation du politicien le plus populaire du pays, du candidat qui aurait remporté une majorité des voix lors des prochaines élections nationales, même la forme limitée de démocratie touche à sa fin. C'est inacceptable, profondément inquiétant, et c'est pourquoi de plus en plus de gens rejoignent les manifestations. Nul ne peut prévoir ce qu'il adviendra.

Traduit du turc par Eric Chapsal et Ekin Oklap.

Orhan Pamuk est un écrivain turc, il a obtenu le prix Nobel de littérature en 2006.

Les dépêches de l'afp de mars 2025

1 mars 2025

Le PKK annonce un cessez-le-feu avec la Turquie

Istanbul, 1 mars 2025 (AFP) — Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé samedi un cessez-le-feu avec la Turquie répondant à l'appel de son chef et fondateur Abdullah Öcalan, précise-t-il dans un communiqué.

"Afin d'ouvrir la voie à la mise en oeuvre de l'appel d'Apo (oncle, en kurde, ndlr) à la paix et à une société démocratique, nous déclarons un cessez-le-feu à partir d'aujourd'hui", annonce le comité exécutif du PKK, basé dans le nord de l'Irak, dans un message publié par l'agence ANF, proche du parti armé.

"NOUS SOMMES D'ACCORD AVEC LE CONTENU DE L'APPEL TEL QU'IL EST, ET NOUS DÉCLARONS QUE NOUS LE RESPECTERONS ET LE METTRONS EN OEUVRE" précise encore le PKK en lettres majuscules dans un long texte rédigé en turc.

"Aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée", affirme-t-il.

Le PKK réclame la liberté pour son fondateur, âgé de 75 ans, condamné à vie et emprisonné depuis 26 ans sur une ile au large d'Istanbul, qui a appelé jeudi le PKK à se dissoudre et à déposer les armes après quatre décennies de combat qui ont fait au moins 40.000 morts.

"Le dirigeant Abdullah Öcalan doit pouvoir vivre et travailler en toute liberté physique et établir des relations sans entrave avec qui il veut, y compris ses amis", réclame le PKK.

Il appelle M. Öcalan à diriger en personne le congrès du Parti qui procèdera à sa dissolution: "Seul le leadership pratique du leader Apo peut permettre la réalisation pratique de questions telles que le dépôt des armes. POUR LE SUCCES DU CONGRES, LE LEADER APO DOIT LE DIRIGER PERSONNELLEMENT", souligne-t-il.

Le PKK conclut, de nouveau en lettres capitales, en affirmant que "L'APPEL (d'Öcalan) N'EST PAS UNE FIN MAIS UN NOUVEAU DÉPART".

Le président turc Recep Tayyip Erdogan qui avait initié le dialogue avec le leader historique du PKK avait qualifié vendredi l'appel lancé par ce dernier "d'opportunité historique".

"Nous avons une opportunité historique d'avancer vers l'objectif de détruire le mur de la terreur", avait déclaré le chef de l'Etat turc, promettant de "veiller de près à ce que le processus engagé soit mené à bien".

A l'issue de quatre mois de dialogue conduit par le principal parti prokurde DEM, M. Öcalan a lancé un appel pour "la paix et une société démocratique": dans son message, lu jeudi à Istanbul, il ordonnait au PKK de "déposer les armes" et de "se dissoudre", estimant que l'époque qui prévalait lorsqu'il a décrété la lutte armée, en 1984, était révolue et affirmant "assumer la responsabilité historique de cet appel".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 mars 2025

Turquie: Erdogan jure de poursuivre les opérations anti-PKK si "les promesses ne sont pas tenues"

Istanbul, 1 mars 2025 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu samedi que la Turquie allait poursuivre ses opérations militaires contre les insurgés kurdes si "les promesses ne sont pas tenues", après l'annonce d'un cessez-le-feu par les rebelles.

"Si les promesses faites ne sont pas tenues et si une tentative est faite pour retarder (...) ou pour tromper (...) nous poursuivrons nos opérations en cours (...) jusqu'à l'élimination du dernier terroriste", a déclaré M. Erdogan lors d'un dîner de rupture du jeûne du ramadan à Istanbul.

Il a prononcé ces paroles quelques heures après l'annonce par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'un cessez-le-feu, suite à un appel de son leader emprisonné depuis 26 ans, Abdullah Öcalan, à déposer les armes et ouvrir les discussions en vue de sa dissolution.

Le PKK avait indiqué plus tôt samedi qu'il approuvait l'appel de M. Öcalan à cesser la lutte armée et se dissoudre, ajoutant: "Aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée".

Le processus avait commencé en octobre lorsque Devlet Bahceli, chef du parti d'extrême droite MHP et proche de M. Erdogan, avait proposé à M. Öcalan de faire la paix s'il renonçait au "terrorisme".

A l'issue de quatre mois de dialogue conduit par le principal parti prokurde DEM, M. Öcalan a lancé cette semaine son appel pour "la paix et une

société démocratique", ordonnant au PKK de "déposer les armes" et de "se dissoudre".

S'adressant aux proches de personnes tuées ou blessées par des attaques du PKK, M. Erdogan a assuré qu'il n'y avait rien dans cette initiative "qui puisse déranger les esprits sacrés de nos martyrs".

Il a estimé que la Turquie serait gagnante, ainsi que "nos enfants", avec "la garantie de lendemains qui chantent".

Le dirigeant turc a néanmoins prévenu: "Notre poing sera toujours prêt si la main que nous tendons n'est pas saisie ou si elle est mordue".

Cette trêve, si elle est respectée et débouche sur un accord de paix, mettrait fin à quatre décennies de guerilla qui ont fait au moins 40.000 morts.
Ankara considère le PKK comme une organisation "terroriste", tout comme ses alliés occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 mars 2025

A Londres, enquête publique sur le pire naufrage de migrants dans la Manche

Londres, 3 mars 2025 (AFP) — Les auditions dans le cadre d'une enquête publique sur le naufrage de migrants le plus meurtrier dans la Manche ont commencé lundi à Londres, avec l'objectif de tirer "des leçons" de ce drame qui avait fait au moins 27 morts en novembre 2021.

"Comment se fait-il que les passagers soient restés dans l'eau pendant plus de 12 heures sans être secourus après leurs appels de détresse ?", a interrogé l'avocat Rory Phillips à l'ouverture de ces auditions.

"Comment pouvons-nous faire en sorte que cette tragédie humaine ne se répète jamais ?", a-t-il aussi demandé.

Vingt-sept corps ont été retrouvés après ce naufrage, qui s'est produit le 24 novembre 2021.

Les victimes sont principalement des Kurdes d'Irak. Parmi elles on compte sept femmes, un adolescent de 16 ans et une fillette de sept ans. Quatre personnes sont portées disparues.

Un des deux survivants, Issa Mohamed Omar, doit témoigner mardi devant les responsables de l'enquête indépendante, qui a été officiellement mise sur pied en janvier 2024.

Elle vise à comprendre "qui étaient les personnes" ayant perdu la vie et les circonstances dans lesquelles elles sont mortes. Elle s'intéresse aux "leçons à tirer" et devrait aboutir à des recommandations "pour réduire le risque qu'un événement similaire ne se produise".

Mais les naufrages continuent dans la Manche.

Selon les autorités françaises, 78 migrants sont morts en 2024 en tentant de rejoindre l'Angleterre à partir des côtes du nord de la France, un record depuis le début en 2018 du phénomène des "small boats" dans la Manche. Au moins cinq migrants ont péri depuis le début de cette année.

"Plus de trois ans après le drame (de novembre 2021), les proches et les familles attendent toujours la vérité", déplore l'association française Utopia 56 sur X.

"Si les pratiques des autorités françaises et britanniques ont évolué, elles n'ont eu pour seul effet que d'accentuer les risques et d'augmenter la mortalité", critique-t-elle.

L'association Care4Calais espère que cette enquête publique "apportera des réponses" aux proches des victimes. Elle demande au Royaume-Uni de mettre en place "un système qui traite les personnes en quête d'un refuge avec dignité et compassion".

Les audiences, qui verront témoigner notamment des membres des gardes-côtes et des services de secours britanniques, doivent durer jusqu'au 27 mars.

Cette enquête britannique se déroule en parallèle des procédures judiciaires françaises. Dans l'enquête pénale, sept militaires ont été mis en examen pour non-assistance à personne en danger. Onze passeurs présumés sont également poursuivis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 mars 2025

Le PKK pressé par Ankara à déposer les armes "immédiatement"

Istanbul, 6 mars 2025 (AFP) — La Turquie a exigé jeudi que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dépose les armes "immédiatement et sans condition", une semaine après l'appel au mouvement de son chef historique à se dissoudre.

Cet appel s'adresse à tous les combattants kurdes turcs, qu'ils soient repliés dans les montagnes du nord de l'Irak ou présents, au côté des Forces de défense démocratiques (FDS), dans le nord-est de la Syrie.

"Le PKK et tous les groupes qui lui sont affiliés doivent mettre un terme à leurs activités terroristes et se dissoudre immédiatement et sans condition et déposer les armes", a

insisté une source au ministère de la Défense.

Le PKK avait favorablement répondu samedi à l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, à dissoudre le mouvement et à mettre fin à quatre décennies de guerilla qui ont fait au moins 40.000 morts.

Le PKK a annoncé un cessez-le-feu à effet immédiat assurant que "aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée".

Le jour même, le président Recep Tayyip Erdogan avait prévenu qu'Ankara poursuivrait ses opérations militaires contre les insurgés si "ces promesses n'étaient pas tenues".

Alors que le conflit a débordé les frontières turques depuis des décennies, l'Irak réclamait le retrait de son territoire de l'armée turque comme des combattants du PPK, en cas d'accord de paix.

- "menace à la sécurité régionale" -

"Sur notre territoire nous ne voulons ni de l'armée turque ni du PKK (...) l'Irak veut le retrait de tous", a indiqué à l'AFP le Conseiller irakien à la sécurité nationale, Qassem al-Aaraji, reconnaissant que les "forces turques sont présentes à cause du PKK".
Par ailleurs, le gouvernement turc a appelé à plusieurs reprises les nouveaux dirigeants de la Syrie voisine à "expulser" les combattants kurdes "non syriens" de leur territoire.

"Ce n'est pas seulement une menace pour notre sécurité, mais pour la région entière", a fait valoir le ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan.

A l'issue de quatre mois de dialogue initié par les autorités turques et conduit par le principal parti prokurde DEM, M. Öcalan, 75 ans, a lancé un appel pour "la paix et une société démocratique", ordonnant au PKK de "déposer les armes" et de "se dissoudre".

La Turquie a lancé en novembre 2022 l'opération aérienne "Griffe Epée" contre des positions kurdes dans le nord de l'Irak.

Depuis 2016, elle a également lancé trois opérations d'envergure en Syrie et établi une zone tampon le long de sa frontière dans le nord-est du pays, où des factions proturques affrontent les FDS.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mars 2025

Pour Ankara, la défense de l'Europe passe aussi par la Turquie

Istanbul, 7 mars 2025 (AFP) — La Turquie, deuxième armée de l'Otan sur la rive sud de la mer Noire, entend contribuer pleinement à la sécurité en Europe. Par la négociation si possible, par la voie militaire si besoin.

Depuis le sommet de Londres auquel elle était conviée par le Premier ministre britannique Keir Starmer et de nouveau après le sommet de l'UE sur le réarmement européen, jeudi, la Turquie répète qu'il faut compter avec elle face au désengagement américain.

Pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, il "est inconcevable d'établir la sécurité européenne sans la Turquie". Sans elle, il lui "devient de plus en plus impossible de conserver son rôle d'acteur mondial", a-t-il lancé cette semaine aux ambassadeurs réunis pour l'iftar (le dîner de ramadan).

"Suite aux évolutions récentes, il n'est pas possible d'assurer la sécurité européenne sans notre pays", a de nouveau martelé jeudi un responsable au ministère de la Défense, précisant que la décision est loin d'être prise, mais qu'il est prêt à déployer des forces de maintien de la paix "si nécessaire".

Ankara a défendu avec constance la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe en février 2022, sans rompre le contact avec Moscou ni se joindre aux sanctions occidentales ce qui lui ménage un position unique en Europe.

- Industries de défense en hausse -

Proposant régulièrement d'accueillir des pourparlers entre les belligérants, le chef de l'Etat et celui de la diplomatie, Hakan Fidan, reçoivent régulièrement le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Lavrov (le 24 février) et le président ukrainien Volodymyr Zelensky (le 18 février), fournissant des drones de combat à Kiev et des bâtiments pour sa marine.

La Turquie a considérablement développé ses industries de défense avec une croissance de ses exportations de +29% sur l'année en 2024 (7,15 milliards de dollars, soit 6,58 milliards d'euros), ce qui la classe au 11è rang mondial, s'est félicité en janvier le chef de l'Etat.

Elle affiche le succès mondial de ses drones Bayraktar TB2, réputés fiables et peu chers, vendus à plus de vingt-cinq pays, dont des européens comme la Pologne et la Roumanie, selon le Military Balance - la bible de l'International Institute for Strategic Studies, IISS.

"Ses ventes aux membres de l'UE ajoute du crédit à l'argument de la Turquie selon lequel elle est un acteur important de la sécurité européenne", relève d'ailleurs Tom Waldyn, expert de l'IISS.

Son armée, stratégiquement située sur le flanc oriental de l'Alliance atlantique et le sud de la Mer noire dont elle contrôle l'accès via le Bosphore, compte 373.200 militaires et 378.700 réservistes, selon l'IISS.

Et c'est une armée active, déployée dans le nord-est de la Syrie et le nord de l'Irak où elle combat les insurgés kurdes, relève un diplomate occidental.

- "nouvel ordre" -

"La Turquie a conservé une attitude cohérente et conforme à la charte de l'ONU sur la souveraineté et l'intégrité territoriale", de l'Ukraine, rappelle-t-il. "Même si elle s'est montrée plus flexible que l'UE l'aurait voulu".

Elle entretient "la deuxième armée de l'OTAN, mais aussi la plus pertinente, au combat depuis des décennies", in-

siste-t-il, regrettant que la coopération de l'UE avec Ankara reste entravée par la question chypriote. "Combien de temps va-t-on pouvoir se le permettre?" s'interroge-t-il.

"La Turquie vise à gérer soigneusement ses relations avec la Russie et son soutien stratégique à l'Ukraine afin de remodeler l'équilibre des pouvoirs dans la région, dans le cadre d'un +nouvel ordre+ dans lequel l'UE cherche à assumer une plus grande responsabilité pour sa sécurité", appuie Nebahat Tanriverdi Yasar, analyste indépendante à Ankara et Berlin.

Elle suit ainsi "une approche pragmatique, se concentrant sur ses efforts de médiation, le renforcement de sa coopération en matière de défense avec certains États européens et l'exploitation de son industrie de défense".

Mais, tempère Sümbül Kaya, maître de conférence en Sciences politiques à Lyon (France), "la Turquie est animée avant tout par la défense de ses intérêts personnels".

"Elle n'intervient chez ses voisins que pour des questions de sécurité intérieure, comme en Syrie ou en Irak. Mais pas question d'envoyer des troupes faire la guerre partout. Ça ne passerait pas dans la population".

"Cette crise est une occasion de rappeler qu'elle est membre de l'Otan et candidate à l'Union européenne", estime-t-elle.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 mars 2025

Syrie: vaste opération militaire dans l'ouest, 136 civils alaouites exécutés selon une ONG

Damas, 7 mars 2025 (AFP) — Une ONG a affirmé que les forces de sécurité syriennes avaient "exécuté" vendredi 136 civils de la minorité alaouite, lors d'une vaste opération dans le nord-ouest de la Syrie contre des combattants fidèles à l'ex-président Bachar al-Assad, les autorités évoquant des "exactions isolées".

Après plusieurs jours d'affrontements dans la région de Lattaquié et Tartous - bastions de la minorité alaouite dont est issu le président déchu - dans le nord-ouest du pays, la violence est montée d'un cran quand des fidèles d'Assad ont mené une attaque sanglante contre des forces de sécurité dans la ville côtière de Jablé dans la nuit de jeudi à vendredi, selon les autorités.

Elles ont envoyé vendredi des renforts et lancé d'importantes opérations de ratissage dans la région, notamment à Qardaha, berceau du clan Assad.

Les violences, sans précédent depuis la chute de l'ex-président, ont fait au total 231 morts depuis jeudi, selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Un couvre-feu a été décrété jusqu'à samedi dans les régions de Lattaquié et Tartous.

Le rétablissement de la sécurité dans le pays est le principal défi pour le nouveau pouvoir, issu d'une coalition de groupes rebelles islamistes qui a renversé Bachar al-Assad le 8 décembre après plus de 13 ans de guerre civile.

- "Tout le monde a peur" -

"Les gens restent enfermés chez eux. Tout le monde a peur", a témoigné Ali, un habitant de Jablé, joint par l'AFP depuis Damas.

L'OSDH a affirmé que 136 civils alaouites, dont au moins 13 femmes et cinq enfants avaient été "exécutés" par les forces de sécurité vendredi, certains à leur domicile, dans les régions de Banyas, Lattaquié et Jablé.

L'ONG et des militants ont publié des vidéos montrant des dizaines de corps en vêtements civils empilés dans la cour d'une maison, des femmes pleurant à proximité.

Dans une autre vidéo, des hommes en tenue militaire ordonnent à trois personnes de ramper en file, avant de leur tirer dessus à bout portant.

Une troisième séquence montre un homme armé tirant à plusieurs reprises à bout portant sur un jeune homme en civil à l'entrée d'un bâtiment, avant de l'abattre.

L'AFP n'a pas pu vérifier ces vidéos de manière indépendante.

De son côté, une source sécuritaire citée par l'agence officielle syrienne Sana a fait état d'"exactions isolées" commises par des "foules (...) non organisées" en représailles à "l'assassinat de plusieurs membres des forces de police et de sécurité par les hommes fidèles à l'ancien régime".

"Nous oeuvrons à mettre un terme à ces exactions qui ne représentent pas l'ensemble du peuple syrien,", a ajouté la source du ministère de l'Intérieur.

- "Bain de sang" -

Aron Lund, du centre de réflexion Century International dit s'inquiéter d'une situation qu'il assimile à une "bombe à retardement".

"Les deux camps ont l'impression d'être pris pour cible, les deux camps ont subi d'horribles exactions de la part de l'autre, et les deux camps sont armés", déclare-t-il à l'AFP.

Jeudi soir, alors que des rassemblements avaient lieu dans plusieurs villes en soutien aux autorités, selon Sana, des messages diffusés par les haut-parleurs des mosquées appelaient au "jihad" (guerre sainte), a indiqué l'OSDH.

L'administration autonome kurde qui contrôle une grande partie du nord-est syrien, a appelé "toutes les forces politiques impliquées à s'engager dans un dialogue national" pour "une solution politique globale".

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, s'est dit "profondément alarmé", appelant toutes les parties à "la retenue".

Moscou, où Bachar al-Assad a fui, a appelé les dirigeants syriens à la "désescalade" pour "stopper le bain de sang".

L'Arabie saoudite a dénoncé l'action de "groupes hors-la-loi" contre les forces de sécurité. La Turquie et la Jorda-

nie, frontalières de la Syrie ont également condamné ces violences.

L'Iran, ancien allié de Bachar al-Assad, a affirmé s'opposer au meurtre de "Syriens innocents".

Les forces syriennes comptent dans leurs rangs de nombreux anciens combattants de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), le groupe islamiste fer de lance de la coalition qui a renversé Assad.
Des images diffusées par Sana ont montré vendredi des membres des nouvelles forces de sécurité entrant en pickup dans Banyas et Tartous.

Sur d'autres images, prises par l'AFP à Al-Bab (nord), des combattants en treillis de l'Armée nationale syrienne, une faction pro-turque, se préparent à gagner Lattaquié en renfort aux nouvelles autorités.

Le courant électrique a été coupé dans une grande partie de la province de Lattaquié, ont indiqué les autorités, évoquant des "actes de sabotage".

Depuis jeudi, 50 membres des forces de sécurité et 45 combattants fidèles à Assad ont été tués dans des combats, selon l'OSDH.

A Jablé, les forces de sécurité ont capturé jeudi Ibrahim Houweïja, ancien chef des services de renseignement de l'armée de l'air, accusé de "centaines d'assassinats" à l'époque d'Hafez al-Assad, père de Bachar al-Assad, selon Sana.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2025

Les femmes renverseront le système islamique d'Iran, affirme Mohammadi, prix Nobel de la paix

Paris, 8 mars 2025 (AFP) — Les femmes renverseront le système islamique établi en Iran après la Révolution de 1979 même si les autorités survivent à un conflit militaire, a affirmé samedi Narges Mohammadi, dissidente et lauréate du prix Nobel de la paix.

Libérée de prison en décembre dernier, l'Iranienne de 52 ans s'exprimait dans un message vidéo en persan à l'occasion de la journée internationale des femmes.

"Les femmes se sont soulevées contre la République islamique de telle manière que le régime n'a plus le pouvoir de les réprimer", indique dans cette vidéo la militante qui ne porte pas le foulard obligatoire pour les Iraniennes.

"Je suis convaincue que, si la République islamique survit à une guerre, elle ne survivra pas face aux femmes", a-t-elle ajouté, en référence apparente au risque de conflit entre l'Iran et Israël ou les Etats-Unis.

Mme Mohammadi est lauréate du prix Nobel de la paix 2023 en reconnaissance de son combat pour les droits humains en Iran.

Même derrière les barreaux, elle a été une fervente partisane des manifestations "Femmes. Vie. Liberté", un mouvement de contestation né en 2022 après la mort d'une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini, décédée en détention après son arrestation par la police des moeurs pour non-respect du code vestimentaire.

Même s'il s'est essoufflé face à une répression féroce, le mouvement demeure une cause de ralliement contre les autorités.

"La boîte en verre qui renferme (...) la République islamique volera en éclats" sous l'impulsion des femmes, a encore martelé l'opposante.

"J'espère que les femmes continueront à lutter contre la tyrannie religieuse", a-t-elle ajouté.

Maintes fois emprisonnée et condamnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort, Mme Mohammadi a été enfermée pendant une grande partie de la dernière décennie.

Arrêtée la dernière fois en novembre 2021, elle a été libérée en décembre dernier de la prison d'Evine, à Téhéran, pour raisons médicales mais ses avocats craignent qu'elle soit renvoyée en prison à tout moment.

Mme Mohammadi a également rendu hommage à trois femmes — Sharifeh Mohammadi, Verisheh Moradi et Pakhshan Azizi — condamnées à mort par l'Iran pour des accusations de "rébellion".

Elle a qualifié ces verdicts de "vengeance" après leur soutien aux manifestations.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2025

Syrie: les défis sécuritaires auxquels fait face le nouveau pouvoir

Beyrouth (Liban), 8 mars 2025 (AFP) — Les autorités de transition syriennes, engagées dans des combats contre des groupes armés fidèles à l'ancien pouvoir dans le nord-ouest du pays font face à des défis sécuritaires considérables.

Après plus de 13 ans de guerre civile, la présence de multiples factions armées aux allégeances diverses rend difficile le contrôle de l'ensemble du territoire, dans un pays multiconfessionnel et multiethnique.

Les alaouites du littoral

Le littoral syrien est le bastion de la minorité alaouite, une branche de l'islam chiite, dont est issu l'ex-président Bachar

al-Assad. Cette région a longtemps été considérée comme le fief du clan Assad, qui a gouverné le pays d'une main de fer pendant plus de cinq décennies.

Les alaouites - environ 9 % de la population syrienne majoritairement sunnite - étaient fortement représentés dans l'appareil militaire et sécuritaire de l'ancien pouvoir, qui a eu recours à la répression et la torture pour museler l'opposition.

Depuis la chute d'Assad, le 8 décembre, des tensions secouent la côte syrienne avec une recrudescence des enlèvements et des fusillades, alimentant les craintes de représailles chez les alaouites.

Des attaques sporadiques visent les forces de sécurité, parfois menées par des partisans d'Assad ou d'anciens soldats de l'armée syrienne, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La région abrite de nombreux anciens militaires fidèles à Assad, toujours armés, ainsi que des employés du secteur public limogés par le nouveau pouvoir.

Les affrontements meurtriers, assortis d'exactions contre des civils alaouites, qui secouent la côte depuis jeudi mettent en lumière, selon Aron Lund, du centre de réflexion Century International, la "fragilité du gouvernement".

"Une grande partie de cette autorité repose sur des jihadistes radicaux qui considèrent les alaouites comme des ennemis de Dieu", explique-t-il. "Lorsqu'une attaque survient, ces groupes lancent des raids dans les villages alaouites. Mais ces villages comptent à la fois des civils vulnérables et d'anciens soldats armés", créant une situation explosive, ajoute-t-il.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh s'efforce de rassurer les minorités et a appelé ses forces à faire preuve de retenue et éviter toute dérive confessionnelle.

Mais cette ligne n'est pas nécessairement partagée par l'ensemble des factions qui opèrent sous son commandement, et forment aujourd'hui "l'armée et la police", selon M. Lund.

Les combattants kurdes

Dans le nord-est du pays, le nouveau pouvoir doit composer avec les forces kurdes, qui refusent de renoncer aux acquis de l'autonomie obtenue au fil du conflit.

Partenaires des Occidentaux dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome, contrôlent de vastes territoires riches en blé, pétrole et gaz.

Le préalable à leur intégration au sein du nouvel appareil militaire est leur dissolution, une exigence qu'elles rejettent.

Les négociations avec le nouveau pouvoir n'ont pour l'instant pas débouché sur un accord.

"Tant que les troupes américaines sont présentes dans le nord-est", où elles comptent plusieurs centaines de soldats, "les FDS ne se dissoudront pas", affirme à l'AFP le politologue Fabrice Balanche.

"Les Kurdes accepteraient le retour de administration civile syrienne: services de santé, éducation (...), mais non les forces militaires de Hayat Tahrir al-Sham", HTS, le groupe islamiste radical fer de lance de la victoire rebelle contre Assad.

"Les Arabes, qui représentent plus de 60% de la population des territoires sous administration kurde, seraient quant à eux de plus en plus réfractaires à l'autorité des FDS" depuis le renversement d'Assad, note M. Balanche.

Les druzes

La minorité druze, une branche de l'islam chiite, estimée à environ 3% de la population syrienne, vit principalement dans la province de Soueida (sud).

Longtemps en retrait de la guerre civile, les druzes se sont principalement attachés à protéger leurs territoires et ont évité en grande partie l'enrôlement forcé dans l'armée syrienne.

Deux importants groupes armés druzes ont récemment exprimé leur volonté de rejoindre une armée nationale unifiée, mais jusque là sans remettre leurs armes.

Début mars, à la suite d'escarmouches à Jaramana - banlieue de Damas à majorité druze et chrétienne -, le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a menacé d'une intervention militaire si les autorités s'en prenaient aux druzes.

Ces propos ont été immédiatement rejetés par les dignitaires druzes, qui ont réaffirmé leur attachement à l'unité de la Syrie. Ahmad al-Chareh a également dénoncé ces déclarations et appelé la communauté internationale à faire pression sur Israël pour un retrait "immédiat" de ses forces infiltrées dans le sud syrien.

"Pour l'instant, les tentatives d'Israël d'instrumentaliser la question druze semblent avoir eu l'effet inverse, mais ne vous attendez pas à ce que les menaces et opérations militaires cessent", met en garde l'analyste Charles Lister sur X.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 mars 2025

Syrie: les Eglises condamnent les "massacres de civils innocents" (communiqué)

Damas, 8 mars 2025 (AFP) — Les Eglises syriennes ont condamné samedi les "massacres de civils innocents", après que des centaines de personnes ont été tuées en trois jours dans le bastion de la minorité musulmane alaouite en Syrie, selon une ONG.

La côte syrienne, dans l'ouest du pays, fief de la communauté alaouite dont est issu le président déchu Bachar al-Assad, abrite également des minorités chrétiennes et ismaéliennes, dans un pays où la majorité des habitants sont musulmans sunnites.

Des violences y ont éclaté jeudi après plusieurs jours de tensions dans la région de

Lattaquié, les premières de cette ampleur depuis la prise de pouvoir le 8 décembre en Syrie d'une coalition rebelle emmenée par le groupe islamiste radical sunnite Hayat Tahrir al-Sham, HTS.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a recensé plus de 500 civils alaouites tués dans l'ouest du pays, faisant état d'"exécutions sur des bases confessionnelles ou régionales".

"Ces derniers jours, la Syrie a connu une dangereuse escalade de violence, de brutalité et de meurtres, entraînant des attaques contre des civils innocents, y compris des femmes et des enfants", ont déclaré dans un communiqué conjoint les patriarches des églises chrétiennes orthodoxes, melkite catholique et syriaques orthodoxes.

Ils ont condamné "fermement tout acte menaçant la paix civile", ainsi que "les massacres ciblant des civils innocents", appelant "à une fin immédiate de ces actes horribles".

Vendredi, l'administration autonome kurde qui contrôle une grande partie du nord-est syrien, a appelé "toutes les forces politiques impliquées à s'engager dans un dialogue national" pour "une solution politique globale".

De son côté, l'influent chef religieux druze cheikh Hikmat al-Hajri a également appelé à mettre fin immédiatement aux violences perpétuées sous des "slogans sectaires".

Depuis son arrivée au pouvoir, le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh s'efforce de rassurer les minorités et a appelé ses forces à faire preuve de retenue et à éviter toute dérive confessionnelle, mais cette ligne n'est pas nécessairement partagée par l'ensemble des factions qui opèrent sous son commandement, selon des analystes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mars 2025

Le PKK et "les groupes affiliés" pressés de déposer les armes "immédiatement" par un allié d'Erdogan

Ankara, 9 mars 2025 (AFP) — Devlet Bahceli, allié du président turc Recep Tayyip Erdogan et considéré comme le parrain du dialogue entre Ankara et le PKK, a appelé dimanche l'organisation armée kurde et "les groupes affiliés" à déposer "immédiatement et sans condition" les armes, plus d'une semaine après l'appel au mouvement de son chef historique à se dissoudre.

"L'organisation terroriste PKK et les groupes affiliés doivent immédiatement et sans condition préalable déposer les armes", a affirmé le chef du parti ultranationaliste MHP (Parti d'action nationaliste), Devlet Bahceli, dans un communiqué.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a approuvé l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan à ouvrir les discussions en vue de sa dissolution.

"Le fait que les YPG et d'autres organisations terroristes similaires prétendent être exemptées de l'appel (...) est totalement contradictoire avec la direction de l'organisation", a ajouté M. Bahceli, en référence aux Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Le chef des FDS, dominées par les Kurdes, avait salué le 27 février l'appel du leader du PKK à dissoudre son mouvement, soulignant toutefois que ses forces n'étaient pas concernées.

Allié du chef de l'Etat turc, M. Bahceli est considéré comme le parrain du processus de paix en cours entre le PKK et Ankara.

Lancée par M. Bahceli, l'idée a suscité un débat public depuis octobre, Erdogan la saluant comme une "fenêtre d'opportunité historique".

Le PKK a favorablement répondu le 1er mars à l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, à dissoudre le mouvement et à mettre fin à quatre décennies de guerilla qui ont fait au moins 40.000 morts.

Le PKK a annoncé un cessez-le-feu à effet immédiat assurant que "aucune de nos forces ne mènera d'action armée à moins d'être attaquée".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 mars 2025

Washington met fin à une dérogation accordée à l'Irak pour l'achat d'électricité de l'Iran

Bagdad, 9 mars 2025 (AFP) — Washington "n'a pas renouvelé" une dérogation accordée à l'Irak depuis 2018 permettant à Bagdad d'importer de l'électricité de l'Iran voisin malgré les sanctions américaines imposées à Téhéran, a confirmé dimanche une porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis dans la capitale irakienne.

Pris en étau entre l'influent parrain iranien et l'allié stratégique américain, Bagdad bénéficiait depuis 2018 d'exemptions de Washington pour acheter de l'électricité et du gaz à l'Iran.

Le président américain, Donald Trump, a réclamé des négociations avec Téhéran pour encadrer son programme

nucléaire, mais il a aussi remis en place la politique dite de "pression maximale" initiée lors de son premier mandat (2017-2021), afin d'affaiblir le pays économiquement et de l'isoler sur la scène internationale.

La mission iranienne à l'ONU a déclaré dimanche sur X que l'Iran pourrait "envisager" des négociations avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire, à condition qu'elles portent sur une "éventuelle militarisation" et non sur l'arrêt absolu de son développement.

Téhéran défend un droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour l'énergie, mais réfute vouloir se doter de l'arme nucléaire.

La veille, le guide suprême, Ali Khamenei, avait fustigé une politique "d'intimidation", alors que Donald Trump avait brandi la menace d'une intervention militaire.

La porte-parole de l'ambassade américaine à Bagdad a fait savoir dans un communiqué envoyé à l'AFP que "le 8 mars, le département d'Etat américain n'a pas renouvelé la dérogation accordée à l'Irak pour l'achat d'électricité iranienne".

La décision "garantit que l'Iran ne bénéficie d'aucun degré d'aide économique ou financière", selon l'ambassade.

Les importations de gaz et d'électricité de l'Iran représentent un tiers des besoins énergétiques de l'Irak, pays aux immenses richesses pétrolières mais ravagé par des décennies de conflits et abonné aux délestages quotidiens.

En raison d'impayés irakiens mais aussi d'une hausse de sa consommation domestique, Téhéran suspend régulièrement ses approvisionnements en gaz à l'Irak, entraînant encore plus de coupures électriques dans le pays de 46 millions d'habitants —surtout l'été, quand les températures dépassent parfois les 50 degrés Celsius.

- Approvisionnement "jamais fiable" -

L'approvisionnement électrique iranien "n'a jamais été fiable" et a même atteint ses niveaux annuels les plus bas ces trois dernières années, confirme Yesar Al-Maleki, économiste au Middle East Economic Survey.

Mais avec la fin de la dérogation américaine, "l'Irak aura des difficultés à fournir de l'électricité durant les pics de demande estivaux", et des températures amenées à augmenter dès les prochaines semaines, reconnaît-il.

Pour pallier le manque, Bagdad peut notamment se tourner vers "des fournisseurs d'électricité indépendants" de la région autonome du Kurdistan irakien ou augmenter ses importations d'électricité turque lancées en 2024, a-t-il dit à l'AFP.

Les autorités ambitionnent aussi d'éliminer progressivement d'ici 2028 le torchage de gaz, exploitant ce gaz brûlé sur les champs pétroliers et l'utilisant pour alimenter les centrales électriques irakiennes, et ainsi atteindre l'autosuffisance énergétique.

Le gouvernement du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, porté au pouvoir par une coalition de partis pro-Iran, rappelle régulièrement que son pays veut diversifier ses sources d'énergie.

- "Opportunités pour les entreprises américaines" -

L'ambassade américaine a indiqué que les importations d'électricité de l'Iran représentaient en 2023 "seulement 4% de la consommation électrique en Irak".

"La transition énergétique de l'Irak offre des opportunités aux entreprises américaines, disposant d'une expertise à la renommée mondiale pour accroître la productivité des centrales électriques", ajoute le communiqué américain.

La dérogation qui n'a pas été renouvelée concerne uniquement l'électricité, selon Yesar al-Maleki: "Les importations de gaz relèvent d'une législation américaine distincte. Reste à voir si Washington va décider de les annuler par la suite."

Cité samedi par l'agence étatique INA, le porte-parole du gouvernement irakien, Bassem al-Awadi, assurait que les autorités se préparaient "à tous les scénarios", y compris le recours à des navires transportant du gaz naturel liquéfié.

La démarche de Washington intervient à un moment où les tensions ont repris avec l'Iran, poids lourd régional disposant d'une influence politique et économique incontournable en Irak.

Dimanche l'ambassade américaine a rappelé que la "campagne de pression maximale" du président Trump "vise à mettre fin à la menace nucléaire de l'Iran, limiter son programme de missiles balistiques, et l'empêcher de soutenir des groupes terroristes" —en allusion aux groupes armés pro-Iran engagés au Moyen-Orient, notamment en Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2025

La Syrie promet de poursuivre les responsables des tueries de civils

Lattaquié (Syrie), 10 mars 2025 (AFP) — Le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, a promis dimanche de poursuivre les responsables de "l'effusion de sang de civils", dont au moins 973 ont été tués dans l'ouest du pays selon une ONG, dans une flambée de violences sans précédent depuis la chute de Bachar al-Assad.

L'ONU, Washington et d'autres capitales ont condamné ces tueries, appelant les autorités syriennes à y mettre fin.
D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, "le nombre total de martyrs civils liquidés s'élève à 973, y compris des femmes et des enfants", évoquant des "meurtres, des exécutions sommaires et des opérations de nettoyage ethnique".

Les violences ont été déclenchées par une attaque sanglante le 6 mars de partisans du président déchu contre des forces de sécurité à Jablé, près de la ville de Lattaquié, berceau de la minorité

alaouite, branche de l'islam chiite dont est issu le clan Assad.

Les autorités ont ensuite envoyé des renforts dans les provinces voisines de Lattaquié et Tartous, pour soutenir des opérations des forces de sécurité contre les pro-Assad.

Au moins 481 membres des forces de sécurité et combattants pro-Assad ont aussi péri, selon l'OSDH.

Les autorités n'ont pas fourni de bilan.

Appelant lors d'un discours dans une mosquée de Damas à "préserver l'unité nationale et la paix civile", M. Chareh a annoncé la formation d'une "commission d'enquête indépendante" sur "les exactions contre les civils", afin d'en identifier les responsables et de les "traduire en justice".

"Nous demanderons des comptes (...) sans indulgence, à toute personne impliquée dans l'effusion de sang des civils", a-t-il ensuite assuré, dans une vidéo diffusée par l'agence de presse officielle syrienne Sana, indiquant qu'un comité serait formé pour "protéger la paix civile".

M. Chareh, alors à la tête du groupe islamiste sunnite radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) - classé comme terroriste par plusieurs pays dont les Etats-Unis - a dirigé la coalition rebelle qui a fait fuir le 8 décembre M. Assad à Moscou.

"Aujourd'hui, nous nous portons garants de tout le peuple syrien et de toutes les confessions, et nous protégeons tout le monde de la même manière", a de son côté assuré le chef de la diplomatie syrienne, Assaad Al-Chaibani, en déplacement à Amman.

- Condamnations internationales -

Depuis son arrivée à la tête d'un pays multiethnique et multiconfessionnel, déchiré par plus de 13 ans de guerre civile, M. Chareh, s'efforce d'obtenir le soutien de la communauté internationale, et de rassurer les minorités.

Lors d'un sermon dimanche, le patriarche orthodoxe d'Antioche, Jean X, a relevé que les "massacres avaient aussi visé "de nombreux chrétiens innocents". La majorité des victimes "étaient des civils innocents et désarmés dont des femmes et des enfants", a-t-il affirmé.

L'administration autonome kurde de Syrie, qui contrôle de grands pans de l'est et du nord du pays, a condamné des "pratiques (qui) nous ramènent à une époque noire que le peuple syrien ne veut pas revivre".

Le chef de la diplomatie israélienne, Gideon Saar, a lui exhorté l'Europe à "cesser d'accorder une légitimité" au pouvoir de transition syrien "au passé terroriste bien connu".

- Les pro-Assad traqués -

Dimanche, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'envoi de "renforts supplémentaires" à Qadmous, dans la province de Tartous où les forces de sécurité "traquent les derniers fidèles à l'ancien régime".

Sana a rapporté de "violents affrontements" à Taanita, un village de montagne du même secteur, où ont fui "de nombreux criminels de guerre" du précédent pouvoir, protégés par des "fidèles d'Assad".

Dans le village de Bisnada, dans la province de Lattaquié, les forces de sécurité fouillaient des habitations, selon un photographe de l'AFP.

"Plus de cinquante personnes, des membres de ma famille et des amis, ont été tués", a affirmé à l'AFP un habitant alaouite de Jablé sous couvert de l'anonymat, affirmant que les corps ont été enterrés dans des fosses communes voire "jetés à la mer".

L'OSDH et des militants ont publié vendredi des vidéos montrant des dizaines de corps en vêtements civils empilés dans la cour d'une maison, des femmes pleurant à proximité. Une autre séquence montre des hommes en tenue militaire forçant trois personnes à ramper, avant de leur tirer dessus à bout portant. L'AFP n'a pas pu vérifier ces images.

Selon Aron Lund, du centre de réflexion Century International, la flambée de violence témoigne de la "fragilité du gouvernement", qui s'appuie "sur des jihadistes radicaux qui considèrent les alaouites comme des ennemis de Dieu".

A Damas, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser un sit-in de protestation contre les tueries, après l'irruption d'une contre-manifestation réclamant un "État sunnite", émaillée de slogans hostiles aux alaouites.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2025

Nucléaire: l'Iran réitère son refus de négocier "sous la pression et l'intimidation"

Bagdad, 10 mars 2025 (AFP) — L'Iran a répété lundi qu'il ne négociera pas "sous la pression et l'intimidation" sur son programme nucléaire, après l'annulation par Washington d'une dérogation aux sanctions qui permettait à l'Irak d'acheter de l'électricité à son voisin.

Les Etats-Unis ont confirmé dimanche qu'ils n'avaient pas renouvelé cette dérogation accordée à Bagdad depuis 2018. Il s'agit de "s'assurer que nous ne permettions pas à l'Iran de bénéficier d'un quelconque allègement économique ou financier", a indiqué le département d'Etat dans un communiqué.

Le président américain, Donald Trump, a réclamé des négociations avec Téhéran pour encadrer son programme nucléaire et d'armement.

Mais il a aussi remis en place la politique dite de "pression maximale" initiée lors de son premier mandat (2017-2021), afin d'affaiblir le pays économiquement et de l'isoler sur la scène internationale.

La mission iranienne à l'ONU a déclaré dimanche sur X que l'Iran pourrait "envisager" des négociations avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire, à condition qu'elles portent sur une "éventuelle militarisation" et non sur l'arrêt absolu de son développement.

Lundi, le ministre iranien des Affaires étrangères Seyed Abbas Araghchi a semblé contredire cette affirmation. "Le pro-

gramme d'énergie nucléaire de l'Iran a toujours été et restera toujours entièrement pacifique. Il n'existe donc fondamentalement pas de +militarisation potentielle+ de ce programme. Nous ne négocierons PAS sous la pression et l'intimidation", a-t-il écrit sur X.

"La négociation est différente de l'intimidation et des diktats", a-t-il ajouté.

Samedi, le guide suprême iranien, Ali Khamenei, avait déjà fustigé une politique "d'intimidation", alors que Donald Trump avait brandi la menace d'une intervention militaire.

Les importations de gaz et d'électricité de l'Iran représentent un tiers des besoins énergétiques de l'Irak, pays aux immenses richesses pétrolières mais ravagé par des décennies de conflits et abonné aux délestages quotidiens.
En raison d'impayés irakiens mais aussi d'une hausse de sa consommation domestique, Téhéran suspend régulièrement ses approvisionnements en gaz à l'Irak, entraînant encore plus de coupures électriques dans le pays de 46 millions d'habitants —surtout l'été, quand les températures dépassent parfois les 50 degrés Celsius.

- Approvisionnement "jamais fiable" -

L'approvisionnement électrique iranien "n'a jamais été fiable" et a même atteint ses niveaux annuels les plus bas ces trois dernières années, confirme Yesar Al-Maleki, économiste au Middle East Economic Survey.

Mais avec la fin de la dérogation américaine, "l'Irak aura des difficultés à fournir de l'électricité durant les pics de demande estivaux", et des températures amenées à augmenter dès les prochaines semaines, reconnaît-il.

Pour pallier le manque, Bagdad peut notamment se tourner vers "des fournisseurs d'électricité indépendants" de la région autonome du Kurdistan irakien ou augmenter ses importations d'électricité turque lancées en 2024, a-t-il dit à l'AFP.
Les autorités ambitionnent aussi d'éliminer progressivement d'ici 2028 le torchage de gaz, exploitant ce gaz brûlé sur les champs pétroliers et l'utilisant pour alimenter les centrales électriques irakiennes, et ainsi atteindre l'autosuffisance énergétique.

Le gouvernement du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, porté au pouvoir par une coalition de partis pro-Iran, rappelle régulièrement que son pays veut diversifier ses sources d'énergie.

- "Opportunités pour les entreprises américaines" -

L'ambassade américaine à Bagdad a indiqué que les importations d'électricité de l'Iran représentaient en 2023 "seulement 4% de la consommation électrique en Irak".

"La transition énergétique de l'Irak offre des opportunités aux entreprises américaines, disposant d'une expertise à la renommée mondiale pour accroître la productivité des centrales électriques", ajoute le communiqué américain.
La dérogation qui n'a pas été renouvelée concerne uniquement l'électricité, selon Yesar al-Maleki: "Les importations de gaz relèvent d'une législation américaine distincte. Reste à voir si Washington va décider de les annuler par la suite."

Cité samedi par l'agence étatique INA, le porte-parole du gouvernement irakien, Bassem al-Awadi, assurait que les autorités se préparaient "à tous les scénarios", y compris le recours à des navires transportant du gaz naturel liquéfié.

La démarche de Washington intervient à un moment où les tensions ont repris avec l'Iran, poids lourd régional disposant d'une influence politique et économique incontournable en Irak.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 mars 2025

Syrie: fin de l'opération militaire contre les pro-Assad, un millier de civils victimes d'exécutions

Lattaquié (Syrie), 10 mars 2025 (AFP) — Les autorités syriennes ont annoncé lundi la fin de l'opération militaire contre les fidèles de Bachar al-Assad dans l'ouest du pays, marquée par les pires violences depuis la chute de l'ex-président en décembre, avec plus d'un millier de morts parmi les civils.

La quasi-totalité des 1.068 civils tués, majoritairement issus de la minorité alaouite, ont été victimes d'exécutions sommaires menées par les forces de sécurité ou des groupes alliés, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les violences ont été déclenchées le 6 mars par une attaque sanglante de partisans du régime déchu contre les forces de sécurité dans la région côtière de Lattaquié, où se concentre la communauté musulmane alaouite dont est issu le clan Assad.

L'OSDH a fait état de 231 morts dans les rangs des forces gouvernementales et 250 du côté des insurgés.

Ces violences, les pires depuis l'arrivée au pouvoir le 8 décembre d'une coalition menée par des islamistes, menacent la stabilité du pays, engagé dans une transition déjà fragile alors que le président par intérim, Ahmad al-Chareh, cherche à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire, après 13 ans de guerre civile.

Lundi, la présidence syrienne a annoncé un accord avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, pour "intégrer" toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde dans le cadre de l'Etat syrien.

L'accord affirme que l'importante minorité kurde "est une composante essentielle de l'Etat syrien".

- Commission d'enquête -

Le porte-parole du ministère de la Défense, Hassan Abdel Ghani, avait auparavant annoncé "la fin de l'opération militaire" dans l'ouest de la Syrie et affirmé que les forces de sécurité avaient "atteint tous les objectifs fixés".

Il a assuré que les forces de sécurité avaient pu "contenir les attaques contre ce qui

reste du régime déchu" et "déjouer l'effet de surprise", dans une allusion au fait que ces groupes planifiaient une attaque d'envergure.

Lundi, il y avait peu de circulation dans les rues de Lattaquié, la plus importante ville de la côte méditerranéenne, où le calme est progressivement revenu, selon un correspondant de l'AFP. Les forces de sécurité ont érigé des barrages aux entrées des quartiers à majorité alaouite, mais la tension restait palpable.

"Les gens ont recommencé à se déplacer après cinq jours de grande peur", a déclaré à l'AFP Farah, une étudiante de 22 ans qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

Mais "nous manquons des services les plus élémentaires: il n'y a pas d'eau ou d'électricité depuis cinq jours, nous cherchons de l'eau du puits de notre quartier. Les magasins d'alimentation sont vides", a-t-elle ajouté.

"Les zones visées étaient celles des Alaouites et des chrétiens", a indiqué le patriarche orthodoxe d'Antioche, Jean X. "De nombreux chrétiens innocents ont également été tués", a-t-il souligné.

Aucun chiffre n'a été communiqué sur le nombre de chrétiens tués mais l'AFP en a recensé au moins sept.

"Nous sommes tous des victimes, de toutes les communautés", a témoigné Michel Khoury, un avocat chrétien de Lattaquié, âgé de 42 ans. "Nous sommes tous sur un navire qui coule, et personne ne nous protègera sauf nous-mêmes".

- Condamnations internationales -

Ahmad al-Chareh avait promis dimanche de poursuivre les responsables de "l'effusion de sang de civils" et formé une commission d'enquête indépendante.

Amnesty International a appelé lundi la Syrie à autoriser une enquête internationale sur les violences.

Selon des témoignages, des jihadistes étrangers faisaient partie des combattants qui se sont livrés à des exactions contre les civils.

M. Chareh, alors à la tête du groupe islamiste sunnite radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), classé comme terroriste par plusieurs pays dont les Etats-Unis, a dirigé la coalition rebelle qui a fait fuir le 8 décembre M. Assad à Moscou.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, cité par son porte-parole, s'est dit lundi "alarmé" par "l'escalade des tensions entre communautés en Syrie" et a appelé "à mettre fin immédiatement à l'effusion de sang".

Il a annoncé la mort "d'au moins un" employé de l'Unrwa, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.

L'Iran, allié du régime déchu, a formellement démenti lundi toute implication dans les violences, condamnées par l'ONU, Washington et Pékin notamment.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé que son pays "continuerait d'apporter tous les soutiens possibles" à la Syrie.

Dans ce contexte, les médias officiels syriens ont rapporté lundi soir plusieurs frappes israéliennes sur la province de Deraa, dans le sud du pays, l'OSDH faisant état de raids ayant visé des positions militaires de l'ancienne armée de Bachar al-Assad.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mars 2025

Syrie: accord avec les Kurdes pour intégrer les institutions autonomes à l'Etat

Damas, 11 mars 2025 (AFP) — La présidence syrienne, qui cherche à unifier un pays divisé par 13 ans de guerre civile, a annoncé lundi un accord pour "intégrer" au sein de l'Etat toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde du nord et de l'est de la Syrie.

Accueilli dans plusieurs villes syriennes par des manifestations de joie selon les médias d'Etat, l'accord a été signé par le président par intérim, Ahmad al-Chareh, et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, Mazloum Abdi, pour une application prévue d'ici à la fin de l'année.

Il intervient alors que la Syrie a connu ces derniers jours dans l'ouest du pays ses pires violences depuis la chute de l'ancien président Bachar al-Assad en décembre.

Ces violences menacent la stabilité d'un pays engagé dans une transition déjà fragile alors que le président par intérim cherche à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

La présidence syrienne a publié lundi un communiqué signé par les deux parties, précisant que l'accord prévoit "l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie au sein de l'administration de l'Etat syrien, y compris les postes-frontières, l'aéroport ainsi que les champs pétroliers et gaziers."

L'accord affirme également que "la communauté kurde est une composante essentielle de l'Etat syrien", qui "garantit son droit à la citoyenneté et l'ensemble de ses droits constitutionnels", tout en rejetant "les appels à la division, les discours de haine et les tentatives de semer la discorde entre les différentes composantes de la société syrienne."

Il stipule aussi "le soutien à l'Etat syrien dans sa lutte contre les résidus du régime Assad et toutes les menaces pesant sur sa sécurité et son unité."

- Marginalisés -

"Nous sommes déterminés à construire un avenir meilleur qui garantisse les droits de tous les Syriens" et "nous considérons cet accord comme une véritable opportunité de construire une nouvelle Syrie qui comprenne toutes ses composantes et assure une bonne cohabitation", s'est félicité le chef des FDS Mazloum Abdi sur X.

L'administration autonome kurde, soutenue par les Etats-Unis, contrôle de vastes territoires dans le nord et l'est de la Syrie, riches en blé, pétrole et gaz, des ressources cruciales pour les autorités de Damas dans cette période

de reconstruction.

Son bras armé, les FDS, ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, battu dans son dernier bastion en 2019.

Selon le chercheur spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche, les Arabes représentent plus de 60% de la population vivant sous l'administration autonome kurde.

Dans un communiqué, le gouvernement saoudien a salué l'accord, se félicitant des "mesures prises par les dirigeants syriens pour préserver la paix civile" et des "efforts déployés pour achever le processus de mise en place d'institutions de l'Etat de manière à assurer la sécurité et la stabilité".

Marginalisés et réprimés sous le régime de la famille Assad, les Kurdes ont été privés, pendant des décennies, du droit de parler leur langue, de célébrer leurs fêtes et, pour un grand nombre d'entre eux, de la nationalité syrienne.

Pendant la guerre civile déclenchée en 2011, ils ont mis en place une administration autonome dans le nord-est du pays, avec leurs propres institutions éducatives, sociales et militaires.

Depuis l'arrivée en décembre des nouvelles autorités à Damas, les Kurdes ont manifesté une certaine ouverture, voyant une occasion pour construire une nouvelle Syrie qui garantisse les droits de tous les Syriens.

Toutefois, ils ont été exclus d'une conférence de dialogue national sur les grandes lignes de la transition.

L'accord intervient près de deux semaines après un appel historique du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc), Abdullah Öcalan, à la dissolution du parti et à l'abandon de la lutte armée. Cet appel a été salué par les Kurdes de Syrie.

La Turquie, alliée des nouvelles autorités de Damas, accusait les Unités de protection du peuple (YPG), la principale composante des FDS, d'être affiliées au PKK, classé comme organisation "terroriste" par Ankara, mais aussi la Suède, l'Union européenne ou les Etats-Unis.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 mars 2025

Erdogan dit que l'accord en Syrie avec les Kurdes va "servir la paix"

Istanbul, 11 mars 2025 (AFP) — L'accord en Syrie entre les nouvelles autorités de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, va "servir la paix", a estimé mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"La mise en oeuvre intégrale de l'accord conclu hier va servir la sécurité et la paix en Syrie. Tous nos frères syriens en sortiront gagnants", a déclaré le chef d'Etat lors d'un dîner de rupture du jeûne du ramadan.

Il réagissait à l'accord qui prévoit l'intégration au sein de l'Etat syrien de toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde du nord-est du pays.

Les nouvelles autorités syriennes dirigées par le président intérimaire Ahmad al-Chareh ont cherché à dissoudre les groupes armés et à établir le contrôle du gouvernement sur l'ensemble du pays depuis l'éviction du dirigeant de longue date Bachar al-Assad en décembre, après plus de 13 ans de guerre civile.

Le nouvel accord devrait être mis en oeuvre d'ici la fin de l'année. Les FDS - considérées comme essentielles dans la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique - sont dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qu'Ankara considère comme une ramification du Parti des travailleurs du Kusrdistan (PKK)hors-la-loi, qui mène une insurrection sanglante contre l'Etat turc depuis 1984.

La Turquie, qui a noué des relations étroites avec Sharaa, a insisté auprès des nouveaux dirigeants syriens pour qu'ils abordent la question des YPG.

Mardi, M. Erdogan a déclaré que la Turquie attachait "une grande importance à la préservation de l'intégrité territoriale et de la structure unitaire de notre voisin, la Syrie".

"Nous considérons que tout effort visant à débarrasser la Syrie du terrorisme est un pas dans la bonne direction", a-t-il ajouté. L'accord intervient près de deux semaines après l'appel historique lancé par le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, pour que le groupe militant dépose les armes et se dissolve.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 mars 2025

Violences en Syrie: la commission d'enquête "déterminée" à faire justice

Damas, 12 mars 2025 (AFP) — La commission d'enquête mandatée par la présidence syrienne pour enquêter sur les violences dans l'ouest du pays a affirmé mardi sa détermination à garantir la justice et à prévenir les représailles extrajudiciaires, après la mort de plus de 1.200 civils dans un bastion de l'ex-président Bachar al-Assad.

Les tensions ont commencé le 6 mars dans un village à majorité alaouite de la province de Lattaquié, après l'arrestation d'une personne recherchée par les forces de sécurité.

La situation a rapidement dégénéré en affrontements lorsque des hommes armés de la minorité musulmane alaouite, que les autorités ont qualifiés d'hommes fidèles à Bachar al-Assad, ont ouvert le feu sur plusieurs positions des forces de sécurité.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a ensuite rapporté des "exécutions sommaires" visant notamment des civils issus de la communauté alaouite, à laquelle appartenait Assad.

Au moins 1.225 civils, en grande majorité alaouites, ont été tués aux mains des "forces de sécurité et de groupes affiliés", essentiellement dans les provinces de Lattaquié et de Tartous, a affirmé l'OSDH.

"La +Nouvelle Syrie+ est déterminée à garantir la justice, à faire prévaloir l'état de droit, à protéger les droits et libertés de ses citoyens, empêcher toutes représailles extrajudiciaires et à garantir l'absence d'impunité", a déclaré mardi le porte-parole de la commission d'enquête, Yasser al-Farhane, lors d'une conférence de presse à Damas.

Ces violences, les pires depuis l'arrivée au pouvoir le 8 décembre d'une coalition menée par le groupe islamiste radical sunnite Hayat Tahrir al-Cham (HTS), menacent la stabilité du pays, où le président par intérim, Ahmad al-Chareh, cherche à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire, après 13 ans de guerre civile sous Bachar al-Assad.

- "Exactions" -

Dans une tentative d'apaiser la situation, la présidence a annoncé dimanche la formation d'une "commission d'enquête indépendante" sur "les exactions contre les civils", afin d'en identifier les responsables et de les "traduire en justice".

La commission, qui doit remettre son rapport à la présidence dans un délai de 30 jours, s'emploiera à "collecter et examiner toutes les preuves et rapports disponibles", a assuré M. Farhane.

Elle s'entretiendra avec "les témoins et toute personne susceptible d'aider, et de définir les lieux à inspecter", a-t-il ajouté, précisant que "les vidéos seront examinées avec des spécialistes".

"Toute personne que la commission jugera impliquée ou suspectée (...) sera déférée devant la justice."

Des habitants de la côte ouest syrienne ont fait part à l'AFP d'affrontements violents et d'assassinats. L'OSDH et des militants ont diffusé des vidéos d'exécutions de personnes non armées, en civil, et d'autres où des dizaines de corps sont entassés dans la cour d'une maison.

L'AFP n'a pas pu vérifier ces images de manière indépendante.

Mardi, un journaliste de l'AFP posté à l'entrée de la base aérienne russe de Hmeïmim, qui abrite depuis vendredi des milliers de déplacés alaouites selon l'OSDH, a aperçu un convoi du Croissant-Rouge syrien composé d'au moins cinq véhicules, et trois blessés, dont deux femmes, être évacués.

Un autre journaliste de l'AFP a vu des alaouites fuir vers le nord du Liban en traversant une rivière.

Les autorités ont annoncé l'arrestation d'au moins sept personnes depuis lundi, accusées d'avoir commis des "exactions" contre des civils, et les ont déférées devant la justice militaire compétente.

- "Familles entières" -

Le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, Thameen Al-Kheetan, a appelé mardi à faire cesser "les souffrances" des populations dans l'ouest du pays.

L'ONU a documenté jusqu'à présent la mort de 111 civils, mais reconnaît que le bilan réel est certainement "significativement plus élevé".

Ces écarts de bilans sont communs, l'ONU suivant une procédure de vérification très stricte qui prend du temps.

"Selon de nombreux témoignages recueillis par notre Bureau, les auteurs ont fait des descentes dans les maisons, demandant aux résidents s'ils étaient alaouites ou sunnites avant de les tuer ou de les épargner en fonction de leur réponse", a raconté M. Kheetan, ajoutant que dans certains cas, des "familles entières" avaient été tuées.

"Toutes les parties, y compris des groupes comme HTS et l'Armée nationale syrienne soutenue par la Turquie, qui constituent désormais les nouvelles forces de sécurité syriennes, doivent rendre des comptes", a appelé l'ONG Human Rights Watch (HRW).

HRW exhorte en outre "les nouveaux dirigeants de la Syrie à coopérer pleinement avec des observateurs indépendants, dont (...) la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie, et veiller à ce qu'ils aient un accès sans entrave".

En parallèle, les nouvelles autorités de Damas ont annoncé lundi avoir conclu avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, un accord prévoyant l'intégration au sein de l'Etat syrien de toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde.

Cet accord a été salué mardi par les Etats-Unis qui, par l'entremise du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, ont réaffirmé "leur soutien à une transition politique qui démontre une gouvernance crédible et non-sectaire, cela étant le meilleur chemin pour éviter plus de conflit".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 mars 2025

Syrie: Ankara insiste sur l'expulsion des combattants kurdes étrangers

Istanbul, 13 mars 2025 (AFP) — La Turquie réclame l'expulsion des combattants kurdes "étrangers" du nord-est de la Syrie, après l'accord entre Damas et le principal mouvement armé kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), a insisté jeudi une source au ministère turc de la Défense.

Selon cette source, la Turquie, "déterminée à poursuivre sa lutte contre le terrorisme", veut voir le départ de Syrie des combattants turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les autorités syriennes ont annoncé lundi un accord avec les FDS, qu'elles souhaitent "intégrer" aux institutions civiles et militaires du pays. Cet accord a été salué par le président turc Recep Tayyip Erdogan.

La Turquie, "déterminée à assurer l'intégrité territoriale et politique de la Syrie", attend désormais "la fin des activités terroristes en Syrie, le désarmement des terroristes et l'expulsion des terroristes étrangers", a ajouté cette même source s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Le PKK, en lutte armée contre le gouvernement turc depuis 1984, et dont les combattants se trouvent majoritairement dans le nord de l'Irak et le nord-est de la Syrie, a annoncé le 1er mars un cessez-le-feu immédiat avec la Turquie, répondant à l'appel de son chef historique emprisonné, Abdullah Öcalan.

Les affrontements entre le PKK et les forces turques ont causé la mort d'au moins 40.000 personnes en quatre décennies.

Par ailleurs, une source diplomatique turque a annoncé à l'AFP la tenue d'un sommet régional "en avril" pour mettre fin aux activités et à la présence des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

Le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, avait évoqué la tenue d'une telle réunion avec l'Irak, la Syrie, et la Jordanie notamment.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 mars 2025

L'Irak rapatrie des familles liées à l'EI d'un camp en Syrie (responsable)

Bagdad, 13 mars 2025 (AFP) — L'Irak a rapatrié plus de 150 familles du camp d'Al-Hol en Syrie voisine, qui abrite notamment des proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), a annoncé jeudi un responsable sécuritaire irakien.

Ce groupe de 505 personnes, le sixième depuis le début de l'année à être rapatrié, a quitté mercredi le camp tenu par des forces kurdes dans le nord-est de la Syrie, avait confirmé côté syrien la directrice d'Al-Hol, Jihan Hanan, au micro de l'AFPTV.

Quelques "153 familles sont arrivées hier" en Irak, a confirmé jeudi à l'AFP le responsable sécuritaire s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Le retour de proches de jihadistes avait initialement suscité la polémique au sein d'une population irakienne traumatisée par trois ans d'exactions de l'EI.

L'organisation ultra-radicale a occupé jusqu'à un tiers du territoire irakien entre 2014 et 2017.

Malgré les défis, l'Irak est déterminé à rapatrier tous ses ressortissants d'Al-Hol, un engagement salué tant par l'ONU que par les Etats-Unis tandis que nombre de pays occidentaux rechignent à faire de même.

Les familles rentrant de Syrie sont d'abord hébergées dans un camp de Jadaa dans le nord de l'Irak où, outre des vérifications sécuritaires de routine, elles suivent selon des responsables "une réhabilitation psychologique" visant à s'assurer qu'elles ne posent aucun danger jihadiste.

Le camp d'Al-Hol abrite encore 37.000 personnes, dont 14.500 Irakiens, a précisé Jihan Hanan.

"Plus de quatre mille personnes sont retournées en Irak depuis le début de l'année", a-t-elle ajouté. "Conformément à l'accord conclu entre nous et le gouvernement irakien, il y aura deux voyages vers l'Irak par mois."

Dans un récent entretien à l'AFP, le Conseiller irakien à la sécurité nationale, Qassem al-Aaraji, déplorait des coupes drastiques dans l'aide américaine décidées par Donald Trump qui entravent les efforts de l'Irak pour rapatrier ses ressortissants de Syrie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 mars 2025

L'Iran met la technologie au service de la répression (commision d'enquête de l'ONU)

Genève, 14 mars 2025 (AFP) — L'Iran a intensifié son recours à la technologie et à la surveillance pour réprimer la dissidence, plus de deux ans après le début des manifestations "Femmes, vie, liberté", dénonce vendredi une enquête de l'ONU.

En Iran, l'Etat déploie des "efforts concertés pour étouffer la dissidence, perpétuant un climat de peur et d'impunité systématique", résume la Mission internationale indépendante d'établissement des faits, créée en 2022 par le Conseil des droits de l'homme, dans un nouveau rapport.

Des méthodes qui font appel à "un recours accru à la technologie et à la surveillance, notamment par le biais de groupes d'autodéfense soutenus par l'Etat".

L'Iran a été secoué par de vastes manifestations déclenchées par la mort, en septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée pour avoir prétendument enfreint la règle vestimentaire stricte imposée aux femmes.

La colère suscitée par sa mort s'est rapidement transformée en semaines de manifestations, défiant ouvertement les autorités.

- Criminalisation et répression -

"Depuis deux ans, l'Iran refuse de reconnaître comme il le devrait, les revendications d'égalité et de justice qui ont nourri les manifestations de 2022", a déclaré Sara Hossain, présidente de la mission d'enquête.

"La criminalisation, la surveillance et la répression continue des manifestants, des familles des victimes et des survivantes, en particulier des femmes et des filles, sont profondément préoccupantes", souligne la mission.

Depuis avril 2024, l'Iran a renforcé les mesures policières et les poursuites pénales à l'encontre des femmes qui défient le port obligatoire du hijab, selon l'enquête.

Dans un premier rapport, la mission avait souligné que la répression contre les manifestants et les femmes constituaient des crimes contre l'humanité dans de nombreux cas. Ce nouveau document publié vendredi indique que jusqu'à présent dix hommes ont été exécutés pour avoir participé aux manifestations, tandis qu'au moins onze hommes et trois femmes risquent toujours l'exécution.

- Amplificateur -

"L'État a utilisé les outils numériques pour museler la dissidence, la technologie amplifiant et étendant le contrôle de l'État afin de restreindre la liberté d'expression et d'association, et de contrôler les prises de parole", souligne la mission.

L'application Nazer permet à des "personnes autorisées" de signaler les infractions dans les véhicules privés.

En septembre, elle a été mise à jour pour permettre la surveillance des femmes "dans les ambulances, les transports en commun ou les taxis", selon le rapport.

Par ailleurs, en avril 2024, à Téhéran et dans le sud de l'Iran, les autorités ont eu recours à la surveillance aérienne par drone pour contrôler le respect du port du hijab. La mission a aussi constaté que les forces de sécurité soumettaient les enfants au même traitement que les adultes.

La mission a recueilli des preuves sur l'exécution extrajudiciaire de six manifestants, trois enfants et trois adultes, ultérieurement présentés comme des suicides par l'État.

Le rapport a également mis en avant des cas de violences sexuelles y compris des viols et des viols collectifs.

Ces violations n'ont pas d'écho dans le système judiciaire iranien qui manque d'indépendance, selon la mission.

En deux ans, la mission a recueilli et conservé 38.000 éléments de preuve et interrogé 285 victimes et témoins. L'Iran a refusé à la mission l'accès au pays.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 mars 2025

Turquie: le PKK juge "impossible" en l'état de prononcer sa dissolution

Istanbul, 14 mars 2025 (AFP) — Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), appelé par son chef historique à déposer les armes, juge "impossible" pour l'heure de se réunir en congrès afin de prononcer sa dissolution, a estimé jeudi soir un haut responsable du groupe armé kurde.

"Chaque jour, des avions de reconnaissance (turcs, NDLR) volent, chaque jour, ils bombardent, chaque jour, ils attaquent", a déclaré à la chaîne de télévision kurde Sterk TV Cemil Bayik, l'un des dirigeants du PKK, affirmant que "tenir un congrès dans ces conditions est impossible et dangereux".

Mais ce congrès aura lieu "si les conditions sont remplies", a-t-il souligné, selon des propos rapportés par l'agence de presse ANF, proche du mouvement kurde.

Le PKK, dont le commandement est replié dans les montagnes du nord de l'Irak, a répondu favorablement le 1er mars à un appel de son chef historique Abdullah Öcalan,

détenu depuis 26 ans, à dissoudre le mouvement et mettre fin à quatre décennies de guérilla qui ont fait au moins 40.000 morts.

Le PKK, qualifié de terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, a annoncé un cessez-le-feu à effet immédiat, mais exige qu'Abdullah Öcalan, toujours emprisonné sur une île-prison au large d'Istanbul, "dirige personnellement" le congrès qui mènera à sa dissolution.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé que l'appel d'Abdullah Öcalan, intervenu dans le cadre d'un dialogue initié à l'automne par Ankara, est une "opportunité historique" pour les Turcs et les Kurdes, qui représentent selon certaines estimations 20% des 85 millions d'habitants de la Turquie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 mars 2025

En Syrie, le soulèvement de 2011 commémoré pour la première fois depuis la chute d'Assad

Damas, 15 mars 2025 (AFP) — Pour la première fois depuis la chute de Bachar al-Assad, des rassemblements ont marqué samedi à travers la Syrie le 14e anniversaire du soulèvement de 2011, dont la répression avait déclenché la guerre civile.

A Damas, des dizaines de personnes se sont rassemblées, sous un important dispositif policier, sur la place des Omeyyades, où durant les années de répression seuls se rassemblaient les partisans de l'ex-président.

Les militants avaient aussi appelé à des rassemblements à Homs et à Hama, dans le centre du pays, et à Idleb, dans le nord, sous le slogan "La Syrie est victorieuse".

Dans la capitale, les forces de sécurité ont bloqué les accès à la place des Omeyyades, où des membres des forces de l'ordre tendaient des fleurs aux manifestants, tandis que des haut-parleurs crachaient des chants révolutionnaires et islamiques.

Des hélicoptères militaires survolaient les lieux, larguant des tracts où était écrit ce slogan: "Il n'y a pas de place pour la haine parmi nous".

Beaucoup de manifestants brandissaient le drapeau syrien à trois étoiles, symbole du soulèvement de 2011 adopté par les nouvelles autorités, et portaient des pancartes avec les mots: "La révolution a triomphé".

"Ce qui se passe maintenant est un rêve que nous n'aurions jamais osé imaginer. J'ai quitté Damas il y a 12 ans parce que j'étais recherchée, sans espoir d'y revenir si ne n'était pour la libération", a raconté à l'AFP Hanaa al-Daghri, une femme de 32 ans.

"Beaucoup de nos amis nous ont quittés mais leur sang versé nous a menés là où nous sommes aujourd'hui", a-t-elle ajouté.

Sous le soleil, Abdoul Moneim Nimr, un homme de 41 ans, est venu entouré de ses amis qui portaient un grand drapeau, dansant et chantant.

"Nous avions coutume de célébrer l'anniversaire dans le nord de la Syrie et maintenant nous le faisons sur la place des Omeyyades. C'est une victoire bénie", a-t-il témoigné.

- "Dignité, liberté" -

La guerre civile, qui a fait plus d'un demi-million de morts, a commencé par des manifestations pacifiques le 15 mars 2011, qui ont rassemblé des milliers de personnes contre le pouvoir de Bachar al-Assad, avant d'être brutalement réprimées.

Cet anniversaire est le premier depuis la chute de l'ex-président, chassé le 8 décembre par des groupes rebelles menés par des islamistes radicaux. Ahmad al-Chareh, qui dirigeait le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), est devenu en janvier président par intérim du pays.

Des centaines de personnes se sont aussi rassemblées à Idleb, ancienne place forte des rebelles, portant des drapeaux syriens et du HTS, en dépit du jeûne du ramadan et d'un temps relativement chaud, selon un journaliste de l'AFP.

Ahmad al-Chareh a signé jeudi une déclaration constitutionnelle pour une période de transition de cinq ans, critiquée par certains pour lui donner trop de pouvoirs et ne pas protéger suffisamment les minorités.

Quelques jours plus tôt, des massacres ont fait au moins 1.500 morts dans l'ouest de la Syrie, pour la plupart des membres de la minorité alaouite dont est issu l'ancien président, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

"Cela fait 14 ans que les Syriens sont descendus dans les rues lors de manifestations pacifiques, pour réclamer de la dignité, de la liberté et un avenir meilleur", a souligné vendredi l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen.

"La résilience des Syriens et leur quête de justice, de dignité et de paix se poursuit. Ils méritent à présent une transition qui en soit digne", a-t-il ajouté, en appelant à "la fin immédiate de toute violence et la protection des civils".

A l'occasion de cet anniversaire, le Conseil démocratique syrien, dominé par les Kurdes qui ont établi une administration semi-autonome dans le nord-est de la Syrie, a renouvelé ses critiques envers la déclaration constitutionnelle, affirmant qu'elle "ne reflète pas de manière adéquate les aspirations du peuple syrien à construire un Etat juste et démocratique".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mars 2025

Erdogan assure Trump qu'il "soutient" ses initiatives sur l'Ukraine

Istanbul, 16 mars 2025 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a toujours défendu l'intégrité territoriale de l'Ukraine, a assuré dimanche Donald Trump de son "soutien" aux efforts américains "directs et déterminants" pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

Lors d'un entretien téléphonique avec le président des Etats-Unis, M. Erdogan a également insisté sur la nécessité de "finaliser le processus d'acquisition" des avions de chasse américains F-16 et d'avancer la participation de la Turquie au programme des avions F-35, a précisé la présidence turque dans un communiqué.

Washington a décrété en décembre 2020 une série de sanctions visant les industries de défense turques après l'acquisition par Ankara du système antimissiles russe S-400.

Le dernier contact connu entre les deux chefs d'Etat remontait à novembre 2024, au lendemain de la victoire électorale de M. Trump.

A propos de l'Ukraine, le président turc a déclaré "soutenir les mesures déterminées et directes du président américain Trump pour mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine" et rappelé que la Turquie s'efforçait "d'obtenir une paix juste et durable depuis le tout début de la guerre et continuera de le faire".

La Turquie, membre de l'Otan, a récemment pris part aux réunions des alliés européens et britanniques de soutien au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a accepté le principe d'un cessez-le-feu de trente jours, proposé par la Maison Blanche.

Lors de cet appel, le chef de l'Etat turc a également souhaité l'aide des États-Unis dans "la lutte contre le terrorisme, en tenant compte des intérêts de la Turquie".

Washington, qui compte quelque 2.000 hommes dans le nord-est de la Syrie, non loin de la frontière turque, soutient des forces kurdes au nom de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Ankara dénonce parmi elles la présence de combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 mars 2025

L'Irak dit avoir saisi une tonne de captagon venant de Syrie via la Turquie

Bagdad, 16 mars 2025 (AFP) — Dissimulés dans des planches à repasser, plus d'une tonne de comprimés de captagon acheminés depuis la Syrie via la Turquie voisine ont été saisis en Irak, ont annoncé dimanche les autorités, se félicitant du "plus important" coup de filet de ces dernières années.

Il s'agit de la première annonce du genre en Irak depuis la chute en décembre du pouvoir de Bachar al-Assad, qui était accusé de fabriquer ce stimulant proche des amphétamines à échelle industrielle en Syrie voisine.

La cargaison saisie renfermait sept millions de pilules, a indiqué à l'AFP Hussein al-Tamimi, porte-parole de la Direction des stupéfiants, précisant que deux Irakiens et un Syrien ont été interpellés.

La Direction des stupéfiants "a saisi un camion venant de Syrie, à destination de l'Irak, passant par la Turquie, transportant 1,1 tonne de comprimés de captagon", a annoncé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, le général Moqdad Miri.

Dans une vidéo publiée par le ministère, on voit les forces de sécurité découper des planches à repasser pour y trouver les petits sachets renfermant les pilules.

L'opération, menée en coopération avec les forces de sécurité du Kurdistan autonome, frontalier de Turquie dans le nord de l'Irak, a été montée grâce à des "informations très importantes" fournies par les forces de sécurité saoudiennes, selon Moqdad Miri.

Confronté ces dernières années au fléau du captagon, l'Irak et ses voisins, notamment la Jordanie, autre pays de transit, et l'Arabie saoudite, plus gros marché de consommation au Moyen-Orient, ont renforcé leur coopération pour lutter contre le trafic.

- "Augmentation spectaculaire du trafic" -

Les forces irakiennes ont pisté le camion jusqu'à son arrivée à Bagdad où l'attendait un trafiquant irakien, selon le porte-parole de la Direction des stupéfiants. La saisie s'est faite à ce moment-là, a-t-il précisé.

"C'est la plus plus importante cargaison de drogues" saisie ces dernières années, a reconnu M. Tamimi.

En 2022, l'Irak avait annoncé la saisie de six millions de comprimés de captagon.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) estimait en 2024 que l'Irak avait connu depuis cinq ans "une augmentation spectaculaire du trafic et de la consommation de drogues".

Pour la seule année 2023, les autorités irakiennes ont "saisi un nombre record de 24 millions de comprimés de captagon", soit plus de 4 tonnes, pour une valeur estimée entre 84 et 144 millions de dollars, selon la même source.

Selon l'ONUDC, entre 2019 et 2023, environ 82% du captagon saisi au Moyen-Orient provenait de Syrie, suivie par le Liban (17%).

Transformant la Syrie en narco-Etat, le pouvoir de Bachar al-Assad était connu pour produire du captagon, une amphétamine dérivée d'un médicament censé traiter la narcolepsie ou les troubles du déficit de l'attention.

Après la chute des Assad le 8 décembre, les nouvelles autorités syriennes ont découvert par centaines dans des hangars ou des bases militaires les petits sacs renfermant les pilules de captagon.

- "Résilience" des trafiquants -

Interrogée par l'AFP, une source diplomatique suivant le dossier reconnaît qu'il est encore difficile de mesurer "la présence active des réseaux impliqués dans la production et le trafic de captagon en Syrie", alors que le contrôle du territoire reste "fragile ou partiel", et que les moyens disponibles pour lutter contre le trafic sont limités par la situation économique et les sanctions.

"Même si certaines figures clés des réseaux ont pu quitter le territoire, les opérateurs de rang inférieurs font preuve de résilience, s'adaptent et restent en place malgré les changements politiques ou sécuritaires. Il n'est donc pas surprenant de constater la poursuite du trafic, qu'il s'agisse d'écouler des stocks existants ou d'assurer une nouvelle production", ajoute cette source.

Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) confirme que si les fabriques de captagon installées par l'ancien régime sur la côte syrienne (Ouest) sont hors-service, "le trafic de captagon se poursuit, les cellules de contrebande restent actives".

"Le trafic entre la Syrie et le Liban se poursuit", assure Rami Abdel Rahmane. "Il y a encore des fabriques en territoire syrien, en particulier dans la région du Qalamoun."

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 mars 2025

Syrie: les Kurdes font état de neuf morts dans des frappes attribuées à la Turquie

Qamichli (Syrie), 17 mars 2025 (AFP) — Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde qui contrôle des territoires dans le nord-est syrien, ont annoncé dans la nuit de dimanche à lundi la mort de neuf personnes dans des frappes aériennes imputées à la Turquie.

"Un appareil de (l'occupant) turc a bombardé une famille d'agriculteurs (...) dans les dernières heures de dimanche", ont annoncé les FDS sur Telegram, précisant que les frappes avaient visé "une zone entre les villages de Qomji et Barkh Botan" au sud de la ville de Kobané.

Au total, "neuf civils ont été tués et deux blessés", selon les FDS.

Les FDS, soutenus par les Etats-Unis, ont joué un rôle clé dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique mais sont dans le collimateur d'Ankara qu'ils accusent d'avoir multiplié les attaques depuis la chute du régime de Bachar al-Assad en décembre.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes du PKK.

Cherchant à unifier la Syrie après plus de 13 années de guerre civile, la nouvelle coalition au pouvoir, menée par le groupe islamiste sunnite Hayat Tahrir al-Cham (HTS), a annoncé le 11 mars un accord avec les FDS pour intégrer au sein de l'Etat les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde en Syrie.

Le PKK a par ailleurs annoncé le 1er mars un cessez-le-feu dans ses opérations contre les forces turques, mais Ankara a exigé la semaine dernière que l'organisation et les groupes affiliés déposent les armes "immédiatement et sans condition".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 mars 2025

Turquie : arrestation du maire d'Istanbul, principal opposant à Erdogan

Istanbul, 19 mars 2025 (AFP) — Le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, principal opposant au président turc Recep Tayyip Erdogan, a été interpellé mercredi matin ainsi que plus d'une centaine de ses collaborateurs, d'élus et membres de son parti qui dénonce "un coup d'état" contre l'opposition.

Populaire et charismatique, le maire qui croule sous les procédures judiciaires à son encontre, est accusé cette fois de "corruption" et, selon l'agence officielle Anadolu, de "terrorisme".

Son arrestation a provoqué une chute immédiate de la livre turque qui a atteint le record de 40 livres pour un dollar et de 42 livres pour un euro (après avoir plongé jusqu'à 44,7 pour un euro).

La bourse d'Istanbul - dont le site est inaccessible - a également dû suspendre temporairement ses opérations après une chute de 6,87 % de son indice, selon les médias turcs, avant de rouvrir à 10H30 (7H30 GMT).

Selon un de ses proches collaborateurs, le maire, pressenti par son parti pour être son candidat à la prochaine élection présidentielle, a été emmené dans les locaux de la police.

Dans une vidéo postée sur X, l'édile de 53 ans, en train de s'habiller et de nouer sa cravate, dénonce la fouille de son domicile: "Des centaines de policiers sont arrivés à ma porte. La police fait irruption chez moi et frappe à ma porte. Je m'en remets à ma nation", indique-t-il.

- Avant l'aube -

"Les policiers sont arrivés juste après le sahur (le repas avant le lever du jour en cette période de ramadan, ndlr). Ekrem Bey a commencé à se préparer.(...) Ils ont quitté la maison vers 7h30" a témoigné l'épouse du maire, Dilek Imamoglu, sur la chaine privée NTV.

Selon le communiqué du bureau du procureur d'Istanbul, M. Imamoglu est accusé de corruption et d'extorsion, le désignant comme le chef d'une "organisation criminelle à but lucratif".

L'agence étatique Anadolu évoque également des accusations de "terrorisme" et "d'aide au PKK", le Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit), à l'encontre de sept suspects dont le maire.

Tous les rassemblements et manifestations ont été interdits jusqu'à dimanche par le gouverneur d'Istanbul mais de nombeux partisans du maire, qui avait initialement prévu de les rassembler mercredi, convergeaient vers la municipalité cernée de barrières, selon un photographe de l'AFP.

L'emblématique place Taksim, au centre d'Istanbul, haut lieu traditionnel des manifestations, a été également complètement fermée et les passants sont réticents à s'exprimer ont constaté les correspoecndats de l'AFP.

"On est dans une dictature" lâche un commerçant identifié par son seul prénom, Kuzey. "Ce gars et sa sale bande nous haïssent. Dès qu'il ont affaire à quelqu'un de fort ils font quelque chose d'illégal, ils paniquent" crache-t-il à propos du chef de l'Etat. "Ce sont des diables, mais des amateurs, on va les battre".

Le président du parti CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate) de M. Imamgoglu, Özgur Özel, a dénoncé "un coup de force pour entraver la volonté du peuple" et "contre le prochain président" de la Turquie.

- Harcèlement judiciaire-

"Ce qui s'est passé ce matin n'est rien d'autre qu'un coup d'Etat contre le principal parti d'opposition, avec des conséquences considérables pour l'avenir politique du pays" a estimé Berk Esen, politiste de l'université Sabanci d'Istanbul, joint par l'AFP. "Cette décision pousse la Turquie plus loin sur la voie de l'autocratie, à l'instar du Venezuela, de la Russie et de la Biélorussie".

M. Imamoglu est seul en lice pour représenter son parti à la prochaine présidentielle prévue en 2028 et devait être officiellement désigné dimanche au cours d'une primaire au sein du CHP.

L'université d'Istanbul avait annulé mardi son diplôme, ajoutant un obstacle supplémentaire à son éventuelle candidature : la Constitution exige un diplôme de l'enseignement supérieur pour toute candidature aux fonctions de chef de l'Etat.

L'édile avait dénoncé une décision "illégale" et annoncé son intention de la contester en justice, estimant que le conseil d'administration de l'université stambouliote n'était pas habilité à agir ainsi.

"Les droits acquis de chacun dans ce pays sont menacés", avait-il accusé.

Figure du CHP, principal parti d'opposition parlementaire, Ekrem Imamoglu est visé par cinq autres procédures judiciaires, dont deux ont été ouvertes en janvier.

En 2023, M. Imamoglu avait déjà été empêché de facto de se présenter à la présidence, en raison d'une condamnation en suspens pour "insulte" à des responsables du comité électoral turc.

Opposant véhément au président Erdogan, M. Imamoglu a dénoncé fin janvier le "harcèlement" de la justice à son encontre. Il sortait alors d'un tribunal d'Istanbul où il était entendu dans le cadre d'une enquête ouverte après des critiques contre le procureur général de cette ville.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 mars 2025

Turquie: le maire d'Istanbul arrêté pour "corruption" et "terrorisme", l'opposition dénonce un "coup d'Etat"

Istanbul, 19 mars 2025 (AFP) — Le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, principal opposant au président turc Recep Tayyip Erdogan, a été interpellé mercredi accusé de "corruption" et de "terrorisme" lors d'une opération visant plus d'une centaine de ses collaborateurs, d'élus et membres de son parti qui dénonce "un coup d'Etat" contre l'opposition.

Populaire et charismatique, le maire de 53 ans qui croule sous les procédures judiciaires, lancées contre lui par le procureur d'Istanbul, est poursuivi cette fois pour "corruption" et "soutien à une organisation terroriste", a confirmé le ministre de la Justice Yilmaz Tunç.

Ekrem Imamoglu, pressenti par le CHP, le Parti républicain du peuple (social-démocrate), principale formation d'opposition, pour être son candidat à la prochaine élection présidentielle, a été emmené au siège de la police d'Istanbul, dont les abords ont été sécurisés par des barrières.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant ces barrières aux cris de “Gouvernement démission” et “Imamoglu, tu n’es pas seul!”, avant de se diriger dans l’après-midi vers le siège de la municipalité.

Le président du CHP, Özgür Özel, a dénoncé “un coup d’Etat contre le prochain président” de la Turquie: “La liberté de la nation d’élire Ekrem Imamoglu a été confisquée, a-t-il accusé devant la municipalité de la métropole où quelque 500 partisans du maire lui ont crié leur soutien. “Mais vous ne pouvez pas arrêter la marche du maire”, a-t-il asséné.

- “Dictature” -

Des échauffourées ont par ailleurs éclaté devant l’université d’Istanbul qui avait annulé la veille le diplôme du maire: plusieurs centaines d’étudiants ont affronté la police qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes.

M. Imamoglu a été cueilli au petit jour à son domicile, a témoigné son épouse Dilek Imamoglu sur la chaine privée NTV: “Les policiers sont arrivés juste après le sahur”, le repas de l’aube durant le Ramadan, a-t-elle rapporté, précisant que leur fille de 13 ans était présente.

Dans une vidéo postée sur X, le maire a dénoncé la fouille de son domicile affirmant, tout en finissant de s’habiller, que “des centaines de policiers sont arrivés à ma porte”.

Son arrestation a provoqué une chute immédiate de la livre turque qui a atteint le record de 40 livres pour un dollar et de 42 livres pour un euro, obligeant la Banque centrale à intervenir pour freiner le plongeon.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a dénoncé “un grave revers pour la démocratie” et son équivalent français a estimé que cette arrestation aura “des conséquences lourdes sur la démocratie turque”.

Selon le communiqué du bureau du procureur d’Istanbul, M. Imamoglu est accusé de corruption et d’extorsion et désigné comme le chef d’une “organisation criminelle à but lucratif”.

Également arrêtés pour “corruption” figure le conseiller du maire, Ertan Yildiz, le maire du district de Sisli, le président d’un club de sport, le directeur d’une agence de publicité ainsi que des hommes d’affaires, un journaliste en vue et un producteur de cinéma.

L’accusation de “soutien au terrorisme” qui vise sept suspects au total selon le ministre de la Justice concernerait des liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (interdit).

Tous les rassemblements et manifestations ont été interdits jusqu’à dimanche par le gouverneur d’Istanbul et des barrières érigées tout autour des lieux symboliques - municipalité et l’emblématique place Taksim, haut lieu traditionnel des manifestations. Les autorités ont également restreint l’accès aux réseaux sociaux.

“On est dans une dictature”, a déclaré à l’AFP un commerçant identifié par son seul prénom, Kuzey. “Ce gars et sa sale bande nous haïssent. Dès qu’il ont affaire à quelqu’un de fort, ils font quelque chose d’illégal, ils paniquent”, a-t-il affirmé à propos du chef de l’Etat.

- “Vers l’autocratie” -

“Ce qui s’est passé ce matin n’est rien de moins qu’un coup d’Etat contre le principal parti d’opposition, avec des conséquences considérables pour l’avenir politique du pays”, a estimé Berk Esen, politiste de l’université Sabanci d’Istanbul, joint par l’AFP. “Cette décision pousse la Turquie plus loin vers l’autocratie, à l’instar du Venezuela, de la Russie et de la Biélorussie”.

M. Imamoglu est seul en lice pour représenter son parti à la prochaine présidentielle prévue en 2028 et devait être officiellement désigné dimanche au cours d’une primaire au sein du CHP.

L’université d’Istanbul a annulé mardi son diplôme, ajoutant un obstacle supplémentaire à son éventuelle candidature : la Constitution exige un diplôme de l’enseignement supérieur pour toute candidature aux fonctions de chef de l’Etat.

L’édile avait dénoncé une décision “illégale” qu’il entendait contester en justice: “les droits acquis de chacun dans ce pays sont menacés”, avait-il accusé.

Figure du CHP, Ekrem Imamoglu est visé par cinq autres procédures judiciaires, dont deux ouvertes en janvier.

En 2023, il avait déjà été empêché de facto de se présenter à la présidence, en raison d’une condamnation en suspens pour “insulte” à des responsables du comité électoral turc.

Opposant véhément au président Erdogan, M. Imamoglu a dénoncé fin janvier le “harcèlement” de la justice. Il sortait alors d’un tribunal d’Istanbul où il était entendu dans le cadre d’une enquête ouverte après des critiques contre le procureur général de cette ville.

_____

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

20 mars 2025

Turquie: le maire d’Istanbul appelle la justice et la nation à réagir après son arrestation

Istanbul, 20 mars 2025 (AFP) — Le maire d’Istanbul Ekrem Imamoglu, figure de l’opposition turque, arrêté pour “corruption” et “terrorisme”, a appelé jeudi la nation à réagir et les juges à “ne pas se taire”, en accusant le président Recep Tayyip Erdogan de ne jamais rendre de comptes.

“J’en appelle aux membres du pouvoir judiciaire (...) Vous devez agir et vous occuper de cette poignée de collègues qui ternissent notre système judiciaire, nous humilient sur la scène internationale et détruisent notre réputation”, a écrit l’édile dans un message posté sur X par ses avocats au lendemain de son placement en garde à vue.

S’adressant sans le nommer au chef de l’Etat, M. Imamoglu lui a reproché “d’innombrables taches dont vous ne pouvez pas rendre compte, ni dans votre pays ni à l’étranger”.

Le maire de la plus grande ville et capitale économique de la Turquie devait être intronisé dimanche candidat du Parti républicain du peuple

(CHP, social-démocrate), première force d'opposition au parlement, à la présidentielle de 2028. Mais l'annulation mardi de son diplôme le prive de facto de toute possibilité de briguer la magistrature suprême.

- "unis contre ce mal" -

Aussi met-il en garde les Turcs: "les mêmes qui se sont emparés de mon diplôme s'attaqueront à vos biens, à votre honneur (...) En tant que nation, nous devons rester unis contre ce mal", écrit-il.

Avant même cet appel, ses partisans avaient appelé à se mobiliser jeudi pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "coup d'Etat".

Des manifestations d'étudiants de plusieurs universités d'Istanbul se déroulaient malgré la pluie froide en plusieurs points de la ville depuis la mi-journée.

La place Taksim et le parc adjacent de Gezi, lieux emblématiques de la contestation au coeur d'Istanbul, restaient barricadés jeudi pour prévenir tout rassemblement, par ailleurs interdits jusqu'à dimanche par le gouverneur de la métropole.

De même, l'accès à plusieurs réseaux sociaux et messageries dont X et WhatsApp était toujours restreint jeudi à Istanbul, a constaté l'AFP. Et le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a annoncé l'arrestation de 37 internautes pour des "messages provocateurs" sur les réseaux sociaux.

Outre M. Imamoglu, plus de 80 personnes ont été interpellées en même temps que lui et une vingtaine d'autres sont recherchées.

Parmi elles, outre le maire, six personnes sont également accusées de "soutien à une organisation terroriste", le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé interdit qui s'est récemment engagé à déposer les armes.

Selon les médias locaux, les interrogatoires des gardés à vue n'ont commencé que jeudi matin.

Cette nouvelle vague d'arrestations touchant l'opposition a enfoncé la livre turque: elle s'échange jeudi autour de 38 livres pour un dollar et près de 41,5 livres pour un euro, des niveaux jamais atteints jusqu'à mercredi.

La Banque centrale turque a indiqué dans un communiqué qu'elle puiserait le cas échéant dans ses réserves de change pour empêcher toute chute de la monnaie nationale, comme elle l'a fait mercredi selon des économistes.

- "Tu n'es pas seul" -

Le président du CHP, Özgür Özel, a appelé de nouveau à un rassemblement à 20H30 (17H30 GMT) devant le siège de la municipalité, a indiqué son parti à l'AFP.

Mercredi soir, malgré le froid, plusieurs milliers de personnes ont répondu à son appel en scandant, entre autres, "Imamoglu, tu n'es pas seul!".

Le président du CHP a dénoncé un "coup d'Etat contre l'opposition" et fait huer le chef de l'Etat. "On a voulu annuler la volonté du peuple", a-t-il clamé.
"Il n'y a ni corruption, ni groupe terroriste, mais des bourreaux de la justice aux commandes", a-t-il martelé au côté de l'épouse du maire, Dilek Imamoglu, estimant que "le seul crime d'Imamoglu est (...) d'avoir conquis le coeur des gens. Son seul crime est qu'il sera le prochain président!".

M. Imamoglu, qui a ravi en 2019 la municipalité d'Istanbul, est vu comme le principal rival du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, qui s'est abstenu pour l'heure de tout commentaire.

Les maires de plusieurs capitales et grandes villes européennes, ainsi que les ministères français et allemand des Affaires étrangères ont condamné son interpellation, mettant en garde contre ses conséquences sur la démocratie turque.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 mars 2025

Turquie: nouveaux rassemblements à Istanbul après l'arrestation du maire d'opposition

Istanbul, 20 mars 2025 (AFP) — Les partisans du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, figure de l'opposition turque, arrêté mercredi pour "corruption" et "terrorisme", se mobilisent de nouveau jeudi pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "coup d'Etat".

Des manifestations d'étudiants de plusieurs universités d'Istanbul ont déjà commencé en plusieurs points de la ville depuis la mi-journée pour protester contre son arrestation et l'annulation, mardi, de son diplôme universitaire.

M. Imamoglu, qui devait être désigné dimanche comme le candidat du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), première force d'opposition au Parlement, pour la prochaine élection présidentielle prévue en 2028, a passé la nuit en garde à vue, ainsi que plus de 80 personnes interpellées en même temps que lui.

Cette nouvelle vague d'arrestations qui touche l'opposition a enfoncé la livre turque: elle s'échange jeudi matin autour de 38 livres pour un dollar et de 41,5 livres pour un euro, toujours en repli.

La Banque centrale turque a indiqué dans un communiqué qu'elle puiserait le cas échéant dans ses réserves de change pour empêcher toute chute de la monnaie turque, comme elle l'a fait mercredi selon des économistes.

Selon les médias locaux, les interrogatoires des gardés à vue n'ont commencé que jeudi matin. Le maire d'Istanbul avait reçu entretemps la visite de ses avocats, selon son parti.

La place Taksim et le parc adjacent de Gezi, lieux emblématiques de la contestation au coeur d'Istanbul, restaient barricadés jeudi pour prévenir tout rassemblement, par ailleurs interdits jusqu'à dimanche par le gouverneur de la métropole.

De même, l'accès à plusieurs réseaux sociaux et messageries dont X et WhatsApp était toujours restreint jeudi matin à Istanbul, selon la plateforme de surveillance de l'internet Free Web Turkey. Et le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a annoncé sur X l'arrestation de 37 internautes pour des "messages provocateurs" sur les réseaux sociaux.

Cette décision a placé un obstacle supplémentaire sur la route de M. Imamoglu, la Constitution turque exigeant un diplôme de l'enseignement supérieur pour briguer la présidence.

- "Tu n'es pas seul" -

Le président du CHP, Özgür Özel, a appelé de nouveau à un rassemblement à 20H30 (17H30 GMT) devant le siège de la municipalité, a indiqué son parti à l'AFP.

Mercredi soir, malgré le froid, plusieurs milliers de personnes ont répondu à son appel en scandant, entre autres, "Imamoglu, tu n'es pas seul!".
Le président du CHP a dénoncé un "coup d'Etat contre l'opposition" et fait huer le chef de l'Etat. "On a voulu annuler la volonté du peuple", a-t-il clamé.

"Il n'y a ni corruption, ni groupe terroriste, mais des bourreaux de la justice aux commandes", a-t-il martelé au côté de l'épouse du maire, Dilek Imamoglu, estimant que "le seul crime d'Imamoglu est (...) d'avoir conquis le coeur des gens. Son seul crime est qu'il sera le prochain président!".

M. Imamoglu, qui a ravi en 2019 la municipalité d'Istanbul, la plus grande vile du pays et sa capitale économique, est vu comme le principal rival du chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, qui s'est abstenu pour l'heure de tout commentaire.

Plus d'une centaine de personnes, proches collaborateurs, élus de son parti ou professionnels divers, ont été interpellées ou sont visées par des mandats d'arrêt.

Parmi elles, outre le maire, six personnes sont également accusées de "soutien à une organisation terroriste", le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé interdit qui s'est récemment engagé à déposer les armes.

Les maires de plusieurs capitales et villes européennes ont "vigoureusement" condamné l'interpellation d'Ekrem Imamoglu, dénonçant "son incarcération arbitraire" et exprimant leur "profonde inquiétude".

Parmi eux les édiles d'Amsterdam, Paris, Milan, Barcelone, Rome, Helsinki et Bruxelles.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 mars 2025

Turquie: manifestations massives en soutien au maire d'Istanbul qui en appelle à la "nation"

Istanbul, 20 mars 2025 (AFP) — Des milliers de manifestants se sont massés jeudi soir devant la municipalité d'Istanbul pour le deuxième soir consécutif, malgré un imposant dispositif policier déployé en ville, en soutien au maire, Ekrem Imamoglu, qui a appelé la nation et les juges à réagir au lendemain de son arrestation.

"J'en appelle aux membres du pouvoir judiciaire (...) Vous devez agir et vous occuper de cette poignée de collègues qui ternissent notre système judiciaire", a écrit l'édile, figure de l'opposition, poursuivi pour "corruption" et "terrorisme", dans un message posté sur X par ses avocats.

"Vous ne pouvez pas et ne devez pas vous taire", a insisté le principal opposant au président Recep Tayyip Erdogan en appelant à rester "unis contre le mal".

Message reçu par les protestataires qui se sont massivement retrouvés malgré la pluie froide devant l'Hôtel de Ville pour écouter les responsables du parti.

La tension est montée dans la soirée quand la police a fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour empêcher un groupe de jeunes manifestants de se diriger vers la place Taksim, emblématique lieu de contestation, barricadé depuis deux jours.

"Je ne veux pas voir de balles en caoutchouc ici. Sinon, la police d'Istanbul sera tenue pour responsable de ce qui se passera", a prévenu le président du CHP Özgür Özel, qui avait convoqué ce rassemblement.

- "l'espoir de la Turquie" -

"Qui êtes-vous pour asperger de gaz l'espoir de la Turquie ?" a-t-il poursuivi, juché sur le toit d'un bus, accompagné par les huées de la foule qui appelait à la démission du président Erdogan.

"Le maire n'est ni corrompu, ni voleur, ni terroriste" a-t-il asséné. "Hé! Erdogan, prenez peur. Les rues sont à nous, les places sont à nous!", a-t-il enchainé, faisant promettre la foule de "ne pas abandonner la lutte jusqu'à ce que Imamoglu et les autres maires emprisonnés soient libérés".

Le CHP a appelé à un nouveau rassemblement de protestation vendredi, à la même heure et au même endroit.

Outre celui d'Istanbul, cinq maires CHP sont actuellement détenus et dix du parti prokurde DEM, l'autre grand parti d'opposition au parlement.

"Ceux qui restent silencieux face à l'injustice deviennent complices de l'oppression !" a renchéri le maire CHP d'Ankara, Mansur Yavas, assurant: "Nous ne sommes pas une poignée de personnes, nous sommes des millions", tandis qu'un concert de casseroles et d'avertisseurs résonnait dans plusieurs quartiers de la ville.

Dès l'après-midi, des centaines d'étudiants s'étaient retrouvés dans leurs universités pour dénoncer l'arrestation du maire mais aussi l'annulation de son diplôme par l'université d'Istanbul.

"Imamoglu a été visé parce qu'il était le meilleur candidat pour la présidentielle", a déclaré à l'AFP Basak Cöhce, 24 ans, étudiante à l'université de Galatasaray.

"Les jeunes comme moi ne vont pas rester silencieux", a abondé Yavuz, 19 ans, de l'université technique d'Istanbul.

Élu de la capitale économique de la Turquie (au moins 16 millions d'habitants) Ekrem Imamoglu devait être intronisé dimanche candidat du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), première force d'opposition, à la présidentielle de 2028.

- l'homme à abattre-

Dès mardi, l'annulation de son diplôme universitaire entravait la possibilité de briguer la présidence.

L'accès à plusieurs réseaux sociaux et messageries dont X et WhatsApp est demeuré restreint à Istanbul pour le deuxième jour, a constaté l'AFP.

Le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a annoncé l'arrestation de 37 internautes pour des "messages provocateurs" sur les réseaux sociaux.

Avec M. Imamoglu, plus de 80 personnes ont été interpellées en même temps mercredi matin et une vingtaine d'autres sont recherchées.

Parmi elles, six personnes sont elles aussi accusées de "soutien à une organisation terroriste", le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé interdit qui s'est récemment engagé à déposer les armes.

Cette nouvelle vague d'arrestations visant l'opposition, après des militants kurdes, des journalistes, des artistes, a enfoncé la livre turque: elle s'échangeait jeudi soir au-delà de 38 livres pour un dollar et de 41 livres pour un euro, des niveaux jamais atteints jusqu'à mercredi qui a obligé la Banque centrale à intervenir.

En ravissant Istanbul en 2019, après vingt-ans années de domination de Recep Tayyip Erdogan et de son camp sur la ville, Ekrem Imamoglu est devenu l'homme à abattre.

L'édile, réélu triomphalement en 2024, est vu comme le principal rival du président Erdogan, qui s'est abstenu pour l'heure de tout commentaire.

Les maires de plusieurs capitales et grandes villes européennes, ainsi que les ministères français et allemand des Affaires étrangères ont condamné son interpellation, mettant en garde contre ses conséquences sur la démocratie turque.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 mars 2025

Après 29 mois de détention en Iran, le Français Olivier Grondeau libre et de retour en France

Paris, 20 mars 2025 (AFP) — Le Français Olivier Grondeau, qui était détenu en Iran depuis octobre 2022, "est libre, en France, parmi les siens", a annoncé jeudi Emmanuel Macron, assurant que "la mobilisation ne faiblira pas" pour la libération des deux derniers ressortissants français encore en prison à Téhéran.

"Nous partageons l'immense bonheur et soulagement de sa famille", a dit sur X le président français, au sujet d'Olivier Grondeau, 34 ans, qui avait été condamné en Iran à cinq ans de prison pour espionnage. Cette peine avait été jugée arbitraire par les autorités françaises qui avaient dénoncé une diplomatie d'otage d'Etat de la part de Téhéran.

"Je remercie tous les services de l'État, notre ambassadeur en Iran et le Centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay, de leur action décisive", a-t-il ajouté.

Olivier Grondeau est arrivé lundi soir en France, ont précisé à l'AFP l'Elysée et une source diplomatique, sans toutefois dévoiler les conditions de sa libération.

Cette remise en liberté intervient après de longues et difficiles négociations entre les deux pays et dans un contexte de bras de fer entre les Occidentaux et l'Iran sur son programme nucléaire. Téhéran nie vouloir se doter de l'arme nucléaire bien que ses réserves d'uranium enrichi s'approchent du seuil nécessaire pour la fabriquer.

Olivier Grondeau, qui fêtera ses 35 ans la semaine prochaine, devait procéder à une batterie d'examens alors qu'il était très affaibli ces derniers mois, notamment sur le plan psychologique, a indiqué à l'AFP une source gouvernementale.

"Cette libération fait honneur à la diplomatie française et au travail acharné de notre ambassade à Téhéran, du centre de crise et de soutien et des services du ministère des Affaires étrangères, que je félicite pour leur persévérance", a réagi de son côté le chef de la diplomatie Jean-Noël Barrot, sur le même réseau X.

"Nous poursuivrons sans relâche nos efforts pour que tous nos compatriotes toujours otages, dont Cécile Kohler et Jacques Paris, soient libérés à leur tour", a-t-il ajouté.

Originaire de Montpellier, dans le sud de la France, Olivier Grondeau était en voyage touristique dans la ville de Shiraz, dans le sud de l'Iran, quand il a été arrêté le 12 octobre 2022.

Il a d'abord été détenu à Téhéran, dans la tristement célèbre prison d'Evin, puis dans la ville de Shiraz, avant d'être à nouveau transféré en octobre dernier à Evin, où les conditions de détention sont réputées particulièrement difficiles.

Jusqu'en janvier dernier, il avait choisi de ne pas révéler publiquement son identité, espérant que les négociations diplomatiques pour sa libération entre Téhéran et Paris puissent aboutir en toute discrétion.

Mais il s'était ravisé et avait préparé une campagne de communication depuis la prison d'Evin, avec l'aide de son comité de soutien composé d'amis.

"Dans ma situation, prendre la parole, c'est prendre un risque. Mais comme il y a risque, il y a espoir", avait-il ainsi lancé dans un message audio depuis sa cellule, diffusé par Radio France.

L'Iran, qui détient plusieurs ressortissants occidentaux ou binationaux, est accusé par leurs soutiens, des ONG et des chancelleries occidentales, de s'en servir comme monnaie d'échange, même si officiellement leurs libérations ne donnent lieu à aucune contrepartie.

- "Otages d'Etat" -

Le gouvernement français a maintes fois condamné cette diplomatie "d'otages d'Etat".

Emmanuel Macron avait lui-même dénoncé récemment la "détention indigne et arbitraire" des ressortissants français, et exigé leur libération. Ces propos avaient provoqué l'ire de Téhéran qui avait fustigé des propos "non constructifs".

Les deux autres Français toujours détenus sont Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris, arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage

touristique en Iran, où les autorités les accusent d'espionnage.

"Notre mobilisation ne faiblira pas: Cécile Kohler et Jacques Paris doivent être libérés des geôles iraniennes", a martelé le chef de l'Etat dans son message jeudi. "Toutes mes pensées vont vers eux et leur famille en ce jour", a-t-il ajouté.

Ils sont en train de "mourir à petit feu", avait alerté début mars Noémie Kohler, la soeur de Cécile, témoignant une nouvelle fois des "conditions inhumaines" de leur détention.

Louis Arnaud, consultant âgé aujourd'hui de 36 ans, avait, lui, été arrêté en septembre 2022 à Téhéran, au moment où commençaient les manifestations du mouvement Femme Vie Liberté à la suite de la mort en détention de la jeune kurde Mahsa Amini, accusée d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

Mais il avait été libéré en juin 2024, un peu plus d'un an après deux autres français, Benjamin Brière et Bernard Phelan, qui avaient, eux, été libérés pour raisons humanitaires.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 mars 2025

Turquie: un Nouvel An kurde dans la ferveur mais loin de la paix espérée

Diyarbakir (Turquie), 21 mars 2025 (AFP) — Trois semaines après l'appel du chef historique du PKK Abdullah Öcalan à déposer les armes, resté pour l'heure sans effet, les Kurdes de Turquie célèbrent vendredi Norouz, le Nouvel An kurde, avec ferveur mais loin de la paix espérée.

D'autant que la contestation qui s'est emparée du pays depuis l'arrestation cette semaine du populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, figure de l'opposition, risque de compliquer encore la situation.

"Le gouvernement entraîne le pays dans des tribulations encore plus violentes en réduisant l'opposition au silence" a déploré vendredi l'un des responsables du DEM, parti prokurde et troisième force au parlement, Tuncer Bakirhan.

A Diyarbakir et dans les principales villes du sud-est du pays à majorité kurde, des milliers de personnes, en robes traditionnelles pour les femmes et châle sur les épaules pour les hommes, se sont retrouvées pour danser et célébrer le "retour de la lumière".

A cette occasion, un nouveau message du fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) était espéré. Malgré 26 ans de détention, il reste la figure tutélaire et respectée dont le portrait est brandi à bout de bras par la foule à chaque rassemblement.

Mais dans un communiqué vendredi, le DEM a regretté qu'une nouvelle demande de visite au vieux chef emprisonné soit demeurée "sans réponse des autorités".

Une délégation du DEM s'était rendue à trois reprises auprès de M. Öcalan, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul. Elle en avait ainsi rapporté son message "pour la paix", lu le 27 février à Istanbul.

"La demande de la délégation n'ayant pas reçu de réponse, aucun message n'a été reçu de M. Öcalan pour le Norouz cette année", a annoncé le parti.

Le commandement militaire du PKK, replié dans les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, a répondu favorablement à l'appel de son chef historique, se disant prêt à déposer les armes immédiatement.

Il a appelé "Apo" ("oncle", en kurde) à présider en personne le congrès du PKK prononçant sa dissolution.

- Une date et un lieu -

En retour, le président turc Recep Tayyip Erdogan a juré le 1er mars de poursuivre les opérations anti-PKK "si les promesses faites ne sont pas tenues".

Aucune précision logistique n'a été apportée jusqu'ici sur la faisabilité d'un tel congrès du PKK, ni sur un éventuel déplacement de M. Öcalan, 75 ans.

Jeudi, le principal allié de M. Erdogan, le nationaliste Devlet Bahçeli, a proposé la date du 4 mai à Malazgirt, près du lac de Van, dans l'extrême est du pays.

"L'organisation terroriste séparatiste PKK doit immédiatement convoquer son congrès et décider de se dissoudre, de déposer ses armes et les rendre à la République afin d'éviter que l'appel d'Imrali du 27 février ne soit retardé (et) gâché", a déclaré Devlet Bahçeli, qui fut l'initiateur inattendu de ce rapprochement.

Depuis l'appel de M. Öcalan, les bombardements ont régulièrement frappé des positions kurdes, a dénoncé la semaine dernière l'un des dirigeants du PKK, Cemil Bayik, sur une chaîne de télévision kurde.

"Tenir un congrès dans ces conditions est impossible et dangereux", ajoutait-il.

En outre, un autre front préoccupe les autorités turques dans le nord-est de la Syrie. Ankara demande à Damas d'expulser les combattants du PKK présents au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS).

L'accord récent entre les nouvelles autorités syriennes, proches d'Ankara, et les FDS, dominées par les Kurdes, va "servir la paix", a salué M. Erdogan.

Mais l'arrestation de M. Imamoglu pour "corruption" et "terrorisme", après la destitution de 10 maires DEM du pays depuis l'an passé, risque d'entraver les efforts de collaboration entre le gouvernement et l'opposition, note Hamish Kinnear, analyste risques au cabinet d'intelligence économique Verisk Maplecroft.

"Pour l'instant, ils (le PKK) n'ont aucune motivation, compte tenu du chaos qui règne en Turquie. Si les choses se déroulent mieux en Syrie, cela pourrait leur ouvrir une porte", estime également Gönül Tol, du Middle East Institute à Washington.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 mars 2025

Turquie: le conseil de l'ordre du barreau d'Istanbul dissous pour "propagande terroriste"

Istanbul, 21 mars 2025 (AFP) — Le bâtonnier d'Istanbul et les membres de son conseil de l'ordre, poursuivis pour "propagande terroriste" et "diffusion publique de fausses informations", ont été démis de leurs fonctions vendredi, selon une décision de justice publiée en ligne par une association d'avocats.

La justice turque leur reprochait d'avoir réclamé une enquête sur la mort, fin décembre en Syrie, de deux journalistes kurdes turcs, visés par un drone turc selon une ONG, dans une zone où des factions proturques affrontaient des combattants kurdes.

"Aujourd'hui est un jour sombre. En ce palais de justice, nous avons peut-être assisté à l'effondrement de la justice" turque, a déclaré le bâtonnier d'Istanbul, Ibrahim Kaboglu, à la sortie du tribunal stambouliote de Çaglayan.

"Personne n'a le pouvoir de faire taire les barreaux", a lancé à ses côtés le président de l'Union des barreaux de Turquie, Erinç Sagkan, dénonçant une "décision honteuse".

Une procédure de destitution avait été lancée en janvier contre le bâtonnier d'Istanbul et son conseil de l'ordre. Le barreau d'Istanbul avait dénoncé en janvier une action juridique "sans aucun fondement légal".

Le bâtonnier d'Istanbul est un ancien député du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale force de l'opposition turque à laquelle appartient le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, arrêté mercredi pour "terrorisme" et "corruption".

Un membre du conseil de l'ordre du barreau d'Istanbul, Firat Epözdemir, est détenu depuis fin janvier pour "appartenance à une organisation terroriste" après avoir été arrêté à l'aéroport d'Istanbul à son retour d'une réunion au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 mars 2025

Turquie: une contestation qui dépasse le cas du maire d'Istanbul

Ankara, 22 mars 2025 (AFP) — La contestation se répand en Turquie et dépasse désormais le sort du seul maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, pour défier le président Recep Tayyip Erdogan, estiment les observateurs.

"Il y a une grande colère. Les gens descendent spontanément dans la rue. Certains jeunes se trouvent politisés pour la première fois de leur vie", constate Yuksel Taskin, député du CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate), principale formation d'opposition dont M. Imamoglu, arrêté mercredi, est issu.

Des manifestations monstres qui ne font qu'enfler se tiennent depuis mercredi dans les deux-tiers des 81 provinces turques, selon un comptage de l'AFP, y compris dans les bastions de l'AKP, le parti présidentiel, comme Konya (centre), Trabzon ou Rize sur le Mer noire, malgré les interdictions des autorités et le déploiement massif de la police.

Différentes sensibilités politiques sont représentées dans ces rassemblements, souvent emmenés par des jeunes, notamment des étudiants, pourtant souvent présentés comme manquant d'engagement politique.

Cette vague de contestation est inédite depuis les grandes manifestations de 2013, parties du parc Gezi à Istanbul, qui s'étaient progressivement étendues à pratiquement tout le pays.

"Le sentiment d'être piégé au plan économique, social, politique et même culturel était déjà répandu. (Cette arrestation) provoque une forte réaction, surtout chez les jeunes inquiets pour leur avenir dans un pays où les libertés sont de plus en plus restreintes. C'est une réaction qui dépasse le cadre d'Imamoglu", estime Kemal Can, journaliste et auteur de nombreux ouvrages sur la société turque.

- "Enfants des maraudeurs" -

"Nous sommes les enfants des maraudeurs qui ont grandi", clament des pancartes brandies par de jeunes manifestants, moquant l'expression utilisée en 2013 par M. Erdogan, alors Premier ministre, pour désigner les contestataires.

"Cela ne concerne pas uniquement le CHP, mais tout le monde. La question est de savoir si la Turquie vivra sous un régime autoritaire ou si elle sera un pays démocratique", avance Ilhan Uzgel, vice-président chargé des relations extérieures du CHP.

Pour souligner ce caractère non partisan de la mobilisation, le CHP a invité tous les Turcs, même non membres du parti, à participer dimanche à un vote symbolique aux primaires durant lesquelles Ekrem Imamoglu, seul en lice, doit être désigné comme candidat à la présidentielle.

"Nous sommes déterminés à organiser ces primaires. Ils tentent de nous en empêcher, mais nous les ferons", affirme M. Uzgel.

La section d'Istanbul du parti prokurde DEM, troisième force au parlement turc, a également apporté son soutien aux rassemblements, devenus quotidiens, devant la municipalité de la mégapole.

"Ils tentent de consolider le régime en façonnant l'oppo-

sition par le biais de la justice. L'ensemble de l'opposition devrait se montrer solidaire", estime Ibrahim Akin, député du DEM.

- Tentatives de divisions -
Le DEM est régulièrement accusé par le gouvernement de liens avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé considéré comme terroriste par Ankara, dont le chef historique Abdullah Ocalan a récemment appelé à déposer les armes.

"Depuis plusieurs années, le pouvoir vise à fragmenter l'opposition, désormais majoritaire, ou de la maintenir occupée par des problèmes internes. Il y est plusieurs fois parvenu. Mais cette fois, l'opposition a déjoué cette stratégie", affirme Kemal Can.

Pour Gönül Tol, du Middle East Institute à Washington, la tentative du gouvernement de "créer un fossé" entre le DEM et les autres partis de l'opposition pendant l'initiative de paix avec le PKK a échoué après les vives critiques du DEM contre l'arrestation de M. Imamoglu.

"Le gouvernement semble désormais tester la capacité à durer de la contestation. Il espère l'affaiblir par des pressions, les interdictions des manifestations et des détentions. Mais si cette vague continue, on peut alors parler d'une nouvelle dynamique sociale et politique", estime Kemal Can.

"Si l'opposition craint les menaces des autorités qui l'accusent de provoquer la rue et laisse penser que sa détermination s'est affaiblie, le gouvernement augmentera la pression. Les jours qui viennent sont déterminants", ajoute-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 mars 2025

Turquie: le maire d'Istanbul de nouveau entendu après des manifestations monstres

Istanbul, 22 mars 2025 (AFP) — Le maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, devait être de nouveau entendu par la police samedi au lendemain de manifestations monstres qui ont gagné les deux-tiers des provinces de Turquie et provoqué des centaines d'arrestations.

Au total, des rassemblements se sont tenus depuis mercredi dans au moins 55 des 81 provinces turques, selon un décompte de l'AFP.

La police a procédé à 343 arrestations, a annoncé samedi le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, énumérant les neuf villes, dont Istanbul, où elles ont eu lieu comme Izmir (ouest), Ankara la capitale, Edirne et Canakkale dans le nord-ouest, Adana et Antalya dans le sud, témoignant de l'ampleur de la contestation.

"Ceux qui cherchent le chaos et la provocation ne seront pas tolérés", met-il en garde sur X.

Ekrem Imamoglu, 53 ans, a été interpellé mercredi à l'aube à son domicile et devait être de nouveau entendu samedi par la police pour des accusations de "soutien à une organisation terroriste", ont rapporté les médias.

Selon son parti, le CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), M. Imamoglu sera ensuite auditionné par le procureur général d'Istanbul, dans la soirée, autour de 21H00 (18H00 GMT), avant d'être présenté au tribunal. L'opposition a appelé samedi soir à de nouvelles manifestations.

- "Témoins secrets" -

L'accusation de terrorisme vise le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit, qui s'est dit prêt au début du mois à déposer les armes et à se dissoudre.

Selon son avocat, l'audition du maire dans le volet "corruption", vendredi, a duré "six heures".

"M. Imamoglu a nié toutes les charges retenues dans un document de 121 pages", affirme son défenseur, Mehmet Pehlivan.

Ce dernier dénonce le recours à des "témoins secrets de manière abusive", et s'insurge de voir des "procès-verbaux de témoignages non signés divulgués dans la presse", estimant que les droits de la défense ainsi que "le droit à un procès équitable (ont) été violés".

Dans un message posté sur X par ses avocats, Ekrem Imamoglu remercie ses concitoyens, descendus par dizaines de milliers dans les rues, pour leur mobilisation.

"Vous défendez notre République, la démocratie, l'avenir d'une Turquie juste et la volonté de notre nation", écrit-il.

Le président du CHP, dont il est issu, Özgür Özel, a affirmé que 300.000 personnes ont marché dans Istanbul, dont plusieurs dizaines de milliers ont réussi à atteindre l'hôtel de ville en dépit d'importants barrages de police.

Plusieurs incidents ont éclaté entre manifestants et policiers, durant lesquels ces derniers ont fait usage d'importantes quantités de gaz lacrymogènes et de canons à eau à Izmir et Ankara, ont constaté les correspondants de l'AFP.

Plusieurs journalistes ont été blessés dans les échauffourées.

M. Imamoglu devait être désigné dimanche comme le candidat de son parti à la présidentielle, prévue en 2028.

Le CHP a décidé de maintenir l'organisation de cette primaire et appelé tous les Turcs, même non inscrits au parti, à y prendre part.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 mars 2025

Ekrem Imamoglu, l'ennemi d'Erdogan vers la case prison

Istanbul, 23 mars 2025 (AFP) — Champion de l'opposition turque, le populaire maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, qui doit être incarcéré dimanche, incarnait jusqu'ici la principale menace du président Recep Tayyip Erdogan, qu'il rêvait de détrôner.

La justice n'a cessé ces dernières années de lancer des procédures à l'encontre du véhément édile que son parti, le CHP (social-démocrate), principale force d'opposition, veut toujours désigner dimanche comme son champion pour la prochaine présidentielle prévue en 2028.

Ekrem Imamoglu, 53 ans, avait fait une entrée fracassante sur la scène politique nationale en 2019 en ravissant Istanbul au parti AKP (islamo-conservateur) au pouvoir, infligeant une humiliante défaite au président Erdogan, qui fut lui-même maire de la capitale économique dans les années 90.

Déjà en 2023, une condamnation à plus de deux ans de prison pour "insulte" aux membres du Haut conseil électoral, dont il a fait appel, l'avait mis hors jeu pour la présidentielle remportée par le président sortant, arrivé au pouvoir en 2003 comme Premier ministre.

Largement réélu l'an passé à la tête de la plus grande ville de Turquie — et surtout, la plus riche, avec ses près de 16 millions d'habitants —, Imamoglu s'imposait jusqu'ici comme le candidat naturel du CHP à la présidentielle.

Mais la chute du plus puissant maire de Turquie s'est précipitée cette semaine après son arrestation mercredi pour "corruption" et "terrorisme", qui lui a valu dimanche un ordre d'incarcération dans le premier volet.

- "Harcèlement judiciaire" -

Mardi, il avait déjà vu son diplôme universitaire annulé ce qui, en vertu de la Constitution turque, l'empêche en l'état de concourir à la présidence.

Depuis, les manifestants sont descendus dans les rues à Istanbul, Ankara et Izmir, les principales villes du pays, et dans plus des deux tiers des provinces turques.

Le parti du maire, qui dénonce depuis des mois le "harcèlement judiciaire" à son encontre, a fustigé un "coup d'Etat" contre l'opposition et "notre prochain président".

En ravissant Istanbul en 2019 après 25 années de domination du camp de M. Erdogan sur la ville, et en la conservant haut la main l'an passé malgré les efforts déployés par le chef de l'Etat pour lui faire barrage, Ekrem Imamoglu est devenu l'homme à abattre.

Régulièrement classé parmi les personnalités politiques préférées des Turcs, ce musulman pratiquant mais membre du CHP, le parti laïc du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk, est parvenu à séduire au-delà de son parti.

"Il peut plaire à tous les segments de l'électorat d'opposition, qu'il s'agisse d'électeurs turcs, kurdes, sunnites, alévis, jeunes ou âgés", estime Berk Esen, politiste à l'université Sabanci d'Istanbul.

Avec près de vingt ans de moins que le président Erdogan, cet ex-homme d'affaires originaire de la mer Noire — comme la famille du chef de l'Etat — présente aussi une image de modernité.

Son épouse, Dilek Imamoglu, s'est montrée très présente ces derniers jours sur les estrades face aux manifestants.

Depuis son arrestation, l'édile incarne pour ses soutiens l'espoir brisé d'un changement proche, mobilisant sur son sort une jeunesse désemparée, frustrée par la crise économique et le manque de perspectives.

Le maire, qui ne faisait jusqu'ici pas toujours l'unanimité dans son camp, où il était parfois accusé de se soucier davantage de son avenir que de ses administrés, a vu son parti faire front derrière lui depuis son arrestation.

Le populaire maire d'Ankara, Mansur Yavas, souvent présenté comme son rival, s'est affiché sans réserve derrière lui, écourtant un voyage à l'étranger.

"Je ne plierai pas", a promis dimanche Ekrem Imamoglu dans un message publié sur X, jurant que "tout ira bien", un slogan qu'il avait fait sien en 2019 après l'annulation de son élection comme maire d'Istanbul, finalement obtenue de haute main lors d'un second scrutin.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 mars 2025

Le maire d'Istanbul envoyé en prison : ce que l'on sait

Istanbul, 23 mars 2025 (AFP) — La justice a ordonné dimanche le placement en détention pour "corruption" du maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, et de plusieurs dizaines de co-accusés.

Voici ce que l'on sait de cette procédure dénoncée comme un "coup d'Etat politique" par le parti du maire, le CHP, première force d'opposition au président Recep Tayyip Erdogan.

- Qui est Ekrem Imamoglu?

Le maire d'Istanbul élu en 2019 à la mairie d'Istanbul et réélu triomphalement l'an der-

nier fait figure d'opposant numéro 1 au président Erdogan.

En ravissant la plus grande ville de Turquie (près de 16 millions d'habitants) et la plus riche, l'édile de 53 ans est devenu l'homme à abattre pour le parti AKP au pouvoir et le chef de l'Etat.

- Que lui reproche la justice?

Le maire a été arrêté mercredi à l'aube pour "corruption" et "soutien à une organisation terroriste" en raison d'un accord électoral entre son parti et une formation prokurde que les autorités accusent de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé qualifié de terroriste par Ankara.

L'ordonnance de placement en détention provisoire dont l'AFP a obtenu copie dimanche stipule que "le suspect Ekrem Imamoglu est placé en détention pour avoir établi et dirigé une organisation criminelle; accepté des pots-de-vin; corruption; enregistrement illégal de données personnelles et trucage d'appels d'offres".

En revanche, poursuit-elle, "bien qu'il existe un fort soupçon de culpabilité pour le crime de soutien à une organisation terroriste armée (...), il n'est pas nécessaire à ce stade" d'ordonner sa détention dans ce volet "puisqu'il a déjà été décidé de l'incarcérer pour des crimes financiers".

- Le CHP dans le viseur

Outre le maire d'Istanbul, quelque 90 personnes ont été arrêtées mercredi, dont deux maires d'arrondissements de la mégapole turque visés dimanche par des ordres de détention pour "corruption" et "terrorisme".

Les deux élus sont membres du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate et laïc), fondé par Mustafa Kemal, le père de la République turque, qui dispose de 134 sièges de députés au Parlement, contre 272 pour l'AKP.

Lors d'élections locales en mars 2024, le parti a conquis 35 des 81 capitales provinciales, onze de plus que l'AKP, conservant ou l'emportant dans la plupart des grandes villes comme Ankara, la capitale, Izmir, Antalya et la grande ville industrielle de Bursa.

- Un contexte particulier

Ekrem Imamoglu devait être investi dimanche candidat de son parti à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2028, lors d'une primaire pour laquelle il était seul en lice.

Dès mardi, quelques heures avant son arrestation, l'annulation de son diplôme avait déjà dressé un obstacle sur sa route, la Constitution turque exigeant que tout candidat à la présidence justifie d'un diplôme d'enseignement supérieur.

En 2023, M. Imamoglu avait déjà été empêché de se présenter en raison d'une condamnation à plus de deux de prison pour "insulte" aux membres du Haut comité électoral turc, dont il a fait appel.

Le CHP a décidé de maintenir dimanche sa primaire et a appelé tous les Turcs, même non inscrits au parti, à y prendre part en espérant transformer cette consultation en plébiscite.

- Une contestation inédite depuis 2013

L'arrestation du maire d'Istanbul suscite depuis mercredi une contestation inédite en Turquie depuis le grand mouvement de contestation de Gezi, en 2013, parti de la place Taksim d'Istanbul.

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues d'Istanbul vendredi soir et samedi soir, et d'importantes manifestations ont eu lieu à Ankara et Izmir notamment.

Au total, des rassemblements ont eu lieu cette semaine dans au moins 55 des 81 provinces turques, soit plus des deux tiers du pays, selon un décompte de l'AFP.

Cette mobilisation, portée par la jeunesse, dépasse largement le sort d'Ekrem Imamoglu, constatent les observateurs.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 mars 2025

Turquie : plébiscite pour une primaire symbolique de l'opposition

Istanbul, 23 mars 2025 (AFP) — "On ne va pas se laisser aller au désespoir!", lance Aslihan, une Stambouliote de 38 ans qui patiente dimanche dans une file d'attente du quartier de Besiktas, à Istanbul.

La primaire organisée en Turquie par le parti d'opposition CHP malgré l'incarcération dimanche de son seul et unique candidat, le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, a pris la forme d'un plébiscite et mobilisé bien au-delà de ce parti.

Dès 08H00 (05H00 GMT), les votants de tous âges se sont pressés vers les bureaux ouverts par le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), le parti laïc de Mustafa Kemal, le fondateur de la République turque.

Au point que les opérations ont été prolongées de plus de trois heures pour accueillir quinze millions de votants, dont 13,2 millions extérieurs au parti, qui tous ont exprimé leur solidarité avec le maire, selon le décompte provisoire comuniqué par a municipalité d'Istanbul.

Un résultat salué par l'édile depuis sa cellule, dans la prison de Silivri à l'ouest d'Istanbul.

"Dès qu'il y a un opposant fort, ils essaient de l'éliminer. On a une dictature en Turquie en ce moment, rien d'autre. Nous vivons en république mais elle n'en a que le nom", s'insurge Ferhat, 29 ans, qui comme beaucoup renâcle à donner son nom de famille.

"Nous sommes venus soutenir notre maire. Nous sommes toujours avec lui", poursuit sa voisine, Kadriye Sevim, sous une tente dressée près de la municipalité d'Istanbul, haut lieu de la contestation depuis l'arrestation mercredi du maire de cette ville, le principal opposant au président Recep Tayyip Erdogan.

- "Une grande injustice" -

"En aucun cas, aucun pouvoir n'a le droit de faire cela à la jeunesse et au peuple turc. Nous nous opposerons jusqu'à la fin. Imamoglu sortira de là parce que c'est une grande injustice", martèle

Kaan Peker, un ingénieur du son de 25 ans.

“Une fois qu’il sera sorti, nous le porterons, espérons-le, vers de plus hautes responsabilités”, poursuit-il, évoquant ainsi la présidence.

Les mêmes foules déterminées se retrouvent de l’arrondissement branché de Kadikoy, sur la rive asiatique d’Istanbul, aux rues de Kasimpasa, un quartier populaire de la Corne d’or, où le président Erdogan a passé son enfance.

Surtout, les images se répètent d’un bout à l’autre du pays, d’Ankara la capitale, à Diyabarkir, la plus grande ville à être en majorité peuplée de Kurdes, dans le sud-est, et jusqu’en Thrace, dans l’extrême nord-ouest, traditionnellement kémaliste, près des frontières bulgare et grecque.

- “Un monde fou” -

“Nous avons tous voté, c’était comme une fête ! Les gens du CHP qui s’occupent des urnes disent qu’il y a un monde fou et surtout, beaucoup de gens d’autres partis”, s’enthousiasme Sevil Dogrugüven, 51 ans, une employée du secteur privé à Edirne.

“Dans la campagne de Thrace, les gens se sont déplacés jusqu’aux mairies” pour voter, affirme-t-elle à l’AFP.

À Ankara, Nurcan Kabacioglu, une enseignante à la retraite de 57 ans, se veut combative : “Il n’y a pas de situation désespérée, que des gens découragés. Moi, je ne perds jamais espoir”, assène-t-elle.

“On ne va pas se laisser aller au désespoir”, abonde dans le même sens à Istanbul Aslihan. “C’est le premier mouvement de masse depuis les protestations de Gezi”, une vague de contestation partie d’Istanbul qui avait balayé la Turquie pendant plusieurs semaine en 2013.

“Après Gezi, on a cédé au découragement. Mais après l’injustice commise aujourd’hui, je me sens plus forte et plus confiante. Je sens aussi que c’est notre dernière chance”, lâche-t-elle.

_____

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

25 mars 2025

Turquie: la jeunesse d’Istanbul mobilisée malgré la peur

Istanbul, 25 mars 2025 (AFP) — Le masque noir remonté sous les yeux, pull jaune citron aux couleurs de son université, Nisa est venue “défendre la démocratie” en Turquie qu’elle juge “en danger”.

Elle a bravé son appréhension pour se joindre mardi soir au défilé de milliers d’étudiants dans le parc de Maçka, à Istanbul, au septième jour de contestation à travers la Turquie.

Un choix symbolique que ce grand espace vert en pente, officiellement dénommé “parc de la démocratie de Maçka”.

Pour toute cette génération de vingtenaires, née sous le pouvoir AKP de Recep Tayyip Erdogan, cette mobilisation est une première.

Leurs parents ont connu la vague de protestation de Gezi en 2013, partie d’Istanbul et qui s’était répandue dans le pays pendant plusieurs semaines, demeurant pour eux une référence, brandie dans les rassemblements, et pour le chef de l’Etat, une hantise.

Le mouvement s’est enclenché suite à l’arrestation le 19 mars du maire d’opposition d’Istanbul, Ekrem Imamoglu, incarcéré dimanche pour corruption.

Depuis, chaque soir, des dizaines de milliers de manifestants que les autorités qualifient de “provocateurs” convergent vers la municipalité.

Plus de 1.400 personnes ont été arrêtées dans le pays — où les rassemblements ont été interdits à Ankara, Istanbul et Izmir —, parmi lesquelles une dizaine de journalistes qui couvraient les manifestions, dont un de l’AFP.

- “Cachez vos visages” -

Tous les jeunes présents l’affirment: la mobilisation va bien au-delà du cas d’Ekrem Imamoglu.

“La République est en danger depuis l’arrivée d’Erdogan au pouvoir il y a plus de vingt ans”, dénonce Nisa.

“On ne peut pas s’exprimer librement”, poursuit la jeune fille qui, comme pratiquement tous ses camarades, refuse de donner son nom complet.

“Bien sûr que j’ai peur de la police”, confirme un jeune homme de vingt ans, visage caché sous le masque noir et blanc du film “V pour Vendetta” et qui se fait appeler Ahmet.

Écharpes tricotées main, foulards, chemises... n’importe quel textile fait l’affaire pour cacher leurs traits aux policiers déployés autour du parc.

Les milliers d’étudiants se sont élancés en fin de journée en direction de la mairie de Sisli, arrondissement dont le maire a lui aussi été incarcéré dimanche.

Dans le très long cortège, surveillé de près par la police et applaudi par de nombreux riverains, des pancartes “Acab” (All Cops are Bastards, “tous les flics sont des salauds”), des appels à la démission du gouvernement et presque que des visages masqués.

Lors d’une AG mardi après-midi à l’université de Galatasaray, des organisateurs de la manifestation avaient donné des consignes: “ne montrez pas vos visages, ne publiez pas de photos à visages découverts”.

- “Responsabilité historique” -

Dans la cour d’un campus de l’université technique d’Istanbul, mardi matin, Adanil Güzel, 19 ans, boucles noires et multiples anneaux aux oreilles, revendiquait en revanche fièrement son nom.

“Je n’appartiens à aucun parti mais j’ai toujours été dans la rue, comme fille, comme queer et comme Kurde. Je veux me battre parce que mes droits n’ont jamais été garantis”, martelait-elle.

Depuis Gezi, les derniers à descendre dans les rues sont les femmes pour le 8 mars et les LGBTQI+ pour la Marche des fiertés.

“Les organisations de jeunesse ont toujours compté dans notre histoire depuis l’avènement de la République. C’est notre responsabilité historique en tant que jeunes de

descendre dans la rue", juge pourtant Kerem Gümre, 23 ans, qui avoue avoir abandonné ses études de droit, "auxquelles il ne croyait plus, pour faire de l'économie".

Dans le long cortège étudiant mardi soir, des pancartes et des slogans raillaient le président Erdogan, l'accusant d'avoir falsifié son diplôme universitaire.

L'université d'Istanbul a annulé le diplôme de M. Imamoglu la semaine dernière, à la veille de son arrestation, mettant un obstacle supplémentaire à sa candidature à la présidence.

Dimanche, jour de son incarcération, le maire d'Istanbul a toutefois été investi par son parti comme le candidat du CHP à la prochaine échéance présidentielle, prévue en 2028.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 mars 2025

Turquie: les opposants, militants et journalistes emprisonnés

Istanbul, 25 mars 2025 (AFP) — Le maire d'opposition d'Istanbul Ekrem Imamoglu, 53 ans, principal rival du président Recep Tayyip Erdogan incarcéré depuis dimanche pour "corruption" a rejoint la longue liste des opposants, militants et journalistes condamnés à de longues peines et détenus dans les prisons turques.

La répression engagée après une vague de contestation partie d'Istanbul, en mai 2013, s'est durcie après une tentative de putsch en juillet 2016.

Voici quelques-uns de ces détenus qualifiés de "prisonniers d'opinion" par les organisations de défense des droits humains.

Selahattin Demirtas

Ancien co-président du parti prokurde HDP (devenu DEM), deuxième force d'opposition, Selahattin Demirtas est incarcéré depuis fin 2016.

Le toujours populaire leader kurde a été condamné en mai 2024 à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat, dans une affaire qui a valu à Ankara d'être condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

Selahattin Demirtas s'était présenté à la présidentielle contre le président Erdogan en 2014 puis en 2018, cette fois depuis sa prison.

Un dialogue entamé à l'automne entre le pouvoir turc et Abdullah Öcalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), par l'entremise du parti DEM, fait espérer à ses soutiens une possible libération de M. Demirtas.

Fin janvier, un autre opposant au président Erdogan, Ümit Özdag, a lui aussi été incarcéré. Le chef du Parti de la victoire, petite formation d'extrême droite, est accusé d'incitation à la haine.

Osman Kavala

Le mécène Osman Kavala, 67 ans, a été arrêté en 2017 puis condamné en 2022 à la perpétuité; il est accusé d'avoir "tenté de renverser le gouvernement" pour avoir soutenu des manifestations antigouvernementales en 2013 connues sous le nom de mouvement de Gezi, ce qu'il réfute.

La CEDH a estimé que l'arrestation de cet éditeur et homme d'affaires, figure de la société civile turque, avait pour objectif de "le réduire au silence" et de "dissuader d'autres défenseurs des droits de l'Homme".

L'avocat et ex-député d'opposition Can Atalay, qui était parvenu à se faire élire depuis sa cellule de prison, demeure lui aussi incarcéré pour sa participation au mouvement de Gezi.

Journalistes

Selon la plateforme turque de défense de la liberté d'expression P24, 34 journalistes sont derrière les barreaux et des dizaines d'autres ont dû s'exiler, comme Can Dündar.

Cet ancien rédacteur en chef du quotidien d'opposition Cumhuriyet, réfugié en Allemagne depuis 2016, a été emprisonné en Turquie en novembre 2015 pour un reportage sur des livraisons d'armes par Ankara à des groupes jihadistes en Syrie. Fin 2020, il a été condamné en Turquie par contumace à 27 ans et 6 mois de prison.

La Turquie pointe à la 158e place sur 180 du classement 2024 de la liberté de la presse de l'ONG Reporters sans Frontières (RSF).

Dix journalistes ont été interpellés lundi à leur domicile dont sept, à Istanbul, ont été libérés mardi sous contrôle judiciaire - parmi eux, un photographe de l'AFP.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 mars 2025

Turquie: l'opposition veut maintenir l'unité au lendemain de son méga-rassemblement

Istanbul, 30 mars 2025 (AFP) — L'opposition turque cherche à poursuivre sa mobilisation au lendemain du rassemblement de centaines de milliers de personnes à Istanbul pour protester contre l'incarcération du maire, Ekrem Imamoglu. La Turquie marque néanmoins une pause dimanche dans la contestation en cours depuis le 19 mars pour célébrer le premier jour des fêtes de l'Aïd El Fitr, qui marquent la fin du ramadan.

A cette occasion, Ekrem Imamoglu a appelé à l'unité depuis la prison de Silivri, dans l'ouest de la métropole, où il a été incarcéré le 23 mars.

"Ceux qui pensent que nous ne pourrons pas célébrer cette fête se trompent lourdement parce que nous trouverons certainement un moyen d'être ensemble! Nous réussirons à être unis pour cette fête", a-t-il assuré dans un message posté sur X par ses avocats.

Les autorités turques ont par ailleurs confirmé la détention du journaliste suédois Joakim Medin, arrêté jeudi dès sa descente d'avion, pour "appartenance à une organisation terroriste armée et insulte au président". Charges "absurdes" selon son journal, Dagens ETC, qui les nie catégoriquement.

L'arrestation du maire pour corruption, puis son incarcération ont déclenché un vague de protestations sans précédent depuis le grand mouvement de Gezi, en 2013.

M. Imamoglu devait être investi candidat de son parti, le CHP, à la prochaine présidentielle, prévue en 2028, le jour où il a été envoyé en prison.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP) özgür özel a annoncé qu'il lui rendrait visite dimanche en début d'après-midi ainsi qu'aux manifestants incarcérés dans cette même prison de Silivri.

- Pétition -

Samedi, des centaines de milliers de personnes - 2,2 millions selon le CHP - ont convergé vers la rive asiatique d'Istanbul pour exprimer leur soutien à l'édile.

M. Özel, devenu le porte-voix de l'opposition au président Recep Tayyip Erdogan, a promis de maintenir la contestation tous les samedis dans une ville différente et tous les mercredis soirs à Istanbul.

Il se trouvait dimanche à Trabzon sur la mer Noire, région d'origine de M. Imamoglu - et du chef de l'Etat. Il a initié une pétition appelant à la libération du maire et à des élections anticipées.

"Dieu m'est témoin que le crime d'Ekrem Imamoglu est d'être le rival de Tayyip Erdogan", a lancé M. Özel, rappelant que M. Imamoglu avait remporté Istanbul en 2019 puis de nouveau en 2024, ville de 16 milions d'habitants dont M. Erdogan fut le maire.

Quarante-huit élus de la municipalité ou des alentours ont été emprisonnés dans le cadre de cette enquête. Parmi eux, un proche de M. Imamgolu, Mahir Polat, très investi dans la défense du patrimoine stambouliote, se trouvait dimanche hospitalisé pour un incident cardiaque, selon le quaofieitn Cumhuriyet.

Au moins 2.000 personnes ont été interpellées et au moins 263 incarcérées depuis le début des manifestations, selon les chiffres officiels, mais les avocats qui se sont pressés chaque jour au Palais de justice estiment qu'ils sont bien davantage.

- "Priorité absolue" -

S'agissant du journaliste suédois Joakim Medin, les autorités ont précisé que "ce mandat d'arrêt n'a rien à voir avec des activités journalistiques", alors qu'au moins dix journalistes ont été interpellés pour avoir couvert les manifestations et un journaliste de la BBC, Mark Lowen, a été expulsé.

Le procureur d'Ankara reproche à M. Metin d'avoir pris part à une manifestation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en janvier 2023, à Stockholm, lors de laquelle une figurine représentant le chef de l'Etat turc a été promenée au bout d'un fil.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliées occidentaux.

Le gouvernement suédois fait de sa libération une "priorité absolue", a réagi la cheffe de la diplomatie suédoise Maria Malmer Stenergard, précisant qu'elle se rendrait cette semaine à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan "pour faire part à mon collègue (turc) de l'extrême importance de cette affaire".

La manifestation évoquée s'était tenue lors des discussions sur l'entrée de la Suède dans l'Otan, à laquelle Ankara avait résisté en arguant de la mansuétude supposée de Stockholm envers les partisans du PKK.

La Suède a finalement rejoint l'Alliance atlantique en mars 2024 après vingt mois de négociations pour lever le veto turc.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 mars 2025

Turquie: les accusations visant le journaliste suédois détenu sont "fausses", dit sa femme

Stockholm, 30 mars 2025 (AFP) — Les accusations visant le journaliste suédois Joakim Medin, placé en détention en Turquie notamment pour "terrorisme", sont "fausses", a déclaré dimanche sa femme, Sofie Axelsson à l'AFP.

"Il est bien traité, mais s'ennuie un peu. J'ai pu lui envoyer un message via son avocat et il a pu me répondre. C'est un soulagement", a-t-elle dit.
Les autorités turques accusent Joakim Medin de "terrorisme" et "d'insulte au président" Recep Tayyip Erdogan.

Elles dénoncent en particulier sa participation à une manifestation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) à Stockholm en janvier 2023 lors de laquelle une marionnette figurant le chef de l'Etat turc aurait été moquée.

"Ces accusations sont fausses, Joakim est journaliste et rien d'autre", souligne sa femme.
Le journaliste a été arrêté jeudi à Istanbul où il venait couvrir la vague de manifestations qui secoue la Turquie depuis l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu. Il a été incarcéré vendredi.
"Il couvre le pays depuis de nombreuses années, en particulier sur les thématiques de la démocratie et des droits de l'homme", a ajouté Sofie Axelsson.

Lors d'un reportage en Syrie en février 2015, Joakim Medin avait été arrêté par les forces de sécurité et maintenu à l'isolement pendant une semaine.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 mars 2025

Syrie: un nouveau gouvernement dominé par les fidèles du président par intérim

Damas, 30 mars 2025 (AFP) — Le président syrien par intérim Ahmad al-Chareh a annoncé samedi soir la formation d'un nouveau gouvernement sans Premier ministre, dans lequel ses fidèles occupent les principaux postes mais qui se veut inclusif et compte une femme.

Dans un discours au cours de la cérémonie annonçant le gouvernement, Ahmad al-Chareh, qui a pris le pouvoir à la tête d'une coalition islamiste le 8 décembre, a affirmé sa volonté d'"édifier un Etat fort et stable".

Les 23 ministres ont prêté serment devant M. al-Chareh lors d'une cérémonie au palais présidentiel, retransmise par la télévision.

Les ministres des Affaires étrangères, Assaad al-Chaibani, et de la Défense, Mourhaf Abou Qasra, des fidèles du président intérimaire, conservent leurs postes dans le gouvernement.

Le chef des Renseignements généraux, Anas Khattab, également proche de M. Chareh, est nommé ministre de l'Intérieur.

Le gouvernement est plus inclusif que l'équipe ministérielle qui était chargée de la gestion des affaires courantes depuis la chute de Bachar al-Assad et qui était dirigé par Mohammad al-Bachir, qui devient ministre de l'Energie.

Hind Kabawat, une femme chrétienne, est nommée ministre des Affaires sociales et du Travail.

Il compte également au moins un ministre druze, un autre kurde et un alaouite.

- Un poste pour les Casques blancs -

Le chef des Casques Blancs, les secouristes syriens qui oeuvraient dans les zones rebelles, Raed al-Saleh, est nommé ministre des Situations d'urgence et des Catastrophes.

L'annonce, initialement prévue le 1er mars, intervient alors que la communauté internationale appelle à une transition syrienne inclusive.

Elle survient également après des massacres à caractère confessionnel début mars, qui ont visé les Alaouites dans l'ouest du pays où est concentrée cette minorité dont est issu le président déchu Bachar al-Assad.

Les nouvelles autorités cherchent à réunifier et reconstruire la Syrie, qu'une guerre civile de plus de treize ans a mise à genoux.

Proclamé président intérimaire en janvier, M. Chareh doit gérer la période transitoire de cinq ans après près de 14 ans de guerre civile. Ce n'est qu'après cette période que des élections doivent se tenir sur la base d'une nouvelle Constitution.

Entretemps, la déclaration constitutionnelle lui accorde les pleins pouvoirs dans la formation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, bien qu'elle affirme respecter la séparation des pouvoirs.

Selon Human Rights Watch, cette déclaration constitutionnelle "accorde au président des pouvoirs considérables, notamment en matière de nominations judiciaires et législatives, sans aucun contrôle ni supervision".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 mars 2025

Syrie: le président par intérim prévient qu'il "ne pourra pas satisfaire tout le monde"

Damas, 31 mars 2025 (AFP) — Le président par intérim, Ahmad al-Chareh, a assuré vouloir "parvenir à un consensus" dans la reconstruction de la Syrie après la chute du président Bachar al-Assad, mais a prévenu qu'"il ne pourrait pas satisfaire tout le monde".

Le nouveau gouvernement syrien formé par M. Chareh, dont la coalition islamiste a renversé Bachar al-Assad en décembre et pris le pouvoir à Damas après près de 14 ans de guerre civile, est dominé par les fidèles du président par intérim.

Composé de 23 membres, sans Premier ministre, il compte quatre ministres issus des minorités de Syrie, un chrétien, un druze, un kurde et un alaouite, mais aucun n'occupe de portefeuille clé.

"On ne pourra pas satisfaire tout le monde, chaque mesure que nous prenons ne fera pas consensus, c'est normal, mais nous devons parvenir à un consensus" autant que possible, a également déclaré M. Chareh lors d'un rassemblement au palais présidentiel retransmis à la télévision syrienne après les prières de l'Aïd, fête musulmane marquant la rupture du mois de jeûne du ramadan.

Il a estimé que le chemin vers la reconstruction allait être long et ardu mais que le pays "possède toutes les ressources nécessaires pour se relever".

L'annonce de la formation du nouveau cabinet samedi a été faite deux semaines après la rédaction d'une déclaration constitutionnelle qui accorde à M. Chareh les pleins pouvoirs dans les domaines législatif, exécutif et judiciaire.

L'Union européenne s'est dit lundi "prête à coopérer" avec le nouveau gouvernement "pour l'aider à relever les défis immenses qui l'attendent".

Si les Etats-Unis ont qualifié d'"étape positive" sa formation,

ils ont précisé qu'il n'y aurait pas d'assouplissement des sanctions tant qu'ils n'auraient pas constaté des progrès sur des priorités telles que la lutte contre le "terrorisme".

L'administration autonome kurde qui contrôle de vastes territoires dans le nord et le nord-est de la Syrie a quant à elle contesté dimanche la légitimité de ce nouveau gouvernement.

La plupart des membres de la nouvelle équipe sont des sunnites, reflet de leur poids démographique en Syrie, après plus de 50 ans de règne de la minorité alaouite avec Bachar al-Assad et, avant lui, son père.

M. Chareh a assuré que les ministres avaient été choisis pour leur compétence "sans considération idéologique ou politique".

"La diversité de la société syrienne" a été prise en considération, a-t-il dit. Un système de quotas a été écarté pour opter pour une politique de "participation".

"Une nouvelle page d'histoire est en train d'être écrite pour la Syrie", a-t-il lancé à l'assistance.

Dans la soirée, lors d'un évènement lié à l'Aïd et organisé avec les "enfants des martyrs", sa femme Latifa al-Droubi est apparue à ses côtés pour la première fois de manière officielle au palais présidentiel, d'après les photos publiées par la présidence syrienne sur les réseaux sociaux.

M. Chareh s'apprête à signer une déclaration constitutionnelle encadrant la transition en Syrie pour cinq ans.

Certains experts et groupes de défenseurs des droits humains redoutent que la déclaration n'inclue pas suffisamment de protections pour les minorités.

Début mars, la Syrie a été le théâtre des pires massacres à caractère confessionnel depuis la chute de Bachar al-Assad, prenant pour cible les alaouites dans l'ouest du pays.

Les autorités ont mis en place une commission d'enquête et M. Chareh a promis de faire juger les responsables.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.